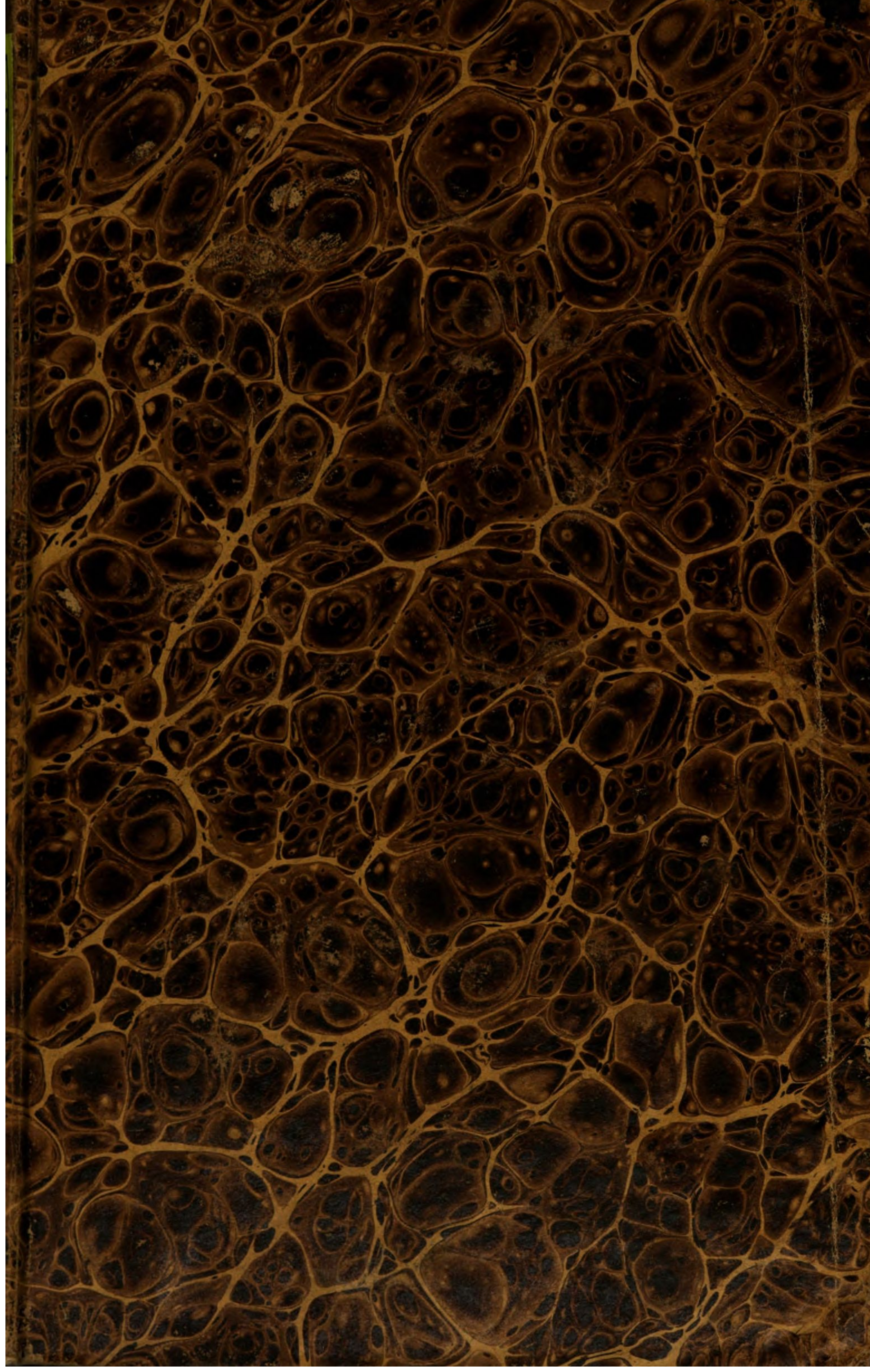




1854

Bibl. Mont

DE

PORTFOLIO

OU

Collection

DE

DOCUMENTS POLITIQUES

RELATIFS

A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.



TOME PREMIER.

PARIS.

THUROT, LIBRAIRE, BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE, N. 18.

LE DIXIÈME, LIBRAIRE, PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÈANS, N. 31.

ET CHEZ TOUTS LES LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

1836.

LE
PORTFOLIO
OU
COLLECTION
DE DOCUMENTS POLITIQUES
RELATIFS
A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.

—
TOME I.
—

N° 1.

Mémoire sur les moyens de maintenir la tranquillité dans
l'intérieur de l'Allemagne, en cas de guerre.

PARIS.

TRUCHY, LIBRAIRE, || LE DOYEN, LIBRAIRE,
BOULEVARD DES ITALIENS, N° 18. || PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, N° 31.

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

1836.

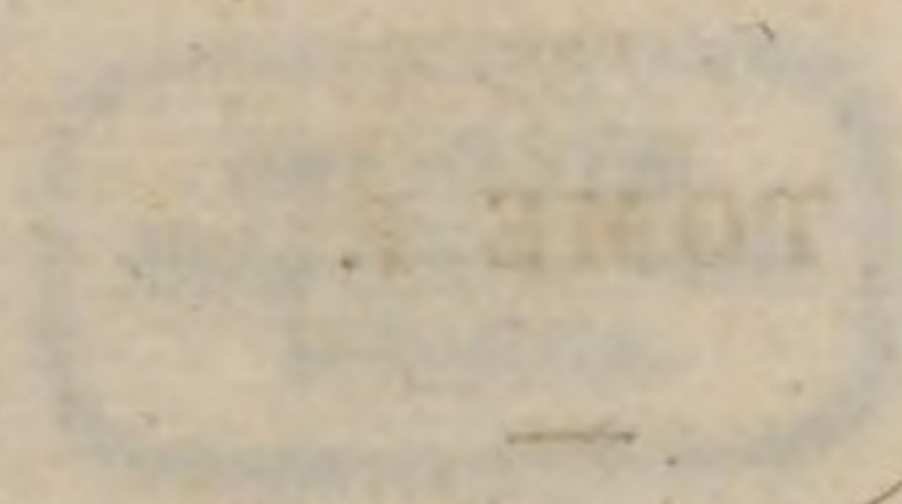
PORTFOLIO

COLLECTION

DE DOCUMENTS POLITIQUES

A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

PARIS



N° 1

Mémoires sur les moeurs de nos pères, la tranquillité dans
l'état de l'Allemagne, en ces de guerre.

PARIS

THURCY, LIBRAIRE, 11, RUE DE VAUGIRARD

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

1876

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME 1^{er} DU PORTFOLIO.

(Ce tome contient les numéros 1 à 9. Chaque numéro a une pagination séparée.)

Numéros.

1. Mémoire du comte de Bernstorff sur les moyens de maintenir la tranquillité en Allemagne, en cas de guerre. page 7
2. Observations sur le Mémoire intitulé De l'État présent et de l'avenir de l'Allemagne. 3
Mémoire sur l'État et l'avenir de l'Allemagne, rédigé à Saint-Petersbourg. 9
3. Un passage supprimé dans le Discours de l'empereur Nicolas à Varsovie, et Observations sur les résultats pratiques de ce discours. 3
4. Observations sur le contenu de ce numéro. 3
Copie d'une dépêche du prince de Lieven. 15
Déclaration d'indépendance de la Circassie. 25
Nouvelle phase du Discours de Varsovie. 32
5. Copie d'une dépêche du prince de Lieven en date de Londres, le $\frac{4}{16}$ janvier 1829. 3
Dépêche du comte Pozzo di Borgo en date de Paris, le $\frac{10}{22}$ décembre 1826. 7
Situation actuelle et avenir de la Circassie. (*Premier article.*) 17
Suite d'observations sur le Discours de Varsovie. . . . 28
Extraits de la *Gazette d'Augsbourg*. 35

TABLE DES MATIÈRES.

Numéros.

6.	Dépêche du comte Pozzo di Borgo en date de Paris , le $\frac{10}{22}$ décembre 1826. (<i>Suite et fin.</i>)	3
	Lettre de l'empereur Nicolas au comte Pozzo di Borgo.	15
	Extraits d'un discours de M. Canning sur les affaires du Portugal.	17
	Situation actuelle et avenir de la Circassie. (<i>Deuxième article</i>)	22
	Irruption des Persans en Russie pendant la dernière guerre.	38
	La Russie et l'Europe.	46
	Extraits de la <i>Gazette de Moscou</i>	53
7.	Copie d'une Dépêche très réservée du comte Pozzo di Borgo en date de Paris, le 28 novembre 1828.	3
	Observations.	16
	Situation actuelle et avenir de la Circassie. (<i>Troisième article</i>)	18
8 et 9.	Copie d'une dépêche très réservée du comte Pozzo di Borgo en date de Paris, le 28 novembre 1828. (<i>Suite et fin.</i>)	3
	Situation actuelle et avenir de la Circassie. (<i>Quatrième article</i>)	35
	Sur les populations slaves qui ne sont pas sujettes de la Russie.	53

PROSPECTUS.

En entreprenant la présente Collection, on ne s'est proposé d'autre but que de donner une publicité suivie à des documens politiques d'origine étrangère, lesquels intéressent au plus haut degré l'Angleterre, ou concernent la situation et les relations de divers autres membres de la grande famille européenne. Une préface serait inutile. Si les documens qu'on publie méritent l'attention, ils ne manqueront pas de l'exciter; et, quant à leur authenticité, le texte même porte avec lui les seules et les meilleures preuves qu'on en puisse exiger. Autrefois, de pareils papiers ne voyaient guère le jour avant que des siècles et des générations ne se fussent écoulés depuis la disparition des personnages et des circonstances auxquels ils se rapportaient. C'était seulement lorsque le drame était achevé qu'on levait la toile pour exa-

miner le jeu des machines intérieures , et pour reconnaître les acteurs une fois débarrassés de leurs déguisemens. Ici, au contraire , nous obtenons des révélations complètes sur des événemens qui courent encore , pour ainsi dire , sur des dénouemens à peine entrevus dans l'avenir ; nous trouvons l'explication des faits les plus importants et les moins compris ; nous découvrons enfin , dans tous leurs développemens , de vastes plans de domination et de conquête , sur lesquels auparavant personne n'aurait pu émettre ses soupçons sans être aussitôt traité de visionnaire. Mais si , d'un côté , jamais il n'était encore arrivé que les secrets d'une grande puissance eussent été de la sorte mis à nu , devant les regards du genre humain , au moment même où les événemens s'accomplissaient , et où une impulsion hardie leur était imprimée ; de l'autre aussi , jamais on ne vit esprits plus distingués employés à opérer des conquêtes par les voies diplomatiques , jamais on ne déploya ni plus d'habileté à juger les autres États , ni plus de talent littéraire à exposer et à discuter de pareilles questions.

La première livraison contiendra un document relatif à la ligue prussienne.

Nous le ferons suivre par un mémoire russe
sur l'état actuel et l'avenir de l'Allemagne, mé-
moire qui se trouve analysé dans le numéro 2 de
la Revue britannique et étrangère.

Nous publions ce document sans aucun commentaire , car , pour qu'un commentaire pût être utile à quelque chose , il faudrait l'allonger beaucoup trop. Lorsque l'opinion publique aura été réveillée par plusieurs publications analogues en même temps qu'éclairée par les lumières qu'elles répandront , alors la tâche d'un examen approfondi se trouvera plus facile , si même le but auquel on vise n'est pas atteint déjà. Avant tout , nous devons nous familiariser avec les motifs qui président aux actes des nations voisines ; nous devons apprendre à respecter et les forces dont disposent nos adversaires , et les hommes d'État qui dirigent leurs affaires ; nous devons surtout bien nous pénétrer de la conscience de ce fait , dont l'ignorance a matériellement contribué à notre apathie comme à notre abaissement politiques , à savoir qu'une somme considérable *d'intelligence* se trouve mise en œuvre contre nous.

MÉMOIRE

SUR LES MOYENS

DE MAINTENIR LA TRANQUILLITÉ

DANS L'INTÉRIEUR DE L'ALLEMAGNE

EN CAS DE GUERRE A L'ÉTRANGER.

Ce Mémoire fut présenté au Roi de Prusse, sur sa demande, par le comte de BERNSTORFF, le 29 janvier 1831.

AU ROI.

L'ordre de V. M. en date du 10 novembre 1830 m'a imposé le devoir d'examiner :

Par quels moyens on pourrait assurer la tranquillité de l'Allemagne, dans le cas où une guerre étrangère deviendrait inévitable ? et en particulier :

De quelle manière la Prusse doit user de sa position et de son influence en Allemagne pour atteindre le but ci-dessus indiqué, et pour écarter les conséquences funestes que font craindre l'excitation et le désordre qui se sont manifestés dans les États allemands de son voisinage ?

J'ai l'honneur de présenter à V. M. le plan qui, dans le cas supposé, devrait servir de règle de conduite.

Par suite du délai occasionné par l'état de ma santé,

c'est à présent seulement que je puis essayer de résoudre le problème, en considérant la tournure que les affaires ont prise durant cet intervalle.

Un fait est à remarquer comme point de départ : c'est l'espèce de fièvre intellectuelle qui, provoquée par les révolutions de France et de Belgique, gagne partout du terrain en se répandant de proche en proche. Origine première des troubles sérieux dont plusieurs parties de l'Allemagne furent le théâtre en septembre et en octobre derniers, elle subsiste toujours et se manifeste par des symptômes divers.

La ressemblance de ce mal avec une contagion apparaît frappante, aussi bien lorsqu'on l'envisage dans la manière dont il se propage, que lorsqu'on observe la nature fébrile des mouvemens qu'il produit. On s'expliquera comment il trouve prise trop facilement, en remontant à ses causes intimes, c'est-à-dire au caractère particulier de notre âge, qui se distingue par le manque d'unité et de fermeté dans les convictions morales et religieuses, lesquelles influent si puissamment sur l'opinion publique, ainsi que par la corruption, l'incertitude, et le pervertissement des idées relatives au pouvoir suprême et à la sainteté du serment. Une fausse direction des sentimens correspond à une fausse direction des idées. Je ne veux pas examiner, ni jusqu'à quel point les causes dont il s'agit prévalent particulièrement dans ceux des États allemands, où les effets contagieux des révolutions de France et de Belgique se sont montrés avec le plus d'ensemble et de violence ; mais, chose aussi certaine que notoire, il régnait dans ces pays, long-temps avant les événemens en question, un esprit de mécontentement que constate *leur prédisposition plus*

vive à ressentir les atteintes de la contagion. Aux causes de mécontentemens particulières aux divers pays il faut ajouter de nombreux malentendus , résultats visibles et naturels de la division de l'Allemagne en états séparés. Ainsi les réglemens et ordonnances destinées à toute l'Allemagne , ont dû , suivant les localités , rencontrer soit une opposition franche et entière , soit des difficultés dans l'exécution , car leur nécessité n'était point partout également sentie. Cependant on ne veut pas renoncer à l'espoir du bien général qui devait être le fruit de ces mesures-là même. On s'impatiente des sacrifices qu'entraîne leur absence ou leur imperfection ; on s'exagère l'étendue et l'intensité du mal existant : de toutes ces causes réunies naît un vague désir de changement à l'état actuel des choses ; désir dont la poursuite , malgré les leçons instructives de l'histoire moderne , ne profite dans l'occasion qu'aux actes les plus illégaux et aux excès les plus graves.

Si la situation présente de l'Allemagne , telle que nous venons de l'esquisser , éveille de justes craintes quant au maintien de la tranquillité à l'intérieur , les craintes augmentent si l'on admet la possibilité d'une guerre à l'étranger. En effet , d'une part les moyens d'action nécessaires pour comprimer la révolte , se trouveraient avant tout employés contre l'ennemi extérieur ; puis de l'autre , de nouvelles charges , de nouvelles privations , produiraient un surcroît de mécontentement , car il faudrait les imposer à des populations déjà fatiguées du fardeau qui pèse sur elles au moment même où l'interruption du commerce et de l'industrie porterait encore un préjudice particulier aux habitans des villes. Quelque fondées que puissent être les appréhensions dont nous venons de parler , on n'en est pas

moins justifié de chercher soit à prévenir le mal qui menace d'une éruption prochaine, soit à le combattre dans le cas où il n'éclaterait que plus tard lors d'une guerre devenue inévitable. Pour cela il faut essayer de ranimer chez les Allemands un enthousiasme de dévouement qui contribuerait à leur alléger des sacrifices nécessaires. Les moyens qu'on doit employer à cet effet, comme le mal qu'ils sont destinés à détruire, sont uniquement d'une nature morale. Leur application judicieuse peut seule faire espérer le succès. Ils doivent, avant tout, avoir pour but de diriger les esprits de la majorité des classes éclairées et propriétaires (*gebildeten und besitzenden*), de telle sorte que ces classes ne restent pas dans une inactive neutralité, mais qu'elles se rattachent au contraire avec affection aux mesures prises par le pouvoir. Il est permis de supposer, que mues par le sentiment de leurs véritables intérêts ces classes se montreront partout disposées à prêter leur puissant appui à chaque gouvernement, chez lequel force leur sera de reconnaître une juste sollicitude pour le bien général. En outre, il faut qu'on repousse toute proposition qui serait inspirée par un esprit de parti quelconque, car c'est ainsi qu'on parviendra seulement à écarter les dangers qu'on a vu surgir dans différens États, où la marche opposée avait été adoptée. Les observations suivantes sont fondées sur la manière dont j'envisage le caractère de la nation allemande.

I. Plus les esprits même vulgaires comprennent qu'il est de l'intérêt de tous de défendre les frontières contre l'étranger, plus ils s'aperçoivent que les efforts du gouvernement vers ce but sont sérieux, et plus ce dernier peut compter sur un appui efficace de la part de ses subor-

donnés. Aussi me semble-t-il être de la plus haute importance qu'on adopte ou suive un système de politique, qui dans le cas où la guerre deviendrait inévitable, tende à faire considérer par tous les Allemands sa nécessité absolue comme un fait constant; cela n'aurait point lieu, par exemple, pour une guerre de principes; guerre qui, dans le sein même de l'Allemagne, armerait les partis les uns contre les autres. Mais on obtiendrait avec certitude le résultat désiré, si l'attaque, en venant de l'ennemi, dissipait tous les doutes sur la nécessité de la guerre, et rendait superflues les déductions juridiques dont il est à souhaiter qu'on puisse complètement se dispenser.

II. Une fois la guerre commencée avec ce caractère non équivoque de nécessité absolue, il faut éviter qu'elle ne se fasse avec froideur et apathie. Le gouvernement doit agir résolument, il doit montrer une sollicitude visible pour l'honneur et le bien de la patrie. Une chose est essentielle aussi, c'est que dans les mesures que prendront les souverains allemands, rien ne perce qui puisse donner à croire qu'ils n'ont pas pleine confiance dans leurs peuples, sans cela plus d'unité sur les questions d'intérêt général, aujourd'hui si graves.

III. Un des moyens les plus sûrs pour maintenir et consolider la confiance mutuelle entre les souverains et les peuples, est la fidélité aux *voies légales* de la part du gouvernement et dans tous ses actes. Lorsqu'on s'éloigne de cette direction, la seule légitime, la seule propre à garantir de la force du pouvoir, celui-ci manque de l'élément principal qui puisse lui procurer dignité, estime, efficacité d'action, cette *influence morale* en un mot sans laquelle aucune légitimité ne saurait subsister. Privé de ce caractère, qui seul

est de nature à imposer un frein aux volontés individuelles, il s'accoutume à rencontrer des résistances physiques, il se laisse entraîner dans des luttes qui, toujours et quelle qu'en soit l'issue, ébranlent jusque dans ses fondemens la condition morale d'un peuple. En Allemagne, où l'ordre et le droit coutumier ont bien pu éprouver quelque atteinte des passions politiques, mais n'ont jamais succombé sous les coups d'une révolution destructive, il ne faut pas même poser en doute que les gouvernemens, pour atteindre leurs fins, aient besoin d'autres moyens que des moyens *légaux*. Ces derniers suffiront toujours, en s'appuyant sur la base de l'ordre et du droit, pourvu qu'ils soient employés avec *énergie, suite et intelligence*. Leur direction dépend beaucoup de l'*individualité* des fonctionnaires, de l'esprit qui les anime, du choix enfin qu'on fait parmi eux.

IV. *La presse* doit, sans contredit, contribuer essentiellement au maintien et à la consolidation de l'ordre et de la légalité. Il est même, sous ce rapport, fort à déplorer que, jusqu'ici, le nombre ait été si restreint des esprits bien faits qui ont embrassé sérieusement et avec talent la défense de l'ordre et du droit contre les attaques des journaux étrangers.

Pour seconder la publication des journaux et des ouvrages périodiques consacrés à cet objet, il serait urgent de gagner des écrivains habiles et bien intentionnés, afin qu'ils facilitassent par leurs travaux la solution de la tâche difficile imposée aux gouvernemens. A mesure que le caractère personnel de ces écrivains présenterait des garanties plus satisfaisantes, on pourrait leur accorder une liberté plus grande, sans toutefois procéder à aucun changement dans l'organisation de la censure. Quant à cette

dernière, en effet, on ne saurait s'en passer en cas de guerre, bien qu'il devînt alors peu nécessaire de s'opposer à l'enthousiasme patriotique qui se manifesterait contre l'ennemi étranger par des paroles ou par des écrits.

V. *L'établissement d'institutions communes pour toute l'Allemagne, et, en particulier, l'introduction d'un système général qui assurerait la liberté du commerce et de l'industrie*, liberté dont l'absence provoque tant de plaintes, contribueraient puissamment à la fusion comme à la sécurité des intérêts nationaux à l'intérieur du pays. Cette question se rattache nécessairement au sujet traité dans le Mémoire qu'a présenté le duc de Saxe-Gotha relativement aux moyens de préserver et de rétablir l'ordre dans les États allemands. Je ne saurais cependant partager son opinion sur la manière dont il s'agirait de fonder de pareilles institutions. D'après lui, on devrait, sans perdre de temps, soumettre cette affaire à la Diète germanique, déterminer dans son sein le moment où les institutions nouvelles seraient mises en vigueur, y poser en même temps les principes d'un système général de finances et de commerce, et confier leur développement à une commission à laquelle on assignerait un délai fixe pour achever son travail. Tout en déclarant mon opposition au plan qui abandonnerait la négociation d'une affaire aussi importante à l'entremise *de la Confédération germanique et de son organe, la Diète de Francfort*, entreprise impraticable et inutile, je crois convenable aussi de dire un mot sur les accusations fréquemment répétées contre la Confédération germanique. Elle ne satisfait pas, remarque-t-on, aux intérêts communs de l'Allemagne, malgré tous les documens qu'on lui a présentés là-dessus

depuis quatorze années. Il serait vraiment injuste de ne pas s'apercevoir combien ce reproche est mal fondé, lorsqu'il s'agit d'institutions et d'ordonnances dont l'action uniforme sur tout un pays ne saurait être établie que par un seul gouvernement. On oublie trop aisément que la Confédération, au lieu de posséder la puissance indispensable pour constituer une unité, ne forme qu'une agglomération d'États, lesquels prétendent tous à une souveraineté indépendante, garantie du reste par la Confédération elle-même. Une pareille réunion peut bien, dans un cas particulier, montrer *temporairement* une volonté commune en faveur de telle ou telle décision, volonté qu'on s'empressera de mettre à profit dans des circonstances données, comme par exemple pour améliorer l'organisation fédérale à l'approche d'une guerre; mais la création d'un système général de finances et de commerce, ou quelque autre chose de semblable et de permanent, sera toujours impossible à la Confédération, tant qu'elle restera organisée aussi défavorablement pour le succès des entreprises de ce genre.

Si l'un des États les plus puissans de l'Allemagne, et notamment la Prusse, possédait, *même constitutionnellement*, plus d'influence dans la Diète qu'il n'en peut avoir en ce moment, où nul État ne compte plus de quatre voix sur soixante et dix, ni dans le petit comité plus d'une sur dix-sept, encore ne devrait-on pas laisser l'initiative des institutions dont nous venons de parler à *la Confédération*, et cela pour des raisons puisées dans sa nature même ainsi que dans les expériences déjà faites sous ce rapport. Déjà, en 1816, on vit échouer un effort tenté par suite d'une disette de grains, afin d'introduire en Allemagne, par décret de la Diète, une entière liberté de commerce

pour les objets de première nécessité. Cependant cette mesure était appuyée très sérieusement par la Prusse et avait en outre pour elle la plus grande popularité. Il est encore permis d'affirmer que, si les délibérations plus mûries de quelques États de l'Allemagne septentrionale et centrale, à propos d'un système commun de douane, ont échoué en 1820, elles n'auraient pourtant point abouti à d'autres résultats lors même qu'on les eût portées au sein de la Diète afin d'y faire participer tous les membres de l'Union.

L'histoire de l'Allemagne moderne offre à la vérité, dans l'association commerciale dite *Mittel-deutscher Handels-Verein*, l'exemple d'un arrangement conclu en matière de douanes et de commerce. Mais la formation, la constitution intérieure, ainsi que le sort de cette association, qui touche au moment de se dissoudre d'elle-même, sont autant de preuves que nous avons raison de soutenir l'impossibilité, dans les circonstances actuelles, de servir les véritables intérêts du commerce allemand par l'action *simultanée* de plusieurs ou de *tous* les membres de la Confédération soit à la Diète, soit ailleurs. En réalité, la Diète a toujours entravé le progrès et le développement des principes bienfaisants, par l'introduction et l'application desquels le Gouvernement de V. M. a cherché, depuis l'établissement du système des douanes en 1818, à venir en aide aux divers États séparés. Votre gouvernement n'en a pas moins continué de marcher avec succès vers la réalisation de la liberté générale du commerce en Allemagne. Aussi approchons-nous du but. Quoique en ce moment la Prusse seule eût droit de se plaindre des sacrifices que la poursuite de ce projet impose à ses finances et à son administration,

elle peut cependant se trouver satisfaite de ce que ses efforts, malgré toutes les chicanes et toutes les difficultés, lui concilient de plus en plus le respect, les hommages et le sincère appui de l'Allemagne.

Quant aux autres objets qui sont traités dans le Mémoire communiqué par le duc de Saxe-Cobourg-Gotha, et rédigé dans la première moitié du mois d'octobre passé, plusieurs ont depuis reçu leur accomplissement par le décret du 21 octobre 1830. Les derniers mots de ce décret, lesquels se rapportent, en général, seulement à la nature *morale* du mal existant, ainsi qu'aux remèdes *moraux* à lui opposer, ont pris soin de décider, relativement à l'objet principal dont nous traitons sous la catégorie 1 et 2, que dans les cas (cas qu'il importe de ne jamais perdre de vue) où l'esprit de désordre prédominerait et éclaterait en actes non comprimés aussitôt, aucun État de la Confédération ne se trouvera, pour étouffer la révolte, abandonné à l'insuffisance de ses propres moyens *physiques*. On a fait droit, par-là, tant aux besoins du moment qu'aux prévisions d'un avenir où de pareils soulèvemens pourraient avoir lieu pendant qu'on aurait à soutenir une guerre à l'étranger. Dans cette dernière et très fâcheuse supposition, il deviendrait nécessaire de placer les districts situés sur les frontières de la Hesse électorale, du grand-duché de Hesse et de la Thuringe, sous la protection et l'observation d'un corps de troupes fédérales. Ces troupes seraient réunies, d'après les dispositions du décret rendu par la Diète le 21 octobre dernier, et leur concentration près des forteresses d'Erfurt et de Mayence aurait lieu *ostensiblement* en vertu de l'acte concernant l'organisation militaire fédérale, acte qui contient l'article suivant :

Article XI, en date du 9 avril 1821.

« L'armée de la Confédération aura sa *réserve particu-*
« *lière* entretenue sur un pied complet, et qui pourra
« même être renforcée en cas de besoin. »

Établie dans les localités indiquées ci-dessus, et organisée *en colonnes mobiles*, cette réserve pourrait prêter à la Confédération germanique, pendant que son armée s'opposerait à l'ennemi extérieur, l'assistance la plus efficace pour le maintien de la tranquillité au-dedans. Les arrangemens convenables seraient pris, sous ce rapport, en temps opportun par les puissances qui se trouvent à la tête de la Confédération.

Pour ce qui concerne *les mesures extraordinaires* qu'on pourrait juger nécessaires ou utiles en cas de guerre étrangère, je ne me hasarderai point à les indiquer en ce moment; car *la marche des événemens et la nature des circonstances particulières à chaque époque* peuvent seules donner, à cet égard, des renseignemens satisfaisans. Parmi les questions qui ne peuvent être résolues d'avance, je place celle-ci : « Jusqu'à quel point l'emploi de moyens
« extraordinaires, pour atteindre un but donné, doit-il
« être laissé à la décision de la Confédération entière, ou
« bien devenir le sujet d'une délibération et d'une action
« communes de la part de *quelques États*, lesquels par-
« viendraient à se réunir en plus ou moins grand nombre? »

Après avoir prêté toute attention, et après avoir répondu aux questions qui m'ont été soumises par l'ordre de V. M., en date du 10 novembre de l'année passée, et qui concernaient les relations générales entre tous les États allemands, il me reste à examiner leurs rapports avec la Prusse, et à

présenter mon humble opinion sur cette question en particulier :

« De quelle manière la Prusse doit-elle user de sa position et de son influence en Allemagne, pour obvier aux conséquences du mal qui résulte de l'état d'excitation et de trouble dont les pays allemands de son voisinage sont le théâtre? »

Quand on parle ici de la position de la Prusse, il ne peut pas s'agir du rang qu'elle occupe *constitutionnellement* en Allemagne; car ce rang n'est pas autre que celui de l'Autriche, de la Bavière, de la Saxe, du Hanovre ou du Wurtemberg; mais, comme je l'ai déjà indiqué dans le cours de ces observations, la Prusse possède, outre sa place dans la Confédération, les moyens de contracter avec des États séparés des alliances particulières, et de parvenir de la sorte à des résultats qui seraient impossibles à obtenir en conjonction avec la Diète. C'est ainsi que, par l'accession de divers autres pays à son système, elle a réalisé déjà d'heureux progrès, quant à la liberté universelle de l'industrie et du commerce; c'est ainsi qu'il deviendra facile au gouvernement de V. M. d'atteindre à des buts plus importants encore, à mesure qu'il inspirera une confiance de plus en plus grande aux gouvernemens et une affection de plus en plus prononcée aux peuples de l'Allemagne. Cette confiance et cette affection donnent à la Prusse l'influence *morale* si puissante qu'elle exerce, et qu'elle peut exercer avec tant d'efficacité au profit du maintien de la paix intérieure, même en cas de guerre à l'étranger. Aussi est-il très essentiel pour la Prusse, aussi est-il de première nécessité pour sa politique, de se ménager la confiance des gouvernemens et l'opinion favorable des

peuples, en maintenant ces sentimens sur les bases qui lui ont servi à les mériter déjà. Or, ces bases, c'est un amour constant pour le droit et pour la légitimité ; c'est la franchise et la vérité présidant à toutes ses relations ; c'est une vive sollicitude pour les réformes (mais non pas pour les cris des agitateurs) ; c'est enfin une juste appréciation de sa position particulière, de l'esprit du temps, et de tout ce qui est indispensable pour conserver la vigueur et la santé de l'État. Voilà comment, grâce à la haute sagesse administrative de V. M., la Prusse se trouve forte et respectée parmi les puissances de l'Europe.

Ayant énuméré les conditions fondamentales sur lesquelles repose l'influence de la Prusse en Allemagne, nous avons, à vrai dire, indiqué en même temps la voie qu'il faut suivre pour *exercer* cette influence ; l'important est que la Prusse préside aux progrès des lumières, et qu'elle provoque de la sorte les autres États à une imitation qui ne peut que produire aussi les effets les plus bienfaisans pour la préservation de la tranquillité intérieure, même en cas de guerre à l'étranger. Avec cette mission d'exemples à donner sans cesse à son alentour, la Prusse, dans l'intérêt, également de son propre bien et de sa propre sûreté, doit, selon mon humble persuasion, chercher la ligne principale de sa politique dans les considérations que j'ai présentées plus haut sous les numéros I à V ; elle doit user des moyens *moraux* qui y ont été signalés comme propres à assurer la paix domestique de l'Allemagne. A cet effet, je me permets de recommander encore respectueusement ce qui suit :

I. Le gouvernement de V. M. doit persévérer dans une

politique dirigée de manière à conserver la paix aussi longtemps qu'elle sera compatible avec l'honneur et les autres intérêts de la Prusse. Mais, dans le cas où la guerre deviendrait inévitable, il doit encore placer l'ennemi dans la nécessité de commencer l'attaque. Alors, une adresse paternelle (*Landes-vaterliche adresse*) de V. M. à la nation, produira infailliblement un effet pareil à l'effet produit en 1813. Elle contribuera très efficacement à inspirer à vos fidèles sujets le désir de se montrer dignes de leur souverain. Cet appel aura de l'écho dans les autres États de l'Allemagne. Il y éveillera, chez les princes comme chez les peuples, une noble émulation, une volonté sincère de défendre en commun avec la Prusse la patrie allemande, sous la protection de la tranquillité intérieure et de l'ordre légal.

L'Allemagne pourra se promettre ces heureux résultats en pleine assurance si :

II. Le gouvernement prussien témoigne à son peuple la confiance la plus entière, en même temps qu'il fera son occupation la plus sérieuse du bien général, qu'il se tiendra éloigné de tout esprit de parti, et qu'il continuera

III. De n'user que de moyens *légaux* pour assurer le succès de ses mesures, en ayant soin d'en confier l'exécution à des fonctionnaires (*beamten-personal*) habiles, énergiques et bien intentionnés.

IV. Si enfin, le maintien et la protection d'une *censure éclairée* parvient à procurer à la cause sacrée du droit, de l'ordre et de la patrie, l'appui sincère de nombreux écrivains supérieurs.

Pour renforcer les résultats bienfaisants que, par son

exemple , la Prusse ne peut manquer de produire en suivant les voies ci-dessus indiquées , le gouvernement de V. M. pourra se rendre encore utile

V. En se tenant prêt à donner aux autres États des conseils amicaux , dans le sens du plan qu'il a lui-même adopté ; en saisissant pour cela les occasions opportunes, mais sans se hâter d'intervenir directement ou de manière à contrarier les rapports aujourd'hui en vigueur en Allemagne comme en Europe.

VI. La Prusse doit continuer à seconder , autant que faire se pourra , toutes les institutions et organisations tendant au profit général de l'Allemagne , soit qu'il s'agisse de la poursuite de l'œuvre déjà commencée , *d'unions particulières avec des États séparés*, en cela seulement qu'elles seront de nature à conduire au but , soit qu'il faille vigoureusement concourir *aux délibérations et aux décrets de la Confédération germanique* , dans les circonstances où le bien commun pourra ressortir de ces mesures fédérales , et particulièrement

VII. Lorsqu'il s'agira , pour la Prusse , de remplir fidèlement ses obligations d'Etat confédéré , comme dans l'espèce , lorsqu'en vertu du décret de la Diète (en date du 21 octobre 1830) pour la répression de nouvelles émeutes populaires , il deviendra nécessaire de recourir *efficacement* à l'emploi *des moyens physiques* , ou lorsqu'il y aura lieu , dans le cas d'une guerre étrangère , de faire marcher la réserve de l'armée fédérale.

De pareilles considérations portent à croire que l'Allemagne , *par une énergique union commune* , peut , même sous l'empire de sa constitution fédérale actuelle , opposer une ferme résistance , et que la Prusse y aura

toute occasion d'exercer de plus en plus l'influence bien-faisante dont nous avons parlé.

Tandis qu'on songe à resserrer l'unité de l'Allemagne par des moyens si différens, par des plans pour la plupart visionnaires et fantastiques, le gouvernement de V. M. a jugé nécessaire de faciliter les voies qui doivent mener à ce grand but, en assurant la coexistence amicale et confiante des divers Etats, et en contribuant par des mesures douces et indirectes à la *désirable fusion politique* qui ne doit s'opérer que graduellement. Sans abandonner l'espoir que ce vœu s'accomplira, je suis d'opinion qu'il faut attendre, sous ce rapport, les effets du temps sur l'esprit des gouvernemens. Une fois qu'instruits par leur propre expérience, ils auront cessé de voir et de craindre une limitation de leurs droits de *souveraineté* dans des arrangements dont le but unique est de favoriser et d'augmenter le bien commun de l'Allemagne; une fois qu'ils auront trouvé dans leurs propres intérêts un aiguillon suffisant pour désirer un nouveau contrat, le moment sera mûr pour la réalisation *d'une meilleure forme constitutionnelle pour la confédération Germanique, en conformité avec les principes de la Prusse.*

C'est avec cette conclusion que je soumets respectueusement mon plan à la sagesse de V. M. Les plus simples principes lui servent de base; son succès ne saurait dépendre que de la manière dont on le mettra en œuvre. On ne saurait recommander ici trop spécialement d'user de persévérance quand il s'agira de le développer, et d'habileté lorsqu'il faudra saisir les circonstances les plus favorables à mesure qu'elles se présenteront. Les seules garanties qu'on puisse espérer, sous ce rapport, consistent dans l'o-

pinion, le caractère et la capacité des fonctionnaires qu'on chargera de l'exécution.

Je crois devoir remettre encore une fois sous les yeux de V. M. le mémoire que le duc de Saxe-Gotha a daigné me communiquer.

Je suis avec une profonde soumission,

(S.) BERNSTORFF.

Berlin, 29 janvier 1831.

A Sa Majesté, LE ROI.

LE
PORTFOLIO
OU
COLLECTION
DE DOCUMENTS POLITIQUES
RELATIFS
A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.

—
TOME I.
—

N° 2.

Observations sur le Mémoire intitulé : *De l'état présent et de l'avenir de l'Allemagne.*

Mémoire sur l'état et l'avenir de l'Allemagne, écrit sous la direction d'un ministre à Saint-Petersbourg, et communiqué confidentiellement à plusieurs gouvernemens germaniques.

PARIS.

TRUCHY, LIBRAIRE,
BOULEVARD DES ITALIENS, N° 18.

|| LE DOYEN, LIBRAIRE,
PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, N° 31.

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

1836.

LE
PORTFOLIO
DE DOCUMENTS POLITIQUES
RELATIFS
A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE
EXTRAIT DE L'ALPHABET

TOME I

Observations sur le Mémoire intitulé : De l'état présent et de
l'avenir de l'Allemagne.
Mémoire sur l'état et l'avenir de l'Allemagne, écrit sous la direc-
tion d'un ministre à Saint-Petersbourg, et communiqué con-
fidentiellement à plusieurs gouvernements européens.

PARIS

LIBRAIRIE DE D'ORVILLE, LIBRAIRE
DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

1820

OBSERVATIONS

SUR LE MÉMOIRE INTITULÉ :

DE L'ÉTAT PRÉSENT ET DE L'AVENIR

DE L'ALLEMAGNE.

L'ÉCRIT du comte de Bernstorff, publié dans notre précédente livraison, ne contenait nullement, comme quelques organes de la presse l'ont supposé, l'idée première de la *Ligue commerciale prussienne*. Pour qu'une nation se trouve en mesure de rallier dans une association volontaire plusieurs de ses voisins, sans que ceux-ci puissent y être déterminés par les dangers extérieurs d'une guerre, il faut que cette nation ait long-temps agi sur elle-même, il faut qu'elle ait bien coordonné ses principes et bien calculé leur action, autrement, jamais elle ne serait parvenue à cette supériorité morale et administrative sans laquelle ses plans n'auraient pu être ni exécutés, ni même conçus. Dans l'espèce de travail et de remaniement intérieurs qu'une pareille nation doit par conséquent entreprendre, le but qu'on se propose d'atteindre sert de règle de conduite. Dès lors les projets d'agrandissement et d'acquisition précèdent nécessairement l'emploi des moyens à mettre en œuvre pour les réaliser. Ainsi lisez le Mémoire du comte de Bernstorff : c'est un des écrits (dans la suite nous en publierons quelques autres) qui ont été composés avec le désir d'attirer l'attention des hommes les plus ca-

pables de la Prusse sur une question capitale pour cet État. Mais , au caractère vague et métaphorique de la plupart des expressions dont le ministre fait usage , en parlant des vues ultérieures de son cabinet , on reconnaît suffisamment que les projets , les aperçus et les conclusions auxquels il se réfère sont déjà familiers à ce dernier.

Nous revenons sur ce document pour faire une seule remarque spéciale : *C'est que le nom même de l'Autriche ne s'y trouve pas mentionné.* Tout ce que la Prusse peut gagner en influence étrangère est autant de perdu pour l'Autriche. Les moyens employés par la première pour effectuer ses nouvelles acquisitions consistent avant tout dans sa supériorité intellectuelle à l'égard de l'Autriche. Quelle est la puissance qui comprend les projets que la Prusse est en train d'effectuer ? Quelle est la puissance capable de s'opposer à ces projets , et de s'y opposer d'une manière redoutable ? C'est encore l'Autriche. Elle est atteinte la première et même compromise dans son existence par les changemens qui s'opèrent sous la direction prussienne. Cependant son nom n'est pas une seule fois prononcé durant tout le cours du Mémoire.

Dans un autre document, qui paraîtra postérieurement, on verra une proposition non motivée , mais présentée de façon à faire prendre à l'Autriche une position telle dans la Diète , qu'en l'abandonnant ensuite et en agissant contre elle , il deviendrait facile de diminuer son influence sur les petits États de l'Allemagne.

On aperçoit les motifs qui ont donné naissance à cette proposition. Chaque lien par lequel la ligue prussienne se rattache aux intérêts d'une puissance étrangère quelconque ne peut se nouer qu'avec l'intermédiaire de l'Autriche ; chaque considération qui contrarie les vues de la Prusse s'associe chez elle avec l'idée et le nom de l'Autriche.

Après cela, *l'omission de toute mention de la Russie* ne doit pas étonner non plus. En fait, une allusion telle quelle à la Russie aurait diminué la force des principes que le comte fait valoir avec tant d'habileté, sans compter qu'elle n'aurait pas été un compliment pour le souverain auquel il s'adresse. La protection et la coopération si puissantes de la Russie étaient chose présente à tous les esprits. On la sentait, on n'avait point à la discuter; et, d'ailleurs, quelque plaisir qu'on ait pu éprouver en se trouvant assuré d'un pareil appui, il ne devait être ni flatteur ni consolant de se livrer à une investigation relativement à son objet et à ses conséquences.

Nous pouvons toutefois prendre acte de cette double omission des noms de l'Autriche et de la Russie pour en conclure que ces deux États se trouvent, à l'égard de la Prusse et de ses projets, soit dans une attitude d'opposition, soit dans une disposition *très décidée* d'alliance et de concours. Beaucoup d'Allemands, quoique assez clairvoyans pour apprécier le rôle que joue la Prusse dans ses rapports avec la Russie, et pour pressentir en même temps la prochaine usurpation du cabinet de Berlin sur les petits États germaniques, beaucoup d'Allemands, disons-nous, attendaient la réalisation de ce dernier fait avec espoir et confiance, malgré leur haine et leur mépris pour la puissance russe. On peut expliquer cette considération en quelque sorte paradoxale par une idée qui s'était emparée de leurs esprits. Ainsi, tout en se représentant la Prusse comme dangereuse et menaçante pour l'Allemagne en particulier et pour l'Europe en général, dans sa position actuelle d'assujettissement vis-à-vis de la Russie, ils croyaient qu'elle *pourrait, grâce à l'extension de ses frontières et de ses forces, prendre un intérêt de plus en plus grand au maintien de la paix, et réunir des moyens de ré-*

sistance efficace contre la dictature et les envahissemens de la Russie.

Quoique l'illusion que nous venons de signaler provienne surtout d'un manque de connaissances suffisantes sur ce qui constitue la puissance actuelle de la Prusse, elle contient pourtant en germe un aperçu auquel l'avenir pourrait donner des développemens très réels. Sans doute si l'on permettait à la Prusse d'opérer tranquillement son union et sa fusion avec les pays dont se compose la ligue commerciale, bientôt, à mesure que ses progrès en pouvoir et en consistance s'effectueraient, elle offrirait des chances de plus en plus favorables d'une combinaison contre la Russie et d'une alliance avec l'Autriche, la France ou l'Angleterre¹. *Mais le cabinet de Saint-Pétersbourg a-t-il donc fermé les yeux sur cette importante considération ? Aurait-il de gaîté de cœur employé tous ses efforts pour donner à la Prusse les moyens de s'émanciper de son influence, et pour créer sur les frontières de son empire une rivale et un obstacle ? Une telle supposition serait ridicule. La Russie ne commet point de pareilles bévues.*

En fournissant à la Prusse les moyens d'organiser sa ligue commerciale, la Russie avait en effet un double but, d'abord prévenir, quant à sa propre existence, un grand et menaçant danger, puis réaliser en même temps un projet vaste et utile.

Le danger contre lequel il s'agissait de se défendre, c'était l'accroissement des ressources de l'Autriche, c'est-à-dire de la seule puissance continentale dont la Russie n'é-

¹ Un coup vigoureux porté en ce moment à la Russie réussirait sans doute à rendre la Prusse à son indépendance, surtout avec le concours des avantages que lui garantit sa position actuelle à la tête des petits États allemands.

(Note de l'Éditeur anglais.)

tail point parvenue à faire un instrument pour ses trames diplomatiques. La force de l'Autriche consistait dans sa position en Allemagne, dans son influence sur la Diète germanique et dans son attitude directrice vis-à-vis de plusieurs des États qui s'y rattachent. Le premier besoin de la Russie fut donc, depuis 1815, d'atténuer la puissance autrichienne, soit par le déplacement de la prééminence qu'elle avait jusqu'alors exercée en Allemagne, soit par des mesures tendant à contrebalancer son action sur les États germaniques, soit par des obstacles suscités au maintien de ses alliances avec la France et l'Angleterre, soit, enfin, par la création d'une rivalité active entre elle et la Prusse, rivalité doublement, triplement utile à la Russie, puisque, d'une part, ses deux ennemies naturelles s'épuisaient en même temps dans une lutte intestine, et puisque, de l'autre, l'influence allemande qui aurait pu faire de l'Autriche un adversaire redoutable pour Saint-Petersbourg, ne contribuait, en passant du côté de la Prusse, qu'à rendre cette dernière menaçante à l'égard de Vienne.

Outre le danger que la Russie avait à écarter, nous avons parlé d'un vaste projet qu'elle avait formé. Quant à ce qui est de ce projet, elle ne se propose rien moins que d'exercer en Allemagne une sorte de dictature par l'intermédiaire de la Diète, au sein de laquelle tous les sentimens et tous les intérêts germaniques viendraient se concentrer, tandis que la Russie s'y ménagerait la position d'un protecteur appelé simultanément à maintenir en respect Vienne, dont le pouvoir et la popularité iraient toujours en décroissant; et Berlin qui, capable de tenir tête à l'Autriche avec l'assistance des Russes, ne le pourrait plus sans eux.

La Russie soutiendra donc la Prusse jusqu'à l'entière organisation de la ligue commerciale. Du reste, cette ligue doit servir simplement de transition pour arriver à un autre

ordre de choses. Après elle viendra en sa place la dictature russe ; celle-ci résultera d'une lutte entre les deux grandes monarchies germaniques , à la suite de laquelle la Diète se verra portée à offrir à la Russie le contrôle et la direction suprêmes des affaires de l'Allemagne.

Nous avons pensé que ces considérations préparatoires serviraient à l'intelligence du document remarquable qui suit. Ensuite nous n'essaierons pas de le caractériser ; mais nous croyons avec pleine confiance que personne ne le lira sans faire un retour sur soi-même , sans examiner la situation nationale sur laquelle , durant une récente époque , nous réfléchissions si rarement et si peu , sans préparer enfin son esprit à des réflexions plus profondes et à des convictions plus arrêtées quant à ce qui concerne nos intérêts comme communauté politique.

C'est parce que , depuis quelque temps , on a trop négligé en Angleterre de s'occuper de pareilles matières , que nous voyons aujourd'hui se manifester des projets auxquels on ose à peine ajouter foi , et que leurs progrès de mise en œuvre ont été assez loin déjà pour nuire matériellement à notre pays , pour neutraliser jusqu'à un certain point ses moyens de résistance , et pour le placer dans une situation si défavorable vis-à-vis d'une puissance qui a su profiter de notre apathie. Aujourd'hui , si l'Angleterre veut empêcher tout déplacement ultérieur des choses politiques , elle ne le peut que par un grand effort , quoique nous pensions qu'un effort *de volonté* suffise encore. C'est seulement en recouvrant l'énergie nécessaire pour résister à des projets pareils à ceux que nous venons d'exposer , qu'on parviendra enfin à les faire mettre de côté.

MÉMOIRE

SUR

L'ÉTAT ET L'AVENIR DE L'ALLEMAGNE,

ÉCRIT SOUS LA DIRECTION D'UN MINISTRE A SAINT-PÉTERS-
BOURG, ET COMMUNIQUÉ CONFIDENTIELLEMENT A PLU-
SIEURS GOUVERNEMENS GERMANIQUES.

(Ce Mémoire paraît avoir été écrit en 1833, et mis en usage en 1834, probablement après que certains États eurent accédé à la ligue prussienne.)

C'est à juste titre que, durant les trois derniers siècles, on envisagea politiquement l'Allemagne comme le cœur de l'Europe. Aussi, d'après les idées d'équilibre alors en vigueur, l'empire germanique passait-il pour une force qui devait faire pencher la balance en cas de guerre générale; aussi, tous les États belligérans recherchaient-ils son amitié et son alliance. Napoléon lui-même, à l'apogée de sa grandeur, crut devoir étayer sa puissance du protectorat qu'il exerça sur la confédération du Rhin. En 1814, cette confédération fut dissoute et prit une forme nouvelle dans le système politique de l'Europe. Lors de la crise mémorable de 1821, ainsi qu'à l'époque plus importante encore de 1830, la confédération actuelle, et la diète de Francfort

qui la représente, se montrèrent faibles et impuissantes, surtout dans leur action à l'extérieur : l'Autriche parut les dominer dans le midi par ses forces matérielles, comme la Prusse dans le nord par sa prépondérance morale.

L'année qui vient de finir a déterminé, sous ce rapport, un changement total. Afin d'apprécier ce que la confédération germanique peut devenir, et ce qu'on doit attendre d'elle maintenant dans le cas d'une guerre générale, il faut avant tout considérer et analyser les événemens qui ont eu lieu durant l'année 1832.

Au commencement de 1832, l'Allemagne se trouvait dans un état fort inquiétant, dans un état d'exaltation politique extraordinaire. Depuis 1830, le parti républicain français n'avait cessé de faire circuler ses émissaires d'État en État. On les retrouvait sur le territoire des petites principautés aussi bien qu'à Dresde, à Munich, dans le Wurtemberg, dans le pays de Bade, tout le long des bords du Rhin jusqu'aux frontières de Prusse. Ce sont des faits suffisamment prouvés, puisqu'on a saisi plusieurs de ces émissaires à Berlin même, d'où ils furent éconduits hors du royaume.

Cependant, comme l'influence personnelle de ces émissaires fut toujours peu efficace, par la raison surtout qu'ils ne connaissaient suffisamment ni le caractère national des Allemands, ni les relations et les intérêts des diverses localités, il faut chercher ailleurs les causes véritables de la grande fermentation qui se manifestait dans les esprits à l'époque indiquée. On les reconnaîtra, d'un côté, dans la tendance, de la part des classes éclairées, vers une sorte de politique spéculative, et, de l'autre, dans le malaise réel qui tourmentait les classes inférieures.

Dès 1789, les doctrines de la révolution française trouvèrent en Allemagne un accès favorable chez beaucoup de penseurs; mais la masse du peuple leur resta d'autant plus étrangère que son éducation, pédantesquement religieuse, l'éloignait de toute idée relative à la politique proprement dite. Bientôt, pourtant, la paix de Lunéville, tout en ébranlant jusque dans ses fondemens l'empire germanique, entraîna d'autres résultats non moins funestes. Les théories nouvelles pénétrèrent au sein de certains petits États, et s'y répandirent de plus en plus. Rien ne contribua davantage à faciliter leur propagation que la faiblesse du gouvernement dans les électors ecclésiastiques. Ce fut là qu'on vit les Allemands adopter avec le plus de docilité l'enseignement novateur de la France; ce fut là qu'on les vit juger légèrement leurs gouvernemens et non seulement élever des plaintes contre les abus réels, mais encore contre les abus imaginaires.

Toute nouveauté s'annonce d'ordinaire comme une amélioration. Aussi, l'effet que la révolution de 1789 produisit, en Allemagne, comme ailleurs, fut dû moins au bien qu'elle parvint à effectuer qu'aux espérances dont elle flatta les esprits en les exaltant, qu'au mécontentement dont elle les anima de la sorte contre l'ordre de choses alors existant.

Napoléon, il est vrai, comprima de son sceptre de fer toute démonstration ouvertement hostile contre les pouvoirs établis; il ne put toutefois empêcher que les idées, mises en circulation par la révolution française, ne continuassent à se propager en Allemagne, ni surtout qu'elles ne finissent par s'implanter dans les universités et dans les écoles. On ne s'aperçut qu'à la chute du grand homme

combien ces idées avaient déjà poussé de profondes racines. Leurs premiers fruits furent brillans et beaux, car la guerre de l'indépendance donna l'occasion de se développer aux sentimens les plus nobles et les plus purs. L'exaltation du peuple fut admirable par sa tendance vers un but sublime, et par la modération dans laquelle d'abord elle sut se maintenir. Malheureusement, les années suivantes prouvèrent que les princes et les ministres s'étaient gravement trompés en considérant la lutte soutenue par l'Allemagne sous cet unique point de vue. Après la guerre, des exigences politiques se manifestèrent dans la plupart des États avec assez d'évidence pour démontrer que, si les Allemands avaient pris les armes, ils avaient voulu frapper, en même temps que Napoléon, leurs propres gouvernemens.

De ce que la vraie religiosité se trouve être un des traits fondamentaux du caractère national, il résulta naturellement que la guerre de l'indépendance en acquit une sorte de pieuse consécration. Plusieurs hommes d'État entreprirent de maintenir l'esprit public dans cette direction, et le prince Metternich, entre autres, fit des efforts en ce sens. Cependant, quoique la majorité du peuple allemand parût en effet pencher pour l'ancien droit public, basé sur des principes théologiques, une forte opposition se déclara contre cette manière de voir dans plusieurs universités. Les écrits en quelque sorte prophétiques du conseiller d'État Stourdza, et du professeur Fabricius (de Heidelberg), peignirent, en couleurs qui n'étaient pas trop vives, les dangers du mauvais esprit sous l'influence duquel se trouvait alors la jeunesse. Puis, la fête de Wartbourg, les manifestations de la *Burschenschaft*, l'assassinat du con-

seiller Kotzebuë , enfin la conspiration *des jeunes* (que la commission de Koppenick découvrit sans pouvoir la sonder entièrement , puisqu'elle ne pénétra point jusqu'aux *hommes* , auxquels *les jeunes* servaient de masque) ; tous ces symptômes successifs attestèrent la justesse des prévisions émises par Stourdza et d'autres encore. On vit en même temps plusieurs professeurs s'élever avec force contre la pensée de faire remonter le droit politique à une source religieuse. Nous ne citerons , comme exemples , qu'Oken dans *l'Isis* , Luden dans la *Némésis* , Welcker de Bonn , Goerres de Coblenz et Rotteck de Freibourg , sans nommer les innombrables écrivains d'un moindre mérite.

On ne saurait nier que plusieurs gouvernemens se montrèrent trop soucieux de ne point paraître arriérés à l'égard des réformes politiques de toutes sortes. Ils ne songèrent pas assez à se garantir le respect en même temps que l'obéissance de leurs sujets. Comme s'il eût été de leur devoir d'oublier le prince pour l'homme , souvent , en sacrifiant les ouvrages extérieurs qui défendaient le pouvoir , ils perdirent imprudemment une partie de leur force intérieure. Aussi , lorsque parut l'ouvrage de Haller *Restauration des Sciences politiques* ; ce livre , loin de trouver de l'écho en Allemagne , n'y rencontra que la plus forte opposition.

A cette époque précisément éclata la guerre entreprise par la Grèce pour conquérir l'indépendance. On se rappelle encore parfaitement quelle sympathie elle excita parmi les Allemands. Jusque-là , réduits au silence , les démagogues purent élever leurs voix de nouveau en parlant au nom de l'humanité , de la civilisation européenne , de l'antiquité classique et de la religion chrétienne. Les

gouvernemens de Prusse et de Bavière s'aperçurent presque trop tard que ces meneurs , en faisant l'éloge d'une insurrection juste et sainte , excusaient d'avance toute autre insurrection , chez le peuple assez courageux pour la tenter. Aussi , bien que , durant les années suivantes , les mesures énergiques de quelques gouvernemens isolés eussent réussi à réprimer en grande partie l'influence de ces provocateurs de révolte , a-t-il suffi que la révolution de juillet vînt porter à l'Allemagne un nouveau coup électrique pour que des mouvemens insurrectionnels se suivissent rapidement à Brunswick , Leipzig , Dresde , Hambourg , Hanau , Goettingen , Cassel et Munich. Partout ces troubles s'annoncèrent comme très menaçans et comme très dangereux. La révolution belge , il est vrai , ne trouva ensuite que peu de sympathie. Mais , par contre , on vit les Allemands , oubliant leur ancien éloignement pour les Polonais , prendre à la révolution de Varsovie un intérêt aussi vif que celui qu'ils avaient ressenti depuis 1821 jusqu'à 1826 pour la cause de la Grèce.

Seul , le gouvernement prussien , après une amère expérience deux fois répétée , ne se fit plus illusion sur la tendance de l'esprit public. Il reconnut avec beaucoup de justesse que les Allemands aimaient les Polonais , moins pour eux-mêmes que pour la révolution. L'Allemagne ne dut son salut , en 1832 , qu'au système plein de sérieux et de dignité qui dirigea la Prusse dans sa conduite hostile à la révolution polonaise. Supposons , en effet , qu'elle eût permis à l'enthousiasme de se prononcer alors en faveur des Polonais , aussi librement que naguère en faveur des Grecs , les militaires de cette dernière nation , qui plus tard émigrèrent , auraient pu allumer un incendie d'autant plus

dangereux que les causes en seraient restées mieux cachées. Certes, si l'on veut se rappeler les témoignages patens d'approbation que les Chambres de Hesse-Cassel et de Bavière ont donnés à la cause polonaise, on ne nous accusera pas d'exagération. Il ne faut pas oublier non plus que le seul passage des émigrés polonais excita dans différentes villes des attroupemens séditieux.

C'est au milieu des événemens dont nous venons de parler, que s'ouvrit pour l'Allemagne l'année 1832. De justes inquiétudes étaient donc amplement justifiées. Une crise devait paraître prochaine à tout homme réfléchi; mais personne n'en pouvait deviner l'issue. Il était même d'autant plus difficile de rien présager à cet égard, que d'un autre côté le choléra maintenait les esprits dans une sorte d'excitation et d'effroi.

Dès 1830, commencèrent les pèlerinages des démagogues allemands vers Paris. Même il s'y forma une espèce de comité autour de La Fayette, dont l'influence sur l'Allemagne, par l'intermédiaire de Strasbourg, se manifesta visiblement dans le cours des premiers mois de 1832. Strasbourg devint un lieu d'asile pour ceux des agitateurs qui ne se croyaient plus en sûreté de l'autre côté du Rhin. A Deux-Ponts et dans toute la Bavière rhénane, jusques à Mayence, à Francfort, Cassel, Leipsick, Nuremberg, Munich, Wurtzbourg, Stuttgart, Manheim et Freiburg, on forma une association sous le nom de l'*Union de la liberté de la presse*. Cette association trouva de nombreux partisans dans beaucoup de petites villes. Chaque gouvernement qui crut devoir s'opposer à ce qu'on appelait la liberté de la parole, c'est-à-dire à la licence effrénée des opinions, fut déjà réputé assez généralement pour despo-

tique. Or, comme il était notoire que le cabinet de Berlin principalement agissait de toutes ses forces contre les abus immodérés de la presse, parce qu'ils menaçaient d'anéantir la véritable instruction et la civilisation véritable des peuples germaniques, ce fut contre la Prusse qu'on s'attacha surtout à diriger la haine des libéraux. Pour alimenter ce sentiment, on représenta deux faits capitaux sous les couleurs les plus odieuses et les plus hostiles. De ces deux faits, l'un est la conduite de la Prusse pendant et après la révolution de Pologne; l'autre, le système des douanes prussiennes, qui, disait-on, devait anéantir toute liberté de commerce en Allemagne, et détruire toute industrie dans les petits États.

Quoiqu'ils regardassent la Prusse comme une ennemie redoutable pour l'Allemagne, les démagogues pourtant ne se rapprochèrent nullement de l'autre grande puissance, l'Autriche. La politique de ce pays est trop bien connue, pour qu'ils aient jamais pu s'attendre à quelque appui de sa part, alors même que son intérêt particulier semblerait l'engager à le leur accorder. Quelques voix isolées se déclarèrent bien pour l'Autriche, mais elles se perdirent dans le tumulte des passions.

A ce propos, une chose mérite d'être remarquée. Au moment où la Prusse était désignée comme une puissance hostile, où l'Autriche était représentée comme un empire slave, non pas germanique, la France seule paraissait devoir être invoquée. Cependant il ne se trouva, même dans les provinces de la rive gauche du Rhin, qu'un très petit nombre de voix pour réclamer ou plutôt pour désirer son appui. Il est évident qu'on avait pour but de réunir les petits États de l'Allemagne et de les lier entre eux, par une

force morale et par une parenté commune, sous l'influence des théories de la souveraineté du peuple. Ensuite, de même qu'on paraissait assuré de l'acquiescement universel dans les États secondaires, on comptait aussi trouver un grand nombre de partisans dans les parties allemandes de la Prusse et de l'Autriche. On avait, de plus, l'espoir qu'en France le parti républicain se rallierait à cette nouvelle fédération. Quant au gouvernement du juste-milieu, on croyait qu'une union des petits États de l'Allemagne, sous la protection de ses forces militaires, lui serait tellement agréable, que, dans le cas où cette espèce de tutelle lui serait offerte, il fermerait même les yeux sur une alliance de libéraux allemands avec les républicains français. C'est dans ce sens et dans cet espoir qu'on travailla avec une rare témérité.

Les écrits les plus virulents furent répandus dans les villes manufacturières; on convoqua des assemblées où les discours les plus effrénés étaient seuls applaudis, et les correspondances des chefs du parti commencèrent à enlacer l'Allemagne comme dans un vaste réseau. Les fêtes de Hambach, de Weinheim, de Kœnigstein, les fêtes données à Stuttgart et à Freiburg, aussi bien que dans le pays de Nassau, démontrèrent suffisamment dans quelle direction on cherchait à pousser l'Allemagne. Si les meneurs avaient su conserver plus de modération, les conséquences de leurs intrigues auraient pu devenir incalculables. L'exaltation qui signala, entre autres, la fête de Hambach effraya les libéraux les plus honnêtes et les plus riches.

Il était urgent que la Diète germanique intervînt avec vigueur, sans laisser aux agitateurs le temps de réparer leurs fautes et de couvrir leurs faiblesses. Elle saisit le moment

opportun. Par sa décision touchant les universités d'Allemagne, la Diète était entrée, dès 1819, dans un système efficace d'intervention, mais cette décision, résultat des conférences de Carlsbad, n'avait point encore donné à l'Allemagne fédérative cette considération à l'intérieur et à l'extérieur, indispensable à qui veut prendre rang parmi les puissances politiques. De nouveaux dangers vinrent enfin la déterminer, en 1832, à s'engager dans une direction énergique, conséquente et décisive. Des ordonnances sur la liberté de la presse, sur les associations illégales, sur les fêtes et les réunions publiques, sur la proscription de différens livres, et l'abolition de plusieurs écrits périodiques révolutionnaires, sur le pouvoir, enfin, donné à chaque souverain d'occuper militairement le pays d'un autre membre de la confédération sur la réquisition de celui-ci, et d'y rester tant que le calme ne serait point rétabli, tous ces actes prouvèrent à chacun que la volonté unanime de tous les gouvernemens de l'Allemagne était d'y maintenir par tous les moyens, et, en cas de besoin, par la force des armes, l'ordre et la tranquillité. On put aussi s'apercevoir, à la lecture de ces documens, que la Diète ne comptait pas se borner à maintenir de la sorte la paix intérieure, mais qu'elle chercherait par des moyens également vigoureux à obtenir des garanties pareilles à l'extérieur.

Par ses rapports avec le grand-duché de Luxembourg, elle se trouva partie intéressée aux débats survenus entre la Hollande et la Belgique. Les égards auxquels Léopold resta fidèle dans cette affaire obligèrent aussi la Diète à user de quelques ménagemens envers le jeune État révolutionnaire. Tant que durèrent les conférences de Londres,

la confédération germanique y fut représentée par les ambassadeurs d'Autriche et de Prusse. Elle ne reconnut point Léopold comme roi des Belges. Cependant, l'affaire de M. Pescatore, bien que le commandant de la forteresse fédérale du Luxembourg ne s'en fût mêlé qu'indirectement, prouva que la Diète germanique ne regardait pas tous ses rapports avec la Belgique comme rompus. Toutefois, après la rupture des conférences de Londres, et lors de l'entrée des Français en Belgique, son attitude patiente vis-à-vis de l'État en question dut changer et devenir plus sérieuse. La Diète, il est vrai, garda encore le silence, même lorsque le corps d'observation prussien se rassembla sur la Moselle. Mais, à cette époque, elle poursuivait la nouvelle organisation de l'armée fédérale; elle veillait sévèrement à la sûreté intérieure de l'Allemagne et à l'exécution, sur tous ses points, des décisions qu'elle avait prises au mois de juin précédent; on peut ensuite se convaincre facilement, par les remerciemens qu'elle fit à la Prusse pour avoir réuni des troupes, que cette mesure n'avait pas eu lieu sans son approbation préalable. Lorsque nous voyons enfin cette même Diète inviter le cabinet de Berlin à continuer de pourvoir à la sécurité et à la dignité de l'Allemagne par une démonstration militaire du côté de l'occident, lorsque nous la voyons déclarer qu'il serait en cela appuyé de toutes les manières par la confédération germanique, il faut bien reconnaître qu'elle a pris dès lors une attitude supérieure à son attitude d'autrefois. Ce n'est plus en effet une simple autorité judiciaire, appelée, comme jadis la cour impériale de Wetzlar, à juger les dissensions intestines qui peuvent s'élever entre les différens États, c'est désor-

mais une puissance politique et indépendante créée par les nécessités de l'époque actuelle.

Aussi, tandis qu'en Belgique une nouvelle royauté s'efforce avec peine, et à l'aide de la France, de se ménager une place dans le système européen, la Diète et la constitution fédérales déploient leur influence d'une manière calme et organique. Le nouveau monarque Belge ne sera jamais qu'un vassal de la France, plus ou moins. La Confédération germanique, au contraire, s'émancipera par la suite de la suprématie autrichienne ou prussienne, et constituera dans l'Europe une puissance d'autant plus réelle, qu'elle représentera plus fidèlement les véritables intérêts communs à l'Allemagne.

Tel est à peu près le plus important résultat de l'année 1832.

Maintenant, si nous posons en question comment ces résultats de l'année 1832 vont se développer dans l'avenir prochain de l'Allemagne, si nous cherchons quelles déductions on peut tirer de l'état actuel des choses pour calculer les probabilités futures, nous devons, avant tout, distinguer ce qui adviendrait en temps de paix de ce qui adviendrait en temps de guerre, nous devons aussi accorder

Des lecteurs qui connaissent l'Allemagne ne pourront qu'admirer le talent avec lequel l'écrivain fait ressortir ici tout ce qui sert son vaste plan. Nous aurions voulu nous abstenir de commentaires, mais nous ne pouvons pas nous empêcher de faire remarquer comme on relève l'importance politique de la Diète, on verra bientôt dans quel but.

(Note de l'Éditeur anglais.)

quelque attention à deux suppositions distinctes , à savoir d'abord le cas où la Confédération germanique subirait une influence égale et uniforme de la part de l'Autriche et de la Prusse ; puis , le cas où l'une ou l'autre de ces puissances acquerrait sur elle une influence prépondérante.

Si la paix générale de l'Europe est maintenue , si la question hollando-belge se termine sans que le repos de la Confédération germanique soit troublé à l'extérieur , les développemens de l'avenir ne s'opéreront pour cette dernière qu'en raison de ses rapports intérieurs. Ces rapports se réduisent , quant aux intérêts généraux de l'Allemagne , aux deux points suivans :

1°. La question de la liberté en matières d'opinion et de presse.

2°. La question de la liberté ou des restrictions pour le commerce intérieur.

Quant à la première de ces questions , il faut commencer par faire observer que tous les États de la Confédération , l'Autriche et la Prusse exceptées , sont des États constitutionnels , et que le libre échange des idées par la voie de la presse y a particulièrement exercé son influence sur les assemblées législatives. De même que , naguère en France , ce fut de 1789 à 1792 la discussion des principes généraux qui , détournant les esprits de l'examen des intérêts locaux ou particuliers , jeta partout les germes de l'anarchie de 1793 , de même , on peut , dans les dernières sessions des Chambres allemandes , reconnaître une tendance analogue , surtout au sein des petits États.

Même si la Diète fédérale n'avait point , par ses ordonnances de juin , mis des bornes à la liberté des discussions , le mal , émané d'une telle source , aurait bientôt , dans cer-

taines parties de l'Allemagne, atteint et détruit tous les élémens organiques de leur existence. Déjà, en effet, on y prenait à tâche d'enchérir sur chaque proposition libérale par une autre plus libérale encore ; on y poursuivait avec une niaise ardeur de vains fantômes, et l'on s'y plaisait à faire contre le gouvernement l'opposition la plus solte, de manière encore à surpasser en tout cela les Français eux-mêmes. Il en résulte que c'est à la presse allemande, à laquelle on doit pourtant les ouvrages philosophiques les plus profonds et les plus distingués des temps modernes, que l'on a dû aussi dernièrement les productions les plus étranges et les plus déraisonnables qui aient pu sortir de cerveaux atteints de folie. Il faut espérer qu'à l'avenir il sera mis fin à ces monstruosité ; il faut espérer que dorénavant on veillera en Allemagne à ce que non seulement le vrai savant et le penseur solide puissent seuls prendre la parole, mais encore à ce qu'ils parviennent à se faire écouter. Cependant, comme le cabinet autrichien a sous ce rapport adopté des principes beaucoup plus sévères que celui de Berlin, comme aussi les autres gouvernemens allemands cherchent à maintenir un système plus libéral encore que le système prussien, il s'agit de savoir si ce seront les principes de l'Autriche, ceux de la Prusse, ou ceux des petits États, qui prévaudront définitivement dans cette matière.

Si le cabinet de Vienne parvient à faire triompher ses vues à lui, et cela par l'intermédiaire de la Diète de Francfort, alors l'Allemagne entière, sous le rapport de l'échange des idées, se trouvera dans les fers de l'Autriche. Déjà, en 1819, cette puissance avait eu le projet de créer, sous son protectorat, une censure fédérale pour tous les ouvrages,

revues ou journaux politiques qui paraîtraient dans toute l'étendue du territoire allemand. Cette tentative avorta par suite de l'opposition des gouvernemens de Bavière et de Saxe. Plus tard, l'Autriche fit paraître, à Leipzig et à Francfort, des recueils périodiques, écrits dans le sens des doctrines qu'elle voulait faire prévaloir; mais ils n'obtinent point de grands succès, quoiqu'ils fussent rédigés par des gens d'esprit, et qu'ils occasionnassent des frais considérables. Toujours la Prusse trouva moyen, par un système plus éclairé, de paralyser l'influence autrichienne dans le nord de l'Allemagne. Pourtant les ordonnances de juin rendues par la Diète paraissaient de nature à la fortifier de nouveau, en la considérant comme justifiée par les nécessités de l'époque et par la démence des perturbateurs; mais on peut supposer que la Prusse ne lui permettra guère d'envahir une sphère d'action plus large que celle dont les circonstances du moment lui tracent les bornes. L'influence prussienne sur le nord de la Confédération restera toujours très considérable. Elle représente le protestantisme, par conséquent aussi les lumières de l'Allemagne. En cette qualité elle sera toujours aux yeux de la majorité de la nation beaucoup plus respectable que le système autrichien, lequel prétend forcer la pensée humaine à se mouvoir uniquement au gré de certaines formules mathématiques. Il est donc impossible de supposer que les principes de l'Autriche, par rapport à l'échange des idées, puissent jamais devenir ceux de la Confédération tout entière. Dans des cas urgens, comme en juin 1832, on recourra bien encore au système autrichien, mais à la longue les principes plus modérés de la Prusse assureront toujours à celle-ci la prépondérance, à moins toutefois

que les vues plus libérales encore des petits États ne l'emportent par le poids *de l'opinion publique*, et n'obligent la Prusse elle-même à leur céder en grande partie afin de conserver sa popularité. Car, si Adam Smith, dans son ouvrage *sur la Richesse des Nations* a pu soutenir que l'argent c'est le pouvoir (*money is power*), la chose peut, de notre temps, se dire avec plus de justesse encore de l'opinion publique. Ce n'est pas qu'on manque pour la modifier et la diriger de moyens efficaces, tels surtout que l'éducation de la jeunesse et l'action de la presse. Aussi un gouvernement vigilant ne la laissera-t-il facilement ni s'égarer ni lui devenir hostile dans ses propres domaines.

C'est ce que la Prusse elle-même a prouvé d'une manière victorieuse. Comme cet État possède le territoire le plus vaste du nord de l'Allemagne, comme il exerce, en sa qualité de représentant du protestantisme, une espèce de tutelle intellectuelle sur son entourage, il est à supposer que l'opinion publique ne lui deviendra pas contraire même dans le reste de la Confédération, si seulement il réussit à y affaiblir l'influence des assemblées législatives.

Les souverains des petits États constitutionnels, poussés à bout par l'esprit avide de domination de leurs Chambres, ainsi que Louis XVI l'a été naguère par la Convention nationale, se rappellent ce grand et mémorable exemple; ils reconnaissent eux-mêmes qu'en souffrant plus longtemps la licence de ces législatures usurpatrices, ils se trouveront menacés dans leur propre existence. On les voit donc appuyer aujourd'hui la Prusse dans toutes les démarches qui tendent à réduire les privilèges des assemblées législatives; on les voit se soumettre volontairement aux décisions générales de la Diète de Francfort; on les

voit, agissant de concert avec la Diète et dans le même esprit, ne céder qu'aux justes exigences du temps. Aussi doit-on présumer qu'à l'avenir, si la paix a quelque durée, les principes de la Prusse, surtout quant à l'échange des idées politiques, seront adoptés dans toute l'étendue du territoire fédéral, l'Autriche exceptée, ce qui maintiendra les progrès de l'esprit humain et de la civilisation sociale, dans des bornes paisibles et fixes. En admettant cette supposition, la Diète en viendra de la sorte à s'asseoir pour ainsi dire sur une large base intellectuelle qui l'élèvera de beaucoup au-dessus de chaque État pris séparément, car toute la force de la Confédération sera concentrée à son foyer central. La considération dont jouit la Prusse en particulier passera en grande partie à la Diète, avec cet avantage remarquable pour chacun des États fédérés, qu'ils sauveront par là leur indépendance morale, et qu'ils apparaîtront comme autant de membres d'un même tout, et non plus comme des mineurs placés sous la tutelle d'un seul État plus puissant. Une fois l'existence intellectuelle de l'Allemagne politique ainsi personnifiée dans la Diète, une fois la constitution fédérale ainsi développée, non seulement l'Autriche elle-même ne pourra plus se refuser, si elle veut conserver la moindre influence comme puissance allemande, à adopter les principes généralement acceptés, mais encore elle se verra forcée de les introduire dans ses propres possessions. Elle peut donc s'attendre de ce côté à un grand changement de situation, qui cependant, s'il vient d'en haut et s'il est ménagé avec la prudence et l'habileté convenables, produira certainement les résultats les plus heureux. Qu'il arrive au contraire, sans être préparé par le gouvernement, mais sim-

plement amené par la force de l'opinion publique, il pourrait alors donner occasion à des troubles intérieurs. En effet les véritables principes allemands, quant à l'échange des idées, doivent toujours tendre à préserver et à soutenir avant tout les intérêts locaux, puis les intérêts provinciaux, et en dernier lieu les intérêts nationaux proprement dits. Pour que cela ait lieu dans un ordre pareil, il faut que les gouvernemens veillent avec la plus grande sévérité à ce qu'on ne traite présentement en public que les intérêts locaux et provinciaux. Il importe d'abord d'assurer à chaque famille, à chaque commune, à chaque province, ses libertés et ses droits. De là suit qu'il ne doit pas être permis à tout professeur de droit public, à tout publiciste, de les sacrifier et de les annuler devant de chimériques idées de liberté universelle, devant le rêve de la soi-disant souveraineté du peuple.

La Prusse, pour sa part, a très bien saisi l'esprit des anciennes lois allemandes, en ordonnant la révision des réglemens qui concernent les villages et les villes, et en instituant et convoquant des assemblées d'arrondissemens et de provinces; aussi cette semence a porté de bons fruits. Tandis qu'en Bavière, dans le Wurtemberg, à Nassau, Bade et Weimar, les constitutions ne furent simplement, et presque mot à mot, qu'une copie des constitutions française et anglaise (et cela sans aucun égard pour les vieilles institutions nationales, pour le caractère particulier des peuples et pour le degré d'instruction qui leur est propre), on commença, au contraire, dans le duché d'Oldenbourg, l'électorat de Hesse-Cassel, le Meklenbourg, le Hanovre et la Saxe, par revoir et refondre les réglemens sur les communes; on s'y occupa ensuite de l'organisation municipale

des villes et des arrondissemens, et ce n'est qu'après ces préliminaires, toujours calculés selon les besoins du temps et les intérêts locaux, qu'on songea, en dernier lieu, à une constitution générale pour l'État.

Cependant, on ne saurait disconvenir que cette manière de procéder, par laquelle l'esprit de famille sert à former peu à peu *l'esprit national*, ne peut être appliquée sans danger que lorsque l'esprit, l'amour du foyer, dont il est question a jeté de profondes racines dans le cœur des citoyens. Or, cette vertu est tellement inhérente aux habitudes et au caractère des Allemands qu'il a fallu une suite non interrompue de malheurs et de calamités pour en ébranler les racines parmi eux. Il en est autrement chez les peuples slaves ; ils connaissent beaucoup moins cette intime sympathie qui lie un homme au sol qui l'a vu naître, au toit qui l'a abrité, aux meubles qui l'ont servi. L'esprit national du Slave se règle moins sur les habitudes du foyer domestique et sur l'opinion de ses concitoyens les plus proches, que d'après l'influence des masses populaires vivantes et mobiles avec lesquelles il vit présentement, masses qui parlent sa langue et partagent ses passions. Voilà ce qui explique comment le sentiment de la nationalité, tel que nous le voyons se réveiller en Allemagne, pourrait devenir dangereux pour l'Autriche, dans le cas où elle se verrait forcée d'en subir la contagion avant d'y avoir suffisamment préparé ses populations composées de tant d'élémens hétérogènes.

D'un autre côté, l'Autriche est obligée d'accorder une sérieuse attention aux progrès du libéralisme en matière religieuse, progrès bien visibles en Allemagne, malgré la puissante opposition que leur suscite le clergé catholique.

En général, la considération de l'Autriche, au lieu de s'accroître, décline bien plutôt, soit dans ses relations comme grande puissance européenne, soit dans ses rapports particuliers avec la Confédération germanique ; son attitude toute passive en présence des événemens qui ont agité l'Europe durant les dix dernières années, sa politique négative, la pénurie continuelle de ses finances, sont autant de causes qui ont contribué à la faire décheoir, à lui enlever cette prépondérance que devraient lui assurer l'étendue de ses possessions, les avantages de sa position géographique, le chiffre élevé de ses populations, et le bien-être intérieur dont jouit le pays. Le système sur lequel se base la stabilité autrichienne est fort ancien ; mais il est peu noble et peu approprié aux temps modernes. On n'a pas oublié non plus que, jadis, les Ferdinands cherchaient, par suite du même système, à subjuguier l'Allemagne. Les belles maximes n'ont jamais manqué à la maison de Habsbourg ; mais si son activité a toujours été grande, en revanche ses grandes actions ont été rares.

Quant à la seconde question, à savoir quelles seront les libertés ou les entraves qui présideront à la gestion des intérêts matériels dans les États composant la Confédération germanique, on ne peut, certes, la trouver moins grave ni moins importante que la première. Durant les dernières années de paix, les embarras financiers, au lieu de diminuer, s'augmentèrent. Cette période vit la dette publique croître dans presque toutes les parties de l'Allemagne ; ce qui a pour beaucoup contribué à nourrir le mécontentement général si visible de 1830 à 1832 : il semblait inexplicable qu'en temps de paix les dettes eussent pu prendre de pareils développemens. La plupart des gouvernemens

en furent vivement alarmés : on fit des projets , on proposa des réformes , on changea ce qui existait , et l'on établit du nouveau sans parvenir à faire face aux dépenses avec les économies. Ce n'étaient pourtant ni les départemens de la justice , de l'éducation publique et de la police , ni même celui de la guerre , qui absorbaient le plus d'argent dans un grand nombre de petits États , mais bien l'administration des finances , avec ses fonctionnaires subalternes et sa coûteuse organisation des douanes. Une circonstance rendait encore ces dépenses plus odieuses , et pouvait mieux que toute autre justifier les plaintes des sujets : il était certain que ces énormes frais financiers , bien loin de servir à vivifier le commerce , contribuaient plutôt à le gêner.

Tout le secret d'un état de choses aussi malheureux consiste en ce fait-ci : que , durant les derniers temps , la juste proportion se rompit entre le nombre des producteurs et celui des consommateurs. Des milliers de bras avaient quitté l'agriculture , renonçant à son revenu assuré , quoique momentanément modique , pour se consacrer à des travaux manufacturiers qui promettaient un gain plus considérable , mais aussi plus chanceux. Voilà pourquoi , sur tant de points , l'agriculture se trouva négligée. Ceux-là même que la propriété tenait attachés au sol commencèrent à mettre , du moins , sa valeur en spéculation. Quel en fut le résultat ? La petite noblesse de toutes les parties de l'Allemagne , si l'on en excepte le Hanovre et la Westphalie seulement , se trouva bientôt en état de banqueroute , ou peu s'en fallut. La rente foncière ayant baissé excessivement , la plupart des pays perdirent la première et la plus naturelle garantie de leur avoir ; car , lors même que le sol , mobilisé par de continuelles expropriations , fut poussé par les nou-

veaux acquéreurs à donner momentanément des produits plus considérables, l'État ne se vit pas moins privé de ses dernières épargnes, de son plus solide capital, ne conservant pour principale ressource que des revenus incertains et accidentels.

Cette situation des choses porta tout naturellement chaque gouvernement isolé à tourner ses vues et ses efforts sur les manufactures du pays. Pour les encourager, on ferma les frontières à l'importation étrangère. Les grands États, comme l'Autriche et la Prusse, purent, à la vérité, subsister avec ce système prohibitif, quoique, même chez eux, l'augmentation des revenus assis sur la fabrication indigène se trouvât presque entièrement absorbée par les frais que nécessitait le redoublement de surveillance aux frontières; mais les petits États, bien loin d'être à même de persévérer dans cette marche, virent leurs finances fortement ébranlées par la tentative seule d'imiter, à cet égard, les grandes puissances.

Voilà donc la raison qui explique pourquoi le système des douanes, dans lequel la Prusse offrit de rallier toutes les parties de l'Allemagne centrale, dut nécessairement être si bien reçu par les gouvernemens des petits pays; mais le même projet n'obtint pas un accueil semblable chez les populations, qui craignirent d'être écrasées par la concurrence manufacturière de la Prusse. On demanda la liberté illimitée de circulation commerciale dans toute l'étendue du territoire de la Confédération; dès lors, les gouvernemens constitutionnels qui avaient accédé au nouveau système des douanes, se trouvèrent dans le plus grand embarras vis-à-vis de leurs Chambres respectives. Mais la puissance prussienne prévalut encore en cette circonstance,

et parvint à rattacher à son plan la plus grande partie des petits États.

Quoique au premier abord cette question paraisse purement mercantile, elle cache des conséquences d'un autre ordre fort importantes pour l'avenir, particularité que plusieurs journaux français avaient très bien entrevue déjà. La situation embarrassée dans laquelle se trouvent la plupart des États allemands place toujours leurs gouvernemens dans la dépendance de ceux qui peuvent exercer une action favorable sur leurs finances. Or, la douane étant, sous le rapport de l'industrie intérieure comme sous le rapport des recettes provenant du transit, une des branches principales de l'administration publique, il en résulte que la Prusse acquiert, par la réalisation de son système, une grande influence sur les intérêts économiques de tous les pays qu'elle réussit à y incorporer. Si l'on considère ensuite les relations nécessaires qui existent entre les intérêts de ce genre et les autres intérêts de chaque État, on ne pourra nier que les pays dont la situation financière dépendra en partie de la Prusse n'en doivent aussi dépendre avec le temps, quant à la politique. Certes, la dépendance dont nous parlons sera peu évidente en temps de paix; mais, en cas de guerre, elle peut devenir très grave.

La politique passive de l'Autriche, et sa crainte d'une scission avec la Prusse, sont les seules causes qui puissent expliquer l'indifférence de la première de ces puissances en face des efforts que l'autre fait pour rallier à l'union formée sous sa suprématie toutes les petites principautés de l'Allemagne. De ce côté donc, il n'y a rien à espérer pour le maintien de leur indépendance. Toutefois, on peut s'attendre qu'un jour le malaise produit par l'oppression

industrielle de la Prusse amènera les autres gouvernemens à réfléchir sérieusement sur leur situation ; qu'alors le système aujourd'hui en vigueur sera brisé , et qu'on établira en sa place une nouvelle organisation générale des douanes , mais , cette fois , sous l'inspection de la Diète fédérale. Lors même que cette future substitution devrait être encore favorable à la Prusse , toujours y gagnerait-on l'indépendance des petits États d'abord , puis leur émancipation financière de la tutelle prussienne ; enfin, une augmentation de puissance politique pour la Diète.

Si l'on parvenait , en outre , à introduire en Allemagne une autre amélioration indispensable , c'est-à-dire un code commun pour toute la Confédération , on pourrait dès lors la regarder comme définitivement organisée et consolidée à l'intérieur. Le président de l'assemblée législative de Weimar , le baron de Riedesel , vient de présenter aux États de son pays la proposition d'un code commun pour l'Allemagne , besoin qui , d'ailleurs , s'était déjà fait sentir depuis long-temps , même il en a souvent été question dans des écrits publiés depuis 1815. Toutefois , c'est surtout durant les diverses sessions tenues en 1832 qu'on a parlé sur ce sujet.¹

Les suites de l'établissement d'un code commun pour l'Allemagne entière seraient de la plus haute importance. Par ce moyen , les différens États contracteraient entre eux

¹ Nous ne pouvons nous empêcher de nouveau de faire remarquer au lecteur avec quel art on groupe ici tous les intérêts et tous les sentimens germaniques autour de la Diète , cet organe futur de la dictature russe.

(*Note de l'Éditeur anglais.*)

une liaison tellement intime qu'ils se verraient forcés à ne plus renier, mais au contraire à protéger tout ce qui est vraiment allemand chez les uns ou chez les autres. Un patriotisme plus large, plus national se développerait également et se maintiendrait parmi tous leurs sujets divers. Ce patriotisme deviendrait même le rempart le plus efficace et le plus durable contre les mouvemens dont l'origine est au-delà du Rhin. La partie orientale de l'Europe se trouverait aussi de la sorte bien mieux garantie de l'influence qu'exerce la rage du libéralisme français ; résultat immense, principalement par rapport à la Pologne et à la Hongrie.

Tels sont les développemens qui nous paraissent devoir provenir, en temps de paix, de l'état de choses que nous a présenté l'Allemagne dans le cours de l'année 1832. Maintenant, il nous reste à examiner quels changemens pourrait amener une guerre générale. Nous ne supposons qu'un cas unique, celui où l'Allemagne se trouverait en guerre avec la France et l'Angleterre. En effet, comme les deux puissances allemandes du premier ordre sont liées pour long-temps à la Russie par suite de leur commune opposition contre la France et l'Angleterre, qui représentent le système constitutionnel, il n'est guère possible d'admettre la probabilité de circonstances extraordinaires au milieu desquelles, soit le cabinet d'Autriche, soit le cabinet de Prusse, méconnaîtraient leurs véritables intérêts au point de rompre avec la Russie.

Une fois l'Allemagne entraînée dans une guerre contre la France et l'Angleterre, il devient indifférent d'examiner si elle la fera avec ou sans alliés. Quoi qu'il arrive, en effet, ses intérêts commerciaux vis-à-vis de l'Angleterre et sa position géographique vis-à-vis de la France l'engageront

toujours directement. Elle devra donc tenir ses forces prêtes à agir, même lorsqu'elle compterait sur un allié aussi puissant que la Russie. L'armée de la Confédération germanique, placée sous le commandement d'un prince allemand, le roi de Wurtemberg, présente, il est vrai, un aspect assez hétérogène pour permettre de douter qu'elle possède réellement l'harmonie nécessaire aux grandes opérations militaires. Mais, par la raison même que ce doute semble si naturel, il est à espérer que le nouveau règlement de l'armée fédérale aura égard à ce manque d'homogénéité, et que le commandant en chef ne dépendra plus dorénavant ni des suggestions ni des ordres d'aucun cabinet en particulier. Quant à ce qui concerne la prompte réunion des troupes et leur bon approvisionnement, nous savons déjà qu'on a pris en commun les mesures les plus convenables. On ne peut, du reste, avoir la prétention de soumettre les détails à un mûr examen, avant que le résultat des conférences de Berlin à ce sujet ne soit connu. Un seul cas pourrait donner de l'inquiétude pour l'avenir, cas inadmissible sous les monarques actuellement régnans en Autriche et en Prusse : il s'agit de la jalousie qui, survenant entre ces deux puissances prépondérantes, viendrait, au milieu de la guerre, rompre l'ensemble unitaire de l'armée fédérale allemande. On ne se rappelle que trop, à ce propos, les armées du ci-devant empire, ainsi que leurs vicissitudes durant les campagnes de 1793, 1794, et, plus tard, de 1805 et 1806. Ce qui alors est arrivé peut arriver encore. Les suites d'une aussi fausse politique seraient incalculables : aussi ne pouvons-nous ici les prendre en considération.

De notre temps, une guerre de l'Allemagne contre la

France et l'Angleterre a toujours un double caractère. Si , d'abord , elle occasionne une lutte contre les forces militaires de l'ennemi , elle consiste aussi dans une lutte contre la force morale qu'il puise dans ses principes politiques : il s'agit , d'une part , de combattre les baïonnettes et les boulets , et , de l'autre , de combattre les idées. Quant à la lutte purement matérielle entre les armées , elle est soumise aux chances habituelles de bonheur ou de malheur , et doit finir , soit par l'épuisement des deux parties belligérantes , soit par la défaite de l'une ou de l'autre. Toute graves que puissent devenir les conséquences de la guerre , on ne saurait les calculer d'avance , puisque , d'abord , elles dépendent en grande partie du hasard , et puisqu'ensuite il n'est pas possible de déterminer avec exactitude les divers degrés d'habileté des commandans respectifs. Admettons pourtant le cas où l'Allemagne succomberait. Dans cette supposition extrême , les États situés sur les bords du Rhin se verraient les premiers dans la nécessité de faire avec l'ennemi cause commune contre l'Allemagne orientale , et d'aider à forcer celle-ci à une paix malheureuse , qui concéderait probablement à la France la rive gauche du Rhin , et qui stipulerait en faveur de l'Angleterre des contributions considérables et des concessions commerciales. Cependant , quelque déplorable que serait pour l'Allemagne un pareil événement , on ne peut encore le comparer aux tristes résultats qu'entraînerait , pour l'unité de la Confédération germanique et pour chaque État en particulier , le triomphe des principes constitutionnels anglo-français. Par suite de ce triomphe , les élémens constitutifs de tous les pays allemands seraient détruits dans leurs racines , la tendance révolutionnaire prévaudrait , et les démagogues deviendraient les rois et les

régens de la contrée. Une nouvelle Allemagne se formerait, en proie à tous les charlatans, malheureux champ d'essai qu'exploiteraient les faiseurs de projets en démence. Aussi l'Allemagne devrait-elle, en cas de rupture avec la France et l'Angleterre, tourner sa principale attention sur la lutte qu'elle aurait à soutenir contre les principes de ses ennemis. Tous les gouvernemens reconnaissent parfaitement, aujourd'hui, que les plus grands dangers dont ils soient menacés viennent en effet de ce côté. Remarquons, pourtant que cette guerre, comme toutes les guerres d'opinion, serait menée avec la plus grande opiniâtreté de part et d'autre. Dès lors, il est difficile d'admettre qu'une des parties puisse être subjuguée entièrement et devenir la proie de son adversaire. Si même on croit à la possibilité d'une semblable défaite, encore faut-il plutôt s'attendre à la voir subir à la France et à l'Angleterre. Quant à l'Allemagne, elle sait bien que, dans cette circonstance, il s'agirait pour elle d'exister selon ses propres principes; elle sait bien qu'en cas de défaite la France lui imposerait ses doctrines libérales et ses formes gouvernementales. Cette dernière, même vaincue, n'aurait au contraire à redouter que de minimes changemens à ses institutions démocratiques. De là résulte clairement que, de la part des Allemands surtout, la résistance serait désespérée, ainsi que la chose a lieu dans toutes les guerres défensives. D'ailleurs, d'autres causes sont là qui ne permettent pas de croire au triomphe des deux puissances constitutionnelles. Voyez plutôt, en France, les dissensions intestines qui paralysent son action à l'extérieur, considérez le peu de stabilité du gouvernement, le vague et l'inconséquence des principes politiques, les continuelles modifications auxquelles le ministère est

en butte, et le tumulte désordonné dont les Chambres sont le théâtre à Paris. En Angleterre, vous trouverez des faits non moins concluans : les besoins d'économie qu'on éprouve à l'intérieur, les partis opposés qu'a fait naître la réforme, la situation difficile de l'Irlande et la faiblesse de l'administration whig. Toutes ces considérations nous portent à ne pas croire aux succès de la France et de l'Angleterre dans une guerre contre l'*Europe*.¹

Malgré cet état de choses si rassurant pour eux, il est du devoir de tous les Allemands d'entretenir dans leurs cœurs la flamme du patriotisme national. Ici, encore, c'est aux princes à donner l'exemple. A une époque comme la nôtre, l'impulsion doit venir d'eux. Avec le degré de civilisation auquel la société est parvenue, le développement excessif de l'individualisme, le raffinement extraordinaire des jouissances de la vie, l'augmentation des richesses, la corruption sans cesse croissante des mœurs, l'attrait de mille occupations privées, et la facilité de se passer des autres, poussent trop puissamment les hommes à ne songer qu'aux soins de leur bonheur et de leurs plaisirs, soit domestiques et intellectuels, soit égoïstes et vils, pour que nous puissions espérer de voir le sentiment du bien public, et encore moins celui du bien de toute une corporation d'États, se réveiller de lui-même assez vivement parmi les masses. Mais les princes, et tous les grands en général, ne sont appelés à vivre que pour tendre à ce

¹ L'expression est amusante, si la chose ne l'est pas. C'est de la même manière qu'on a menacé la Turquie d'une guerre avec *toute l'Europe*. Là, on a exécuté cette menace, ici on a produit le résultat qu'on s'est proposé. (*Note de l'Éditeur anglais.*)

grand but. En conséquence, ils doivent avant toute chose être fidèles à eux-mêmes et à ce qui leur est le plus cher. Leur devoir le plus sacré est de ne point laisser restreindre leurs droits. Ils ne doivent point permettre que la considération et l'influence inhérentes à leur autorité soient en rien entamées et diminuées ; ils ne doivent souffrir, sous aucun prétexte, que, dans le système général des relations entre puissances et la distribution du pouvoir en Europe, il soit fait le moindre changement qui puisse tôt ou tard les déplacer eux-mêmes de leur position légitime¹. Ils ne sont pas moins obligés à garantir et à défendre l'indépendance, les droits et la sûreté de leurs voisins et de leurs alliés les plus faibles, ainsi que de chaque pouvoir légalement reconnu, principalement s'il se trouve faire partie avec eux de la même corporation fédérale. Dès l'instant où ils ne se sentiraient plus assez forts pour empêcher que le plus petit État ne soit lésé impunément par l'injuste arbitraire et par la violence criminelle d'un État plus puissant, dès ce moment, leur propre trône serait ébranlé dans sa base. Ainsi, point de système d'isolement, point de coupable négligence envers les dangers d'autrui, point de neutralité *absolue* ; qu'on ne se mette jamais hors de cause dans une question importante, surtout lorsque l'orage, du côté de l'occident, apparaît sous des couleurs si menaçantes, et lorsqu'une sorte de tremblement de terre ébranle si fortement tous les vieux États de l'Europe ; ainsi point d'indifférence nulle part, mais, dans une confédération comme l'Allemagne, moins que partout ailleurs.

¹ Il faut avoir bien approfondi le caractère allemand et les sentimens des princes dans ce pays, pour apprécier l'habileté inimitable qui caractérise ce passage. (*Note de l'Edit. angl.*)

Si l'Autriche ou la Prusse craignaient qu'une pareille politique (la seule bonne et la seule digne d'elles) n'amènât d'interminables contestations, n'amènât même une guerre sans fin avec la France, leurs inquiétudes ne seraient point justifiables, et ne pourraient être que la conséquence d'une fausse philanthropie ou d'une indolence honteuse et d'une lâche faiblesse. Plus ces puissances mettront de soin et de rigueur à poursuivre dans son germe toute injustice et toute violence commise par la France contre l'Allemagne, et moins souvent elles se verront forcées de recourir aux armes de ce côté ; mieux la France les verra préparées au combat, et moins elle éprouvera d'envie de les provoquer ; en général, plus le système fédératif des États de l'Europe, et principalement de l'Allemagne, sera complet et compacte, plus chaque membre de cette fédération se montrera sensible à la plus légère infraction de la paix générale, plus les liens qui rattachent tous à chacun et chacun à tous, seront solides, et moins il y aura de guerres, puisque le repos après lequel chacun soupire sera plus efficacement protégé.

La révolution de juillet, fille de la terrible révolution du siècle dernier, a été une révolution de principes : elle s'est attaquée au dogme politique. Ses effets ont donc été les mêmes que ceux de toutes les révolutions opérées à propos de théories. Leur principal résultat est d'*introduire dans tous les pays d'autres intérêts que ceux qui proviennent des causes et des nécessités purement locales et naturelles*. A cette disposition se joint un esprit inquiet qui cherche à s'étendre, à faire des prosélytes, à semer partout des dissensions. Les partis ardents sont naturelle-

ment plus attachés aux partisans de leurs doctrines, fussent-ils même des étrangers, qu'à leurs propres compatriotes ou à leurs gouvernemens, lorsque ceux-là professent une foi politique opposée à la leur. ¹

Il en résulte que les vrais besoins de l'État sont négligés et méconnus, qu'on cherche à satisfaire ses passions, même par la ruine de sa patrie; il en résulte que les sentimens, étant une fois dirigés de l'intérieur à l'extérieur, on voit succéder l'égoïsme au dévouement, la violence à l'esprit de soumission, la trahison à la fidélité. Si l'on observe, en effet, toutes les révolutions récentes, on s'apercevra que leurs auteurs ont toujours fondé leurs espérances sur les secours du dehors. Les Portugais et les Espagnols ont compté sur l'appui de l'Angleterre; les révoltés belges, polonais et italiens, sur l'appui de la France.

¹ La citation suivante présente une singulière coïncidence d'opinion : « De là sont nées dans les temps modernes deux
« nouvelles sources de confusion et d'embarras, et quelle que soit
« leur origine, nul homme impartial ne saurait nier leur existence. C'est d'abord une opposition intérieure dans chaque
« État qui substitue aux anciennes distinctions de nation et de
« gouvernement, celles de principes ou de partis, ensuite une
« opposition internationale entre les intérêts commerciaux et
« les intérêts politiques. Par suite de la première de ces oppositions, une ou plusieurs fractions d'un peuple se trouvent
« avoir des intérêts contraires aux intérêts nationaux; par
« suite de la seconde, nous voyons des rivalités et des inimitiés
« commerciales entre des nations qui ont des intérêts politiques communs. » Article sur la quadruple alliance dans le
n° 1 du *British and Foreign Review*.

Comme il est plus facile d'apprendre par cœur le petit catéchisme des droits de l'homme, que d'étudier le grand tableau de l'histoire universelle, avec ses exemples et ses leçons, il se trouvera nécessairement plus de connaisseurs pour accepter le premier, que de disciples pour approfondir la science historique. Aussi faut-il mener la guerre contre les opinions avec les seuls moyens efficaces qui se trouvent au pouvoir des gouvernemens. Ces moyens consistent principalement dans une bonne instruction à donner à la jeunesse et au peuple. De même que l'on n'est parvenu à imposer silence aux prêches des athées et des hérésiarques qu'en propageant un salutaire enseignement religieux, on ne détruira de même l'effet produit par les écoles desquelles émane l'hérésie politique qu'en offrant aux masses une saine instruction en sens contraire. Le canon et les baïonnettes ne sont pas des armes convenables pour lutter contre des idées. Ensuite, doit-on s'attendre à obtenir des résultats plus heureux lorsqu'on permet aux novateurs de s'adresser au peuple par la parole et par la presse, tandis qu'on laisse ce même peuple dans le doute et l'ignorance sur les véritables bases du raisonnement en pareille matière. Telle est en vérité la plus grande faute qu'aient commise depuis long-temps les gouvernemens monarchiques. Nulle part encore on n'a organisé sous ce rapport un utile système d'éducation populaire. Bien loin de là, on a même été jusqu'à vouloir abolir les chaires ouvertes dans les universités à la science politique, afin d'empêcher la publication de quelques fausses théories. On avait oublié que, dans l'enseignement de l'histoire, les opinions funestes peuvent agir avec d'autant plus de force qu'elles y sont énoncées en passant et comme par paren-

thèse , sans que les auditeurs soient , par des études antérieures dans cette partie , préparés le moins du monde à les méditer. Maintenant , si cette indifférence de la part des autorités a eu d'affligeans résultats pour la jeunesse des universités , elle n'a pu qu'influer plus malheureusement encore sur les autres classes de citoyens , de la sorte abandonnés à eux-mêmes , à leur jugement non mûri par la réflexion , précisément au milieu d'une époque où la politique était devenue le sujet important des conversations et l'événement principal du jour.

Si , dans tous les États monarchiques , une faute aussi grave a causé beaucoup de mal , elle en a fait encore plus à l'Allemagne , car dans cette contrée , l'instruction du peuple , quant aux autres branches de la science , est tellement développée , la connaissance de la lecture et de l'écriture est si commune , que la méditation de toute espèce de théories s'y trouve provoquée même chez les classes les plus pauvres et les plus humbles. La négligence des gouvernemens allemands paraît encore plus étonnante , quand on considère que les hommes distingués ne manquent point à ce pays , et quand on voit que le soin de l'instruction politique du peuple pouvait leur être confié en toute sûreté.

La censure peut bien entraver la marche de la propagande révolutionnaire , elle peut bien l'arrêter pendant quelque temps , mais elle ne constitue pas en elle-même une force suffisante pour la rendre absolument inactive et inoffensive. Extirper les mauvaises herbes n'est point encore semer le bon grain. Pour cela , outre les mesures négatives , il faut employer aussi les mesures positives. C'est une véritable nécessité d'État. Tant qu'on n'y pourvoira point , on ne pourra dire que la guerre contre le principe

révolutionnaire soit conduite sérieusement, à savoir avec l'espérance et la probabilité de la victoire. L'Europe, et principalement l'Allemagne, se trouve aujourd'hui dans une crise fatale. Si l'on néglige le moment favorable à l'anéantissement du *mal*, il triomphera, non point à vrai dire par sa propre puissance, mais par la faute d'omission de ceux qui auraient dû rendre témoignage aux principes éternels sur lesquels doivent s'appuyer tous les États s'ils veulent durer.

L'année 1832 a prouvé qu'il est grand temps d'opposer une barrière efficace aux doctrines révolutionnaires, qu'il est grand temps de prendre enfin l'offensive contre la propagande française, en fondant un solide enseignement politique au profit du peuple, en publiant de bons écrits périodiques et des journaux qui directement émaneraient du gouvernement. C'est de cette manière que l'Allemagne doit se mettre dès aujourd'hui en état d'hostilité contre son ennemie, au lieu de s'obstiner à vouloir observer une paix trompeuse, derrière laquelle se cache la trahison.

Si nous venons maintenant à considérer le développement en Allemagne de l'état de choses actuel selon l'influence que la Prusse et l'Autriche continueront à y exercer, soit que ces deux puissances se maintiennent sur le pied de l'égalité, soit que l'une acquière de la prépondérance aux dépens de l'autre, notre examen nous conduira toujours à d'importantes déductions.

Avec les principes tout différens sur lesquels s'appuient les gouvernemens de l'Autriche et de la Prusse, avec les moyens divers dont ils se servent conformément à leur nature pour accroître leur influence sur leurs confédérés, il devient impossible d'admettre qu'ils parviennent à la

rendre de part et d'autre également active, également durable. Cependant, comme les efforts séparés de chacune de ces puissances peuvent se contre-balancer pendant un espace de temps plus ou moins long, nous ne parlerons ici que de l'influence égale qu'elles ont obtenue depuis long-temps sur les relations de l'Allemagne.

Depuis l'établissement de la Diète en 1815, l'Autriche n'a le plus souvent agi que négativement. Avant tout, elle a cherché à suspendre les grands plans de réforme conçus par plusieurs gouvernemens; elle s'est opposée à la licence de quelques universités, elle a tenté d'enrayer la marche trop rapide de plusieurs assemblées législatives; enfin, elle a fermé presque entièrement son territoire aux rapports, soit intellectuels, soit matériels, avec l'Allemagne. C'est uniquement par la présidence de la Diète de Francfort, par quelques missions diplomatiques encore, qu'elle a cherché à s'assurer une influence positive sur les arrangemens intérieurs de quelques États de la Confédération. Il est inconcevable que l'Autriche abdiqua dès l'année 1813 toute son autorité d'autrefois sur la noblesse immédiate et sur les villes libres, abandonnant à leur sort la première aussi bien que les autres. Telle fut une des principales causes de son espèce de déchéance en Allemagne. D'un autre côté, elle laissa aussi aux Gouvernemens respectifs le soin de connaître de toutes les affaires ecclésiastiques, concernant l'Eglise catholique allemande; affaires qui, durant les époques précédentes de l'histoire, lui avaient valu sous ce rapport une suprématie fort avantageuse. Elle ne fit même rien dans le but d'entretenir l'affection que conservaient les esprits dans une grande partie de l'Allemagne pour l'antique maison impériale. Il ne lui resta donc d'autre

influence que celle qu'elle exerce sur la Diète, et celle qui résulte de sa puissance territoriale. Ces deux grands moyens, il faut l'avouer, ne sont pas sans importance, car, tant que l'Autriche conservera la présidence de la Diète, elle ne laissera pas que d'avoir une action réelle sur chaque développement ultérieur des États de la Confédération; et, d'autre part, tant que les pays composant la monarchie autrichienne continueront à former un ensemble compacte, son attitude formidable inspirera quelques craintes aux princes allemands d'un ordre inférieur, et les obligera toujours à se mettre sur un pied amical vis-à-vis de leur voisin le plus fort. L'influence de l'Autriche sur les relations de l'Allemagne est donc, d'abord, une influence *de droit public* par sa présidence à la Diète, puis une influence *matérielle* par ses ressources militaires.

La guerre entreprise en 1813 au nom de la liberté, fut pour la Prusse l'origine d'une influence morale qui s'étendit à toute l'Allemagne. Intéressée à ne la laisser ni s'affaiblir ni se perdre, la Prusse, depuis, a toujours cherché à ramener les esprits au souvenir de ces journées toutes nationales. Ce souvenir s'alimente de la haine qu'on porte à la France, et agit d'autant plus efficacement qu'on considère comme l'ennemie naturelle de cette dernière la Prusse, qui de la sorte se présente sans cesse à la pensée comme la véritable protectrice de l'indépendance et du sentiment patriotiques. Ensuite, quoiqu'il faille bien avouer que les différences de religion n'ont plus aujourd'hui la même importance qu'autrefois, quoique les nuances bizarres qui divisaient sous ce rapport la société antérieure, se soient fondues et mêlées; enfin, quoiqu'à vrai dire la moindre considération politique resserre maintenant des liens

plus solides , soit entre les hommes , soit entre les Gouvernemens , que ne pourraient le faire toutes les croyances du monde , encore ne doit-on pas nier que la Prusse , comme le représentant du protestantisme et des lumières , n'ait conservé sur la contrée tout entière une sorte d'influence religieuse et scientifique. De plus , cet État , par son administration rigoureuse , par son attachement presque pédantesque à la légalité et aux formes juridiques , est devenu le modèle que se choisissent beaucoup de petits pays. Le soin qu'il prend d'ailleurs à maintenir l'esprit et le caractère des institutions allemandes au sein même des réformes que nécessite la marche du temps , l'affermir chaque jour davantage dans cette position si favorable. Rappelons , en outre , ce que nous avons dit plus haut sur le système des douanes prussiennes. Puis , si nous réfléchissons aux forces matérielles de cette puissance , nous pourrions conclure que son influence sur l'Allemagne est à la fois *religieuse , morale , scientifique et administrative*.

Peut-être paraîtra-t-il résulter des considérations précédentes que l'influence de la Prusse dépasse de beaucoup celle de l'Autriche. Aussi appuierons-nous sur quelques restrictions à ce qu'elles pourraient avoir de trop absolu. D'abord l'espèce de protectorat dévolu au chef du protestantisme ne s'étend plus que sur quelques États , et le progrès des lumières contribue de jour en jour à l'affaiblir encore. Ensuite , l'instruction rationnelle de l'Allemagne tend à se débarrasser de la tutelle prussienne aussi bien qu'à constituer une unité allemande. Quant à ce qui concerne le souvenir historique des dernières guerres de l'indépendance , la force de la Prusse , plus nous nous éloignons de 1813 , s'amointrit , contre-balancée qu'elle est du reste

par le souvenir de l'antique alliance entre l'Autriche et la Confédération. Après cela , le système actuel des douanes , avec les bases sur lesquelles on l'a établi , ne peut pas durer comme institution nationale. Reste une armée aguerrie et nombreuse , mais on cesse de la craindre tant en jetant les yeux sur la carte , où la Prusse les frappe tout d'abord par sa position morcelée à travers l'Allemagne , avec la Russie d'un côté et la France de l'autre. Ainsi , l'influence réelle de la Prusse , sur l'ensemble de la contrée , se réduira pour l'avenir à une influence *morale* et *germanique* , qu'elle conservera grâce à son administration modèle , grâce encore au zèle qu'elle met à seconder le progrès dans l'administration de la justice.

De toutes ces observations on peut déduire la conséquence suivante , à savoir que la Prusse opposera son influence , fondée sur *le droit privé* , à l'influence autrichienne , fondée sur *le droit public* ; puis , qu'elle pourra contre-balancer l'influence *matérielle* de cette dernière par son influence *morale* à elle , c'est-à-dire qu'elle luttera contre la crainte que feraient naître les forces militaires de l'Autriche par l'attachement qu'inspire l'administration prussienne ; cela prouve que , malgré des jalousies réciproques , ces deux puissances peuvent se maintenir en Allemagne sur un pied d'égalité. En effet , pour empêcher que l'Autriche , par sa prépondérance , en quelque sorte , de droit public , ne parvienne à réduire l'Allemagne au rang d'une de ses provinces , celle-ci trouve pleine protection dans la suprématie que la Prusse base sur le droit privé. Par contre aussi , pour obvier au danger que , séduits par l'attrait de l'administration prussienne , des États indépendans aujourd'hui ne se soumettent , vis-à-vis de leur

modèle, à la condition de simples provinces, il existe une garantie efficace dans la crainte des armes autrichiennes. Donc, à côté de l'influence de la sorte également répartie entre la Prusse et l'Autriche, la Confédération germanique pourra développer son organisation dans une tranquillité si parfaite, qu'une puissance étrangère ne réussirait qu'indirectement à s'immiscer dans ses relations domestiques, toute intervention directe sous ce rapport étant impossible, à part le cas où la balance viendrait à pencher en faveur soit de Vienne soit de Berlin.

Aucune union fédérative en général, non plus que la Confédération germanique en particulier, ne saurait jamais être assez parfaitement organisée pour empêcher que, de temps à autre, quelque grande puissance, par suite d'heureuses circonstances et sous la direction d'un souverain entreprenant, ne soit tentée de briser violemment l'équilibre intérieur et de soumettre à son joug les autres États. Dans une crise aussi menaçante, il est fort heureux, pour la conservation du système établi, qu'on puisse trouver quelque part un contre-poids qui, ménagé avec adresse, soit de nature à conjurer le danger ainsi qu'à résister aux projets formés par un ambitieux contre l'indépendance de ses voisins. En cas d'un conflit entre l'Autriche et la Prusse, par suite duquel l'une des deux aurait acquis la suprématie dans l'union, la Diète germanique devrait remplir évidemment le rôle de ce régulateur, ainsi chargé de ramener les parties hostiles à l'accord nécessaire pour le bien-être de tous, ou de les faire rentrer dans les limites déterminées par le pacte fédéral. Mais pour cela, il faudrait avant tout que la Confédération elle-même fût devenue une grande puissance indépendante dans le système politique de l'Eu-

rope, ou qu'elle parvînt à s'associer à quelque grande puissance étrangère. Pour contracter une pareille alliance, elle n'a réellement de choix qu'entre la France et la Russie. Avant de choisir, qu'elle prenne ses intérêts en mûre considération ! Nous ne discuterons ceux-ci, toutefois, qu'après avoir examiné encore les suites que pourrait entraîner une influence prépondérante, soit du côté de la Prusse, soit du côté de l'Autriche.

Dans la politique des siècles passés, on avait coutume d'envisager la Prusse comme l'alliée naturelle de la France. La diplomatie du prince Kaunitz parvint, il est vrai, à faire de cette dernière une auxiliaire pour l'Autriche dans ses projets contre le cabinet de Berlin ; mais cette alliance ne dura pas long-temps, et ne pouvait, en effet, subsister avec la jalousie constante qui régna toujours entre Vienne et Paris. Cependant, jamais depuis la Prusse ne se rapprocha de la France ; car l'alliance offensive et défensive avec Napoléon ne fut jamais ni sérieuse, ni sincère : ce qu'a, du reste, prouvé la capitulation du général York en 1812. C'est chose remarquable, comme les rapports d'alliance ou d'amitié entre les puissances de l'Europe ont changé, de nos jours, selon les principes sur lesquels chaque État a trouvé convenable d'appuyer sa forme particulière de gouvernement. La France et l'Angleterre, ces ennemies naturelles, se trouvent d'accord, tandis que la dernière abandonne sa plus fidèle amie, la Hollande. L'Autriche se sépare de la Suisse, et la Prusse noue avec la Russie une liaison intime. Phénomènes singuliers ! Mais puisque les États, au lieu de suivre la ligne politique tracée par leur position géographique et par leurs intérêts naturels, prennent désormais pour guide de leurs alliances les

doctrines qui président à leurs gouvernemens respectifs, on comprend que l'idée de la *balance politique* sur laquelle reposait, depuis si long-temps, le système européen ait beaucoup perdu de sa valeur. A sa place, il s'est formé un système de *contre-poids politiques*, surtout en ce qui concerne les principes du droit public, sous l'empire duquel la prédominance d'une grande puissance devient plus facile qu'auparavant. Toutefois, on ne peut guère admettre que la Prusse, livrée à elle-même, soit de sitôt en position de l'emporter sur l'Autriche, quoique, avec le secours d'une alliance à l'étranger, elle puisse acquérir une suprématie sur le reste de l'Allemagne.

Depuis que la révolution polonaise est terminée surtout, la Prusse n'a plus besoin de s'inquiéter de ce qui se passe à l'est de l'Europe. L'Autriche, au contraire, à cause de ses frontières du côté de la Russie et de la Turquie, se trouve partie intéressée dans chaque question qui se rattache à la situation de l'Orient. Les affaires d'Italie nécessitent aussi sa vigilance; de telle sorte qu'elle ne peut accorder à l'Allemagne une attention égale à celle que la Prusse peut y concentrer sans aucun empêchement d'autre part. Il faut encore faire observer un fait important : tandis que le cabinet de Berlin a su se ménager l'amitié de la Russie en même temps que les bonnes grâces de la France et de l'Angleterre, le cabinet de Vienne, qui perdait un auxiliaire naturel en s'éloignant de la Grande-Bretagne, se trouve obligé, pour ne point rester isolé, de se rapprocher de l'alliance russo-prussienne. De là vient que le dernier cabinet est si contraint dans toutes ses allures politiques; c'est même le sentiment de cette gêne qui pourrait, plus tard, occasionner les premières dissidences entre la Prusse

et l'Autriche par rapport à leurs relations extérieures. En effet, aussitôt que l'Angleterre, comprenant les conséquences fâcheuses de la politique contre nature de lord Grey, aura rompu les filets dans lesquels Talleyrand est parvenu à l'enlacer, aussitôt donc qu'elle se sera détachée de la France, l'Autriche ne manquera point, à son tour, d'abandonner l'alliance russo-prussienne pour renouer avec son ancienne amie. Dans ce cas-là même, la Prusse conserverait de l'avantage, puisque l'Autriche se trouverait serrée de plus près par la Russie que la Prusse ne peut l'être par l'Angleterre.

Si ces différences dans la situation extérieure peuvent amener aussi facilement une scission entre ces deux puissances, il est d'autres différences, par rapport à l'intérieur, qui paraissent pouvoir produire des conséquences encore plus importantes pour l'Allemagne.

L'Autriche, qui s'isole avec ses domaines variés au milieu de l'Allemagne fédérale, n'apparaît comme membre de la Confédération que par son ambassadeur à la Diète et par son contingent militaire. Du reste, quant à son administration intérieure, quant à son mode de diriger l'instruction publique, et quant à ses rapports mercantiles, elle semble former un État absolument séparé. Ce fait réveille et entretient dans les esprits l'idée qu'elle ne constitue point dans ses élémens principaux une véritable puissance allemande. Ce système d'isolement ne peut qu'accélérer l'époque où l'on verra dans la monarchie autrichienne les populations d'origine slave et d'origine latine faire valoir leur nationalité avec une énergie telle, que les portions vraiment germaniques de cet empire se trouveront tout-à-fait absorbées par les autres ; ceci est mieux qu'une opi-

nion ou qu'une supposition, comme l'ont suffisamment prouvé les mouvemens qui ont eu lieu en Hongrie, en Gallicie et en Italie, quoique jusqu'ici la Bohême, la Moravie, la Transylvanie, l'Illyrie et la Dalmatie soient restées tranquilles. Il est facile d'apercevoir que toutes ces causes doivent affaiblir l'action que peut exercer l'Autriche sur la Confédération, surtout à mesure que l'antique esprit germanique se ranime dans cette contrée. Si, d'autre part, la Prusse continue précisément à fomentier et à cultiver chez elle ce même esprit, n'est-il pas évident qu'elle ne recherche ce que l'Autriche néglige qu'afin de se montrer à l'Allemagne comme une véritable puissance consanguine, si l'on peut s'exprimer ainsi. Voilà pourquoi l'influence prussienne l'emporte sur l'influence autrichienne.

Tout en reconnaissant que cette prépondérance n'est que fort insignifiante aujourd'hui, encore doit-on avouer qu'elle grandira avec d'autant plus de vigueur que ses racines sont dans le sentiment même de la nationalité. Nous avons bien remarqué plus haut que la Prusse perdra peu à peu ces avantages, lorsque, sous l'égide de la Diète, un système commun d'éducation, de commerce et de droit, se sera étendu à toute la Confédération; mais cela n'arrivera certainement pas assez tôt pour qu'elle ne puisse, en attendant, recueillir de nouvelles forces, et s'assurer, au détriment de l'Autriche, une supériorité suffisante. A l'occasion de l'établissement de ses douanes, le cabinet de Berlin verra que la Diète de Francfort est pour lui une gênante entrave : aussi est-ce de la part de la Diète qu'il doit s'attendre à une opposition plus sérieuse que de la part du cabinet de Vienne. Alors la Prusse fera sans doute des efforts pour rompre et pour affaiblir, autant que possible,

la puissance politique de la Diète. Heureusement pour l'Allemagne, l'Autriche, au contraire, et par la même raison, tâchera de la fortifier et de la consolider.

Les petits États, qui forment la majorité au sein de la Diète, voient donc clairement que leur existence, comme pays séparés et indépendans, ne saurait être suffisamment garantie ni par la Prusse ni par l'Autriche, et que, même par rapport à leurs développemens intérieurs, la tutelle de l'une ou de l'autre leur serait toujours nuisible. Car enfin, quelles que soient les différences qui peuvent exister entre les diverses parties de l'Allemagne, elles sont cependant unanimes dans leur désir de rester libres et de ne pas descendre au rang de provinces autrichiennes ou prussiennes. Aussi la Diète acceptera-t-elle plus facilement des garanties en faveur de sa constitution de la part d'une puissance étrangère. Son choix, comme nous l'avons déjà remarqué, ne peut flotter qu'entre la France et la Russie. Car, bien que l'Angleterre ait un intérêt commun avec la Confédération par la possession du Hanovre, sa position insulaire l'empêche déjà de prendre une bien vive part aux affaires de cette contrée, sans mentionner encore cette particularité, que la véritable force de la Grande-Bretagne résidant dans sa marine, ne peut être d'aucune utilité pour l'Allemagne.

Quoique la majorité des petits États se trouve entraînée vers la France d'un côté, par le système constitutionnel, qu'ils y voient dominer, et de l'autre, par leur propre libéralisme, la Diète de Francfort cependant ne saurait trouver dans cette puissance l'appui qu'il lui faut pour sa constitution. Si l'on jette en effet un coup d'œil sur l'histoire, on verra que la France n'a jamais pris part aux

affaires d'Allemagne que lorsqu'elle espérait y gagner quelque accroissement de territoire. Comme garante du traité de Westphalie, a-t-elle jamais cherché à maintenir au moins ses stipulations? Loin de là. De nos jours même, nous l'avons vue réclamer des explications à propos de ce traité, et soutenir des mesures qui le violaient. Citons un seul exemple contemporain : La paix de Westphalie avait fermé l'Escaut à la navigation, en défendant expressément de jamais l'ouvrir. Eh bien! l'année passée encore, la France a fait la guerre pour forcer la libre entrée de ce fleuve. Combien de fois cette puissance n'a-t-elle pas solennellement garanti l'inviolabilité des frontières allemandes, qu'elle a cependant été la première à attaquer. La France a mis en pièces l'Empire germanique; c'est elle qui fonda naguère cette Confédération du Rhin si complètement anti-allemande; c'est elle aussi qui poussa ses frontières jusqu'aux rives de l'Elbe. Avec quel sentiment intime de haine et d'amertume elle doit aujourd'hui contempler le pacte fédéral, qui, tout en isolant d'elle les pays allemands, consolide et défend leurs intérêts nationaux! Voilà pourquoi les journaux français de l'année passée se sont déchaînés avec une telle fureur contre la Diète de Francfort. Ils ne voyaient dans cette institution qu'une espèce de ministère Polignac, qu'ordonnances, coups d'état et despotisme. Ils n'épargnaient ni les harangues aux princes pour les engager à rompre des fers si lourds et si humiliants, ni les appels au peuple pour l'exciter à chasser à coups de pavés cette tyrannie, digne des siècles du moyen âge. Ces feuilles ont, avec une franchise qui mérite des éloges, prédit à l'Allemagne ce qu'elle doit attendre de la France. Désormais il est impossible de se méprendre sur les vues de cette

puissance , et la Confédération ne sera point assez aveugle pour livrer à un ennemi naturel, avec sa confiance, le bien-être, la sûreté, les droits et la tranquillité du pays dont le sort est entre ses mains. Lors même que l'autorité suprême commettrait une faute aussi inexcusable, le cri de l'opinion publique la ferait bientôt revenir de son erreur et la contraindrait à la réparer.

Plus, en effet, on ranimera, plus on entretiendra le véritable esprit germanique, et plus les États de la Confédération repousseront de leurs institutions intérieures les restes anti-nationaux de l'administration française, plus on verra l'opinion publique s'y prononcer contre la France et tout ce qui vient d'elle. L'Allemagne scientifique a su conserver sa dignité même durant les tristes jours de la domination que s'arrogèrent les soldats et les commis de l'étranger. Aussi l'attachement pour la France n'a-t-il pu prendre racine dans l'esprit de la jeunesse allemande, même lorsque ses idées de libéralisme auraient dû la disposer à un pareil sentiment. Toujours, au contraire, elle conserva une profonde antipathie contre cette voisine hostile, et jamais ce fait n'a paru avec plus d'évidence qu'au milieu même de la fête de Hambach. Là, malgré le vertige qui dominait tous les esprits, on n'a point pardonné à *Berne*, présent en personne et si respecté des démagogues, d'avoir basement mendié la faveur des libéraux français, et d'avoir ainsi insulté l'Allemagne devant eux. Le sort de *Berne* fut commun à Théodore Heine, ainsi qu'à tous ceux qui se sont réfugiés à Paris parce que la profondeur et la loyauté germaniques ne leur causaient que de l'ennui et du chagrin.

La manière enfin dont la Diète elle-même considère la

France, se manifeste suffisamment dans la pièce officielle par laquelle dernièrement elle vient d'adresser ses remerciemens à la Prusse pour le corps d'observation réuni par cet État sur les frontières de la Belgique. Ce document est daté du 6 décembre 1832, et contient les paroles suivantes : « La Confédération germanique, pleine de confiance dans « S. M. le roi de Prusse, recommande à toute sa sollicitude « le soin des intérêts de la Confédération par rapport à ses « frontières menacées du côté du nord-ouest, afin que les « mesures fédérales éventuellement nécessaires puissent « en tous cas être décidées à temps. » La France ici n'est point présentée comme un garant, mais bien comme un menaçant adversaire de la Diète et de la Confédération.

Aujourd'hui les intérêts que peuvent avoir les pays fédérés dans la politique de l'Europe les engagent naturellement à se rallier aux États avec lesquels ils ont un principe commun. Comme l'on voit d'un côté les gouvernemens constitutionnels et révolutionnaires ; et de l'autre, les gouvernemens monarchiques et légitimes, comme, en outre, la Confédération germanique, d'après les élémens même de sa constitution, appartient à cette dernière classe, non seulement elle ne peut s'attacher à la France, mais elle est, au contraire, forcée en vertu de ses doctrines monarchiques et légitimes, d'entrer dans l'alliance des trois grandes puissances qui représentent ces mêmes doctrines. Si, dans le cas où, soit la Prusse, soit l'Autriche menacerait, en acquérant une prépondérance trop marquée, d'opprimer la Confédération, celle-ci se trouvait dans l'alternative d'en appeler à la protection de la France ou de la Russie, elle serait donc toujours obligée de choisir cette dernière, ne fût-ce que pour ne point se mettre en contradiction avec les

principes sur lesquels elle se fonde. C'est ainsi que les justes exigences de la nature même des choses , tant sous les rapports intérieurs que sous les rapports extérieurs, conduisent la Diète à réclamer le patronage de la Russie.

L'empire russe , dès le moment où il prit place parmi les principaux États de l'Europe , possédait déjà , comme base de sa puissance , tout ce qu'un État du premier rang peut désirer et rechercher, plus même qu'on ne peut souvent acquérir après des siècles d'efforts toujours heureux. Son immense étendue , sa position géographique , la nature de sa constitution politique, ses grandes ressources militaires, la crainte qu'elles inspirent à ses voisins, tous ces avantages lui garantirent la stabilité et la sécurité à un degré qu'aucun autre pays, si ce n'est la France, n'a encore atteint. Nul État n'a moins éprouvé dans l'origine le besoin d'exercer une action continuelle sur les rapports et les intérêts des autres. Pourtant il serait difficile d'en indiquer un qui possède dans son intérieur autant d'éléments divers et précieux , éminemment propres à lui assurer , sans la moindre violence , les liaisons les plus importantes avec toutes les nations de l'Europe , ainsi qu'à lui ouvrir les sources d'une influence vaste , profonde et pacifique à la fois. Aussi la Russie , depuis le règne de Catherine-la-Grande jusqu'à nos jours , n'a-t-elle point négligé d'en profiter pour agir d'une manière bienfaisante sur le système général de la politique. Par l'article 16 du traité de Teschen nous voyons déjà l'illustre impératrice se déclarer garante de la constitution de l'Allemagne et du traité de Westphalie. Ce fut un aveuglement incompréhensible qui porta les électeurs à repousser en 1790 l'intervention de la Russie dans les affaires de leur patrie , que menaçait alors l'Assemblée natio-

nale de la France. Il est vrai qu'en juillet 1791 l'électeur de Mayence et celui de Cologne cherchèrent à réparer leur faute. Au mois de novembre de la même année parut aussi la mémorable déclaration de l'électeur de Trèves, par laquelle il déclarait se trouver dans la nécessité de rechercher l'aide et la protection de l'impératrice. Mais le moment favorable pour le salut commun de l'Allemagne, et surtout pour le salut de la rive gauche du Rhin, était déjà passé. Aveuglée par sa jalousie, l'Autriche aima mieux sacrifier l'intégrité de l'empire germanique que d'en devoir la conservation aux secours de la Russie. La malheureuse convention de Pilnitz ne put guère en tenir lieu. Plus tard, en octobre 1799, lorsque la déclaration de la Russie concernant la marche de ses troupes fut présentée à Ratisbonne, plusieurs États, notamment Salzbourg, élevèrent la voix pour demander la continuation de son assistance. On remarque le passage suivant dans une contre-note communiquée au résident russe : « Les États de l'empire germanique croient pouvoir espérer que Sa très haute Majesté impériale de Russie ne voudra point leur retirer sa puissante protection. »

Et l'on voyait en effet, dans ces derniers jours de l'ancien ordre de choses en Allemagne, tous ces princes tourner leurs regards vers la Russie, comme vers un sauveur. Celle-ci fit son possible pour la délivrance de son alliée et pour la conservation de l'Empire et de ses droits. Une victorieuse armée russe, en pénétrant jusqu'en Suisse, démontra suffisamment les bonnes intentions du brave Paul I^{er}. Ce fait n'est point encore tombé dans l'oubli. La malheureuse paix de Lunéville, qui entama l'empire allemand, devint pour l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire,

une occasion d'user de ses droits en qualité de garant ; aussi la députation nommée pour la pacification de l'Empire , et siégeant à Ratisbonne , reçut , dès le 25 août 1802 , communication de la première note russo-française , sur la médiation et sur les dédommagemens. Cette note fut suivie , le 8 octobre , d'un contre-plan présenté par l'Autriche et la Russie. On vit ensuite cette dernière puissance assister de ses conseils la députation , pendant toute la durée de son mandat , et travailler autant qu'il était en elle à ramener la tranquillité dans l'Empire. Elle ne tarda pas non plus à prendre part à la troisième coalition contre la France. A cet effet , elle s'unit avec l'Angleterre , l'Autriche et la Suède. Même après la malheureuse bataille d'Austerlitz , lorsque l'Autriche se vit forcée , pour assurer sa propre conservation , de sacrifier l'Allemagne méridionale par le traité de Presbourg , la Russie , elle , ne posa point les armes , mais continua la guerre jusqu'à ce que la sanglante journée de Friedland lui fit un devoir de conclure un armistice , puis la paix , afin de sauver la monarchie prussienne , dans un moment où Napoléon avait déjà porté ses aigles jusqu'au Niémen.

Quiconque se rappelle les déclamations contre la Russie dont étaient alors remplies les feuilles écrites sous l'influence du gouvernement français , particulièrement *le Moniteur* , ne saurait assez admirer le désintéressement absolu de cette puissance , qui , méprisant les propositions de la France , ne voulait même pas leur prêter la moindre attention. Aujourd'hui que , même en Allemagne , se propage la plus impudente ingratitude envers la Russie ; aujourd'hui que les mensonges les plus absurdes , à propos de son ambition et de son égoïsme , trouvent foi dans les

esprits ; aujourd'hui , donc , se présente le moment favorable pour ranimer des souvenirs de ce genre , et pour les produire à la face de l'Europe abusée. Les insinuations , ou même les offres qu'à cette époque on adressa de Paris à la Russie , durant des années , contenaient à peu près ce qui suit :

« Que demande l'empereur de Russie ? Pourquoi se mêle-
« t-il de nos affaires , quand nous ne le troublons pas dans
« les siennes ? Pourquoi nous inquiète-t-il à propos de riens
« tels que le Piémont , Parme , Milan , Gènes , la Suisse , la
« Hollande et l'Allemagne , quand nous , nous sommes dis-
« posés à nous taire , s'il veut incorporer petit à petit dans
« ses États la moitié ou même la totalité de l'empire Otto-
« man ? L'Europe n'est-elle donc pas assez vaste pour comp-
« ter deux maîtres ? Que la Russie nous abandonne les peu-
« ples d'Occident , et qu'elle agisse à l'égard des peuples de
« l'Orient selon qu'il lui conviendra. Ensuite , il ne restera
« plus qu'à tracer , quand le temps sera venu , une seule
« grande ligne de démarcation. C'est alors que les nations
« européennes , délivrées de tant d'États intermédiaires ,
« qui n'étaient que des sources éternelles de collision , de
« rivalité , de guerre , et de tant d'autres malheurs , joui-
« ront enfin d'une paix éternelle sous l'empire de deux sou-
« verains tout-puissans. »¹

Supposons que la Russie eût accédé à l'esprit de ces déclamations , qu'elle se fût abandonnée à cette soif d'agrandissement que la France aujourd'hui lui reproche si mensongèrement , et qu'elle provoquait alors par de si en-

¹ Voyez *Fragmens de la nouvelle histoire de la balance politique* , par GENZ , p. 265. Observations.

gageantes paroles ; quel aurait été le sort , nous ne voulons plus parler de toute l'Europe , mais de l'Allemagne seulement ? L'Autriche était réduite à l'impuissance par la paix de Presbourg , comme la Prusse par celle de Tilsit : certes , donc , ce n'était ni de l'Autriche ni de la Prusse que l'Allemagne pouvait espérer son salut et sa délivrance.

Il est vrai qu'en 1809 la Russie laissa l'Autriche seule aux prises avec la France. Mais quand on se rappelle que , précisément à cette époque , par suite de la politique insensée de Gustave IV , la Russie se trouvait en guerre avec la Suède , et qu'avant même d'en finir de ce côté , par la paix de Fridrichshamm , elle fut entraînée dans une nouvelle guerre contre la Porte ottomane , après la rupture des courtes conférences de Jassy , on concevra facilement que , sans vouloir pourtant abandonner l'Allemagne à la merci du vainqueur , l'empereur Alexandre ne put pas cependant la secourir en ce moment. En flagrante hostilité sur ses frontières du nord et du sud , avec deux puissances soutenues par les forces navales de l'Angleterre , la Russie était alors dans l'impossibilité de commencer vers l'Occident une troisième lutte contre un pays qui comptait d'ailleurs presque tous les États de l'Ouest parmi ses alliés.

Mais l'année 1812 , mieux que toutes les crises antérieures , est venue ensuite démontrer , par ses résultats , combien la Russie avait toujours eu à cœur d'affranchir l'Europe de la prépondérance française , de rétablir , de maintenir l'ancien système politique , et d'assurer le salut et la liberté de l'Allemagne. Car , après que la grande armée eut été moitié ensevelie dans les plaines glaciales de la Russie , moitié conduite comme prisonnière en Sibérie , après que le terrible empereur-général eut à peine réussi

à sauver sa vie par la plus prompte des fuites, qu'est-ce qui empêchait la Russie, laquelle n'avait plus rien à redouter de la puissance française, de faire une paix séparée avec Napoléon, et de conserver, comme fruit de la victoire, le royaume de Pologne conquis déjà par elle? Mais l'Allemagne aurait-elle gagné quelque chose à un arrangement pareil? Certainement non. Aussi l'empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, continua-t-il la guerre longtemps après avoir satisfait à l'honneur des armées russes, et long-temps après avoir pourvu à la sécurité de ses propres frontières. Ce serait vraiment l'ingratitude la plus impudente de la part de l'Europe et surtout de la part de l'Allemagne, que de vouloir aujourd'hui mettre en oubli cette haute abnégation dont alors la Russie donna les preuves, aux applaudissemens unanimes du monde. La proclamation de Kalisch, adressée par l'empereur Alexandre aux Allemands, et la déclaration de Francfort, datée du 1^{er} décembre 1813, sont des documens irrécusables de la magnanimité qui présidait aux vues du gouvernement russe, et du but qu'il se proposait en continuant la guerre contre Napoléon.

On ne peut trop répéter que le royaume de Pologne, *le seul dédommagement de la Russie pour toute cette guerre*, était *déjà* conquis par elle, avant qu'un seul cosaque eût mis le pied sur le sol germanique. L'extension de territoire la plus importante qu'elle pouvait s'attendre à obtenir d'une guerre victorieuse contre Napoléon était donc en son pouvoir et lui était assurée avant qu'elle eût transporté la lutte par-delà les frontières de l'Allemagne. A dater de cet instant, le combat n'eut plus lieu directement dans les intérêts de la Russie; mais s'il fut continué par

l'empereur Alexandre, ce fut uniquement pour le bien de l'Europe, et particulièrement de l'Allemagne. La Russie savait parfaitement que, ni l'Autriche, ni l'Angleterre, ni la Prusse, ne pouvaient lui contester la possession du royaume de Pologne, si Napoléon la reconnaissait valable, et les armées du vainqueur auraient amené ce dernier à ce point, qu'il aurait souscrit à ce sacrifice avec joie, si la Russie avait borné là ses conditions en échange de la paix. Si donc, malgré cela, elle n'a point acquiescé à de pareilles propositions; si, tout au contraire, elle continua la guerre et la poussa jusqu'à la double prise de Paris, sans se ménager d'autre profit que celui qu'elle avait obtenu même avant que ses armées eussent passé l'Oder; alors, dites-le : pour la liberté, l'indépendance et les droits de qui sacrifiait-elle le sang de ses enfans? Nous le demandons à tous les ennemis de la Russie. N'était-ce pas évidemment pour la liberté de l'Europe, pour l'indépendance des États continentaux subjugués par la France et surtout pour les droits politiques de l'Allemagne?

La Russie a fait ce qu'elle a voulu faire pour le bien de tous : elle a sauvé la liberté universelle, consolidé l'indépendance des pays continentaux, conquis pour l'Allemagne l'intégrité de son territoire et de ses droits. Sous son patronage fut préparée et acceptée la constitution qui régit la Confédération germanique. Car, tandis que les États dont elle se compose se garantissaient mutuellement leurs possessions et leurs droits, on pouvait toujours, en regardant au fond du tableau, voir que c'était réellement la sanction tacite de la Russie qui rassurait la liberté allemande contre le danger de la prépondérance d'un seul État aux dépens des autres. On était alors trop convaincu qu'on devait l'in-

dépendance nationale et la nouvelle constitution aux efforts de cette puissance pour qu'on n'ait pas cru pouvoir compter qu'elle ne consentirait jamais à laisser détruire ce qui , au moins indirectement , était son propre ouvrage. (Nous ne nions pas du reste que la charte fédérale n'ait émané directement de l'Autriche.)

Nous nous sommes étendus sur ce sujet pour faire mieux comprendre qu'on n'a soutenu ici rien de nouveau , mais qu'au contraire , la liaison légale entre l'Allemagne et la Russie existe depuis long-temps. On n'a plus besoin de choisir cette dernière comme garant de la Confédération germanique contre des attaques intérieures ou extérieures. L'histoire a déjà prouvé que la Russie *est* l'alliée naturelle de l'Allemagne , parce que ses intérêts la portent à désirer l'indépendance et l'intégrité de la Confédération , et parce que , ne pouvant jamais lui être dangereuse , elle peut toujours lui être utile , ainsi que cela est en réalité. Nous engageons tous les calomniateurs de la Russie à relire l'histoire et à nous y montrer un seul cas où cette puissance ait nui aux libertés ou négligé les véritables intérêts de sa voisine. Nous allons même plus loin : nous les provoquons à nous citer une seule circonstance dans laquelle la première , étant alliée à la seconde , ne lui aurait pas apporté quelque bienfait.

Il faut se rappeler que la participation de la Russie à la guerre de sept ans ne fut qu'une conséquence de sa liaison avec l'empire germanique. Cette liaison amicale devient aujourd'hui beaucoup plus importante par suite de la division entre les grandes puissances , qui se sont rangées en deux camps distincts , selon les principes théoriques qui servent de base à leurs gouvernemens. Si la politique de

Talleyrand réussissait à engager l'Autriche à se ranger du côté de l'Angleterre et de la France, par jalousie contre la Russie, alors la Confédération germanique se verrait forcée de resserrer encore son alliance offensive et défensive avec celle-ci. L'article 11 de la constitution fédérale défend, il est vrai, à l'Autriche de prendre part à des combinaisons politiques dirigées contre la sûreté de la Confédération. Elle peut cependant, à raison de ses États situés en dehors des limites de cette dernière, contracter une alliance qui n'aurait point pour objet l'intérêt allemand. La seule possibilité de ce fait doit contribuer plus que toute autre considération à rapprocher inévitablement l'Allemagne de la Russie.

Dans ce moment, l'opinion publique paraît, en Allemagne, se prononcer fortement contre une pareille mesure. Cela vient de ce qu'on y a généralement adopté les principes du libéralisme anglo-français. Mais il appartient aux gouvernemens, qui sont les premiers et véritables *chargés de pouvoir des intérêts nationaux*, de reconnaître non seulement l'utilité mais aussi le besoin de cette alliance, et, par conséquent, de la rechercher.

Il se pourrait que cette tendance de l'opinion publique occasionnât des difficultés dans le cas où une armée russe marcherait par l'Allemagne contre la France. Cependant, si partout celle-ci observe une bonne et sévère discipline; si ses chefs, non contents de respecter la nationalité germanique, déploient tous leurs efforts pour la ranimer et la stimuler; si surtout les petits États à travers lesquels le passage des troupes aurait lieu, sont traités avec les plus grands égards et la plus grande douceur, nous croyons qu'une guerre pareille ne ferait que renforcer l'influence de la Russie sur l'Allemagne et lui assurerait de la durée, en

ramenant les esprits à une plus juste appréciation des choses. C'est ainsi que les troupes russes ont déjà apparu chez les Allemands comme des protecteurs et des sauveurs. Aujourd'hui, elles démontreraient jusqu'à l'évidence la fausseté des assertions qui prêtent à leur gouvernement des vues de conquête et d'oppression à l'égard de sa voisine. Une campagne entreprise par la Russie contre la France rencontrerait dans le commencement beaucoup de petits obstacles, mais elle se terminerait certainement à son avantage, ainsi que nous avons cherché à l'indiquer.

Pour nous, spectateurs passifs, il nous est permis d'affirmer (car voir, sentir et calculer n'est défendu à personne) que tout difficile que paraisse de nos jours le problème du salut, la possibilité d'une solution favorable est encore évidente. L'ensemble des moyens qui peuvent être employés en commun pour le bien de tous et contre la barbarie révolutionnaire, est encore assez imposant pour qu'on doive écarter toute idée de découragement. Comment réunir ces moyens et les diriger avec justesse? Comment triompher des difficultés du moment? Comment gagner assez de temps et de calme, en présence des progrès rapides du mal et du danger, pour venir à bout d'étayer le bâtiment prêt à crouler? Comment trouver le juste milieu entre la prudence et le sang-froid qu'exigent les circonstances et la vigueur à déployer afin d'atteindre une forte situation politique? Quelle route doit-on suivre si l'on veut réunir ce qui est disséminé, relever ce qui est abattu, rendre la vie à ce qui semble mort, et s'assurer un avenir honorable et heureux? Telles sont les questions que les gouvernemens ont maintenant à approfondir : c'est leur tâche et leur affaire.

Quant à l'Allemagne, nous avons exposé notre manière de voir. Il n'est personne qui puisse méconnaître son importance politique. L'Allemagne est le cœur de l'Europe, aussi ses relations intérieures et extérieures doivent-elles attirer la plus grande attention de la part de tous. Les résultats d'une révolution totale dans cette contrée seraient d'une bien autre importance encore que les résultats de la révolution française. La seule grande révolution qui ait eu lieu en Allemagne dans la science et la théorie, la réforme, a, durant deux siècles, ébranlé l'Europe entière jusque dans ses fondemens. Une révolution politique ne produirait pas de moindres effets.

PARIS.

TOUTY, LIBRAIRE. | LE DOYEN, LIBRAIRE.
RUE DE LA HARPE, N° 15. | RUE DE LA HARPE, N° 15.
RECEVABLES DANS LES LIBRAIRIES DE PARIS ET DE L'ÉTRANGER.

1836.

Quant à l'Allemagne, nous avons exposé notre manière de voir. Il n'est personne qui puisse méconnaître son importance politique. L'Allemagne est le cœur de l'Europe, aussi ses relations intérieures et extérieures doivent-elles attirer la plus grande attention de la part de tous. Les résultats d'une révolution totale dans cette contrée seraient d'une bien autre importance encore que les résultats de la révolution française. La seule grande révolution qui ait eu lieu en Allemagne dans la science et la théorie, la réforme, a duré deux siècles, ébranlé l'Europe entière jusque dans ses fondemens. Une révolution politique ne produirait pas de moindres effets.

Les Allemands ont une grande idée de leur mission. Ils se croient appelés à régénérer le monde. Ils ont une grande confiance en leur avenir. Ils ont une grande confiance en leur Dieu. Ils ont une grande confiance en leur patrie. Ils ont une grande confiance en leur religion. Ils ont une grande confiance en leur science. Ils ont une grande confiance en leur art. Ils ont une grande confiance en leur littérature. Ils ont une grande confiance en leur philosophie. Ils ont une grande confiance en leur morale. Ils ont une grande confiance en leur politique. Ils ont une grande confiance en leur économie. Ils ont une grande confiance en leur droit. Ils ont une grande confiance en leur médecine. Ils ont une grande confiance en leur agriculture. Ils ont une grande confiance en leur commerce. Ils ont une grande confiance en leur industrie. Ils ont une grande confiance en leur marine. Ils ont une grande confiance en leur armée. Ils ont une grande confiance en leur police. Ils ont une grande confiance en leur justice. Ils ont une grande confiance en leur éducation. Ils ont une grande confiance en leur culture. Ils ont une grande confiance en leur civilisation. Ils ont une grande confiance en leur progrès. Ils ont une grande confiance en leur avenir. Ils ont une grande confiance en leur Dieu. Ils ont une grande confiance en leur patrie. Ils ont une grande confiance en leur religion. Ils ont une grande confiance en leur science. Ils ont une grande confiance en leur art. Ils ont une grande confiance en leur littérature. Ils ont une grande confiance en leur philosophie. Ils ont une grande confiance en leur morale. Ils ont une grande confiance en leur politique. Ils ont une grande confiance en leur économie. Ils ont une grande confiance en leur droit. Ils ont une grande confiance en leur médecine. Ils ont une grande confiance en leur agriculture. Ils ont une grande confiance en leur commerce. Ils ont une grande confiance en leur industrie. Ils ont une grande confiance en leur marine. Ils ont une grande confiance en leur armée. Ils ont une grande confiance en leur police. Ils ont une grande confiance en leur justice. Ils ont une grande confiance en leur éducation. Ils ont une grande confiance en leur culture. Ils ont une grande confiance en leur civilisation. Ils ont une grande confiance en leur progrès. Ils ont une grande confiance en leur avenir.

LE
PORTFOLIO
OU
COLLECTION
DE DOCUMENTS POLITIQUES
RELATIFS
A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.

—
TOME I.
—

N° 3.

Un passage supprimé dans le Discours de l'empereur Nicolas à Varsovie, et Observations sur les résultats pratiques de ce Discours.

PARIS.

TRUCHY, LIBRAIRE, || LE DOYEN, LIBRAIRE,
BOULEVARD DES ITALIENS, N° 18. || PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, N° 31.
ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

1836.

PORTFOLIO

ON

COLLECTION

DE DOCUMENTS POLITIQUES

RELATIVES

A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.

TOME I.

N° 3.

Un passage emprunté dans le Discours de l'empereur Nicolas
à Varsovic, et Observations sur les résultats pratiques de ce
Discours.

PARIS.

TRUCHY, LIBRAIRE, || LE DOYEN, LIBRAIRE,

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

1850.

UN PASSAGE SUPPRIMÉ

DANS LE DISCOURS

DE L'EMPEREUR NICOLAS

A VARSOVIE,

**ET OBSERVATIONS SUR LES RÉSULTATS PRATIQUES
DE CE DISCOURS.**

LE discours adressé par l'empereur Nicolas à la municipalité de Varsovie est un document tellement important pour l'histoire contemporaine, que nous ne pouvons le passer sous silence. Nous sommes, d'ailleurs, en mesure d'en faire connaître à nos lecteurs un passage qui n'a pas encore été publié, et qu'il était peut-être utile de ne point relever avant que la première impression produite par ce discours ne fût dissipée.

Voici ce passage :

« Au bout du compte, je suis content que les choses en
« soient arrivées au point où je ne dois plus être qu'empe-
« reur de Russie ; c'est en ce caractère que je vois en vous
« mes sujets. »

Quand les vaniteuses préoccupations et les rivalités rhétoriciennes de la fantasque et babillarde Agora se trouvaient

dérangées par des nouvelles qui alarmaient, sans l'instruire, le peuple d'Athènes, quand les décisions énergiques de l'ambitieux Macédonien avaient démenti par quelque coup bien rude les applaudissemens qu'ils se prodiguaient à eux-mêmes, et le mépris qu'ils manifestaient pour « le « barbare du Nord », ils cherchaient à se consoler, à se tranquilliser, en s'écriant : « Philippe est fou ! » Il y eut des hommes qui, parlant alors à nos prototypes d'Athènes, leur disaient : « Philippe est habile, et c'est vous qui êtes « fous. »

Ces mots nous sont restés comme une leçon léguée par une époque et par un pays éloigné, leçon, non de sagesse et de prévoyance politique, mais d'éloquence universitaire, leçon bonne pour les étudiants, mais non pour les hommes de l'Europe.

Lorsque le discours de Varsovie fut connu en France et en Angleterre, il y provoqua une indignation générale, mais cette indignation ne fut excitée évidemment que par les paroles et non par les faits. — Les derniers événemens dont la Pologne fut le théâtre avaient appris à l'Europe tout ce qui concernait le passé de ce malheureux pays. Aussi Nicolas, après avoir converti les fortifications qui défendaient Varsovie en lignes d'attaque contre cette ville, après y avoir dressé ses batteries et pointé ses canons, paraissait n'avoir plus rien à menacer. On ne vit donc qu'une fanfaronnade inutile et par conséquent insensée dans ses nouvelles déclarations d'hostilité, dans ses aveux d'un système opposé à celui de son frère, d'un système qui se propose à la fois la destruction des choses existantes et l'établissement d'un régime plus décidément russe. Ce langage devait, disait-on, attirer sur lui l'animosité de l'Europe, sans but

ni compensation ; c'est qu'on n'appréciait point les vrais motifs qui l'avaient dicté. Quand , par suite de cette ignorance , il a fallu donner une excuse aux erreurs qu'on avait commises , et quand il a fallu cacher , dans la supposition que l'ennemi ne profiterait pas de tous ses avantages , l'alarme secrète que cette révélation avait occasionnée , on ne fit que s'écrier : « Nicolas est fou ! » Même on alla plus loin ; on lui découvrit une prédisposition héréditaire à la folie , on l'expliqua par des accidens particuliers à sa constitution physique. Bref , les hommes politiques de l'Europe , lorsque le chef d'un empire slave est venu déclarer formellement à une haute magistrature du pays que la nationalité polonaise était abolie , se sont plus à rechercher les causes de ce fait dans je ne sais quel dérangement organique propre à Nicolas Romanoff.

On aurait dû supposer cependant qu'un discours improvisé devant des hommes à qui ce langage avait pu être adressé dans l'enceinte d'un palais impérial, et en présence du conquérant d'Érivan, prince de Varsovie, ne serait point parvenu aux journaux européens sans quelques facilités, qu'on n'accorde pas d'habitude aux secrets impériaux. Bien plus , lorsque nous entendons parler de copies corrigées par l'empereur, lorsque nous voyons que le *Journal de Francfort*, et d'autres feuilles de même nature, reproduisent ce discours sous prétexte de le rendre avec plus de fidélité, toutes ces circonstances, quoiqu'ordinaires, prouvent suffisamment que la démarche de Nicolas, non seulement avait un but, mais faisait partie intégrante d'un système complet et arrêté.

Parmi les actes les plus importants qui soient résultés de ce qu'on appelle la « folie » de l'empereur, il faut citer

aussi le traité d'Unkiar-Skelessi, arraché naguères à la Porte. Toute l'Europe était alors convaincue que la Russie n'avait rien gagné à cette transaction, qu'elle aurait pu obtenir par la force des avantages bien plus grands que les avantages stipulés dans ce traité, que par conséquent il y avait faiblesse et manque de jugement à donner de la publicité à une prépondérance jusques-là tenue secrète, que c'était enfin le vrai moyen de réveiller l'Europe entière, et de la rallier dans une coalition hostile. Tel est un des commentaires qu'on adopta relativement à cette affaire. Nous en trouvons un autre dans l'ouvrage intitulé : *L'Angleterre, la France, la Russie et la Turquie*, et cette citation pourrait servir peut-être à nous faire mieux comprendre l'épisode de Varsovie.

« Ayant apprécié la valeur des représentations et des
« démonstrations qui demeuraient, ainsi que l'empereur
« le savait d'avance, sans aucun effet réel, il a passé outre,
« et il a fait attribuer au seul hasard la position qu'il est
« parvenu à occuper et à maintenir. Le gant ainsi jeté par
« la France et l'Angleterre, et retiré ensuite par ces puis-
« sances sans qu'elles eussent obtenu la moindre concession
« ni la moindre réparation, a valu à l'empereur une vic-
« toire diplomatique supérieure à un grand nombre de
« celles qu'on remporte sur les champs de bataille. Son
« influence sur l'Autriche et la Prusse s'en est accrue, et
« le gouvernement turc est resté convaincu qu'il n'y avait
« plus moyen de changer cet état de choses, et que, pour
« conserver son existence actuelle, il lui fallait uniquement
« avoir recours à l'indulgence que les devoirs du protecto-
« rat inspireraient à l'empereur. » (*Trad. fr.* p. 60 et 61.)

Cette grande tromperie des temps modernes, le traité de

Vienne, a fait dépendre l'existence de la Pologne, boulevard reconnu du nord de l'Europe, d'un sentiment universel de la nécessité de sa conservation, conservation qui fut, en effet, garantie d'abord par cinq puissances, et plus tard par le congrès tout entier. Cet arrangement diplomatique supposait que, sous l'influence du sentiment ainsi manifesté, s'organiserait une sorte de tutelle légale et systématique. Dès lors l'équilibre des forces, ne reposant plus sur l'état d'indépendance visible et pratique de chacun des membres de la grande communauté européenne, se trouva résulter seulement des rapports diplomatiques, moraux et en quelque sorte invisibles qui devaient réunir toutes les puissances pour protéger en commun la Pologne.

Par suite des derniers événemens arrivés dans ce pays, ses forces matérielles furent détruites, et *ses propres moyens pratiques* de concourir au but européen que s'était proposé le traité de Vienne furent anéantis. Une administration russe s'empara, *de facto*, du gouvernement de la Pologne. L'Europe, cependant, pour avoir négligé ses devoirs, n'avait pas encore ni abandonné ses intérêts, ni abdiqué ses droits. Donc cette importante question demeurerait intacte et entière. L'Europe n'avait point agi, elle n'avait rien décidé. Mais si jusqu'alors elle n'avait pas jugé convenable de prendre en considération ce qui s'était passé en Pologne, afin d'accepter ou de modifier les choses selon qu'elle en eût reconnu la nécessité, néanmoins la faculté de le faire lui appartenait encore aussi bien que le choix du mode et de l'époque à préférer pour accomplir cet acte.

La déclaration de l'empereur, *qu'il n'y a plus de nationalité polonaise*, découvre tout à coup à nos yeux tous les avantages, non seulement de la position pratique, mais

aussi de la position diplomatique que la Russie vient de prendre. La révélation du point de vue où elle s'est placée nécessite des explications. Mais, comme cette révélation n'est point parvenue aux autres puissances sous la forme d'une note amicale, comme elle a été faite directement et d'autorité à la partie intéressée, toute discussion se trouve de la sorte écartée. *Les puissances n'ont plus qu'à prendre une décision.* Deux voies seulement s'offrent devant elles : recourir à des mesures de coercition contre la Russie ou bien se soumettre à un *fait* qui abroge le *droit*. Il est évident que nous ne sommes pas préparés à forcer l'empereur de se rétracter et de reconstituer le royaume de Pologne. Nous sommes donc obligés d'admettre, et notre silence implique déjà cette admission, que les affaires de Pologne ne font plus partie des questions internationales.

Tout ce qui peut dorénavant se passer dans ce pays ne devra plus être considéré que comme affaires intérieures, à l'égard desquelles l'intervention étrangère serait inadmissible ; une question sur ce sujet, de la part des autres puissances, paraîtrait à l'avenir impertinente.

Au même instant, toutefois, la mission de lord Durham, son passage à travers la mer Noire et sa visite à Constantinople, en éveillant chez les populations des divers pays qu'il parcourait des sympathies communes, quoique non combinées, pouvaient les conduire à des raisonnemens et à des conclusions fort alarmantes pour la Russie. La connexion des affaires de Turquie et de Pologne, la pensée que cette connexion rentrait dans les vues de l'Angleterre, la possibilité de voir apparaître les flottes de cette puissance dans la mer Noire, tout cela saisit l'esprit de ces populations comme autant de corollaires qui se rattachent à une

seule et même question. Il était permis aux Polonais de croire que la mission de l'ambassadeur anglais avait du rapport avec leur cause, eux, qui naguères tournaient leurs regards vers l'Angleterre *comme vers une providence plutôt que vers une puissance.* De son côté, l'empereur pouvait redouter certaines remontrances ; il pouvait craindre l'effet de certaines impressions se propageant depuis Riga jusqu'à la mer Caspienne. Quelle doit donc être, dans cette situation des choses, la portée de son discours de Varsovie ? Si lord Durham parle de Pologne, on lui a d'avance répondu ; mais s'il n'est point préparé à déclarer la guerre, il est averti de garder le silence. Cette saillie impériale si offensante, cette démonstration si hautaine suffit pour dissiper le fantôme menaçant de la question unitaire dont nous avons parlé ; elle prononce non seulement sur le sort des Polonais déjà réduits à l'esclavage, mais encore sur les destinées prochaines des Valaques, des Tartares, des Persans et des Turcs.

Mais « Philippe était fou », et « Nicolas est fou ! » Oui vraiment, et c'est un mal héréditaire qu'on tâchera de léguer de père en fils, sans l'affaiblir, comme la plus brillante propriété des monarques slaves !

Une chose non moins importante que le triomphe diplomatique de l'empereur, ce sont les avantages qu'il a obtenus dans l'opinion nationale des Russes. Il avait ce but en vue, d'abord quand il a critiqué Alexandre d'avoir montré pour la Pologne une préférence peu convenable chez un empereur moscovite, puis, quand il a flatté les Russes par l'affectation de son mépris pour les sentimens de l'Europe, qu'une sympathie favorable à la Pologne a soulevée contre eux. Son discours comprime donc l'espoir naissant au gré

duquel les Polonais se flattaient d'être secourus par un pavillon qui aurait pu subitement apparaître à Riga , à Odessa et à Sevastopol ; il leur prouve , aussi bien qu'aux Turcs , qu'ils n'ont aucune assistance à attendre d'aucune part , et leur apprend enfin que les canons de la citadelle de Varsovie ne se tairont qu'autant qu'ils continueront à se concilier , par leur soumission , l'indulgence de *l'empereur*.

Quant à l'Europe , elle ne doit tirer de cette déclaration qu'une seule conséquence pratique , à savoir que « *Varsovie n'est pas encore fortifiée contre l'Europe , mais qu'une citadelle est jugée nécessaire pour commander Varsovie.* »

Après avoir , dans le précédent article , présenté déjà nos observations sur le discours de l'empereur de Russie à Varsovie , nous avons à nous expliquer en peu de mots sur les motifs qui nous déterminent à revenir encore sur ce sujet , et à reproduire ici les différentes versions du texte de ce discours , quoiqu'elles aient déjà paru devant le public , et quoique cela occasionne un retard dans l'impression d'autres documens du plus haut intérêt.

Nous avons réuni ces différentes versions , et nous les publions l'une à côté de l'autre , d'abord , parce que nous considérons ce discours comme *l'événement* le plus important qui ait eu lieu depuis le congrès de Vienne , ce dont on va se convaincre avant peu , et secondement parce que ce discours nécessitera inévitablement *une* décision , quelle qu'elle soit.

L'escroc qui cherche à vous tromper vous accueille avec un sourire ; en recourant à la ruse , il rend par cela

même hommage à la puissance de la justice et à la supériorité de l'intelligence. Mais l'homme qui vous insulte et vous injurie sans prendre le soin de déguiser en rien la violence et la brutalité de ses procédés, celui-là n'éprouve déjà plus de crainte sur les conséquences de sa conduite; si, de plus, il est en son pouvoir de devenir agresseur dès que bon lui semblera, il possède incontestablement une véritable suprématie sur ceux auxquels il s'attaque. Le cas est le même par rapport aux nations.

Toutefois les individus diffèrent peu entre eux; mais la différence est plus grande entre l'esprit national des peuples qu'entre leurs divers caractères physiques. Chez l'individu, la liaison du corps et de l'esprit est si complète, que le sentiment de la conservation personnelle est comme une espèce de sixième sens, et l'acte qui consiste à s'apercevoir d'un danger en même temps qu'à chercher de l'éviter ou de le prévenir par des moyens physiques, est un mouvement en quelque sorte involontaire. De même, éprouver le ressentiment d'une insulte et vouloir en tirer vengeance sont deux actes simultanés qui résultent d'un mouvement aussi spontané que celui par lequel on cherche à défendre un des membres de son corps. Les nations également peuvent être douées de cette promptitude d'action, comme aussi elles peuvent en être privées. Elles n'en existent pas moins dans ce dernier cas: elles prospèrent même, pourvu que leurs voisins se montrent pareillement *débonnaires*. Il arrive encore qu'une nation calcule de quelle manière elle parviendra le plus sûrement à en insulter une autre, tandis que celle-là se borne à tenir conseil pour apprécier les injures reçues, ou bien, lorsqu'elle n'est point préparée à les venger, déclare qu'elle ne les a point ressenties.

L'Angleterre et la France possèdent une immense quantité d'hommes, de vaisseaux, d'armes, de munitions de guerre; et cependant voilà qu'on brise et qu'on insulte dans toutes les clauses qui intéressent ces deux nations le traité le plus solennel qui jamais ait été signé. Si les États-Unis d'Amérique avaient pris part à ce traité, eux, ils auraient scrupuleusement appuyé chacune de ses stipulations. Les personnes qui en douteraient n'ont qu'à examiner les discussions qui eurent lieu en 1822 entre la Russie et l'Amérique.

Le discours de l'empereur a circulé avec l'assentiment de l'autorité; il a été répandu par les agents du gouvernement dans toutes les tavernes de Saint-Petersbourg, il a été envoyé dans les provinces et propagé en Europe par la presse que soudoie la Russie. Puis ses différentes versions offrent toutes les mêmes traits principaux; elles respirent toutes le même esprit sauvage, le même dédain pour les autres gouvernemens, le même mépris pour les sympathies du genre humain, pour les préceptes de la philanthropie et pour la foi des traités.

Au milieu de tout cela, le sujet a été choisi *volontairement*, par conséquent à dessein par la Russie. *Quel est donc ce dessein?* S'agit-il de la Pologne? Non. La Pologne est sous le joug, et la citadelle de Varsovie est achevée.

Est-il question de la Belgique et de l'Espagne, pays qui, en apparence, sont l'objet d'une si grande anxiété diplomatique? Vous n'y êtes pas. Il y avait cependant des matières que la Russie cherchait à traiter aux conférences de Tœplitz, et dans la négociation desquelles on prétend qu'elle *a échoué*. Cette non-réussite a eu probablement quelque liaison avec le discours de Varsovie.

Le but que se proposait la Russie dans la réunion de

Calisch était d'intimider l'Europe et de diriger la marche des choses vers une invasion de la France : on dit que cela ne lui a point réussi. La demande faite par la Russie à Tœplitz consistait à se faire adjuger un protectorat exclusif et formellement reconnu sur la Turquie : on dit que cette demande a été rejetée.

De ces *on dit* résultait que l'empereur avait pris une position intenable, qu'il s'était par là compromis, que son influence tant au-dehors qu'au-dedans en était diminuée, qu'ainsi sa puissance d'action se trouvait sérieusement dérangée à son désavantage.

Dès lors, le défi de Varsovie dut paraître bien singulier. Aussi, les gens que l'empereur compte à l'Occident parmi ses amis, et qui n'étaient point initiés à sa politique, déclarèrent que ce discours n'était qu'une invention de faussaire, et que *jamais* Nicolas *n'avait pu* prononcer de telles paroles. « Il est fou », s'écrièrent les autres, sans prendre en considération les peines qu'on avait prises pour donner de la publicité à ce document et pour garantir son authenticité. C'est un fait essentiel pourtant à mettre en ligne de compte dans l'examen de cette question. Il suffirait pour démontrer à tout homme qui raisonne, qu'en trouvant dans ce discours des symptômes de folie et des indices d'absence de tout plan, on ne fait preuve d'autre chose que d'une complète inintelligence de la situation européenne.

Le discours de Varsovie concerne les Dardanelles; il annonce une nouvelle série de mesures d'un caractère plus décidé encore que celles que nous avons vu prendre. Effectivement, l'opinion se développait en Angleterre avec trop de vigueur et de rapidité; il devenait inutile de se cacher plus long-temps sous le masque. On le jette donc de

côté : les bannières moscovites sont déployées ; au lieu des feintes et des embuscades , on fait un mouvement en avant , pour le succès duquel il importe surtout de montrer de la promptitude dans l'action et de la fierté dans l'attitude.

Il y a quelques mois encore , on n'agitait , dans la presse comme dans les salons diplomatiques , que cette question : « La Russie a-t-elle des projets ? » Les uns affirmaient , les autres niaient. On puisait des argumens dans l'histoire , dans la statistique , dans la situation et dans les institutions des divers pays qui pouvaient devenir le but des projets de la Russie. On représentait tout cela sous différentes faces hypothétiques , à l'effet d'appuyer ou de contredire certains systèmes. Mais lorsqu'un homme d'État européen se trouvait suffisamment convaincu des plans de la Russie , pour que cette conviction eût dû lui suggérer la nécessité d'avoir recours à des mesures de résistance contre cet État , il trouvait encore moyen d'échapper au dilemme , en se jetant dans des explications relatives à l'esprit de la confédération germanique , au génie des despotismes orientaux , ou à l'histoire de Rome. Aujourd'hui , ce ne sont plus *les projets* de la Russie qu'il s'agit de discuter , ce sont *ses intentions* , qui sont connues.

La grande question européenne ne consiste plus à prendre en considération *les desseins* de la Russie , mais à calculer *les forces* de cette puissance ; il ne s'agit même pas de ce qu'elle *peut oser* , mais de ce qu'elle *veut faire*. Les hommes d'État de l'Europe se trouvent dans la position de quelqu'un qui , pour l'amour de la paix , aurait dissimulé une insulte reçue , mais auquel on demande soudain d'avouer publiquement qu'il a été insulté , afin que son acte de soumission soit par là bien constaté. L'Autriche , par exemple ,

est maintenant dans l'attitude d'un État qui , ayant une conviction , ne peut en accepter les conséquences. Aussi la Russie sent-elle qu'elle a fait des progrès qui lui permettent désormais d'avouer ses plans avec impunité , et de contribuer à leur accomplissement par la franchise même de ses déclarations.

Certes , le jeu des diplomates russes auprès des diverses cours européennes deviendra difficile. C'est à présent qu'on verra apparaître les résultats préparés de longue main ; les filets tissés en secret auront à soutenir de violentes secousses ; des accidens et des discussions désagréables pourront avoir lieu ; peut-être même l'empereur se trouvera-t-il ou feindra-t-il de se trouver mécontent de la conduite de quelques uns de ses représentans. Des ambassadeurs seront rappelés , comme M. Boutenieff l'a été un moment de Constantinople¹ , parce que leur maître jugera qu'ils ont agi avec trop de mollesse.

Tout cela suffira-t-il pour éclairer l'Europe ? Y verra-t-on encore un *nouvel échec* éprouvé par la Russie ? Persistera-t-on à rester aveugle vis-à-vis de cette évidence éclatante qui montre la Russie ne posant plus , mais résolvant les questions , qui la montre enfin dans une attitude décidée-

¹ Lors du paiement des indemnités stipulées en faveur de la Russie à l'issue de la dernière guerre , M. Boutenieff avait consenti à accepter la mauvaise monnaie turque à raison de 52 piastres par ducat : il s'agissait d'entraîner le gouvernement turc à dégrader de plus en plus sa monnaie. Mais , pour que cette stipulation fût considérée comme une faveur sans nuire d'un autre côté au caractère d'autorité qui convient à l'Empereur , on réprimanda M. Boutenieff en le rappelant , parce qu'il avait ainsi sacrifié les intérêts de la Russie.

ment offensive, tandis que chaque collision, ne résultant plus que de sa puissante volonté, lui sert de moyen pour s'approcher du but où elle vise.

La Russie avoue à Tœplitz ses desseins sur la Turquie. Combien dès lors sa position ne doit-elle pas avoir changé? Peu de mois auparavant, elle abondait en protestations de désintéressement, de modération et de magnanimité; maintenant elle demande, elle exige l'assentiment de l'Autriche à ses projets. Et que fait l'Autriche? Les choses se présentent aujourd'hui sous un aspect tout autre qu'en 1829. — Six ans de préparatifs non interrompus, en influant sur les événemens comme sur l'opinion de l'Orient et de l'Europe, ont de beaucoup augmenté les dangers des progrès auxquels se prépare la Russie. Les traités d'Andrinople et d'Unkiar-Skelessi, la Pologne subjuguée, ont doublé pour le moins ses moyens d'action; puis, ce qui est encore plus menaçant pour l'Autriche, la ligue prussienne a été établie. Lorsque, sous l'empire de pareilles circonstances, la Russie fait à l'Autriche un aveu décisif et lui demande son consentement, cette dernière puissance peut-elle s'y tromper un seul instant de plus? Tout leur sang ne doit-il pas avoir monté au visage de ses chefs à cette révélation si claire! Si l'Autriche ne se trouve pas en forces pour faire mordre la poussière à l'impérial spoliateur, ne devrait-elle pas du moins faire un mouvement, comme en 1829, pour appeler l'Angleterre et la France à s'unir avec elle, afin de prévenir les agressions et les accroissemens ultérieurs de la Russie, en lui enlevant la position qui la rendrait maîtresse de l'Europe?

L'Autriche paraît n'avoir plus eu même la possibilité d'en agir ainsi. Luttant entre son orgueil et ses craintes,

entre son impuissance et ses désirs , à peine osa-t-elle prononcer devant le ministre hautain du Czar quelques paroles équivalentes à celles-ci : « Alors , nous verrons ! » Encore fallait-il que cette bénigne réponse fût expliquée et excusée par l'officieux ministre prussien, pour obtenir que la Russie s'abstînt d'y voir une insulte et un sujet de vengeance. En vérité , c'est une situation bien étrange et bien effrayante que celle des affaires européennes. On ne peut même pas supposer que le prince de Metternich ait, par peur ou par toute autre cause , méconnu et sacrifié la position de l'Autriche. Devait-il compter sur l'appui de l'Angleterre , lorsqu'au moment critique la presse de ce dernier pays proclamait en quelque sorte officiellement que l'empereur Nicolas avait *échoué* dans ses projets de Kalisch !

Toutes ces circonstances , lorsqu'elles ont été connues , provoquèrent une indignation universelle dans l'occident de l'Europe ; la presse y fut unanime à dénoncer énergiquement les actes et les plans de la puissance envahissante , contre laquelle on somma les gouvernemens d'Angleterre et de France de méditer et de commencer leur active opposition.

Pour juger quel cas la Russie fait de cette explosion de l'opinion , on n'a qu'à consulter le discours de Varsovie qui la suivit immédiatement , et qu'on répandit avec tant de soin. L'opinion publique est sans doute toute-puissante quand elle est dirigée et soutenue par le pouvoir ; mais seule , quelle qu'elle soit du reste , elle ne peut guère empêcher ce qui n'est de nature à être réprimé que par une demi-douzaine de vaisseaux de ligne munis *d'instructions bien positives*. Comme la vapeur , l'opinion peut devenir une force ou s'évaporer en fumée. La presse elle-même ,

remplissant en quelque sorte les fonctions de soupape de sûreté par rapport aux opinions en état de bouillonnement, sert parfois aussi à faire échapper leur énergie et non à la diriger. La Russie ne fait-elle pas son profit de ces vérités ? Ne la voit-on pas sourire avec complaisance, lorsque des hommes qui s'aperçoivent d'une manière plus nette que les autres de la tendance de ses plans et des résultats de sa politique se contentent d'en appeler au public par la voie de la presse ?

L'opinion publique des nations étrangères ne peut exercer son influence sur les gouvernemens du dehors qu'autant que ceux-ci sont accessibles à des sentimens d'humanité et susceptibles de se modifier par égard pour des sympathies universelles ; ou bien aussi lorsque les peuples soumis à ces gouvernemens sont par eux-mêmes capables d'éprouver de pareils sentimens et de les faire respecter, malgré le penchant contraire de leurs maîtres. L'ignorance du peuple russe l'isole de toute communauté intellectuelle ou morale avec les autres nations, et le prépare à considérer chaque injustice reprochée à son gouvernement comme un outrage national ; quant à ce dernier, ses actes ont déjà suffisamment prouvé qu'il est bien résolu à ne jamais subir l'influence d'aucune idée morale venue de l'étranger.

D'un autre côté le peuple russe est entraîné par une puissante tendance vers un mouvement en avant qu'arrête la seule crainte de l'opinion de l'Europe. Aussi une condamnation de la part de celle-ci, dirigée contre son gouvernement, lui paraît être la meilleure preuve de l'activité que l'empereur déploie à servir ses vues et ses intérêts. Dès lors les haines que ces pensées provoquent contre l'étranger

ne contribuent qu'à augmenter les forces du pouvoir et à lui faciliter l'exécution de ses desseins.

S'il est une question sur laquelle l'opinion publique ait été unanime, c'est la question polonaise. Si le gouvernement russe avait ressenti l'influence de cette opinion, jamais la révolution de Pologne n'aurait eu lieu. L'empereur a fait tout ce qu'un homme peut faire, pour prouver au monde qu'il ne reconnaît d'autre tribunal que celui de la force. Ce n'est donc pas à la Russie que nous nous adressons; c'est à ceux dont les droits, la dignité, l'honneur et l'influence ont été par l'empereur méconnus et insultés, c'est à ceux auxquels, dans la pleine confiance de leur habituelle inaction, il n'a offert hardiment que l'alternative, ou de lui opposer une résistance physique à une époque et sur un terrain qui paraissaient inacceptables, ou de se résigner à la soumission et au silence. En tout cas, cette provocation prouve et prépare le dessein de s'emparer prochainement des Dardanelles. Nous apprenons par le *Journal d'Odessa* (voie quelque peu détournée), que deux bateaux à vapeur anglais s'occupent dans les Dardanelles à reconnaître les sondages, les courans et les vents alisés. C'est une nouvelle fort agréable, et nous sommes de l'avis du journal russe, qui considère la chose comme *un service de quelque importance pour l'Angleterre*. L'observation est curieuse, quoique le fait se trouve être complètement faux. Qu'on s'imagine quel effet une pareille annonce, quelque insignifiante qu'elle soit, doit produire sur l'esprit des Russes, qui ne flotte et ne se meut qu'entre les diverses et vives excitations qu'on lui présente!

TEXTE DU DISCOURS D'APRÈS LA VERSION DE VARSOVIE.

Discours prononcé par S. M. l'Empereur à la Députation de la ville de Varsovie, le 16 octobre 1835.

« Je sais, Messieurs, que vous avez voulu me parler ; je connais même le contenu de votre discours, et c'est pour vous épargner un mensonge que je ne désire pas qu'il me soit prononcé. Oui, Messieurs, c'est pour vous épargner un mensonge, car je sais que vos sentimens ne sont pas tels que vous voulez me le faire accroire.

« Et comment y pourrais-je ajouter foi, quand vous m'avez tenu ce même langage la veille de la révolution ?

« N'est-ce pas vous-mêmes qui me parliez, il y a cinq ans, il y a huit ans, de fidélité, de dévouement, et qui me faisiez les plus belles protestations d'attachement ? Quelques jours après, vous avez brisé vos sermens ; vous avez commis des actions horribles.

« L'empereur Alexandre, qui avait fait pour vous plus qu'un empereur de Russie n'aurait dû faire, qui vous a comblés de bienfaits, qui vous a favorisés plus que ses propres sujets, et vous a rendu la nation la plus florissante et la plus heureuse, l'empereur Alexandre a été payé de la plus noire ingratitude.

« Vous n'avez jamais pu vous contenter de la position la plus avantageuse, et vous avez fini par briser vous-mêmes votre bonheur ; je vous dis ici la vérité pour éclaircir notre position mutuelle, et pour que vous sachiez bien à quoi vous en tenir ; car je vous vois et vous parle pour la première fois depuis les troubles.

« Messieurs, il faut des actions et non pas des paroles ; il faut que le repentir vienne du cœur. Je vous parle sans m'échauffer ; vous voyez que je suis calme ; je n'ai pas de rancune, et je vous ferai du bien malgré vous. Le maréchal que voici remplit mes intentions, me seconde dans mes vues, et pense aussi à votre bien-être. » (A ces mots les membres de la députation saluent le maréchal) : « Eh bien, Messieurs ! que signifient ces saluts ? Avant tout il faut remplir vos devoirs, il faut se conduire en honnêtes gens. Vous avez, Messieurs, à choisir entre deux partis : ou persister dans vos illusions d'une Pologne indépendante, ou vivre tranquillement et en sujets fidèles sous mon gouvernement.

« Si vous vous obstinez à conserver vos rêves de nationalité distincte, de Pologne indépendante, et de toutes ces chimères, vous ne pouvez qu'attirer sur vous de grands malheurs. J'ai fait élever ici la citadelle, et je vous déclare qu'à la moindre émeute je ferai foudroyer la ville ; je détruirai Varsovie, et certes ce ne sera pas moi qui la rebâtirai !

« Il m'est bien pénible de vous parler ainsi. Il est bien pénible à un souverain de traiter ainsi ses sujets. Mais je vous le dis pour votre propre bien. C'est à vous, Messieurs, de songer à mériter l'oubli du passé : ce n'est que par votre conduite et par votre dévouement à mon gouvernement, que vous pouvez y parvenir.

« Je sais qu'il y a des correspondances avec l'étranger ; qu'on envoie ici de mauvais écrits, et que l'on tâche de pervertir les esprits. Mais la meilleure police du monde, avec une frontière comme vous en avez, ne peut empêcher

les relations clandestines. C'est à vous-mêmes à faire la police, à écarter le mal.

« C'est en élevant bien vos enfans, en leur inculquant des principes de religion et de fidélité à leur souverain que vous pouvez rester dans le bon chemin.

« Et au milieu de tous ces troubles qui agitent l'Europe et toutes ces doctrines qui ébranlent l'édifice social, il n'y a que la Russie qui reste forte et intacte. Croyez-moi, Messieurs, c'est un vrai bonheur d'appartenir à ce pays et de jouir de sa protection. Si vous vous conduisez bien, si vous remplissez tous vos devoirs, ma sollicitude paternelle s'étendra sur vous tous, et malgré tout ce qui s'est passé, mon gouvernement pensera toujours à votre bien-être.

« Rappelez-vous bien de ce que je vous ai dit. »

VERSION DE FRANCFORT.

Francfort, le 22 novembre.

Nous savions bien que le texte véritable du discours prononcé à Varsovie par S. M. l'empereur Nicolas ne tarderait pas à nous arriver. Nous recevons de notre correspondant de Varsovie une copie exacte de cette pièce, qui, comme on le verra, diffère en quelques points importants de la version publiée par le *Journal des Débats*. Voici la lettre d'envoi de notre correspondant.

Au rédacteur du Journal de Francfort.

Varsovie, 14 novembre 1835.

MONSIEUR,

« A l'époque encore récente où S. M. l'empereur, passant par Varsovie à son retour de Tœplitz, a daigné admettre en sa présence une députation de la ville, Sa Majesté a adressé aux membres de cette députation un discours qu'elle a entièrement improvisé, et qui a été recueilli, tant bien que mal, par ceux qui l'ont entendu. Cette manière de produire les paroles de l'auguste souverain a dû, nécessairement, faire circuler dans le public des versions différentes qui, sans doute, vont bientôt occuper les feuilles étrangères. J'ai donc l'honneur de vous envoyer, monsieur le Rédacteur, celle qui peut être regardée comme la plus fidèle, et à laquelle vous pouvez donner place dans vos colonnes, en informant vos lecteurs *qu'elle est la seule qui contienne textuellement les paroles prononcées par Sa Majesté.*

Agréez, monsieur le Rédacteur, etc. C. M.

Discours de l'Empereur.¹

Après avoir fait introduire la députation dans une salle particulière, S. M. l'Empereur, en présence du prince

¹ Les passages soulignés sont ceux qui ont été ômis ou changés dans le texte publié à Paris.

maréchal et du gouverneur militaire, a parlé en ces termes :

« Vous avez voulu me voir, Messieurs ! Eh bien , je vous reçois ; vous avez voulu me tenir un discours , mais , pour vous épargner un mensonge , je n'ai pas voulu que ce discours fût prononcé devant moi. Oui , Messieurs , c'est pour vous épargner un mensonge ; car je sais que vos sentimens ne sont pas tels que vous voulez me le faire accroire , et que la plupart d'entre vous, replacés dans les mêmes circonstances , seraient prêts à recommencer ce qu'ils ont fait durant la révolution.

« N'est-ce pas vous-mêmes qui me parliez , il y a cinq ans , il y a huit ans , de fidélité , de dévouement , et qui me faisiez les plus belles protestations d'attachement ? Quelques jours après vous avez brisé vos sermens , et vous avez commis des actions horribles.

« L'empereur Alexandre , qui avait fait pour vous plus qu'un empereur de Russie n'aurait dû faire (je le dis parce que je le pense) , qui vous avait comblés de bienfaits , qui vous avait favorisés plus encore que ses propres sujets , et avait fait de vous la nation la plus heureuse et la plus florissante , l'empereur Alexandre a été payé par vous de la plus noire ingratitude. Vous n'avez jamais su vous contenter de votre position , quelque avantageuse qu'elle fût , et vous avez fini par détruire vous-mêmes votre bonheur *en déclinant et foulant aux pieds vos institutions*. Je vous dis ici la vérité pour éclaircir , une fois pour toutes , notre position mutuelle , et pour que vous sachiez bien à quoi vous en tenir. Il faut des actions et non pas des paroles ; il faut que le repentir vienne de là (L'Empereur a mis la main sur son cœur). Vous voyez que je vous parle sans m'échauffer , que je suis calme , que je n'ai pas de

rancune, car j'ai depuis long-temps pardonné les offenses contre moi et ma famille. Mon unique désir est de vous rendre le bien pour le mal, de vous rendre heureux en dépit de vous-mêmes, car j'en ai fait serment devant Dieu, et je ne trahis pas mes sermens. Le maréchal que voici remplit mes intentions, me seconde dans mes vues, et pense aussi à votre bien-être. » (A ces mots toute la députation a salué le maréchal.) L'Empereur a repris : « Eh bien, Messieurs ! que prouvent ces saluts ? Rien du tout ; avant tout il faut remplir vos devoirs, vous conduire en honnêtes gens. Vous avez, Messieurs, deux partis à prendre, ou persister dans vos illusions d'une Pologne indépendante ou vivre tranquillement et en sujets fidèles sous mon gouvernement. Si vous vous obstinez à conserver vos rêves, vos utopies de nationalité distincte, de Pologne indépendante, et de toutes ces chimères, vous ne pouvez qu'attirer sur vous de grands malheurs. J'ai élevé ici la citadelle d'Alexandre, et je vous déclare qu'à la moindre émeute je foudroyerai la ville ; je détruirai Varsovie ; et certes, ce ne sera pas moi qui la rebâtirai.

« Il m'est bien pénible de vous parler ainsi ; il est bien pénible à un souverain de traiter ainsi ses propres sujets ; mais je vous le dis pour votre bien. C'est à vous, Messieurs, de songer à mériter l'oubli du passé. Ce n'est que par votre conduite, par votre dévouement au gouvernement, que vous pourrez y parvenir ; il n'y a pas de police au monde qui puisse empêcher les relations clandestines avec l'étranger. Mais c'est à vous-mêmes à faire la police, à éviter le mal. C'est en élevant bien vos enfans, en leur inculquant des principes de religion et de fidélité à leur souverain, que vous pouvez rester dans le bon chemin.

Au milieu de tant de troubles qui agitent l'Europe , en dépit de toutes les doctrines qui ébranlent l'édifice social , vous avez le bonheur de vivre paisibles sous l'égide de la Russie , qui reste forte et intacte et veille pour vous. Croyez-moi , Messieurs , c'est un vrai bonheur d'appartenir à ce pays et de jouir de sa protection.

« Si vous vous conduisez bien , si vous remplissez tous vos devoirs , ma sollicitude s'étendra sur vous tous , et , malgré tout ce qui s'est passé , mon gouvernement pensera toujours à votre bien-être et à votre bonheur.

« Rappelez-vous bien tout ce que je vous ai dit. »

Ce discours a été prononcé par S. M. l'Empereur au palais de Laziencki le $\frac{4}{16}$ octobre 1835.

VERSION DE SAINT-PÉTERSBOURG.

Le chef de la députation avait à peine essayé de commencer son discours et prononcé le mot , Sire ! « Arrêtez , lui dit aussitôt l'Empereur ; je sais ce que vous alliez me dire : écoutez-moi plutôt. » L'orateur s'inclina. « Ne me faites pas ces saluts , continua l'Empereur ; vous me les faisiez ainsi en 1829 , et vous avez honteusement trahi et repoussé les bienfaits d'Alexandre , qui , pour servir vos intérêts , n'avait point épargné les richesses de son propre pays. Oui , vous avez fourni là une page précieuse à l'histoire ! Vous vous êtes bâti vous-mêmes cette citadelle ¹ ,

¹ Un emprunt *forcé* fut fait en Pologne pour bâtir une citadelle dont le seul usage est de tenir Varsovie en respect.

qui , si vous osez remuer encore , va écraser Varsovie au moindre symptôme d'émeute ; et certes , ce ne sera pas moi qui la rebâtirai. Ne fondez vos espérances ni sur les Allemands ¹, ni sur les Français. Espérez seulement en ma miséricorde , respectez les lois, aimez votre Monarque ; c'est ainsi seulement que vous pouvez compter sur quelque prospérité. Surtout efforcez-vous de donner à vos enfans une autre éducation que celle que vous avez reçue vous-mêmes. »

¹ Le mot *nemtzy* signifie Allemands, mais s'emploie aussi pour désigner les étrangers de toutes nations.

TOME I.

Observations sur le discours de l'empereur Nicolas
 Copie d'une traduction par le prince de Saxe
 Destinée à l'usage des professeurs de la Cour de France
 Nouvelle place du Palais de Justice

PARIS.

TRUCHY, LIBRAIRE, 11, RUE ROYEN, LIBRAIRE.

DE LA SOCIÉTÉ DES ÉCRIVAINS DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

1836.

pour désigner les étrangers de toutes nations.
Le mot arabe signifiant Allemand, mais employé aussi
pour désigner les étrangers de toutes nations.

Le mot arabe signifiant Allemand, mais employé aussi
pour désigner les étrangers de toutes nations.

Le mot arabe signifiant Allemand, mais employé aussi
pour désigner les étrangers de toutes nations.

Le mot arabe signifiant Allemand, mais employé aussi
pour désigner les étrangers de toutes nations.

Le mot arabe signifiant Allemand, mais employé aussi
pour désigner les étrangers de toutes nations.

LE
PORTFOLIO

OU

COLLECTION

DE DOCUMENTS POLITIQUES

RELATIFS

A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.

—
TOME I.
—

N° 4.

Observations sur le contenu de ce numéro.

Copie d'une Dépêche du prince de Lieven.

Déclaration d'indépendance de la Circassie, adressée aux Cours
européennes.

Nouvelle phase du Discours de Varsovie.

PARIS.

TRUCHY, LIBRAIRE, || **LE DOYEN, LIBRAIRE,**
BOULEVARD DES ITALIENS, N° 18. || PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, N° 31

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

1836.

2

Pour répondre aux questions qui nous sont adressées par la presse sur les preuves d'authenticité des documens de notre collection, nous nous bornerons à rappeler que, dès le début de notre entreprise, nous n'avons présenté au public ni commentaires ni protestations. Nous avons laissé nos documens parler pour eux-mêmes et démontrer leur authenticité par le caractère de leur contenu. C'est au lecteur à juger et à ne se confier qu'à ses propres lumières. Notre mandat n'est pas de dévoiler quelles clés, quelles baguettes magiques nous ont ouvert ces rédits impénétrables. La Russie seule pourrait avoir le droit de réclamer sa propriété, et en tout cas, ce serait à elle la première à venger la vérité en dénonçant les falsifications.

Le jour viendra peut-être où nous aurons à rendre nos comptes; en attendant, nous userons aussi long-temps que possible de la liberté que nous avons prise.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELÉ,

RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

OBSERVATIONS

SUR LE CONTENU DE CE NUMÉRO.

DÉPÊCHE DU PRINCE DE LIEVEN ET DU COMTE MATUSZEWITZ. — Dans nos trois numéros précédens nous avons publié les aperçus et considérations politiques relatifs à la situation de l'Europe centrale, sur lesquels les cabinets de Berlin et de Saint-Petersbourg ont fondé leurs projets, et en ont hâté l'exécution. On a pu trouver dans le Mémoire prussien, mais surtout dans le chef-d'œuvre russe, plus de lumières sur la situation de l'Europe que dans toute la masse d'écrits politiques français et anglais qui ont prétendu traiter des affaires internationales depuis le congrès de Vienne jusqu'à nos jours. Le sujet des Mémoires en question n'est pourtant point d'un intérêt assez général, le texte n'est pas assez à la portée des intelligences, c'est de l'abstraction, de l'analyse, de la politique enfin peu faite pour notre esprit anglais et insulaire. Il nous faut des personifications, des incidens, des faits, des noms et des dialogues.

Le document que nous publions dans le présent numéro porte plutôt ce dernier caractère, c'est de la politique expérimentale, pour ainsi dire,

Nous regrettons infiniment de nous trouver dans la nécessité de supprimer une partie considérable de cette dépêche si importante. Voici nos motifs :

Le but de nos publications n'est autre que de bien

éclaircir l'état des choses , les intérêts qui s'agitent , d'expliquer enfin les règles de ce jeu , au moyen duquel la Russie poursuit en pleine connaissance de cause ses vues de puissance et de domination , tandis que les autres nations qui sont de la partie contre leur gré , en ignorent les premiers principes , comme des joueurs inhabiles , au moment même de risquer leurs intérêts les plus chers , leur existence même. En fait , nous nous proposons , avec espoir de succès , de faire surgir de nos révélations un moyen pour détruire le plus vaste projet qu'on ait jamais conçu , projet dont la chute de l'Angleterre ne serait qu'un côté. Dans ces investigations dirigées par l'amour de la patrie , les sentimens et les passions de l'esprit de parti ne doivent point trouver place , or , dans cette dépêche , la manière dont les plénipotentiaires russes représentent les vues du duc de Wellington et de lord Aberdeen , n'aurait pu manquer d'être saisie et exploitée par l'esprit de parti. Les pièces que nous publions , sans parler des événemens , ont déjà démontré éloquemment ce que personne d'ailleurs ne paraît se refuser à croire , que notre politique extérieure , trahissant une profonde ignorance , sacrifiait sans cesse durant les derniers vingt ou vingt-un ans , les intérêts et l'honneur britanniques à chaque démarche qu'elle faisait ou qu'elle ne faisait pas. Nous en placerons la cause dans l'ignorance où tous nos partis et tous nos ministères se trouvaient de la vraie politique russe , et dans le défaut d'un système bien organisé et propre à procurer au gouvernement anglais les informations nécessaires sur l'état des choses au-dehors. Le prince de Lieven et le comte Matuszewitz , dans leurs entrevues avec le duc de Wellington et lord Aberdeen ,

persuadés de l'impénétrable mystère qui les entoure, ont dû représenter les choses sous le jour le plus favorable à leurs talens et le plus flatteur pour les sentimens de l'Empereur, et ils y ont réussi. Nous croyons donc rendre seulement justice au duc de Wellington, en ne publiant point l'exposé de ses adversaires, selon toute probabilité faux à dessein, quoique en même temps nous eussions beaucoup désiré pouvoir faire connaître que la Russie en a agi ainsi en cette circonstance, et nous saisissons cette occasion pour affirmer, qu'après un examen attentif des dépêches russes pendant plusieurs années, on ne voit, outre le prince Metternich, que deux autres hommes en Europe qui aient donné de l'embarras à la Russie; et ces deux hommes, c'étaient M. Canning et le duc de Wellington; M. Canning, par sa politique en Occident (son système en Orient ne servait que celle-ci); le duc de Wellington, dont elle est toujours parvenue à triompher, mais non sans combat, et sans avoir lieu de se glorifier de sa victoire. Nos autres ministres ne paraissent pas lui avoir jamais coûté une seule pensée.

Dans toute l'Europe, de même qu'en Orient, la Russie représentait toujours les whigs comme des imbécilles et les tories comme ses amis. ¹

Le duc de Wellington sera peut-être surpris en apprenant que sa dernière élévation au ministère, qui sans

¹ Les radicaux sont dépeints comme des incendiaires prêts à mettre le feu à la maison paternelle : toutefois, on les juge différemment, s'il s'agit *d'individus* ou s'il s'agit *de masses*. Les catholiques de l'Europe sont appelés à sympathiser avec les Ilotes irlandais : d'un autre côté on répand des écrits pour faire

aucun doute provoqua quelques alarmes en Russie parce qu'elle fit succéder le duc à un cabinet qui avait pris la paix pour devise, fut représentée dans tout l'Orient comme l'ouvrage de la Russie. Un des premiers personnages de la Turquie s'écria en apprenant cette nouvelle : « Voilà, j'espère, une preuve de la puissance russe ! »

L'administration de lord Grey, en faisant passer le bill de réforme, événement qui se lie si évidemment aux progrès de l'esprit humain sur le continent, donna à l'Angleterre une force, un poids et une considération qui menacèrent de toutes parts l'influence de la Russie. Mais cette même administration ayant avoué *qu'elle avait le maintien de la paix pour but*, et ayant proclamé le principe de la non-intervention, rendit les nouvelles forces que s'était créées l'Angleterre impuissantes et en quelque sorte négatives. La Russie profita aussitôt de cette position en embarrassant d'un côté l'Autriche en Italie, et l'excitant ainsi contre l'Angleterre, en représentant de l'autre le système de cette dernière puissance comme une espèce d'adhésion à l'influence exercée par la Russie en Grèce et ailleurs. Les affaires de la Belgique et de la Hollande ont servi la Russie, comme tout ce qui détourne les esprits de la question principale. Ces affaires ont malheureusement absorbé le peu d'énergie montrée par l'Angleterre au-dehors, et quoiqu'elles aient été conduites aussi habilement dans leur

détester à nos dévots les papistes à l'intérieur, et les Turcs à l'extérieur. O'Connell, au-delà du détroit, est *un Bolivar* ; bref, jamais une puissance, visant à propager la désorganisation et la confusion, ne s'était servie d'un plus grand nombre de moyens et d'instrumens !

sphère immédiate qu'on pouvait s'y attendre, elles ont toujours occupé assez notre flotte à l'embouchure de l'Escaut pour que cet incident soit devenu (concurrément avec la méconnaissance de nos forces) la cause du refus fait aux propositions de la Turquie lors de la marche d'Ibrahim-Pacha sur Constantinople. En Orient, et particulièrement en Grèce, le cabinet de lord Grey ne laissa à la Russie rien à désirer. On ne doit point oublier, toutefois, de lui faire un mérite d'avoir choisi lord Ponsonby pour le poste qu'il occupe à présent.

Nous verrons bientôt si le cabinet actuel est à la hauteur de la tâche que lui imposent les circonstances présentes; les whigs ont beaucoup à faire et à réparer par rapport à l'Orient: des devoirs de la plus haute importance leur sont imposés. Cependant, l'imminence du danger fait de la question d'Orient une affaire de haute politique et de capacité et non pas affaire de parti, et si le besoin d'agir est plus puissant que jamais, les moyens d'action s'offrent aussi de la manière la plus favorable: d'abord on possède une connaissance exacte de l'état des choses, sans laquelle tout n'était que confusion et chaos; ensuite on remarque dans le gouvernement turc une tendance à se rapprocher de nous, tandis qu'autrefois, et par suite de la manière dont la Russie se plaçait entre nous et le sultan, nous ne trouvions dans ce dernier que sombre entêtement ou des résistances insurmontables.

La dépêche en elle-même n'a besoin d'aucun commentaire, et présenter des observations sur une de ses parties serait faire tort à l'importance de tout le reste.

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DE LA CIRCASSIE. —
Assise sur ses rochers blancs , les bras croisés et le bouclier posé à ses pieds , Albion contemple les pays lointains. Ses yeux s'arrêtent sur eux tour à tour , ses mouvemens brusques se portent dans différentes directions , sans attention suivie. Elle ne réfléchit pas que , placée si haut par une combinaison extraordinaire de circonstances que la prudence humaine ne serait jamais parvenue à prévoir , sa suprématie dépend du maintien de la situation actuelle des choses , et que , mise en péril par les changemens qui s'opèrent , elle a le pouvoir de les empêcher efficacement ; elle ne songe pas que , de la hauteur qu'elle occupe , son ombre s'étend là où son regard ne saurait atteindre , que cette ombre réfléchit par une action immédiate , devant des pays et des nations éloignés , ses pensées et ses convictions les plus cachées , lesquelles influent , à l'occasion des mouvemens les plus insignifiants , sur le bien comme sur le mal de populations nombreuses , et par conséquent sur le degré de pouvoir moral qui est la base de la puissance britannique.

L'Angleterre s'est éveillée en dernier lieu à la vue des injures , des dangers et des insultes qui lui viennent de la Russie , et qu'elle a soufferts jusqu'à ce moment avec tant de patience. Voilà certes des motifs suffisans pour raviver les forces de l'Angleterre , s'il en reste encore ; mais un autre sentiment aussi , un sentiment plus généreux , n'avait point encore fait entendre sa voix : c'est la conviction qu'une partie si considérable du genre humain place en nous sa confiance , son affection et son espoir. L'Angleterre ne s'est pas encore aperçue que si la Russie n'avait pas tant menacé , insulté , trompé , jamais toutes ces populations qui

cherchent à présent le protectorat et l'appui de l'Angleterre et lui assurent ainsi la majeure partie de sa puissance matérielle , quoique inactive , ne se seraient inquiétées de son existence , n'auraient point pris intérêt à ses décisions , à sa puissance ou à ses succès.

Ce sont les projets de la Russie qui valent à l'Angleterre l'affection des peuples , c'est la politique russe qui donne à l'Angleterre sa force et lui ouvre le champ de l'influence la plus vaste et la plus bienfaisante qu'une nation ait jamais été destinée à atteindre, tandis que la nécessité de poursuivre un aussi glorieux avenir lui est imposée par l'aspect de la ruine immense qu'amènerait la réalisation des desseins de son adversaire.

Il paraîtrait presque que l'Angleterre n'a tant différé son intervention , qu'afin d'enhardir la Russie à agir comme elle le fait , et à préparer ainsi les voies à la suprématie du pouvoir et de l'influence britanniques , suprématie qui ne peut que résulter d'un mouvement en avant , exécuté au moment du plus grand danger, et pour ainsi dire à la voix du genre humain , invitant l'Angleterre à réprimer l'agresseur universel par la simple manifestation de sa volonté et de son autorité. Mais, soit qu'une pareille arrière-pensée soit venue ou non dans l'esprit des hommes d'État anglais, toujours est-il que la puissance de l'Angleterre se trouve actuellement, par suite de ces influences à l'étranger, placée à une hauteur qu'elle n'avait encore jamais atteinte, et qu'elle ne pourra peut-être jamais dépasser.

L'Angleterre ne doit plus compter pour une nouvelle accession de forces sur de pareilles causes , elle ne doit plus

chercher de nouvelles occasions et de nouveaux sujets d'action, il est temps qu'elle se dise :

Nunc quid moror, aut me ad majora reservo ?

Des faveurs aussi précieuses n'arrivent à l'homme que sur la balance inconstante de la fortune ; si l'on ne se hâte de les saisir, elles vous échappent et vont tomber à des mains plus adroites. Celui qui a pu et n'a pas osé ne souffre pas seulement de sa perte, il ressent encore l'aiguillon si poignant du remords et de la conscience combien il était indigne du respect que d'autres lui avaient témoigné.

Si donc l'Angleterre ne profite pas du moment actuel, elle perdra de pareilles chances à tout jamais, et même ce trident, sceptre des mers, réputé si long-temps sa propriété, échappera à sa main énervée et verra son sanctuaire transféré « de l'île inviolable des sages et des hommes libres » à cette cité impériale qui règne sur deux continents comme sur deux mers, et où, chose singulière, il y a trente siècles, le génie du lieu avait choisi pour emblème ce même trident, resté depuis ce temps un symbole de grandeur et de domination.

Le discours de l'empereur à Varsovie remet sur le tapis toute la question polonaise. Quel intérêt s'attacherait à ce sujet, s'il n'y avait une liaison entre les sympathies et les affections des Polonais et la politique aussi bien que la puissance de l'Angleterre ? Comment les Polonais conce-

* Le trident, comme emblème, se trouve employé pour la première fois sur les monnaies de Byzance.

vraient-ils que l'Angleterre pût les aider, si ce n'est par la mer Noire? Trois millions de Moldaves et de Valaques appellent les secours de l'Angleterre et attendent sa détermination. Comment cette détermination pourra-t-elle les servir, si ce n'est par la voie des Dardanelles? Constantinople tremble chaque jour devant une menace d'occupation. Les vents du sud lui apportent des espérances, provoquent son attente la plus vive; comment les résultats se réaliseraient-ils s'il n'y avait aucun débouché dans la mer de Marmora? Tout l'empire ottoman se tient tremblant, agité, et devine ses destinées futures selon que l'escadre russe descend, ou que l'escadre anglaise remonte le canal. La Perse n'attend que la décision de l'Angleterre pour repousser la main qu'elle se trouve maintenant obligée de baisser : cette décision ne peut venir à sa connaissance qu'à travers les Dardanelles. La Circassie enfin, si long-temps le boulevard de l'Asie, et par là même de l'Europe, fait aujourd'hui entendre sa voix, comme pour combler la mesure des forces qui peuvent être combinées contre la Russie, et produire des conséquences qu'autrement on aurait à redouter. C'est donc sur les Dardanelles que repose toute la question, question plutôt politique que matérielle. Les choses peuvent se passer d'une manière pacifique et sans conflit. Si, avant l'occupation des Dardanelles, l'Angleterre a pris sa décision, la Russie devra se soumettre aux conditions qui lui seront dictées. Mais si au contraire c'est elle qui devance l'Angleterre aux Dardanelles, cette dernière cédera sur tous les points.

La puissance anglaise est purement maritime, le trident est à la fois son bâton de commandement et son arme; ses victoires de La Haye, du cap Saint-Vincent,

du Nil et de Trafalgar l'ont seules sauvée, chacune à son époque '. Son blocus du continent et les subsides provenant de la souveraineté qu'elle étendait sur la mer, ont renversé Napoléon. Mais la Russie, une fois devenue puissance agressive, où peuvent se rencontrer les pavillons ennemis? Certes, ni sur la Vistule, ni sur le Niémen, pas plus que sur l'Elbe, le Rhin ou la Seine! La Pologne est perdue pour nous; l'Allemagne est sur le point de l'être aussi. Sa ligue commerciale, dirigée contre l'Angleterre, traversera l'Océan et soulèvera en Amérique une opposition non moins redoutable que celle créée en Europe par les forces et l'intelligence de la Russie, et que toutes les flottes du monde ne pourraient *pacifiquement* empêcher. L'Autriche finira par être forcée d'acquiescer à tout, et de se soumettre; nos vaisseaux à trois ponts ne sauraient protéger la Gallicie; Constantinople tombera, et, une fois tombé, *nos bordées ne seront plus en état de le relever*. On ne cachera plus alors qu'on vise aux Indes, on s'en rapprochera en réalité par la Perse. Que pourra faire l'Angleterre? Ayant une fois perdu ses moyens d'action dans la mer Noire, il lui faudra, sur un mot, sur une dépêche émanée de Pétersbourg, expédier par précaution des dizaines de mille de soldats pour un voyage autour du globe.

Si quelques faits pouvaient mieux démontrer cette vé-

' La bataille de Waterloo a été le dénouement, brillant à la vérité, d'une courte guerre, entreprise par *sentiment* plutôt que par *politique*, d'une guerre *agressive*, en contradiction avec l'esprit dominant de la diplomatie anglaise. Le résultat de la bataille de Waterloo, en abaissant trop la France, détruisit la seule puissance continentale capable de balancer les forces de la Russie.

rité, qu'une puissance maritime ne peut servir de barrière aux agressions de la Russie (excepté dans la mer Noire)¹, il faudrait rappeler les sept engagements livrés l'année dernière entre la Circassie et la Russie, l'armée russe repoussée il y a peu de temps par un peuple brave et généreux, mais en même temps ignorant, désuni et dépourvu de tous les secours de la science et de *l'art*; tandis que l'Angleterre, avec toutes ses ressources, ayant devant elle tous les dangers qui la menacent, non seulement recule devant l'idée de tenir tête à la Russie, mais encore supporte ses insultes et ses boutades, et souffre que toutes ces populations des côtes de la mer Noire soient tourmentées ou écrasées.

¹ « Si jamais le temps revenait (dit un ouvrage très curieux publié récemment en Allemagne) où l'Angleterre dominerait de nouveau sur l'Océan et dicterait le code maritime, la mer Noire du moins lui sera fermée, et le commerce des contrées avoisinantes non seulement ne sera pas troublé, mais pourra nous fournir en quantité supérieure les produits que l'Angleterre pourrait offrir ou refuser à d'autres pays. » Les provinces au-delà du Caucase sont destinées à devenir un nouveau monde pour l'Europe. « Elles sont pour la Russie ce que les Indes orientales et occidentales sont pour l'Angleterre, puisque la Sibérie offre même aux Russes ce que les Espagnols cherchaient au Chili et au Pérou. »

Ces passages empruntés à l'ouvrage du docteur Nebenius sur le système des douanes allemandes, ouvrage où sont développées les *vues* de la Russie sur l'importance de ses possessions asiatiques, sont insérés ici pour que ceux qui désireraient s'instruire sur ces matières, puissent se faire une idée de la gravité du sujet, aussi bien que pour attirer l'attention générale sur un livre très intéressant et sur lequel nous allons revenir prochainement.

On me dira qu'est-ce que c'est que la Circassie ? Quelles sont ses forces , quelle est la religion , le caractère national , la forme de gouvernement de son peuple ? dans quelles relations se trouve-t-il avec la Russie ? On dira : Nous n'avons jamais entendu parler autrement de Circassiens , que comme de faibles hordes de sauvages bandits montagnards. La Russie a dit là-dessus ce qu'elle a voulu et ce qu'elle était intéressée à faire croire. Elle conte à l'Europe de belles histoires sur l'Orient , elle proclame en Orient sa suprématie et sa domination sur l'Europe , fait plus croyable , car il se trouve plus près de la vérité.

Dans notre numéro prochain , nous nous étendrons sur ce sujet ; aujourd'hui nous répondrons à ceux qui demandent ce que c'est que les Circassiens , que c'est le seul peuple qui , depuis la Nova Zembla jusqu'à Tanger , ou depuis la mer Caspienne jusqu'à l'Atlantique , ose montrer du ressentiment et de la résistance contre les outrages de l'empereur Nicolas.

La déclaration d'indépendance de la Circassie va parler pour elle-même , quoiqu'elle n'ait pas encore été communiquée par une voie ostensible.

COPIE

D'UNE

DÉPÊCHE DU PRINCE DE LIEVEN ET DU COMTE MATUSZEWITZ

ADRESSÉE

AU COMTE DE NESSELRODE

SOUS LA DATE DE LONDRES $\frac{1}{13}$ JUIN 1829.

Le courrier porteur des dépêches de Votre Excellence ,
datées du $\frac{20 \text{ mai}}{1 \text{ juin}}$, est arrivé ici le $\frac{26 \text{ mai}}{7 \text{ juin}}$ dernier.

Nous attendions son arrivée avec la plus grande impatience , puisque , à l'approche de la clôture de la session présente du Parlement , le cabinet anglais nous manifestait le désir, tous les jours croissant , de savoir si le protocole du 21 avril obtiendra l'approbation de l'empereur, et si S. M. I. consentira à modifier l'extension que le contre-amiral Ricord venait de lui donner par rapport au blocus des Dardanelles.

Ces deux circonstances ne pouvaient qu'exercer une influence matérielle sur le discours de clôture; aussi lord Aberdeen , pressé par le duc de Wellington , avait-il fréquemment insisté dans les entrevues confidentielles qu'il eut avec nous ainsi qu'avec le chargé d'affaires de France , sur la nécessité d'un protocole, qui délivrerait le gouvernement anglais des embarras occasionnés par le blocus des

côtes de Roumélie. Quoique lord Aberdeen se soit toujours exprimé à ce sujet avec une grande modération, quoique M. de Roth ait reçu un ordre positif de lui représenter que le cabinet des Tuileries considérait tout nouveau protocole comme entièrement inutile, quoiqu'enfin, dans le développement de la même opinion, nous lui ayons prouvé qu'il nous serait impossible, avant le retour de notre courrier, de tenir un langage positif sur des affaires si délicates, toujours était-il que nous avions raison d'entrevoir de graves inconvéniens dans la prolongation de tous ces délais, et que nous devions nous attendre à voir le ministère anglais dans le doute s'il doit publier nos blocus et les rendre obligatoires pour les sujets britanniques, ou bien calmer le malaise et la jalousie que de pareilles mesures provoquent ici, nous demander sans autre retard des réponses précises, *également difficiles à faire comme à refuser.*

Le courrier de Votre Excellence a mis fin à cette pénible alternative, et nous nous sommes appliqués à remplir, sans perte de temps, les ordres qu'il nous apporte.

Nous ne pouvions pas nous dissimuler que l'idée du blocus d'Enos provoquerait quelque discussion avec le cabinet de Londres, qu'elle ne répondra pas à leurs espérances, que la presse publique saisira cette occasion pour ameuter de nouveau contre nous les passions qui animent la nation anglaise dès qu'il s'agit d'une question maritime ou commerciale quelconque, et que cette discussion pourrait réveiller la question assoupie de l'exercice de nos droits de puissance belligérante dans l'archipel; cependant, afin de ne faire aucune concession sans une nécessité évidente, et surtout pour contribuer autant que possible à la réalisation des désirs de Sa Majesté Impériale, nous nous

sommes décidés à insister sur le blocus d'Enos, à développer les motifs en faveur de cette mesure, et à n'user de notre pouvoir de céder sur ce point qu'au moment où cela deviendrait indispensable pour ne pas compromettre des intérêts d'un ordre supérieur.

(Nous omettons ici la relation de différentes entrevues avec lord Aberdeen et le duc de Wellington; mais nous donnons quelques extraits de l'argumentation employée par les plénipotentiaires russes.)

Nous représentâmes à lord Aberdeen que, d'un côté, le golfe d'Enos se joint à celui de Saros, et qu'il devenait nécessaire de bloquer l'un comme l'autre pour empêcher l'approvisionnement de Constantinople; que, de l'autre, Andrinople tirait également des provisions par le golfe d'Enos, et que nous devions considérer comme une chose essentielle de ne pas permettre de faire parvenir des vivres à l'armée campée aux environs de cette dernière cité. Qu'ainsi, cette opération nous offrait un double avantage. Que, par suite de la proximité d'Enos avec les Dardanelles, il faut considérer son blocus comme une conséquence inévitable du blocus de ce détroit. Nous expliquâmes, en outre, qu'en réalité, ce blocus n'en était pas un dans la stricte acception du mot, et qu'il ne faisait subir aucune perte au commerce, car, en fait, le commerce d'exportation continue de jouir d'une pleine liberté, et quant aux blés, jamais, ou bien rarement, les importait-on ici de la Méditerranée. Cette sorte d'importation n'avait lieu qu'en temps de guerre; mais le commerce pacifique, le commerce habituel du Levant, ne se trouvera soumis à aucune restriction par suite de nos blocus, et ne présentera par conséquent aucun sujet légitime de plaintes. Les considé-

rations d'intérêt commercial n'ont donc rien à démêler avec nos mesures, auxquelles nous donnons *au reste* l'application la plus restreinte, et nous avons tout lieu de croire qu'une politique si généreuse ne pourra qu'être appréciée par un gouvernement comme celui de la Grande-Bretagne.

A cette déclaration, dont le duc de Wellington paraissait vouloir se servir comme *d'un épouvantail*, nous opposâmes des raisonnemens tirés de la politique de l'empereur, telle qu'elle se produit dans ses actes comme dans ses paroles. Nous répétâmes ce que Sa Majesté Impériale *n'avait jamais cessé de dire* par rapport à la chute de l'empire ottoman. Nous relevâmes son langage si plein de modération, ses mesures toujours adoptées sous la même influence, les concessions faites à l'égard des craintes les plus gratuites, les garanties présentées encore dans les dernières communications officielles; enfin, la nécessité où nous nous trouverions d'expliquer d'une manière défavorable l'inquiétude qu'on paraît vouloir propager, lorsque tant de motifs portent à la confiance.

En résumant donc la question du blocus d'Enos, et en admettant *qu'on a dû apprécier le soin* que l'empereur met à la discuter avec ses alliés et à leur communiquer le vrai but de ses déterminations, nous nous appliquâmes à reproduire, etc.

Nous crûmes utile de lui faire sentir alors, sans aucun détour, qu'autant l'empereur était disposé à s'entendre avec ses alliés, et empressé de faire spontanément tous les sacrifices compatibles avec ses intérêts quand on les lui demanderait d'amitié, autant il était résolu à ne jamais tran-

siger avec sa dignité, à ne jamais céder à des menaces, et même à ne jamais les admettre. Nous ajoutâmes que de tels moyens, joints à des soupçons injustes, auraient des suites incalculables.

Je sais, répondis-je, quel est le poids de l'opinion publique en Angleterre; je l'ai vue changée en peu de jours. Elle est disposée contre nous dans cette guerre, parce qu'elle nous croit agresseurs, tandis que c'est nous qui avons été attaqués; parce qu'elle nous impute l'idée du renversement de l'empire ottoman, tandis que *nous déclarons* que ce n'est pas notre but; parce que, enfin, elle croit que nous suivons une politique ambitieuse contre laquelle *nous protestons*. Éclairer l'opinion publique sur ce point serait le meilleur moyen de la rectifier.

Je répondis que dans aucune guerre au monde on ne peut calculer d'avance tous les résultats, puisqu'ils dépendent du succès des armes. Mais les déclarations de l'empereur ont suffisamment expliqué les vues qui l'animent. Les indemnités pécuniaires qu'il pourrait demander ne seront point exorbitantes, ne dépasseront pas les moyens d'arrangement que la Porte peut raisonnablement présenter. Quant à la garantie du libre passage du Bosphore, cela constituait une de nos nécessités, car, enfin, la libre navigation du Bosphore et la prospérité d'une partie des possessions de l'empereur se trouvent liées par une chaîne indissoluble. Nous ne pouvions pas permettre que le caprice d'un visir¹

¹ «Si même toutes ces raisons ne faisaient pas désirer à la Russie la possession des Dardanelles, cette possession lui serait encore nécessaire pour la sécurité de son commerce actuel; au-

ou celui d'une sultane favorite arrêât à volonté tout le mouvement du commerce, tous les progrès de l'industrie publique et particulière dans un grand nombre de nos provinces. Nous ne pouvions pas livrer de pareils intérêts à la discrétion d'un gouvernement barbare, mais ces intérêts ne sont pas uniquement les nôtres. La liberté du commerce dans la mer Noire importe également à toutes les puissances européennes et en particulier à l'Angleterre. Ainsi, au lieu d'avoir quelque chose à objecter à nos demandes, on sera forcé, après examen, de les trouver à la fois *utiles* et justes.

.
On pouvait craindre que les événemens n'entraînassent l'empereur au-delà des bornes qu'il s'était prescrites lui-même, ce qui occasionnerait un bouleversement en Europe. Mes répliques avaient pour objet de prouver que ce cas était inadmissible. Je déclarai que je ne pouvais pas supposer de pareils événemens, que *l'on poussait les suppositions au-delà de toute probabilité*. Lord Aberdeen ne pouvait ignorer que dans ce cas l'empereur *se trouverait dans l'obligation de consulter ses alliés, et qu'un état de choses définitif ne pourrait s'établir sans leur assentiment et leur participation*. Je saisis cette occasion pour faire remarquer à lord Aberdeen que, du moment où l'on rendait justice à notre cabinet, il serait convenable de

trement elle ne saurait tolérer chez elle aucun grand développement de l'industrie, qui pourrait, à chaque moment, ébranler l'empire et renverser le gouvernement sans autre cause immédiate qu'un ordre verbal donné par le reis-effendi au gouverneur du port de Constantinople. »

(*E' Angleterre, la France, etc, trad. franç., p. 34.*)

le manifester en public et de s'abstenir de toute mesure directe ou indirecte qui fît croire à des dispositions *trop favorables* à la Porte de la part de l'Angleterre, et qui *l'encourageât ainsi dans sa résistance*. Nous n'avons jamais prononcé un seul mot de plainte à ce sujet, mais il nous serait facile de prouver que plus d'une démarche du gouvernement anglais avait produit nécessairement de tels effets, et nous avons au moins le droit de compter que de pareils incidens ne se renouvelleront plus.

Nous avons tenu à ne pas laisser ignorer à Votre Excellence tous les détails de ces intéressantes conversations.

Persuadés que dans le moment actuel notre intérêt principal consiste à conserver aussi long-temps que possible les derniers anneaux de l'alliance établie par le traité du 6 juillet, qu'il nous faut avant tout gagner du temps et nous assurer la sécurité nécessaire pour le succès de nos opérations militaires; nous n'avons pas hésité un moment à profiter des pouvoirs dont nous venons d'être munis, pour obtenir ces résultats majeurs par le sacrifice d'un blocus qui n'a aucune importance relative.

Nous ajouterons qu'en méditant le langage du duc Wellington et de lord Aberdeen, on y aperçoit l'inquiétude des embarras que pourrait susciter toute discussion parlementaire, et la crainte non moins réelle de nous indisposer sérieusement. Le premier ministre s'est amendé dès qu'il s'est aperçu que ses discours et ses bravades ne serviraient qu'à troubler la paix qui lui est nécessaire. On voit qu'il écarte et redoute même l'examen de la situation où il se trouve, et que, suivant sa coutume, il charge les événemens du soin d'aplanir les difficultés. Mais plus cette si-

tuation est critique, plus il entrerait dans son caractère de mettre à profit le plus léger incident pour en sortir par un coup d'éclat. Singulier mélange de timidité et d'audace, le duc de Wellington provoque souvent les chances qu'il appréhende, et dès lors il les affronte, sans calculer les vraies suites de ses déterminations. Il eût été d'autant plus imprudent de l'aigrir après ses protestations et ses excuses, en lui refusant une concession minime, que les questions du blocus excitent effectivement l'opinion en Angleterre contre nous, blessent l'orgueil national et imposent silence même à ceux qui auraient la volonté de nous défendre. — Les nouvelles que le comte Pozzo di Borgo nous a fait parvenir sur la position du ministère français, dont le maintien au pouvoir devient chaque jour plus douteux, nous ont portés aussi à ne pas nous aliéner complètement le cabinet de Londres, avant que les réponses de Constantinople nous aient dégagés de toute inquiétude. En définitif, tout nous prouve plus que jamais que la tranquillité générale se trouvera maintenue en dépit des fautes et des passions du duc de Wellington. *Le cri de paix* a retenti à la Chambre des Communes et y a été unanimement répété par les tories aussi bien que par les whigs. Votre Excellence aura remarqué que le ministre n'a osé répondre ni à cette partie des observations de sir James Mackintosh concernant *le danger d'une garantie quelconque du territoire ottoman*, ni au discours par lequel lord Palmerston, dont le nom s'associe dorénavant à ceux des premiers orateurs au Parlement, a insisté sur le maintien de la paix générale, et a prouvé *qu'une politique turco-autrichienne ne servirait qu'à la troubler*. MM. Brouham et Baring ont parlé dans le même sens, au milieu de

nombreux cris d'*écoutez, écoutez*, et il est probable que ces dispositions salutaires, secondées par notre modération, font de jour en jour de nouveaux prosélytes.

Il ne vous échappera point, M. le comte, que le duc de Wellington et lord Aberdeen ont mis tout en œuvre pour nous arracher des confidences sur les conditions de notre paix future avec les Turcs. Il nous a semblé utile de ré-éter les assurances que renferment à cet égard toutes les déclarations de l'empereur, et d'y joindre même quelques développemens.

Nous nous bornerons à ces généralités, car toute communication circonstanciée sur un sujet si délicat entraînerait des dangers réels, et si une fois nous discussions avec nos alliés les articles d'un traité avec la Porte, nous ne les contenterions que quand ils croiraient nous avoir imposé d'irréparables sacrifices. C'est au milieu de notre camp que la paix doit être signée, et c'est quand elle aura été conclue que l'Europe doit en connaître les conditions. Les réclamations seront tardives alors, et on souffrira patiemment ce qu'on ne pourra plus empêcher.

Nous ne pouvons douter que tel ne soit le résultat de notre campagne. Le ministère anglais ne peut rien entreprendre, à moins que nous lui en fournissions les motifs par des opérations alarmantes dans la Méditerranée. Notre

Chaque ligne est ici profondément significative, nous nous abstiendrons de tout commentaire, mais nous ne pouvons seulement nous empêcher de prier ceux qui ne sont pas accoutumés à de pareilles turpitudes de comparer ce passage avec la déclaration faite à lord Aberdeen quelques pages plus haut.

(*Note de l'Édit. angl.*)

sécurité est complète. Nos forces sont immenses. Il ne s'agit que de les réunir toutes, et de les employer avec énergie sur le théâtre de la guerre. Ce sera là que nous vaincrons tous nos ennemis connus ou secrets, là que nous obtiendrons la considération qui nous est due, là enfin que nous affermirons l'influence de la Russie *sur le repos intérieur et extérieur* du reste de l'Europe. Il serait dangereux de se dissimuler d'autre part que ces événemens, faciles à amener *en 1829*, risquent de devenir *problématiques* et même *impossibles en 1830*.

Nous avons l'honneur d'être, etc.

(L'Europe cherchera-t-elle encore le terrain où il lui faut combattre pour conserver son indépendance? Parler des projets de la Russie, ce n'est aujourd'hui que citer l'histoire, histoire devenue à son tour cause d'action. Mais lorsque l'Angleterre et la France, après avoir examiné leurs ressources, leurs sentimens, leurs passions et leurs richesses, auront décidé que tout cela vaut la peine d'être défendu contre les mutilations que la Russie pourra leur imposer, lorsqu'elles en viendront à prendre cette résolution, elles auront intérêt sans doute à apprendre où gît l'obstacle que la Russie trouve difficile à vaincre, et seront charmées d'obtenir là-dessus quelques indications de la bouche même de la Russie.)

DECLARATION

D'INDÉPENDANCE DE LA CIRCASSIE,

ADRESSÉE AUX COURS EUROPÉENNES.

Les habitans du Caucase non seulement ne sont pas les sujets de la Russie, mais ne se trouvent pas même en paix avec cette puissance, et lui font la guerre depuis nombre d'années. Cette guerre, ils la soutiennent tout seuls : ils n'ont reçu à aucune époque ni encouragement ni secours de personne. Pendant que la Porte exerçait encore son protectorat sur ces provinces, leur défense était toujours abandonnée à elles-mêmes, mais dernièrement c'est la Porte qui les a trahies et délaissées sous tous les rapports. Un des pachas ouvrit les portes d'Anapa devant l'or moscovite, en disant aux Circassiens que les Russes n'y entraient que comme amis et alliés du sultan contre les chefs rebelles de l'Arménistan. Un autre pacha les trahit à son tour, et prit la fuite pendant la nuit. Depuis, on vit les Circassiens envoyer plusieurs députations au sultan pour lui présenter l'hommage de leur fidélité et solliciter des secours, mais on ne les a jamais reçus qu'avec froideur. Ils se sont aussi adressés à la Perse sans plus de succès, et à la fin à Méhémet-Ali, qui, quoique touché de leur confiance, se trouvait alors trop loin pour leur prêter assistance. Dans toutes ces circonstances, les députés des Circassiens furent chargés d'ex-

poser à ceux qui, par éloignement, pouvaient l'ignorer, combien l'oppression de la Russie était intolérable, combien elle était hostile aux mœurs, à la religion et au bonheur de tous les hommes (autrement, pourquoi les Circassiens l'auraient-ils si long-temps combattue?); combien les généraux russes étaient perfides et leurs soldats féroces : qu'il n'était donc de l'intérêt de personne de voir les Circassiens détruits, qu'il était plutôt de l'intérêt de tous qu'ils fussent secourus. Cent mille Moscovites, à présent occupés à nous combattre, à nous surveiller et à nous bloquer, vous combattront après nous avoir réduits. Aujourd'hui disséminés sur nos rochers stériles et escarpés, luttant avec nos intrépides montagnards, ils vont demain inonder vos riches plaines et soumettre à l'esclavage vos rayas et vous-mêmes. Nos montagnes ont été le rempart de la Perse et de la Turquie, elles deviendront, si l'on nous abandonne, la porte ouverte pour pénétrer dans les deux pays, après en avoir été la sauvegarde. Elles sont la porte de la maison qu'il faut fermer soigneusement quand on tient à la défense de ses foyers. Mais, outre cela, notre sang, le sang circassien, circule dans les veines du sultan : sa mère, son harem, viennent de la Circassie ; ses esclaves sont des Circassiens, ses ministres et ses généraux le sont également. Le sultan est le chef de notre religion ainsi que de notre race ; il possède nos cœurs, nous lui offrons notre foi de vassaux ; c'est donc au nom de tous ces liens que nous demandons protection et secours, et s'il ne veut ou ne peut pas défendre ses enfans et ses sujets, qu'il se rappelle les khans de la Crimée, dont le descendant est parmi nous.

Telles étaient les paroles que nous chargeâmes nos députés de prononcer. On n'y fit aucune attention. Il n'en au-

rait point été ainsi, si le sultan eût su combien de cœurs et d'épées seraient à son service, s'il cessait d'être l'ami des Moscovites !

Nous n'ignorons point que la Russie n'est pas la seule puissance au monde ; nous savons qu'il y a des puissances plus fortes que la Russie, qui, malgré leur supériorité, sont bienveillantes, instruisent les peuples moins éclairés, protègent les faibles, ne sont point amies des Russes ni ennemies du sultan. L'Angleterre et la France sont au premier rang parmi les nations du globe, et se trouvaient déjà grandes et fortes quand les Russes abordèrent nos rivages en petits bateaux et obtinrent de nous la permission de pêcher dans la mer d'Azoff.

Nous pensâmes à la vérité que l'Angleterre et la France pourraient ne pas s'intéresser à un peuple pauvre et simple comme le nôtre, mais nous pensâmes aussi qu'elles savent au moins que nous ne sommes pas Russes, et qu'avec peu de connaissances, sans artillerie, généraux, tactique, marine ni richesses, nous sommes cependant un peuple honnête et pacifique, dès qu'on nous laisse tranquilles, que nous avons de bonnes raisons de haïr les Russes, et que nous les battons presque toujours. C'est donc avec l'humiliation la plus profonde que nous venons d'apprendre que notre pays figure, sur toutes les cartes européennes, comme une partie de la Russie ; que des traités, à nous inconnus, ont dû être signés entre la Russie et la Turquie, et ont prétendu céder aux Russes ces guerriers qui les font trembler, et ces montagnes où ils n'ont jamais posé le pied ; que la Russie soutient en Occident que les Circassiens sont ses esclaves, ou bien des

hordes de sauvages bandits qu'aucune bienveillance et aucune loi n'humanise.

Nous protestons très solennellement, à la face du ciel, contre ces ruses et ces faussetés indignes d'un homme ! A des paroles, nous répondons par des paroles, mais c'est la vérité que nous opposons au mensonge ; car depuis quarante ans nous protestons victorieusement contre de pareilles accusations par les armes, cette encre à notre usage, comme le sang que nous avons versé, déposent en faveur de notre indépendance. Et voilà des témoignages émanés d'hommes qui ne reconnaissent d'autorités que celles instituées par leur pays, d'hommes qui ne s'entendent pas en argumens subtils, mais qui savent se servir de leurs armes dès que les Russes se trouvent à une distance où l'on puisse les atteindre.

Qui a le pouvoir de nous céder à la Russie ? Nous déclarons vouloir être vassaux du sultan ; mais s'il est en paix avec la Russie, il ne saurait accepter la foi de ceux qui sont en guerre avec elle. Notre hommage est une offre volontaire, le sultan ne peut pas le vendre, puisqu'il ne l'a pas acheté.

Puisse une grande nation comme la nation anglaise, vers laquelle nous tournons nos regards, et nous élevons nos mains, ne pas songer à nous du tout plutôt que de nous faire injustice. Qu'elle n'ouvre point son oreille aux intrigues du Russe, tandis qu'elle la fermerait à la prière du Circassien ! Qu'elle ne prononce que sur des faits son jugement entre le peuple qu'on appelle sauvage et barbare, et le calomniateur de ce peuple !

Nous comptons quatre millions d'âmes, malheureusement nous avons été divisés en beaucoup de tribus de différens langages et croyances religieuses ; il y a chez nous

diversité d'usages, de traditions, d'intérêts, d'alliances et de querelles. Nous n'avons eu jamais jusqu'ici un but unique, mais nous possédons cependant un mode de gouvernement et nous ne sommes pas sans habitudes d'ordre et de soumission. Le chef que se choisit chaque corps d'hommes armés pendant la guerre, est fidèlement obéi; nos princes et nos supérieurs nous gouvernent d'après les usages de chaque canton, avec plus d'autorité peut-être que cela n'a lieu dans les Etats plus puissans qui nous entourent. Mais comme nous manquons d'un chef suprême parmi nous, après avoir dominé dans l'Orient, nous en étions toujours réduits à porter notre choix sur des princes étrangers. C'est ainsi que nous nous sommes soumis volontairement à la domination des khans de la Crimée, et plus tard à celle des sultans de Constantinople.

La Russie s'est efforcée, toutes les fois qu'elle a subjugué une partie de notre territoire, ce qui arrivait de temps à autre, de nous réduire à l'état de serfs, de nous enrôler dans son armée, de faire servir nos sueurs et notre sang à augmenter ses richesses, lui gagner des batailles et soumettre à l'esclavage nos propres compatriotes et corréligionnaires. Une haine profonde s'est donc établie entre nous, le sang ne cesse de couler, autrement, nous nous serions soumis depuis long-temps à un chef moscovite.

Ce serait un long et triste récit que celui des actes de cruauté, des manques de foi, des promesses violées par la Russie; comment elle a cerné de tous côtés notre pays, intercepté nos approvisionnemens et notre commerce, fait tomber sous le couteau des assassins les derniers rejetons de nos anciennes familles pour nous priver de nos chefs naturels, exterminé des tribus et des villages entiers, acheté

les agents perfides de la Porte ; comment elle nous a réduits à la pauvreté, et nous a poussés, par les horreurs commises, à la haine et à l'exaspération contre tout le monde , tandis que , par ses mensonges , elle nous dégradait aux yeux des nations chrétiennes de l'Europe.

Nous avons perdu les ressources qui autrefois pouvaient faciliter la réunion de centaines de mille hommes sous les drapeaux, mais enfin nous sommes aujourd'hui unis comme un seul homme dans notre haine contre la Russie. Deux cent mille de nos compatriotes lui ont été définitivement soumis après de si longues guerres ; dans le reste, il n'y en a pas un seul qui soit volontairement à son service. Beaucoup d'enfans ont été volés, et beaucoup de fils de famille ont été pris en ôtage ; mais tous ceux qui pouvaient seulement se rappeler la patrie se sont échappés. Nous avons parmi nous des hommes qui ont été favorisés, flattés et honorés par l'empereur, et qui ont cependant préféré venir partager les dangers de leur pays ! Nous avons parmi nous des milliers de Russes qui préfèrent notre barbarie à la civilisation de leur pays. La Russie a bâti des forts sur plusieurs points de notre territoire, mais leur garnison n'ose s'aventurer au-delà de la portée du canon, et cinquante mille Russes qui ont fait dernièrement une incursion chez nous se sont retirés battus.

C'est par les armes, et non par des paroles qu'on peut conquérir un pays. Si la Russie nous subjugue, ce ne sera pas par la force ouverte, mais ce sera en nous coupant toutes nos communications, en se servant à cet effet de la Turquie et de la Perse, comme si ces pays lui appartenaient déjà ; c'est en nous rendant la mer inabordable, comme si elle était sa propriété ; c'est en bloquant nos côtes, en détruisant non

seulement nos propres vaisseaux , mais aussi ceux d'autres Etats qui voudraient communiquer avec nous ; en fermant tout débouché à nos produits , en nous empêchant d'acheter du sel , de la poudre et d'autres objets de première nécessité pour la guerre ainsi que pour notre existence ; en nous privant enfin de tout espoir.

Mais nous sommes indépendans , puisque nous sommes en guerre , et vainqueurs. Le représentant de cet empereur qui , en Europe , nous compte au nombre de ses esclaves , et marque sur la carte notre pays comme sien , a dernièrement fait des ouvertures aux Circassiens , non pour offrir un pardon à leur rébellion , mais pour négocier la retraite d'un corps de vingt mille Russes cerné par notre peuple , et pour traiter d'un arrangement relatif à l'échange des prisonniers.

(Dans notre prochain numéro nous présenterons à nos lecteurs une esquisse de l'état de la Circassie et des événemens récents arrivés dans ce pays , sans quoi on ne pourrait guère apprécier les effets de ce premier symptôme d'un esprit d'union se manifestant parmi ces populations , et toute l'importance de l'espoir qu'elles placent dans les sympathies de l'Europe. Ces sympathies , nées de l'indignation qui ne peut manquer de s'élever contre *leur* ennemi , qui nous a fait si éminemment ses dupes , exerceront sur les populations circassiennes une influence non moins importante.)

NOUVELLE PHASE

DU DISCOURS DE VARSOVIE.

Prusse, 6 décembre 1835.

« Le discours de l'empereur Nicolas à la municipalité de
« Varsovie continue, faute d'événemens importans, à former
« le sujet général de la conversation. Quelques personnes
« affirment que le gouvernement russe a l'intention de faire
« une enquête pour connaître quel est celui qui s'est donné
« la peine d'enregistrer les paroles de l'empereur et d'en faire
« ainsi un document en forme au profit des journaux. *Cela*
« *est considéré comme une violation de la liaison intime*
« *entre la Russie et la Pologne*; et l'on regarde comme de
« la dernière inconvenance qu'une réprimande, que l'empereur
« a jugé nécessaire de donner soit traduite sans sa permission,
« devant le forum de l'opinion publique¹. Car,
« disent-ils, si l'empereur l'avait désiré, le journal officiel
« de Varsovie aurait probablement été le premier à parler
« de ce discours, et aurait certes publié sa teneur avec plus
« d'exactitude qu'aucune autre feuille. Maintenant il paraît
« trait que l'empereur a voulu éviter cette publication par

¹ Ce qui est non moins inexplicable que le reste de cette affaire extraordinaire, c'est que les articles du *Journal des Débats*, non seulement circulaient en liberté à Saint-Pétersbourg, mais furent même répandus exprès en grand nombre. Depuis que ceci se trouve sous presse, la *Gazette de Saint-Pétersbourg* vient de les réimprimer,

« égard pour les Polonais, dont il ne faisait pas l'éloge; *cette*
« *espèce d'affaire de famille* n'aurait donc pas dû être
« mise au grand jour. Dans ce cas, un acte d'indiscrétion a
« certainement été commis. A Varsovie, M. Durand est cité
« comme celui qui a communiqué le discours de l'empereur
« aux journaux, et les organes de la presse française sem-
« blent partager ou du moins propager cette opinion. Ce-
« pendant il semblerait fort improbable que M. Durand,
« avec le caractère diplomatique dont il est revêtu en Polo-
« gne, et les sentimens politiques qu'on lui connaissait jus-
« qu'ici, ait agi d'une manière si contraire à ses propres
« idées. M. Durand est connu pour n'être pas un ami des
« Polonais. Pendant l'insurrection il penchait pour la Rus-
« sie, et nous nous rappelons comment il a été question de
« lui à la Chambre des Députés, et comment on y repro-
« chait au gouvernement d'entretenir un agent à Varsovie
« qui ne donnait aucun soin aux affaires des Polonais, et
« n'avait aucune sympathie pour eux. M. Durand a depuis
« toujours été traité avec distinction par la Russie. On
« trouve donc bien invraisemblable que M. Durand, se
« trouvant toujours dans la même position, ait tout à coup
« changé de manière de voir et d'agir, et il lui aurait con-
« venu moins qu'à personne de livrer à la publicité ce qui
« probablement n'était pas destiné à rester secret, mais ce
« qui aurait exigé la permission de l'empereur avant de
« pouvoir devenir un sujet de discussion; car, sans cette
« permission, et avant que l'empereur ait pu voir la ma-
« nière dont on avait rendu ses expressions, on sent qu'il
« n'était ni décent ni honorable pour un agent diplomati-
« que de compromettre son caractère dans les affaires des
« autres et d'exciter une fermentation dans les esprits.

« Ceux qui pensent ainsi ne paraissent pas avoir tort , et il
« faut avouer que si M. Durand avait en effet agi avec une
« précipitation si inconsidérée dans cette affaire , il aurait
« été vraiment blâmable. Il ne lui resterait autre chose à
« faire qu'à déclarer que c'est lui qui a envoyé le discours
« de l'empereur au *Journal des Débats* , et qu'il prend
« ainsi toute la responsabilité de cette communication. De
« cette manière au moins , d'autres personnes ne seraient
« pas suspectées et jetées dans un embarras que M. Du-
« rand n'a pas personnellement à redouter , tandis que ,
« dans le cas de son silence , l'enquête qu'on dit être or-
« donnée pourrait compromettre beaucoup de membres
« de la municipalité de Varsovie. »

(*Gazette universelle d'Augsbourg.*)

Ces remarques singulières , à l'occasion du discours de Varsovie , ont été faites à Berlin , capitale de cette Prusse , que nos journalistes débonnaires prétendent voir se détacher de l'alliance russe. Après nos observations précédentes , l'objet de cet article ne paraîtra guère un mystère , l'article lui-même confirme la justesse de nos prévisions , et nous craignons de manquer bientôt de place pour enregistrer tout ce qui servira à les confirmer. Comment donc ! une enquête pour savoir qui a donné de la publicité au discours ! Mais qu'a donc fait l'empereur en personne ? M. Durand a pu seulement lui servir d'agent en sous ordre , et *comme tel* envoyer le discours à Paris. On l'a fait connaître partout et d'autorité ; dans les versions destinées pour la Russie dominait le mépris pour l'Europe ; dans les versions envoyées à l'Occident , l'empereur a bien voulu se donner la peine d'effacer quelques passages offensans

pour la France et l'Angleterre ; mais généralement on s'est servi de toutes les voies possibles , excepté l'insertion dans la *Gazette officielle* , pour le répandre au sein de toute la Russie. Une communication en manuscrit a pu donner d'abord à ce discours plus de poids et d'intérêt ; d'ailleurs l'empereur ne s'est-il peut-être réservé la faculté de ne pas le faire publier dans les gazettes russes , qu'afin de mieux atteindre son but actuel , qui est de prendre de nouveau l'offensive contre l'opinion de l'Europe , de recommencer *de propos délibéré* ses insultes envers les Polonais , de remettre sur le tapis l'extinction de leur nationalité , de punir le gouvernement français pour les articles récents du *Journal des Débats* , peut-être même d'amener le rappel du résident français en Pologne , mesure qui donnerait au discours de l'empereur une importance inconcevable par rapport aux sentimens et aux espérances des Polonais , et que M. Durand s'empresserait de trouver juste, une fois que l'empereur l'aurait jugée telle.

On répand le bruit que le ministre russe à Berlin a demandé son rappel ; si le fait est vrai , il ne ferait que confirmer la prédiction que nous avons faite dans notre numéro précédent. La Prusse n'est peut-être pas préparée à aller *aussi loin* qu'on le voudrait , sans toutefois adopter une direction rétrograde. Lorsque le discours parvint à Francfort , les membres de la Diète jugèrent convenable de ne pas manifester d'abord leurs opinions. Puis ils commencèrent par dire qu'au bout du compte *il était bon que les intentions de l'empereur fussent connues*. Le seul ambassadeur de Prusse se prononça de suite et tout haut en faveur de la démarche impériale.

Le discours a produit une vive sensation sur la Diète de

Hongrie assemblée à Presbourg. Pour nous, nous entendrons jour et nuit quelque voix avertissante, quelque peuple subjugué ou menacé nous crier : « Rappelez-vous Sardes », jusqu'à ce qu'enfin nos ancres se trouvent une fois jetées dans l'Hellespont.

LE
PORTFOLIO

OU

COLLECTION

DE DOCUMENTS POLITIQUES

RELATIFS

A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.

—
TOME I.
—

N° 5.

Copie d'une Dépêche du prince de Lieven, en date de Londres,
le $\frac{4}{16}$ janvier 1829.

Dépêche du comte Pozzo di Borgo, en date de Paris, le $\frac{10}{22}$ dé-
cembre 1826.

Situation actuelle et avenir de la Circassie.

Suite d'observations sur le Discours de Varsovie.

Extraits de la *Gazette d'Augsbourg*.

PARIS.

TRUCHY, LIBRAIRE,
BOULEVARD DES ITALIENS, N° 18.

|| LE DOYEN, LIBRAIRE,
PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, N° 31.

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

1836.

La dépêche du prince de Lieven, que nous avons publiée dans notre numéro 4, montre ce que la Russie a gagné par son audace téméraire en apparence.

La dépêche que nous publions aujourd'hui, et qui remonte à une date antérieure de six mois, explique pourquoi la Russie a osé adopter une marche aussi hardie.

La ferme conviction qu'on y exprime sur l'impuissance où se trouve l'Angleterre, par suite de sa situation intérieure, d'entraver les projets de la Russie, est d'autant plus remarquable, qu'elle s'applique à l'époque de l'administration du duc de Wellington, époque, à laquelle comme nous allons le voir par les dépêches subséquentes, la Russie n'était pas encore le moins du monde rassurée sur les desseins et les décisions de l'Angleterre.

PARIS.
DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

ET CHEZ TOUTES LES LIBRAIRIES, RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

COPIE

D'UNE

DÉPÊCHE DU PRINCE DE LIEVEN

EN DATE DE LONDRES LE $\frac{4}{16}$ JANVIER 1829, N° 6.

Pour compléter les informations que j'ai l'honneur de transmettre aujourd'hui au ministère impérial, je crois de mon devoir de lui tracer en peu de mots le tableau de la situation des affaires intérieures du pays, au moment de la convocation du Parlement.

Le duc de Wellington a employé l'intervalle qui vient de s'écouler entre la dernière session et celle qui se prépare à grossir de tout son pouvoir le nombre de ses adhérens ; et, dans cet intérêt vital, il a employé plus de soins et d'adresse que tous ses prédécesseurs. Ne pouvant se dissimuler l'insuffisance de ses talens d'homme d'État et d'orateur, pour entraîner dans la sphère de ses opinions la majorité des Chambres, il a voulu se ménager du moins le nombre des votans par des moyens plus simples, et qui dans ce pays n'ont pas moins d'efficacité que dans tout autre. En effet, il prévoit qu'il lui sera impossible de laisser passer la session prochaine sans aborder la discussion des questions d'État les plus importantes. Ces questions avaient été ajournées dans les deux sessions précédentes, par suite des révolutions ministérielles qui avaient désorganisé les partis. Mais aujourd'hui les choses et les hommes ont repris

leur équilibre. Tandis que le Duc cherchait à fortifier le parti du gouvernement, le temps n'a point été perdu par ses adversaires, et s'il a acquis la supériorité de nombre, celle de talens est évidemment contre lui.

La question catholique est sans contredit celle qui lui présentera les plus graves difficultés, quel que soit le parti qu'il embrasse. On s'est occupé long-temps à découvrir quel plan il s'était tracé d'avance sur cet important objet. Mais quoiqu'il ait fait tous ses efforts pour dissimuler à cet égard ses intentions, il reste avéré qu'il n'a formé aucun plan quelconque, sinon celui d'attendre, pour adopter enfin l'opinion qui paraîtra devoir l'emporter. Cette conduite indiquerait sans doute peu d'énergie. Mais le cours de son administration prouve qu'en effet il a toujours hésité à se prononcer d'une manière positive, et que, quand les circonstances l'ont forcé à prendre une résolution, il ne s'est jamais arrêté qu'à des demi-mesures.

La marche qu'il a suivie dans les événemens du Portugal lui occasionnera probablement des discussions très épineuses. Les rapports qui unissent ce pays à l'Angleterre sont trop intimes, pour que ses affaires ne soient pas d'un intérêt, pour ainsi dire, national, et la politique incertaine et timide que le Duc a adoptée dans cette question, sera difficile à défendre.

Quant à notre guerre dans l'Orient, quelles que soient à cet égard les préventions du public en général, elle ne manquerait pas néanmoins de défenseurs parmi les membres les plus distingués des deux Chambres¹. La position

¹ Pour la vérification de ce pronostic, voyez la Dépêche du prince de Lieven dans le numéro 4 du *Portfolio*.

(Note de l'Éditeur anglais.)

favorable dans laquelle notre Cabinet vient de se placer à l'égard de l'Angleterre leur offrirait même, s'il le fallait, des armes puissantes pour combattre le gouvernement, et il leur serait facile de prouver toute l'impolitique des encouragemens donnés aux journalistes, pour aveugler la nation sur la véritable position respective des deux puissances belligérantes.

Une circonstance très favorable au Duc, c'est l'amélioration qui s'est introduite dans la prospérité nationale, d'où résulte un excédant de revenu de plus d'un million et demi sterling, sur celui de l'année dernière. Cet excédent provient, en partie, des réductions qui ont eu lieu dans le service; en partie, de l'accroissement considérable qu'a subi le produit des douanes et de l'accise; or c'est seulement de la première de ces causes que le Duc pourrait s'attribuer le mérite; quant à la seconde, l'honneur en appartient aux mesures d'économie politique adoptées par le dernier ministère. Mais comme la nation en général est peu susceptible d'entrer dans cette distinction, et que la question financière est pour elle la question vitale, le Duc, selon toute apparence, recueillera le mérite aussi bien que le fruit de l'ouvrage de ses prédécesseurs, et cette circonstance avantageuse disposera probablement la majorité du public en faveur de son administration.

En somme donc, M. le Comte, quoique le duc de Wellington n'ait point précisément de craintes sérieuses à former de la stabilité de son existence ministérielle, cependant sa position est assez hérissée d'obstacles pour qu'il évite de les compliquer gratuitement, et j'ose croire qu'il sera plutôt porté à concilier qu'à aigrir les esprits, à calmer qu'à soulever les orages. J'ai l'honneur d'être, etc.

favorable dans laquelle notre Cabinet vient de se placer à l'égard de l'Angleterre pour offrir même, s'il le fallait, des armes puissantes pour combattre le gouvernement. Il leur serait facile de prouver toute l'impolitesse des encouragements donnés aux journaliers pour aveugler la nation sur la véritable position respective des deux puissances bellicieuses.

Une circonstance très favorable au Duc, c'est l'amitié rationnelle qui est introduite dans la politique nationale.

Cette dépêche se rapproche beaucoup de celle du prince de Lieven. L'époque est importante à saisir, c'est le moment qui précédait immédiatement les complications des affaires de la Grèce. On ne pourra qu'admirer dans cette dépêche la précision des vues et l'élégance de l'expression. Le gouvernement de Russie y apparaît en observateur profond; il ne quitte ce rôle que sur deux points, où il est partie intéressée : c'est d'abord dans ses réflexions sur la presse, puis dans les affaires de l'Espagne; la politique invariable de la Russie consistant toujours à pousser la France à venir absorber toute son activité dans les agitations de la péninsule. Par là, en effet, on dirigeait l'attention de la France exclusivement vers l'occident, on épuisait ses ressources matérielles, on diminuait enfin sa considération politique.

le fruit de l'ouvrage de ses prédécesseurs, et celle de ses propres avantages disposés précédemment la majorité du public en faveur de son administration.

En somme donc, M. le Comte, quoique le Duc de Welington n'ait point précisément de grandes vertues à former de la stabilité de son existence ministérielle, cependant sa position est assez brillante d'obstacles pour qu'il évite de les compléter gratuitement, et j'ose croire qu'il sera plutôt porté à concilier les esprits à calmer qu'à soulever les orages. C'est un honneur d'être, selon

COPIE

D'UNE

DÉPÊCHE DU COMTE POZZO DI BORGO,

EN DATE DE PARIS, LE $\frac{10}{22}$ DÉCEMBRE 1826, N° 142.

LES circonstances générales, celles qui se réfèrent en particulier aux relations entre les cabinets de Londres et de Paris, eu égard à la péninsule, l'ouverture des Chambres, et la manière différente et souvent opposée dont les journaux et les autres productions de la presse représentent tous ces objets, me font un devoir de soumettre à Votre Excellence quelques observations sur l'ensemble de toutes ces affaires, ainsi que sur la situation de la France, et celle des hommes qui la gouvernent.

Malgré les alarmes qui s'élèvent de toutes parts pour annoncer des dangers et des troubles intérieurs dans ce pays, quiconque veut bien apprécier sa position parviendra à se convaincre qu'il n'existe aucun motif grave de les partager pour le moment.

La France est forte du nombre de ses habitans, de la contiguïté de son territoire, de ses ressources, et j'ajouterai de ses institutions, surtout si elles étaient exécutées et entendues dans un esprit de bonne foi d'un côté et de modération de l'autre.

Ces avantages sont contre-balancés, à la vérité, et même affaiblis par une sorte d'inefficacité, si j'ose m'exprimer ainsi, dans laquelle le Roi se laisse choir insensiblement; par l'encouragement donné au zèle inconsidéré d'un clergé exalté et encore ignorant; par l'action des hommes désignés sous le nom de congréganistes, qui allient l'ambition à une sorte de piété affectée, et qui compromettent la personne du Roi, censé de les favoriser en secret; par le manque de dignité et de considération dans le premier ministre, par la jalousie inquiète avec laquelle il éloigne les talens dont il pourrait s'aider; par la condescendance, dégénérée en abjection, des Chambres, et enfin par la malignité avec laquelle toutes ces fautes sont présentées et exagérées aux yeux du public, moyennant les cent bouches de la critique et de la haine, qui les proclament tous les jours.

Les inconvéniens dont je viens de faire l'énumération, ôtent au gouvernement une partie de ses forces, mais ils ne parviendront pas à le renverser. Le parti même, qui tâche de s'en prévaloir, ne l'espère pas, quoique ce soit pour ce motif seulement qu'il n'ose pas le tenter.

La session qui vient de s'ouvrir ne manquera pas de discussions vives et amères, mais la conclusion sera conforme au désir du ministère. La majorité des Chambres est composée de telle manière, qu'elle ne saurait, et surtout ne voudrait pas lui échapper.

Cet avantage est grand, et dans un gouvernement représentatif il est même une condition de l'existence de tout ministère, quel qu'il soit, mais il ne remplit pas toutes les conditions de sécurité et de force. Les majorités dans les Chambres, pour être utiles, doivent répondre aux senti-

mens des peuples qu'elles représentent, ou leur inspirer ceux qu'elles professent et servir de modèle et d'exemple, pour faciliter au gouvernement la libre disposition des ressources de la nation. Sans ce résultat elles ne sont qu'une simple formule, nécessaire à la confection de lois, regardées comme indifférentes ou odieuses. Malheureusement ces inconvéniens se réalisent ici en partie, et ils sont en effet la cause de toutes les inquiétudes qui ôtent à la royauté son énergie, et prêtent des armes à ceux qui ne visent qu'à la compromettre et à l'attaquer.

Dans un temps de paix, et lorsque d'un côté on ne demande aucun sacrifice extraordinaire, et que de l'autre il n'existe aucun besoin journalier qui ne soit satisfait, il est difficile que le mécontentement aille jusqu'à la révolte, et que la critique dégénère en rébellion ; mais si les circonstances devenaient plus sévères, quel qu'en fût le motif, alors on reconnaîtrait sa propre faiblesse morale, au milieu des immenses ressources matérielles dont on dispose.

Le discours du Roi a signalé les objets qui formeront le sujet des débats et des délibérations des Chambres. Des personnes bien intentionnées et prudentes auraient désiré de ne pas agiter les questions relatives à la justice militaire. L'armée était habituée à celle qui existe et qu'elle a conservée avec la tradition de ses victoires. Les nouveaux réglemens, même en les envisageant comme meilleurs, donneront lieu à des discussions délicates. Les ennemis de l'ordre en général, et peut-être ceux des ministres en particulier, s'en prévaudront pour pervertir l'esprit des militaires autant qu'il sera en leur pouvoir ; et malgré qu'ils ne parviendront pas à opérer tout le mal qu'ils désirent, la moindre portion sera d'autant plus nuisible, qu'elle ne sera

contre-balancée par aucun avantage, et qu'il n'était pas indispensable de s'y exposer.

La loi sur la liberté de la presse deviendra, je crains, un autre brandon de discorde. Votre Excellence sait combien j'ai toujours pensé que la faculté illimitée d'en user était encore de long-temps incompatible avec l'ordre en France. Le duc de Richelieu et ses collègues, quoique accusés de modérantisme, ont constamment soutenu cette doctrine; et leur persévérance à ce sujet a été une des armes dont les soi-disant royalistes par excellence, réunis aux libéraux et aux révolutionnaires, se sont servis pour les faire tomber.

Le chef des fauteurs de cette dangereuse doctrine était le roi actuel. Du vivant de son frère, il voulait un ministère selon son cœur, et pour l'obtenir il se compromettait dans une question plus forte que tout, lorsqu'une fois elle serait admise. Ce funeste triomphe le mena au pouvoir avant d'arriver au trône. Cependant Louis XVIII rétablit de nouveau la censure. Elle existait lorsque Charles X prit la couronne.

Les engagements antérieurs, les professions de foi, le manque d'énergie qui empêche d'avouer et de corriger une faute commise, lorsque sa continuation en augmente les inconvéniens, entraînèrent le Roi à rétablir la liberté, contenue par une loi destinée à en arrêter ou à en punir les écarts.

Dans la situation où la France se trouvait et où elle est encore, la loi, pour ce qui concerne la presse, n'est qu'un moyen subsidiaire. Le principal consiste à gouverner avec une grande supériorité de vues, à ne pas déchoir par des défauts de caractère, par des faussetés et des puérilités

habituelles dans la considération du public ; à ne pas contracter l'esprit de secte qui n'est pas celui de la religion ; à s'abstenir de traiter la France comme si elle était païenne ou idolâtre, et surtout à s'affectionner les tribunaux en général, et la Cour de Paris en particulier, parce que, ne pouvant pas user du pouvoir absolu et n'ayant d'autre arme contre les méchans que celle de la magistrature, il fallait la mettre dans ses intérêts, et adopter un système auquel elle aurait pu s'associer sans blesser les devoirs de son état.

Ces règles de conduite ont été, ou négligées en grande partie, ou bien on en a suivi d'autres diamétralement opposées. De là la licence et la confusion, à laquelle on voudrait remédier aujourd'hui. Tous les bons esprits sentent qu'il est indispensable d'arrêter le débordement actuel, mais ils craignent en même temps qu'en donnant trop au Roi, — dans les dispositions qu'on lui suppose, de vouloir en user pour agrandir le jésuitisme, et pour se barricader, pour ainsi dire, dans le cercle étroit où il s'est renfermé au milieu de la France, un pareil abus n'en amène d'autres, qu'ils appréhendent encore davantage que ceux qui existent et qu'ils avouent.

Une loi présentée et débattue sous de tels auspices sera molle, ambiguë et par conséquent inefficace. Une plus grande confiance, de la part du public et des tribunaux, dans les hommes qui gouvernent et dans le Roi, pourrait seule lui donner, dans le cours de son exécution, l'énergie qui manque à sa conception première ; mais cette confiance est encore loin d'exister, et je doute qu'en continuant dans les errements suivis depuis environ quatre ans, elle parvienne jamais à s'établir à un point désirable.

Les finances sont dans un état suffisamment prospère, si l'on considère la grandeur des recettes et leur progression successive; cependant il existe tant de dépenses non nécessaires, devenues habituelles, qu'il ne reste que des supplémens incomplets pour d'autres qui sont indispensables et vitales. Les forteresses anciennes sont réparées avec une lenteur qui les tient encore dans un état d'imperfection et par conséquent de faiblesse, surtout eu égard au perfectionnement de celles élevées sur la frontière *opposée*; les grandes routes se dégradent; l'armée elle-même et la marine sont sur un pied qui attend des augmentations et des améliorations, sans lesquelles il deviendrait impossible de les faire agir avec l'ensemble et la force indispensables à leur action et à leurs mouvemens.

J'ajouterai que les finances d'un royaume tel que celui-ci, qui se composent de ressources réelles et de crédit, dépendent beaucoup du sentiment de la sécurité politique, de la tranquillité intérieure, et par conséquent de la stabilité de son gouvernement. Sans doute celui de la France remplit une partie de ces conditions, même malgré ce que je viens d'observer sur ce qu'il laisse à désirer; mais cette position est dépendante, en quelque sorte, de la continuation de la paix. Une guerre sérieuse et les sacrifices qu'elle imposerait, donnerait lieu, je crains, à tous les effets de la frayeur des capitalistes, de l'indifférence d'une grande portion de la nation et des sentimens révolutionnaires de beaucoup d'autres.

Les événemens de la péninsule sont survenus et ont compliqué encore davantage une situation aussi délicate. M. Canning, qui l'a examinée durant son séjour à Paris, et qui l'a peut-être jugée plus faible et plus dangereuse

qu'elle n'est, vient d'abuser des connaissances qu'il avait acquises en insultant la France avec audace et mépris.

Sans doute le gouvernement français agit prudemment en dissimulant les injures qu'on lui adresse, et en évitant de se compromettre, mais cet aveu nécessaire de sa faiblesse est loin de le rendre populaire ou respectable.

Ceux qui sont oubliés ou froissés ne manquent pas de lui imputer l'abaissement de la France, non pas parce que ses malheurs passés l'ont dépouillée des moyens capables d'obliger sa rivale à la ménager, mais parce que selon leur dire et leur sentiment, le Roi n'est pas dans la nation, placée, par la faute de son chef légitime, entre l'humiliation et la révolte.

Aussi long-temps que ces germes de mécontentement ne seront pas fécondés par la guerre, l'administration suffira pour tenir les choses et les hommes dans l'état où ils sont. Nous verrions le contraire si la nation était exposée à des dangers qu'elle ne pourrait surmonter que par des sacrifices.

Sans doute le roi d'Espagne ou ses conseillers ont les torts les plus évidens, mais leurs torts ne font que rendre plus sensibles les coups qu'on leur porte.

Lorsque, par une combinaison de circonstances malheureuses, le chef de la famille des Bourbons est obligé à s'élever contre ses membres, non pas comme un supérieur qui avertit et corrige les siens des erreurs qu'ils commettent, mais comme l'instrument d'une puissance qui les menace et les avilit tous, leur considération commune s'amointrit, et l'existence même s'use au point de ne pouvoir plus soutenir le choc d'aucun événement extraordinaire.

Cet état de choses est dû en partie au relâchement du système européen, après l'heureuse victoire remportée par les monarchies contre les révolutions dans la péninsule¹; il est dû encore plus directement au manque de capacité de M. de Villèle qui, malgré son intelligence naturelle, n'a jamais pu ni voulu comprendre que la liberté des mouvements politiques de la France dépendait de la manière dont serait administrée l'Espagne. Maintenant il avoue l'inconvénient, sans convenir de la faute, et ne pense, avec raison, qu'à s'accommoder avec la crise du moment, parce qu'il s'est mis dans l'impossibilité d'agir plus largement.

A mesure que la situation est délicate, il faudra augmenter d'intérêt et de soin pour la garantir des maux qui la menacent. La Russie a rétabli la monarchie française par ses armes; elle a continué à la protéger par sa générosité, elle la préservera, j'ose espérer, des embarras et des malheurs même qui semblent la menacer, par son influence et sa politique.

J'ai l'honneur, etc., etc.

Voilà de nouvelles indications sur ce que se proposait la Russie en forçant la France de remporter cette heureuse victoire dans la péninsule et en faisant du chef des Bourbons l'instrument de la dégradation de cette famille.

(*Note de l'Édit. angl.*)

L'air de protection qu'on prend dans cette démarche, et sur-
tant vers la fin, n'est pas une vaine fantaisie. Il n'y avait pas
long-temps que la France venait de faire marcher ses armées en
Espagne pour faire la possession de ce pays; et lorsque
dans les Chambres, la faible voix de l'opposition s'éleva contre
cette mesure, M. de Villèle qui aurait pu ne pas répondre,
tout en conservant sa dignité ministérielle, se fit d'ex-
primer qu'il n'agissait ainsi que par contrainte, et que les
troupes françaises n'avaient franchi les Pyrénées que pour
n'avoir point à combattre sur le Rhin. Voilà où fut le grand
triomphe de la diplomatie russe, triomphe plus brillant même
que celui d'avoir arrêté l'invasion de la péninsule. Un diplo-
mate russe pourrait-il donc parler avec plus de ménagemens,
qu'il ne l'a fait, d'une nation, chez laquelle un ministre faisait
valoir une menace de l'étranger comme une justification de sa
conduite, d'une Chambre, qui trouvait cette justification con-
venable, et d'un gouvernement, qui occupait la Péninsule parce
qu'il était menacé sur le Rhin, et qu'il avait une grande puis-
sance à côté de cette ligne en direction inverse du point où il
aurait dû se faire respecter? Tels sont parfois les résultats in-
croiables des intrigues diplomatiques, et lorsque M. de Villèle
était encore le ministre français avec lequel la Russie avait le
plus de peine à traiter, on s'expliquerait peut-être pourquoi on
demandait ici les motifs auxquels il n'a pu résister, et pourquoi
l'ambassadeur russe lui adressa des reproches flatteurs sous
quelques rapports.

L'air de protection qu'on prend dans cette dépêche, et surtout vers la fin, n'est pas une vaine forfanterie. Il n'y avait pas long-temps que la France venait de faire marcher ses armées en Espagne pour faire la police intérieure de ce pays ; et lorsque, dans les Chambres, la faible voix de l'opposition s'éleva contre cette mesure, M. de Villèle qui aurait pu ne pas répondre, tout en conservant sa majorité ministérielle, se hâta d'expliquer qu'il n'agissait ainsi que par contrainte, et que les troupes françaises n'avaient franchi les Pyrénées que pour n'avoir point à combattre sur le Rhin. Voilà où fut le grand triomphe de la diplomatie russe, triomphe plus brillant même que celui d'avoir amené l'invasion de la péninsule. Un diplomate russe pouvait-il donc parler avec plus de ménagemens, qu'il ne l'a fait, d'une nation, chez laquelle un ministre faisait valoir une menace de l'étranger comme une justification de sa conduite, d'une Chambre, qui trouvait cette justification concluante, et d'un gouvernement, qui occupait la Péninsule parce qu'il était menacé sur le Rhin, et qui lançait une armée puissante à cinq cents lieues en direction inverse du point où il aurait dû se faire respecter ? Tels sont parfois les résultats incroyables des intrigues diplomatiques, et puisque M. de Villèle était encore le ministre français avec lequel la Russie avait le plus de peine à traiter, on s'expliquera peut-être pourquoi on énumère ici les motifs auxquels il n'a pu résister, et pourquoi l'ambassadeur russe lui adresse des reproches flatteurs sous quelques rapports.

SITUATION ACTUELLE

ET

AVENIR DE LA CIRCASSIE.

Pour servir à expliquer la déclaration de l'indépendance de ce pays insérée dans le numéro 4 du *Portfolio*.

« L'opinion européenne nous a sacrifié le rivage oriental de la mer Noire. »

POZZO DI BORGO.

La principale tribu du Caucase oriental est la tribu des Lesguis, elle occupe le côté du Caucase qui regarde la mer Caspienne et comprend les districts du Daghistan, Jar et Belikhan. Elle est divisée en trois sections, dont l'une recevait des Russes une sorte de tribut (blackmail), pour se tenir tranquille ; cependant en général les Lesguis portent une haine implacable à la Russie. Ceux de Jar et de Belikhan ont des troupes russes cantonnées chez eux. Leur pays est plus accessible que le reste de cette chaîne du Caucase, et les Russes ont sacrifié un nombre infini de soldats en s'efforçant de les soumettre, mais avec le printemps et le feuillage ils reprennent leurs armes, tandis qu'en hiver, les arbres dépouillés ne leur offrant plus d'abri, la rigueur de la saison les fait descendre des hauteurs, et les oblige à une soumission apparente devant leurs ennemis qui occupent la plaine. En définitive, ils ont cruellement souffert ; la Russie a presque épuisé leurs forces et leurs ressources : plusieurs de leurs chefs

se sont réfugiés en Perse et en Turquie. Le blocus de douanes qui les étreint, comme le reste de la Circassie, les affaiblit par degrés ; mais quoique tranquilles à présent, il n'y a pas une véritable soumission de leur part, et au premier coup de main, ils sont hommes à rendre leur pays infranchissable. Derbend et Bacou sont les deux places maritimes régulièrement fortifiées que la Russie possède sur cette côte. Pendant la dernière guerre avec la Perse, trente mille Lesguis sont venus bloquer ces deux villes, mais sans obtenir de résultat, attendu que la mer était au pouvoir des Russes, et que les Persans ne pouvaient avoir là de vaisseaux de guerre. Les Lesguis peuvent fournir un nombre d'hommes considérable, nombre qui dépend d'ailleurs de la nature de la cause et des moyens de subsistance. Klaproth dit qu'un de leurs chefs, Nutshal, peut rassembler douze mille hommes, un autre, Khanboulas-Khan, six mille hommes et même plus en cas de nécessité ; dans les circonstances les plus favorables, ils pourraient réunir cinquante mille hommes.

C'est à travers leur pays que marcha Pierre I^{er} lors de la première invasion des Russes, et c'est là que se trouve le seul passage qui, outre le Vlady-Caucase, puisse être défendu efficacement avec cent hommes.

Les tribus qui occupent la chaîne du Caucase, depuis le Vlady-Caucase jusqu'à la frontière des Lesguis, ne craignent point les Russes, et la proximité de leurs rochers inabordables impose à ces derniers la nécessité de se tenir toujours en observation vis-à-vis d'eux : ces tribus se composent des Suidsgi, des Chenchis, des Kistis, et au midi, des Soans. Elles peuvent fournir quarante à cinquante

mille hommes. Une partie cependant de ces tribus habite les plaines des deux Cabardas, et les autres plateaux que les Russes ont soumis à leur puissance.

Les Ossétiniens sont parmi les tribus du Caucase les plus soumises à la Russie, ils obéissaient autrefois aux Circassiens; aujourd'hui les progrès des Russes les ont assujettis. Cette tribu habite principalement la ligne qui traverse le Caucase près du passage du Vlady-Caucase; elle y est organisée à l'instar des Cosaques. La Russie veut en retirer un grand profit pour vaincre la résistance des autres tribus, et bientôt elle aura vingt à trente mille Caucasiens à mettre en ligne contre leurs compatriotes. Cependant cet avantage pourrait encore aujourd'hui recevoir un échec soudain, et les ressources que la Russie a pris soin de préparer pourraient tourner contre elle. Les Ossétiniens comptent environ trente mille familles.

Nous arrivons maintenant à la dernière et la plus importante partie de la population caucasienne, les Cherkesses ou Circassiens, et les Abazeks, population de plus d'un million et demi d'âmes, supérieure aux autres par son nombre, par son intelligence, par sa position, par ses relations avec l'étranger, par son activité commerciale, enfin par la part, si l'on peut s'exprimer ainsi, qu'elle prend aux conquêtes et à la politique du dehors. L'influence que ces montagnards exercent sur les destinées de l'orient est vraiment remarquable : les Mamelucks, rois de l'Égypte, étaient Circassiens; vers le même temps, des princes circassiens régnaient sur la partie centrale de l'Asie-Mineure et de la Mésopotamie. A toutes les époques, et jusqu'à ce jour, les hommes les plus distingués en Turquie, en Syrie, en Égypte, ont été et sont des Circassiens, le seraskier-pa-

cha, par exemple, Achmet-Pacha, Halil-Pacha, Reschid-Pacha, etc. La beauté de leur race fait que les femmes et les mères dans toutes les familles illustres de l'orient sont des Circassiennes. Les khans de la Crimée faisaient élever leurs enfans dans les montagnes de la Circassie, ainsi que cela est d'usage encore aujourd'hui chez les autres tribus de cette contrée.

Ces particularités de l'histoire de la Circassie sont des faits évidens, quoique nous ne possédions pas les renseignemens nécessaires pour nous en expliquer les causes. Un développement des organes physiques et intellectuels (quoique ces derniers manquent de culture) supérieur à celui des autres peuples de l'orient, joint à des habitudes de savoir-vivre et d'éducation puisées en quelque sorte avec le lait maternel, ont produit chez la race des Circassiens cette élasticité d'esprit, cette douceur et cette politesse de caractère, enfin cette énergie de volonté, qualités qui n'ont pas changé depuis cinq cents ans, et qui servent à expliquer la puissance et l'autorité que les Circassiens ont exercée au dehors, ainsi que la réputation qu'ils ont su se conserver jusqu'à nos jours. C'est un peuple bien difficile à peindre, parce que nous ne le connaissons pas assez, et que nous ne trouvons rien de semblable et d'analogue à ses traits distinctifs dans les hommes sur lesquels nous sommes habitués à établir nos comparaisons. Si l'on pouvait se figurer, et combiner dans un seul individu, le sauvage et intrépide montagnard, le paysan illettré, et en même temps l'homme civilisé du grand monde, cette combinaison approcherait peut-être encore le plus de la personnification d'un Circassien, c'est-à-dire de la réunion du courage et de la barbarie dans la chaleur du combat, de

l'intégrité dans l'observation des contrats civils et des stipulations militaires, de l'ignorance dans l'application de l'esprit aux combinaisons scientifiques, de l'amabilité, de la courtoisie et de la délicatesse de sentimens dans les relations sociales ordinaires.

On se demandera tout naturellement pourquoi un peuple, avec de pareilles dispositions, avec cette force numérique et cette position favorable ne s'est pas fait un nom et une fortune comme nation puissante et indépendante? Certes, les élémens n'ont pas manqué, l'ensemble seul a manqué; ce n'est pas d'ailleurs un service de peu d'importance rendu par les Circassiens à l'intérêt public de toutes les nations, que celui d'avoir, pendant un demi-siècle et presque seuls, su résister aux forces et aux intrigues de la Russie. Un autre motif encore explique pourquoi les progrès des Circassiens en civilisation et en puissance n'ont point répondu à leurs moyens, et ce motif, c'est leur isolement du reste du genre humain, entourés comme ils sont par des baïonnettes russes, épiés par des geôliers russes, ne touchant qu'à la mer Caspienne et à l'Euxin, qui sont des lacs russes, à la Géorgie, qui est russe, et à la Russie elle-même. Ajoutons que leur langue ne possède ni grammaire ni alphabet, que cette langue a plusieurs dialectes, tous ignorés des autres peuples; remarquons enfin à quel degré d'irritation contre le genre humain les pousse la conduite de la Russie, et quelle mauvaise opinion cette même puissance répand sur leur compte! Ce peuple, en outre, est partagé en deux grandes divisions, les Cherkesses et les Abazeks, et quoiqu'on puisse les envisager comme plus ou moins unis dans leurs relations extérieures, leur rivalité subsiste toujours. La force numérique de ces deux subdivi-

sions est presque la même , et sur une ligne de plus de cent lieues , elles occupent deux lisières étroites , les Abazeks du côté de la mer Noire , les Circassiens sur le revers du Caucase. Les causes de jalousie les plus légères agissent avec force et sans relâche sous l'empire de pareilles circonstances , et l'absence d'un système général paralyse tout ensemble. Quelle occasion d'ailleurs pour la Russie de semer et d'entretenir les dissensions !

Cependant les progrès de la Russie , l'augmentation de sa prépondérance , le sentiment d'inquiétude résultant de l'abaissement de la Turquie *sur leurs derrières* , la découverte de plusieurs intrigues russes , des opérations militaires alarmantes pour leur sûreté , les assassinats commis sur plusieurs chefs , l'extinction enfin de tout commerce par mer et par terre¹ , ont convaincu ces peuples caucasiens du besoin de l'unité , de la combinaison et de l'harmonie de leurs démarches , mais une difficulté subsiste , c'est de savoir à quelle tribu doit appartenir la direction. Une sorte d'autorité centrale caractérisait le pouvoir du pacha turc résidant dans ce pays , mais la politique clairvoyante de la Russie n'a pas tardé à sentir ce qu'elle gagnerait à écarter cette autorité , tout faible et tout insuffisante qu'elle était. Le traité de Bucharest stipula l'abandon des forteresses turques le long de la côte orientale de la mer Noire. Ce traité permit à la Russie de retirer à l'heure

¹ Nous apprenons par la correspondance de Constantinople du *Times* , que dans une assemblée récente , les Circassiens ont déclaré l'usage du sel crime de haute trahison , puisque le sel , leur venant de la Russie seule , paraissait être employé comme moyen de corruption politique.

(*Note de l'Édit. angl.*)

du péril tous ses régimens de la frontière turque (telle était la confiance qu'inspirait la Porte). Tout le monde connaît ce que devinrent les stipulations de Bucharest à la charge de la Russie ; mais en découvrant la trahison dont cette puissance se rendit coupable , on n'a pas su apprécier combien les intérêts vitaux des Circassiens en souffrirent. La Turquie ne les abandonnait pas encore , et ce n'est que lorsque le traité du 6 juillet permit à la Russie de parler *au nom de l'Europe* , que la Porte se vit forcée de se démettre de son autorité administrative sur ces pays. Depuis cette époque , la Russie a pu , pour la première fois , porter une armée en Asie pour soutenir sa campagne sur le Danube et paralyser entièrement les opérations militaires des Turcs. Puis vint le traité d'Andrinople , qui sanctionna la possession de ces contrées par la Russie.

Le même caractère et les mêmes sentimens sont communs , quoiqu'à différens degrés , à toutes les tribus des montagnards , à tous les habitans des plaines situées au sud du Caucase , à toutes les populations , enfin , nominalement sujettes de la Perse et de la Turquie , et répandues sur la chaîne de l'Ararat opposée au Caucase.

Pour apprécier les considérations qui dirigent la Russie dans ses vues sur les pays caucasiens , et avant d'examiner la résistance qu'ils peuvent lui opposer , ou les forces qu'elle doit employer pour les subjuguier , nous devons remarquer combien la Russie gagne *en prévenant toute agression de leur part* , et combien il est de son intérêt d'arrêter le progrès de toutes relations qui tendraient à réunir les différentes tribus de ce pays ; car alors la Circassie ne se présenterait plus devant elle dans la position d'une étroite chaîne de montagnes , gigantesque , il est vrai , mais isolée

et pouvant être attaquée des deux côtés , mais bien comme une barrière formée d'une masse d'hommes et de montagnes qui , dans le cas où elle ne saurait être dangereuse pour la Russie , défierait au moins toutes ses forces. Les intrigues qui assurèrent à la Russie le droit d'héritage à la couronne de Géorgie , et l'habileté qu'elle déploya pour y joindre la possession du reste du pays de plaine situé au-delà du Caucase , valurent à la Russie ce que ses armes *n'auraient jamais pu lui procurer*, la placèrent au-delà du Caucase sur les frontières de la Perse comme de la Turquie, et *entre ces deux frontières*, et la mirent en contact et en relation avec ces provinces limitrophes , où l'autorité affaiblie des deux gouvernemens musulmans ne s'étend que pour perpétuer leurs luttes.

Ce terrain , neutralisé en quelque sorte vis-à-vis de la Russie , s'étend jusqu'aux limites de la Syrie , englobe les sources et une partie du cours de l'Euphrate et du Tigris , et touche aux nouvelles possessions de Méhémet-Ali. L'état de ces provinces ne cesse d'agiter la Perse et la Turquie , fournit continuellement des prétextes à des dissensions et à des dangers de guerre , exerce de l'influence sur les relations de Méhémet-Ali et de la Porte , et offre à la Russie (sans parler d'autres considérations) les moyens de tenir en échec toute l'Asie-Mineure en cas de guerre avec cette dernière puissance. Nous indiquons l'importance de ce pays pour démontrer le but que la Russie s'est proposé en arrachant à la Turquie les districts dernièrement cédés dans l'Asie-Mineure (districts , soit dit en passant , qui ne se trouvent qu'à neuf milles du chemin par lequel nous entretenons nos relations actuelles avec la Perse) , ce but consiste à s'assurer la position où , ayant derrière elle le Caucase,

la Russie est solidement établie en Géorgie et commande la mer Caspienne d'un côté, et la mer Noire de l'autre. Toutes ces positions ne sont d'ailleurs importantes que parce qu'elles permettent à la Russie *d'aller au-delà*, quoiqu'elle n'ait pas définitivement soumis les Circassiens et le Caucase. Nous ne nous sommes étendus que sur les moyens de désorganisation dont la Russie dispose à l'égard des pays dont il est question, il resterait à parler des avantages militaires qui en résultent pour elle contre la Turquie et la Perse, et du pouvoir moral attaché à un système, plaçant du côté de la Russie tout ce qui assure la suprématie, et du côté des deux puissances musulmanes tout ce qui amène l'asservissement. Relativement à la Perse, la Russie n'a plus même besoin d'employer des moyens physiques pour disposer de ce pays, qui se trouve pour ainsi dire dans sa main, et qu'elle peut écraser à volonté.

Tous ces résultats sont subordonnés cependant à la neutralisation de cette vaste barrière de rochers qui s'étend de la mer Caspienne à l'Euxin, et, chose singulière ! jamais on n'a tenu compte de ces rochers et de leurs habitans, lorsqu'il s'agissait d'apprécier les forces et les moyens d'agression de la Russie ; on n'a pas même réfléchi sur ce sujet en raisonnant sur l'état de la Turquie, et en calculant les chances et les moyens d'une invasion russe aux Grandes-Indes.

Nullement découragés de ce que nos opinions diffèrent de celles de tant d'autorités, nous nous permettrons de soutenir, que le Caucase et ses populations ont plus occupé la pensée, épuisé davantage les trésors, et plus éveillé les inquiétudes de la Russie qu'aucun autre pays, à l'exception tout au plus de la Pologne et de la Turquie.

Notre assertion ne paraîtra peut-être pas trop hardie, si l'on compare les nouvelles les plus récentes de Pologne et de Circassie, si l'on examine la singulière coïncidence du discours de Varsovie avec l'époque à laquelle vingt mille Russes se sont trouvés repoussés sur les rives [du Kouban.

Nous nous arrêterons ici pour le moment. S'il nous a été donné de produire quelques faits capables d'appeler les éclaircissemens sur une partie même insignifiante d'une vaste et importante question ; si nous avons pu présenter quelques vues utiles, nous éprouverons une véritable satisfaction d'avoir agrandi par une faible source le cours d'un torrent majestueux ; mais nous espérons en outre avoir fait mieux que cela, avoir jeté les premières notions sur un sujet nouveau, qui portera plus d'un lecteur à réfléchir sur l'ensemble de ses convictions politiques antérieures, et à embrasser avec plus de simplicité le caractère de cette question, où un fait remarquable et récent sert à la fois d'exemple et d'explication. Si nous-mêmes nous devons citer une des nombreuses considérations qui ne manqueront pas de surgir d'un pareil examen, nous dirions que les progrès de la Russie étant dus plutôt à la ruse qu'à la force, sa puissance est plutôt apparente que réelle. Les sacrifices faits par l'Angleterre, on doit les attribuer bien plus à l'ignorance qu'à la faiblesse : son inaction actuelle n'est due aussi qu'à une évaluation trop légère de ses forces comparativement aux forces apparentes de la Russie. Le gouvernement russe fut toujours actif au suprême degré, sa position actuelle est la conséquence de cette tension de muscles qu'il se donne en comptant d'ailleurs sur l'apathie de ses adversaires. La supériorité de la Russie sur l'Angle-

terre, telle qu'elle apparaît aux populations de l'orient, n'a donc pas plus de réalité au fond que la supériorité d'un nain se rehaussant sur la pointe de ses pieds vis-à-vis d'un géant couché et se reposant de toute sa longueur.

(Une idée fausse et singulièrement ridicule se trouve dans un journal du soir; on dit que dans l'intérieur de l'empire russe il y a beaucoup de tribus demi-indépendantes et demi-sauvages, *qui sont la source d'une grande faiblesse*. On aurait de la peine à s'expliquer comment a pu naître une idée aussi incompréhensible, si le titre de la feuille qui l'émet n'était pas « The Courier!... »)

SUITE D'OBSERVATIONS SUR LE DISCOURS DE VARSOVIE.

Saint-Pétersbourg, 3 décembre.

Après la version donnée par le *Journal des Débats* sur le discours prononcé par S. M. à Varsovie, on lit dans cette feuille des déclamations aussi haineuses que perfides contre ce monarque. Ces déclamations sont en opposition directe avec les principes d'ordre et de stabilité professés depuis quelque temps par cette feuille. Nous sommes autorisés à reproduire l'article du *Journal des Débats* pour lui donner de la publicité en Russie.

Cette publication est la seule réponse que mérite cet article ; elle en est aussi la critique la plus amère, puisqu'elle fournit la preuve du dédain avec lequel on traite ici les attaques d'une haine impuissante contre les actes ou les paroles de l'empereur. Le langage de S. M. à Varsovie sera accueilli en Russie, comme toutes les paroles de ce monarque, avec des sentimens non équivoques de fidélité et de dévouement national. En Pologne, il a été entendu avec la conviction intime qu'il était l'expression d'une vérité sévère, mais salutaire. Ce n'est pas en flattant les passions populaires que l'on peut assurer la paix. — Pour assurer le bien-être de ses sujets de Pologne, il fallait que l'empereur proclamât ces vérités : « Soyez fidèles à vos devoirs, et vous pourrez faire oublier le passé. Veillez vous-mêmes au repos de votre patrie, préservez-la de la propagation des écrits

séditieux, et vous consoliderez ainsi son bien-être. Élevez vos enfans dans des sentimens de religion et de fidélité aux autorités ; c'est ainsi que vous pourrez assurer leur bonheur. Soyez vous-mêmes les dépositaires de la paix de votre ville, et la citadelle d'Alexandre ne sera là que pour vous protéger : sinon, vous attirerez sur vous des malheurs incalculables. »

Telles sont les vérités que l'empereur a été forcé de faire entendre à la municipalité de Varsovie. Il a encore ajouté ces paroles mémorables, supprimées avec soin par le *Journal des Débats* : « Depuis long-temps, j'ai pardonné les insultes dirigées contre moi et ma famille ; mon unique désir maintenant est de vous rendre le bien pour le mal, et d'assurer votre bonheur. *J'ai juré* devant Dieu de faire ainsi, et je ne suis pas homme à trahir mes sermens. »

Ces mots de pardon et de paix ont été prononcés à haute voix ; ils retentiront dans le cœur des Polonais fidèles à leur souverain et vraiment patriotes ; ils y verront, nous en avons l'espoir, un nouveau gage de la prospérité renaissante du royaume. Les ennemis de la tranquillité pourront seuls les défigurer ou les passer sous silence.

La nécessité où la Russie se trouve d'entretenir une armée nombreuse dans le voisinage de la Pologne, et d'élever une forteresse contre la ville de Varsovie, prouve que la Pologne est encore pour elle aujourd'hui un immense obstacle dans ses moyens d'action vis-à-vis de l'empire turc, et qu'elle paralyse infiniment tous ses mouvemens dans cette direction. Certes, en envisageant l'effet que peut produire l'attitude hostile en apparence de l'Angleterre sur

l'esprit des Polonais qui comprennent combien leur destinée est liée à celle de la Turquie, on s'aperçoit comment une expédition russe contre ce dernier pays pourrait mettre en danger l'existence même de l'empire, contre lequel tonnerait une explosion simultanée en Pologne et en Turquie. Il était donc nécessaire de détruire les espérances naissantes des Polonais; et quelle plus heureuse occasion a pu se présenter à cet effet que l'épisode de Varsovie, avec tout son accompagnement et toutes ses conséquences dramatiques? Nous voyons, par les dernières nouvelles, combien ce calcul a réussi; et ce que nous disent les feuilles publiques, du découragement qui s'est emparé des esprits en Pologne lorsqu'on y a perdu tout espoir de secours étranger, n'est que la suite très naturelle de ce qui vient de se passer dans ce pays.

Quant à ce qui regarde l'esprit russe, nous voulons développer ici une des considérations à laquelle nous avons souvent fait allusion, sans jamais nous y arrêter suffisamment.

Un changement s'est opéré dans le caractère des hordes sarmates depuis l'époque où elles ont envahi l'Europe pour la première fois. Elles étaient alors désunies; elles se composaient d'hommes libres; elles étaient indépendantes les unes des autres. Aujourd'hui elles se trouvent presque toutes réunies sous une seule autorité, soumises à une seule direction, à une seule discipline. Prises séparément, elles se trouvent avoir baissé dans l'échelle sociale de l'humanité; considérées comme nation, elles se sont élevées dans la balance du pouvoir; et outre ce qu'elles ont gagné en tactique et en ensemble, elles ont acquis, de plus, des moyens d'action diplomatique. Elles ne se bornent plus à envahir et à saccager; mais elles procèdent à un système ré-

gulier de conquête et d'incorporation, système dans lequel un discernement profond et une astuce inépuisable sont des armes plus efficaces que l'épée. Sous ce rapport, la puissance des tribus sarmatiques devient de plus en plus un juste sujet d'alarmes pour l'Europe, et ses conséquences s'offrent à nos regards de plus en plus terribles et humiliantes. Ce n'est pas seulement un choc hostile, ce sont des combinaisons insidieuses qui sont maintenant à redouter. Ce n'est plus l'instinct d'hommes peu civilisés, mais du moins *libres* et indépendans, qui se met à la place d'un despotisme expirant dans quelque empire prêt à crouler; ce sont les États les plus civilisés au monde qui se trouvent menacés de subir le plus dur vasselage.

Mais une circonstance sur laquelle nous voudrions attirer l'attention particulière de nos lecteurs, à l'occasion de sa liaison avec le discours de Varsovie, c'est qu'autrefois les tribus dont nous parlons étaient nomades, peu attachées au sol, et que possédant toujours des moyens faciles de transport d'un lieu à un autre, elles pouvaient se mouvoir en larges masses, et guider leurs pas où leur caprice leur offrait des terres plus fertiles, un climat plus doux ou un établissement plus avantageux.

Or le premier pas vers l'asservissement intérieur de ces tribus a été de les fixer dans des contrées données. Par cette mesure, on arrêta les mouvemens agressifs, sauvages et irréguliers de la part des Russes; mais on jeta aussi les bases d'un plus vaste plan de domination et de conquêtes, qui, à l'aide du temps et des circonstances, a produit les résultats que nous voyons aujourd'hui, et les dangers contre lesquels nous avons à nous prémunir.

La Russie n'a pas manqué d'apprécier les avantages et

les difficultés de sa nouvelle position. Son gouvernement en a profité pour se donner plus de consistance et de force. D'un autre côté, il lui devint difficile et même impossible de faire désormais des guerres agressives avec ces *levées en masse* qui caractérisent les expéditions des peuples barbares. Toutefois on a su conserver et développer autant que possible les avantages des deux organisations sociales les plus opposées, et c'est le sublime de la politique russe d'avoir combiné ainsi deux systèmes exclusifs en apparence, mais qui produisent les résultats les plus désirables, sans que leur efficacité réciproque vienne à en souffrir. « Sous
« ce rapport, dit le Mémoire inséré dans le numéro 2 du
« *Portfolio*, les peuples germaniques diffèrent des peuples
« slaves. Ces derniers connaissent beaucoup moins cette
« intime sympathie qui lie un homme au sol qui l'a vu
« naître, au toit qui l'a abrité, aux meubles qui l'ont servi.
« L'esprit national du Slave se règle moins sur les habi-
« tudes du foyer domestique, et sur l'opinion de ses conci-
« toyens les plus proches, que d'après l'influence des masses
« populaires vivantes et mobiles avec lesquelles il vit pré-
« sentement, qui parlent sa langue et partagent ses passions. »

Ainsi, quoique le gouvernement russe ait le pouvoir de disposer sans contrôle de toutes les forces, de toutes les ressources de l'État, il se voit cependant obligé, en cas de guerre offensive, de recourir au système qui lui est commun avec le reste de l'Europe. Il lui faut alors une marine, des armées, une intendance militaire, ressorts qui ne se meuvent qu'avec de l'argent, armées qui ne se recrutent plus par des levées en masse, mais au moyen de conscrits tirés d'une population qui, de son côté, se trouve appartenir en propre à un certain nombre d'individus influents.

Dans les derniers temps , le gouvernement russe dirigea toutes ses mesures pour accumuler des ressources pécuniaires , et organiser une pépinière de soldats qui se trouverait sous le contrôle immédiat de la couronne , et en dehors du reste de la population des serfs appartenant à la noblesse ¹. C'est à la masse de la nation néanmoins qu'il faut toujours qu'on s'adresse lorsqu'il s'agit de suppléer et de compléter les ressources destinées à une guerre étrangère ; et quelque attrayantes que puissent être les plaines de la Roumélie et de l'Anatolie , quelques richesses qu'étaient ces pays féconds en vins et en soies , la tâche d'exciter chez la masse des propriétaires une passion pour les conquêtes , et de les leur faire acheter aux dépens de leurs intérêts individuels et de la paix générale , n'est pas des plus faciles. Le gouvernement russe persiste cependant à y travailler avec une habileté infatigable et avec un succès étonnant. La révolution de Pologne , en provoquant chez les Russes un fanatisme national et religieux , a servi , sous ce rapport , les vues du cabinet de Saint - Pétersbourg. Aujourd'hui ce même cabinet tire parti de la haine croissante que l'Europe manifeste pour la Russie , à l'occasion des malheurs de la Pologne et des dangers de la Turquie , pour provoquer à son tour la haine des Russes contre l'Europe , et accélérer le moment où cette haine sera poussée assez loin pour faire succéder les actions aux paroles , et pour qu'on subisse alors

¹ Le gouvernement absorbe en outre , et tous les jours , les propriétés de la noblesse par un système de prêts sur hypothèque , que nous expliquerons à nos lecteurs , à la première occasion favorable.

avec joie ou même qu'on appelle avec enthousiasme les sacrifices inséparables d'une guerre agressive.

Le discours de l'empereur à Varsovie est un premier appel à la nation russe; et quoiqu'on n'ait pas perdu un moment pour le faire circuler, *on ne l'a publié officiellement que lorsqu'il a pu être accompagné des commentaires irritans de la presse française.*

EXTRAITS

DE LA GAZETTE D'AUGSBOURG.

LA RUSSIE ET L'EUROPE.

Les observations suivantes de la *Gazette d'Augsbourg*, ont une telle importance et contiennent tant de vérités frappantes, que nous les réimprimons ici, quoiqu'elles aient déjà paru dans plusieurs journaux anglais. S'il est agréable de voir cette réaction de l'Allemagne sur les organes de la presse britannique, il est plus satisfaisant encore d'y reconnaître un témoignage rendu à la justesse des opinions qui viennent de prendre racine en Angleterre, et de voir provenir d'une source si authentique la confirmation des faits sur lesquels ces opinions se fondent, faits si loin de nous, si peu observés, et si souvent représentés sous un faux jour.

Ces observations, quoique émanées de l'Angleterre, ont acquis un caractère nouveau par leur reproduction dans la *Gazette d'Augsbourg*. Nous les recevons donc en retour comme un métal qui a passé par les mains de l'essayeur, et qui a reçu la marque de son poinçon, faisant connaître à tous sa réelle valeur courante.

Augsbourg, 21 décembre.

« La *Gazette d'Augsbourg* contenait, dans plusieurs de ses feuilles supplémentaires, un article daté des bords du

Rhin, et intitulé : *La Russie et l'Europe*. Cet article démontre le développement graduel de la puissance russe, se fonde sur des faits qu'il prétend emprunter à un écrivain anglais¹, et, cherchant à confirmer l'opinion de Napoléon sur le danger dont la Russie menace l'Europe, il établit ses conclusions de la manière suivante :

« On nous répète continuellement les lieux communs de consolation qui doivent calmer nos craintes sur la puissance russe. Les Russes, nous dit-on, sont des Barbares, des hommes à demi sauvages, sans cette éducation civilisatrice qui donne à l'homme son vrai mérite, et qui seule lui assure de l'influence. S'il en est ainsi, où donc un conquérant trouvera-t-il de meilleurs instrumens ? Pour les diriger, il ne lui faut ni chambres législatives, ni élections, ni intrigues ministérielles. La machine est parfaitement simple ; elle agit d'elle-même. Toute l'énergie d'un grand empire peut être déployée au dehors ; on n'a rien à craindre à l'intérieur. Le gouvernement est-il plongé dans une ignorance barbare, ou paralysé par une stupidité sauvage ? Toute la politique intérieure et extérieure de l'État, toutes les mesures de son cabinet prouvent suffisamment le contraire. Ce contraste qui frappe, entre les gouvernans et les gouvernés, ne fait qu'augmenter les forces de la Russie et les dangers de l'Europe. C'est là que nous voyons unité, intelligence du but, justesse dans l'emploi des moyens, sagesse dans les gouvernans, obéissance aveugle dans les gouvernés ; là se trouve pouvoir, richesse, force morale et physique ne suivant qu'une seule direction, et ne tendant qu'à un seul but.

¹ L'écrit, dans lequel ces observations ont été puisées, a paru dans le premier numéro de la *Revue britannique et étrangère*.

Quant aux obstacles prétendus que la Russie trouve dans sa route, tels que l'extension illimitée de son territoire, le défaut d'homogénéité de sa population, ils existent certainement; mais ils n'ont pas cette importance qu'on leur attribue. L'étendue du territoire n'affaiblit pas plus le pouvoir central que l'augmentation du capital n'appauvrit le propriétaire; il ne s'agit que de savoir tirer un parti avantageux de l'augmentation des capitaux ou des territoires. Ces vastes contrées, où il se trouve encore des tribus nomades, et dont les noms mêmes sont inconnus, s'administrent avec plus de facilité qu'une principauté de Modène. Dans la Russie européenne, il n'y a que des plaines et un pays plat qui n'offre ni protection ni point d'appui aux populations qui voudraient se révolter. A la distance de cent cinquante mille d'Allemagne autour de Moscou, il n'y a pas une montagne, et à peine voit-on des collines. Un peuple livré entièrement à l'agriculture, n'existant que par elle, et disséminé sur une grande étendue de terrain, est facilement réduit à la servitude, et peut y être facilement contenu. Il en coûte plus de subjuguier quatre simples tribus de Bédouins, que les deux ou trois millions de la population de l'Égypte. Durant six mois de l'année, le sol, en Russie, n'offre aucune végétation nutritive; que le gouvernement fasse incendier les meules de blé et enlever le bétail des villages, le paysan se trouve sans aucune subsistance, et ne peut même songer à résister à une force devant laquelle il se trouve involontairement dans une pareille infériorité de moyens. S'il reste quelques individus récalcitrans ou innovateurs, ayant pris goût à des notions et à des sentimens à l'européenne, on leur donne d'autres leçons à l'armée, dont la discipline suffit pour les apprivoiser. Le reste

de la population s'en remet à Dieu et à l'empereur quant à son sort ; elle est insouciante sur l'avenir, qui, pour ce qui les concerne, ne saurait être que la répétition du passé. Sans propriété, sans liberté, sans espérances ; dépendant, quant à leur existence même, de la charité d'autrui, ou du despotisme, qui ne veut pas qu'ils périssent, parce qu'il a intérêt à la conservation des esclaves qui labourent le sol ; indifférentes à l'égard de leur patrie, puisqu'elle ne leur fournit que ce qu'ils auraient aussi bien ou mieux partout ailleurs, ces populations ne peuvent avoir d'autre volonté que celle de leur souverain. Il n'y a pas, en Russie, ce qu'on nomme les classes moyennes dans d'autres pays. Le marchand appartient à la grande masse, ou s'élève à une espèce de noblesse de second degré. Les manufactures principales sont la propriété de la couronne ; les ouvriers qu'on y emploie sont des serfs, comme les laboureurs ; ils sont seulement encore plus misérables. Les nobles ont tout à craindre et tout à espérer de l'empereur ; ils se sentent, sous ce rapport, dans l'état de la dépendance la plus complète. Ils peuvent être mécontents, et conspirer contre leur monarque ; mais tout le changement qui peut s'opérer consiste à se défaire de la personne de l'autocrate. Le système, le mode de gouvernement, ainsi que la condition du peuple, restent les mêmes. Il n'y a pas d'élémens en Russie pour une révolution plus radicale. La religion n'y est qu'un moyen de renforcer la soumission, et son premier commandement, pour les Russes, c'est d'aimer l'empereur. Pierre-le-Grand, qui avait l'instinct de la souveraineté et l'esprit d'un souverain, priva le clergé des dîmes que lui avait accordées Wladimir. La plupart des évêques sont décorés d'ordres de chevalerie militaire, et le cordon rouge ou bleu qu'on voit sur

leurs robes pontificales pendant le service divin ne fait qu'ajouter à leur dignité aux yeux du peuple.

« L'avenir de la Russie est d'acquérir, d'organiser et d'incorporer jusqu'à ce qu'elle ait complété son organisation puissante, jusqu'à ce que son cabinet ait étreint dans ses bras et l'Europe et l'Asie. Il ne s'agit pas ici des souverains et de leur ambition, de leur pouvoir et de leurs efforts à le soutenir ou à l'étendre. La nature des choses, plus forte que notre puissance humaine et plus persévérante que notre volonté, oblige la Russie à devenir, par son terrible développement, dangereuse pour l'Europe, si elle veut empêcher que l'Europe, à son tour, ne lui soit dangereuse. L'empire russe, restreint dans ses limites primitives, n'aurait pu maîtriser ni ses mouvemens au dehors ni son développement intérieur. Deux détroits, le Bosphore et les Dardanelles, commandent ses rivières, ses ports, forment le double canal de ses richesses, les deux battans de la porte de sa prison; c'est par eux seulement que la Russie peut faire son commerce et avoir ses mouvemens libres. Il faut donc qu'elle en obtienne la possession. Son pouvoir, sa grandeur, sa conservation même, ne sont qu'à ce prix; et lorsqu'elle les possèdera, tout un monde s'ouvrira devant elle, un monde qu'elle préférera voir soumis à son obéissance que d'y être assujettie. La Russie résoudra ce problème, à moins que toutes les prévisions humaines ne nous trompent; elle le résoudra en dépit du mécontentement britannique et de tout le bavardage français. Elle acquerra une influence prépondérante et décisive, sinon une dictature en Europe. Elle atteindra son grand but, quand même le chemin qu'elle s'est tracé la guiderait au travers des cadavres des nations. Comme la Pologne a succombé, d'autres

peuples encore succomberont , s'ils ne préfèrent se résigner et se soumettre , au lieu d'engager un conflit désespéré. La suprématie russe sera probablement plus complète et plus durable que celle de Napoléon , puisque cette dernière n'était fondée que sur les grandes qualités d'un individu , tandis que l'autre s'appuie sur la nature même des choses. Le jour de la décision viendra plus tôt ou plus tard , selon que les circonstances hâteront ou retarderont les événements ; mais il viendra aussi indubitablement que la nuit succède au jour , et le jour à la nuit , ou que les saisons se suivent dans l'ordre de la nature. Si ce moment ne soumet pas les événements à la Russie , dans le strict sens du mot , il les influencera au moins autant que peut le faire la politique des cabinets. Des enquêtes et des recherches savantes pourront alors discuter la question de savoir , si cette révolution est bienfaisante ou nuisible à notre partie du globe : de pareilles discussions ont eu lieu à l'égard de la grande migration des peuples , des croisades et de la réforme de Luther. On ne peut craindre sérieusement qu'un pareil événement nous amène tout le poids de la barbarie et du despotisme. Si l'Europe , comme on l'a dit , devenait cosaque , la Russie se ferait européenne. Aucune force au monde ne peut résister à la puissance d'une civilisation supérieure. Aussi , avec ses avantages et ses défauts , ses vertus et ses vices , tous les fleuves , rivières et ruisseaux de races , de nations et de classes , finiront par se réunir dans ce vaste lit commun. »

LE
PORTFOLIO
OU
COLLECTION
DE DOCUMENTS POLITIQUES

RELATIFS

A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.

—
TOME I.
—

N° 6.

Dépêche du comte Pozzo di Borgo, en date de Paris, le $\frac{10}{22}$ décembre 1826.

Lettre de l'empereur Nicolas au comte Pozzo di Borgo.

Extraits d'un Discours de M. Canning sur les affaires du Portugal.

Situation actuelle et avenir de la Circassie.

Irruption des Persans en Russie pendant la dernière guerre.

La Russie et l'Europe.

Extraits de la *Gazette de Moscou*.

PARIS.

TRUCHY, LIBRAIRE, || LE DOYEN, LIBRAIRE,
BOULEVARD DES ITALIENS, N° 18. || PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, N° 31.

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

1836.

PORTFOLIO
DE DOCUMENTS POLITIQUES
COLLECTION

(La dépêche suivante est de la même année que celle que nous avons insérée dans notre dernier numéro ; nous en possédons encore deux de cette époque, et qui traitent des affaires de Grèce et d'Italie. Ce sont des exemples remarquables de l'activité et de l'énergie de la diplomatie russe. On peut s'imaginer quel fonds d'informations doit s'accumuler à la fin d'un siècle, grâce aux soins de tels agents, au déploiement d'une telle activité, et à cette marche si systématique vers un but arrêté.)

PARIS.
TRUCHY, LIBRAIRE, 11, RUE D'ORFÈVRE.
DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

1856.

COPIE

D'UNE

DÉPÊCHE DU COMTE POZZO DI BORGO,

EN DATE DE PARIS, LE ¹⁰₂₂ DÉCEMBRE 1826, N° 141.

J'AI l'honneur de transmettre à Votre Excellence la correspondance que j'ai reçue des missions impériales en Espagne et en Portugal.

Mon premier désir, en la voyant paraître, était de l'envoyer immédiatement au cabinet impérial; mais d'un côté, il aurait été imprudent de confier à la poste des dépêches qui contenaient souvent des observations délicates, qu'il n'aurait pas été sage d'exposer à la perlustration de toute l'Europe; et de l'autre, je me faisais un scrupule d'envoyer, pour ainsi dire, à chaque instant des courriers extraordinaires pour porter des documens qui ne me semblaient pas justifier entièrement et la forme et la dépense d'une pareille transmission.

Afin de remédier autant qu'il était en mon pouvoir aux inconvéniens du retard, si toutefois il en existait, je me suis empressé de conter à V. Ex. les nouvelles les plus importantes, et j'ose espérer que le cabinet impérial n'a été privé dans l'intervalle d'aucun renseignement essentiel, digne d'intéresser sa juste curiosité ou de fixer son attention.

L'ensemble de cette correspondance, telle qu'elle est maintenant soumise à V. Ex., contient la démonstration que les ordres de S. M. l'Empereur ont été exécutés à Madrid et à Lisbonne avec une exacte ponctualité ;

Que le langage tenu par les représentans de la Russie et les directions subsidiaires qui leur sont parvenues de ma part, basées sur les instructions générales du ministère impérial, ont eu constamment pour but d'inculquer la justice et la modération aux deux gouvernemens de la péninsule ;

Que la France et l'Angleterre, quoique ayant des rapports et affectant des intérêts différens, sont unanimement satisfaites de l'attitude et de la conduite de tous les serviteurs de Sa Majesté, chargés d'exécuter ses hautes volontés, soit à Madrid et à Lisbonne, soit à Paris et à Londres, et que ce sentiment se manifeste par des aveux publics et par des témoignages de reconnaissance.

Ce résultat, M. le Comte, a son prix : premièrement, parce qu'il méritera, j'ose l'espérer, l'approbation de S. M. l'Empereur ; et en second lieu, parce qu'au milieu d'opinions et de passions discordantes, la politique de la Russie conserve ce juste milieu convenable à l'intérêt général et à sa position spéciale par rapport à ce genre d'affaires.

La satisfaction que nous pouvons tirer de la conviction d'avoir agi conformément aux règles de la sagesse et de l'impartialité, ne saurait cependant diminuer le sentiment de peine que doivent causer les progrès que le désordre a déjà faits au-delà des Pyrénées, les mesures périlleuses qui en ont été la suite, et celles qui peuvent être prises à l'avenir ¹.

¹ « La justice et la modération » — « l'exécution de la haute vo-

En soumettant mes observations au cabinet impérial dans mon rapport sous le n° 123, en date du $\frac{24 \text{ octobre}}{5 \text{ novembre}}$, je n'avais pu m'empêcher de prévoir que, nonobstant la confiance dans laquelle vivaient M. Canning et M. de Villèle, de pouvoir empêcher les collisions entre l'Espagne alarmée, violente et obstinée, et le Portugal dans le fait révolutionnaire, j'appréhendais des résultats différens et déplorables. Les motifs de mes craintes étaient fondés d'un côté sur l'incompatibilité des intérêts des deux pays, et de l'autre sur l'erreur des deux cabinets, savoir : celui de Londres, de ne pas se prononcer favorablement sur le sort de D. Miguel, et celui de Paris, de se faire représenter par le marquis de Moustier, instrument odieux aux représentans de tous les souverains de l'Europe à Madrid, et infidèle à son propre gouvernement.

Ces craintes ne se sont que trop réalisées. Tandis que le roi d'Espagne promettait, par des notes, de se conduire selon les règles de la prudence, et de mettre à profit les conseils qui lui étaient offerts, de ne pas manquer à la bonne foi, et de se garder de se donner des torts que personne n'aurait osé ni défendre ni dissimuler, ses agens, ou ceux de la faction qui le domine, organisaient un corps d'armée de militaires portugais, qui auraient dû être dispersés et désarmés, et préparaient sans ménagement et sans

lonté » de l'Empereur « à Madrid et à Lisbonne, à Paris et à Londres, » l'approbation de S. M. I. méritée, « les intérêts généraux et la position spéciale de la Russie » assurés, conduisent « au pénible progrès du désordre » et à des « mesures dangereuses. »

(*Note de l'Édit. angl.*)

pudeur l'invasion du territoire portugais par le marquis de Chaves ¹ et autres chefs réfugiés.

Ce plan était d'autant plus insensé qu'il devait produire l'effet contraire à celui que ses auteurs en attendaient. En effet, en laissant la constitution de D. Pedro à ses propres défauts, elle aurait rencontré par son exécution de véritables obstacles en Portugal même. Ces obstacles, venant de l'intérieur, ne fournissaient pas à l'Angleterre le motif de la défendre, et peut-être qu'elle aurait été obligée de la laisser périr, ou de la modifier; tandis que, du moment que les Espagnols l'attaquaient, avant que ses vices fussent reconnus, cette attaque devenait une cause d'intervention ² pour la Grande-Bretagne, et la constitution elle-même un objet d'intérêt et d'union pour les Portugais, dès qu'il s'agissait de la défendre contre l'influence espagnole.

Nous n'avons cessé d'inculquer et de prêcher ces vérités dès l'apparition de la charte de D. Pedro, mais la cour de Madrid et ses conseillers n'ont jamais voulu en tenir aucun compte. La France, de son côté, a perdu trois mois en remontrances mal présentées et s'est laissée surprendre par des événemens qui lui ont été signalés, lorsqu'il était encore temps de travailler avec plus de sens et d'efficacité à les prévenir.

A peine la nouvelle de l'invasion était arrivée à Londres,

¹ Cette allusion à l'affaire du marquis de Chaves ne prouve nullement que la Russie n'y était pour rien; d'ailleurs, la dépêche n'est pas confidentielle. (*Note de l'Édit. angl.*)

² On voit ici une preuve de l'importance que la Russie attache aux principes de la non-intervention, mis en avant plus tard par l'Angleterre elle-même.

que le cabinet se décida à envoyer au Parlement le message déjà connu. M. Canning fit faire la communication à M. de Villèle la veille de l'ouverture des Chambres, ce qui motiva la phrase qui termine le discours du Roi et qui rappelle les vertus guerrières de la France, si elles étaient appelées à se montrer pour défendre l'honneur national.

Dans les entrefaites, les ordres donnés à M. Lamb changeaient de ton à chaque instant; tantôt ils étaient péremptaires, pour qu'il eût à quitter Madrid, et tantôt pour qu'il différât de prendre ce parti définitif.

Nous apprîmes en même temps que la Régente avait fait notifier au comte de Casa-Florès, ministre d'Espagne, que sa qualité diplomatique cessait d'être reconnue, et qu'elle avait ordonné à son chargé d'affaires à Madrid de demander et d'obtenir la reconnaissance de la régence ou de partir dans les vingt-quatre heures.

A cette nouvelle le baron de Damas expédia un courrier pour conseiller au Roi catholique de faire droit à la demande du gouvernement portugais, et je profitai de cette occasion pour adresser la dépêche ci-annexée à M. d'Oubril. L'espoir qu'elle servirait à prouver à Londres que nous ne négligeons aucun moyen de conjurer l'orage¹, me décida à en envoyer immédiatement copie au prince de Lieven.

¹ Réunissez ceci et les observations « sur la Charte, » combinez tout cela avec « la modération et la justice », ajoutez la nécessité *de prouver* qu'on a essayé de conjurer l'orage, et puis examinez les aveux de gratitude envers les agens de la Russie, à Paris, Londres, Madrid et Lisbonne, et vous aurez acquis quelques lumières sur les affaires de la péninsule.

Les esprits étaient dans l'attente et en quelque sorte alarmés de ce qui allait arriver, lorsque le discours de M. Canning à la Chambre des Communes vint les surprendre de la manière la plus pénible.

Si jamais ceux qui ont examiné le caractère politique de ce ministre ont jugé avec sévérité ses maximes et ont pronostiqué qu'il était capable de ne respecter ni la justice ni les convenances, lorsque son intérêt ou son amour-propre lui en demandait le sacrifice, certes il a ajouté dans cette circonstance la preuve la plus complète et la plus propre à justifier ce douloureux pressentiment.

C'est lorsqu'il avoue qu'il est convaincu de la sincérité des intentions et des efforts de la France pour contenir l'Espagne dans les limites du devoir et de la modération, qu'il se vante d'avoir causé à cette France tout le mal qui était en son pouvoir, en lui rendant la garde, encore plus que l'occupation de la Péninsule, nuisible et désastreuse.

M. Canning ajoute que, pour se venger de la guerre faite aux révolutionnaires d'Espagne, il a consolidé la révolte de l'Amérique et en a assuré l'indépendance.

Non content de limiter l'influence du mal, dont il se glorifie d'être l'auteur, aux deux monarchies qu'il désigne nominativement, il annonce qu'il en tient en réserve une plus forte dose pour tout le monde. Il déclare que l'Angleterre, assise sur la grotte des vents révolutionnaires, est maîtresse de les déchaîner pour qu'ils confondent le ciel et la terre, tous les trônes et toutes les institutions, et qu'ils fassent de cette Europe, dont il tient les destinées, un vaste champ de désordre et de désolation. C'est à ne pas le mettre dans la nécessité d'ouvrir les cataractes de ses fureurs qu'il nous

conjure tous de nous occuper, si nous ne voulons pas en être les victimes.

Lorsqu'on pense qu'un tel langage est sorti de la bouche d'un tel homme et dans une pareille circonstance, qu'il ne s'est pas élevé une seule voix pour le contredire, que toutes l'ont répété au contraire avec un enthousiasme égal à celui qui entonnait ce cantique de vengeance non provoquée, on est obligé de faire des réflexions pénibles, mais nécessaires, et de s'avouer une triste et terrible vérité, — savoir : qu'il s'opère en Angleterre une révolution dans les esprits, contraire à la tranquillité des monarchies du continent, et que si une lutte quelconque allait s'établir entre la Grande-Bretagne et quelque autre puissance, l'homme qui préside au cabinet de Londres, et la nation en général, auraient recours aux moyens les plus noirs pour accomplir leur but, savoir : celui de satisfaire l'orgueil et la rapacité insatiable qui les caractérisent¹.

Quant à la vérité des assertions de M. Canning, elle est heureusement plus que problématique, et il n'y a que ses mauvaises intentions qui soient évidentes. Il est faux qu'il ait aggravé la situation des Français en Espagne. Il n'est pas exact de dire qu'il est l'auteur de la séparation des

¹ Cette tirade n'est pas adressée par un violent démagogue à une populace turbulente, c'est l'homme le plus fin et le plus rusé de son temps, qui parle au cabinet de Saint-Pétersbourg, si froid et si peu enclin à se passionner. Ce n'est, comme de raison, qu'une répétition de ce qu'on faisait valoir aux yeux de la France, non pas pour l'engager à la guerre, mais pour nourrir et cultiver chez elle des sentimens et des habitudes hostiles à l'Angleterre. A la fin de ce numéro, on verra, dans un extrait de la *Gazette de Moscou*, un pur modèle d'éloquence slavonique.

colonies espagnoles. Cinq ans de révolte, sans presque rencontrer de résistance, les malheurs et l'imbécillité des conseils de l'Espagne en sont les véritables causes immédiates, sans chercher les plus lointaines. La rhétorique de M. Canning dans cette affaire, et sa précipitation, ont coûté à la Grande-Bretagne la crise commerciale et financière la plus forte et la plus sévère qu'elle ait jamais soufferte, et dont elle est bien loin de s'être relevée. Ces faits sont évidens, mais personne ne s'en rappelle, parce que la rage de peser sur les monarchies du continent la rend moins sensible à ses propres maux.

Pour ce qui concerne la facilité d'exciter des révolutions, j'espère et j'ai la conviction qu'elle est infiniment moins grande que celle dont les Anglais se vantent. Ils peuvent parvenir à provoquer des troubles ou à former des conspirations, si de tels moyens leur paraissent si préférables; mais ils exposeront leurs victimes sans pouvoir les défendre, parce qu'ils n'ont pas d'armées pour les soutenir, et parce que ceux qu'ils voueront à la destruction ne manqueront ni d'énergie ni de moyens de se préserver.

Ce discours a provoqué une indignation générale; mais comme les passions mettent tout à profit dans le sens qui leur est propre, les partis ont associé les torts de M. Canning à ceux de M. de Villèle, de manière que la désapprobation du premier a été atténuée par le désir de faire servir son langage au détriment du second.

Quant à moi, malgré la juste appréciation que je ne pouvais me dispenser de faire d'une circonstance aussi signifiante et aussi digne de blâme, je me suis appliqué à en parler avec le président du conseil et le baron de Damas d'une manière calme et réfléchie, et à les exhorter à ne pas

donner dans le piège par des récriminations, seul moyen d'éviter une rupture immédiate, au point où les choses étaient déjà arrivées.

Je dois à ces deux ministres la justice de dire qu'ils étaient dans les mêmes dispositions, et qu'il ne s'est agi entre nous que de les mettre en pratique d'une manière conforme à la dignité du Roi et du pays, et propre à contenir ceux qui auraient voulu par imprudence ou par malignité tout confondre et tout compromettre.

Nous étions dans ces termes, lorsque le prince de Lieven, pénétré des dangers de la situation et du besoin de s'entendre sans perte de temps, m'envoya l'assesseur de collège, Labensky, avec ses rapports en date des 13, 14 et 15 décembre n. st, accompagnés d'une lettre particulière contenant les informations confidentielles, dont j'aurais pu faire usage, afin de donner au cabinet français une direction sage, comme le moyen le plus sûr de tenir celui de Londres dans la modération, et par conséquent d'éviter la guerre entre les deux pays ¹.

Cette expédition m'arriva dans la nuit du 6 (18), lorsque le ministère venait de quitter l'hôtel de l'ambassade, où le

¹ Les pacifiques efforts de la Russie pourraient surprendre, car les choses allaient à son gré : la situation de la péninsule se compliquait, et la France était absolument assujettie. Mais une guerre entre la France et l'Angleterre, dirigée par toute autre influence que celle de la Russie, n'aurait pas été digne de sa diplomatie. Une guerre aurait ranimé l'esprit national en France, d'ailleurs on n'avait pas encore la haute main sur la Grèce, on n'avait pas accablé la Turquie et la Perse, on ne s'était pas encore assuré des Dardanelles, le temps pour une guerre anglo-française *n'était donc point venu*.

jour du nom de Sa Majesté l'Empereur avait été célébré. J'allai immédiatement chez M. de Villèle pour renforcer mes argumens précédens par les lumières et les raisonnemens qui m'étaient arrivés de Londres. Le président du conseil se confirma encore davantage dans les résolutions déjà prises, et me fit l'exposition du discours que le baron de Damas prononcerait le lendemain à la Chambre des Pairs, à l'occasion de l'adresse qui devait être votée au Roi.

Tout étant ainsi combiné, ce discours fut en effet prononcé le lendemain; V. Ex. en lira la teneur dans la feuille ci-incluse. En examinant l'ensemble des faits et de la position, il me semble qu'il contient tout ce qui peut offrir à M. Canning une occasion d'arrêter ses violences. La question est maintenant réduite à la conduite de l'Espagne. Avec la certitude où l'on est que, malgré les intrigues de la cour de Madrid, elle n'osera jamais faire passer un Espagnol armé sur le territoire portugais; le cabinet de Londres, s'il désire éviter une rupture avec S. M. C. comme il faut l'espérer, l'évitera à plus forte raison avec la France.

Tout porte donc à croire que nous éviterons, du moins pour le moment, la conflagration dont le midi de l'Europe est menacé.

Tel est, M. le Comte, la perspective que j'aime à envisager, quoique nous ayons besoin encore de quelques jours pour attendre des événemens qui sont probables, c'est-à-dire la préservation de Lisbonne de la présence des insurgés et l'arrivée des troupes anglaises, la défaite des réfugiés portugais, rentrés du côté d'Alentéjo, le manque de progrès de ceux du nord, avec les circonstances qui doivent natu-

rellement accompagner et caractériser ces mouvemens. Si les ennemis de la Régente s'affaiblissent et que leur ruine soit suffisamment indiquée, la commotion s'apaisera, les conseillers du Roi d'Espagne reconnaîtront leur impuissance, M. Canning se calmera, et nous aurons encore le temps de respirer et de voir s'il est possible de parvenir à un accommodement qui rende compatible l'existence des deux gouvernemens de la péninsule.

Cette tâche sera dure et laborieuse, mais il en surviendra une autre qui ne le cédera en rien à la première. Je veux parler de la lutte directe qui s'établira entre la France et l'Angleterre, sur l'évacuation de la péninsule par leurs troupes.

Sans doute, les drapeaux anglais ne quitteront pas le Portugal sans que ceux de la France abandonnent l'Espagne. La réciprocité semble de droit; cependant il n'y a nulle parité dans l'état de la question. En évacuant Lisbonne, le gouvernement anglais est sûr d'y retourner à volonté, parce que le pays est dans sa main et qu'il le tient sous la domination de ses escadres; mais en quittant Cadix, la France le livre au Roi d'Espagne, qui n'est pas sûr de le garder. Une révolte locale, aisée à provoquer dans une ville appauvrie et habitée principalement par une population d'origine étrangère, motivera la présence d'un agent de commerce anglais pour la soutenir, et enfin l'occupation et la conquête.

L'Angleterre a des prétentions pécuniaires envers l'Espagne. M. Canning menace à chaque instant de se payer à main armée. Le jour peut arriver, où il surprendra ce boulevard, comme nantissement des indemnités, qu'il n'obtient pas par les négociations. Un discours qui flatte

les passions du public, les amplifications sur les avantages qu'en retirera le commerce, sur les malheurs qu'en éprouvera l'Espagne, sur l'humiliation que doit en ressentir la France, sur les dangers qui en résulteront pour la famille des Bourbons, non seulement justifiera la violence, mais sera une occasion de triomphe, et les entrailles de l'Angleterre tout entière tressailleront de joie à la vue d'une injustice, grande, utile et commise impunément¹.

En anticipant la question, je suis loin de l'admettre aujourd'hui parmi celles que nous avons à débattre. Elle ne se présentera que trop tôt, et si j'ai pris la liberté d'en parler, c'est pour préparer le cabinet impérial à la voir paraître en son temps et pour lui en indiquer toute l'importance.

Cette dépêche contient tout ce que j'ai pu recueillir relativement aux affaires de la péninsule et aux complications qu'elles ont amenées par l'intervention de l'Angleterre et de la France. Elles sont encore de nature à ne pas désespérer de la paix. C'est dans ce but, M. le Comte, que je ne cesserai d'employer tous mes efforts, comme celui qui est conforme aux intentions et aux ordres de notre auguste maître.

J'ai l'honneur, etc.

¹ Il est bon de faire remarquer que *ces amplifications* des diplomates russes ne paraissent être introduites dans leurs dépêches que pour jeter en quelque sorte de l'ombre sur les argumens dont ils se sont servis à l'égard des tierces parties. Nous sommes convaincus, que la moitié des secrets contenus dans les documens qui ont déjà été publiés, n'est pas encore comprise.

LETTRE

ADRESSÉE

PAR L'EMPEREUR NICOLAS

AU COMTE POZZO DI BORGO ,

A L'OCCASION DE SA NOMINATION A L'AMBASSADE DE LONDRES.

Monsieur l'aide de camp général comte Pozzo di Borgo, au moment où vous quittez le poste éminent que vous avez occupé vingt ans avec honneur pour la Russie , j'éprouve une véritable satisfaction à vous exprimer combien j'apprécie les services qui vous ont mérité la haute confiance de mon auguste prédécesseur, et qui ont pleinement justifié la mienne. Vous avez acquis de nouveaux droits à cette confiance par la preuve de dévouement que vous venez de me donner, et que j'attendais de votre zèle. En vous la demandant , je ne me suis pas dissimulé que cette nouvelle destination , après une si longue carrière , a dû vous être aussi inattendue que pénible ; mais le sentiment du devoir et l'énergie morale que vous possédez ne perdent rien avec le nombre des années. Ils ne pourront qu'ajouter aux droits que vous avez déjà à ma reconnaissance.

Il m'est donc agréable d'espérer que les services que vous continuerez à rendre à la Russie , dans l'exercice des fonc-

lions auxquelles ma confiance vient de vous appeler, me donneront souvent et long-temps encore la satisfaction de vous assurer de ma parfaite estime et de mon affection la plus sincère.

NICOLAS.

Saint-Pétersbourg, 16 février 1835.

EXTRAITS
DU DISCOURS DE M. CANNING
SUR LES AFFAIRES DU PORTUGAL.

Monsieur, je commence par déclarer que j'avais mes raisons pour être entièrement convaincu que rien , excepté la défense d'un principe de bonne foi et d'honneur national , ne justifierait dans le moment actuel des mesures qui , par notre volonté , feraient surgir des chances prochaines de guerre.

Qu'on me comprenne cependant. Je n'ai pas dit que je craignisse une guerre juste (et puisse notre pays n'en jamais engager d'autres!), par suite d'un manque de confiance dans nos forces pour la commencer, et dans nos ressources pour la terminer à notre avantage. Je la crains , il est vrai ; mais par des motifs bien différens : je la crains parce que je redoute les terribles conséquences qui pourraient en résulter si nous commencions aujourd'hui les hostilités. Il y a de cela quelques années , en discutant les négociations relatives à la guerre de la France contre l'Espagne , je me permis de toucher à cette matière. Je soutenais alors que notre position , dans l'état actuel du monde , était toute de neutralité , non seulement entre les nations belli-

' D'après l'édition revue et corrigée par M. Canning lui-même : 6 volumes , troisième édition. Londres , 1836.

gérantes , mais aussi entre les principes qui se combattaient , et que ce n'est que notre neutralité qui pourrait maintenir cette balance, dont l'équilibre me paraissait indispensable au bonheur du genre humain. Je témoignais alors mes craintes que la première guerre en Europe ne fût plutôt une guerre d'opinion qu'une guerre d'armées. Quatre ans ne sont pas écoulés , et voilà que ce que je redoutais se réalise ! Certainement une guerre d'opinion est encore renfermée dans des limites fort étroites ; mais c'est *une guerre d'opinion* que celle que l'Espagne (soit comme gouvernement , soit comme nation), foment en ce moment contre le Portugal ; c'est une guerre qui a pris naissance dans la haine des nouvelles institutions de ce dernier pays. Combien de temps peut-on raisonnablement espérer que le Portugal s'abstiendra de représailles ? Si notre pays se trouve forcé de prendre part à cette guerre , certes nous nous en mêlerons avec le désir ardent et sincère d'adoucir plutôt que d'exaspérer les partis , et de ne descendre que sur le champ de bataille , et non dans l'arène des luttes politiques. Mais je redoute beaucoup , que malgré nos efforts sérieux en faveur de la modération , nous ne puissions éviter , en pareil cas , de voir se réunir sous nos bannières tous les esprits remuans et tous les mécontents du pays qu'il s'agira de combattre. C'est l'idée de cette *nouvelle* puissance , destinée à être un agent actif dans les guerres à venir , qui éveille en moi l'inquiétude la plus sérieuse. Autre chose est de posséder la force d'un géant , autre chose d'en user en géant. La conscience d'une pareille force peut sans doute devenir une source de confiance et de sécurité ; mais , dans la position où notre pays se trouve , ce n'est pas notre affaire de chercher les occasions de déployer notre puissance : nous

devons nous contenter *de laisser sentir aux prédicateurs des doctrines violentes et exagérées , que d'un côté ou d'un autre , ils n'ont pas intérêt à trouver notre empire pour adversaire* ¹.

Le rôle de l'Angleterre , parmi les luttes de principes qui agitent plus ou moins fortement différentes contrées du globe , pourrait se comparer à celui d'Éole dans Virgile :

« *Celsa sedet Æolus arce,
Sceptra tenens , mollitque animos et temperat iras.
Ni faciat , maria ac terras cœlumque profundum
Quippe ferant rapidi secum , verrantque per auras.* »

Si l'on déchaînait les passions aujourd'hui contenues et réprimées , on verrait bientôt des scènes de désolation qu'aucun homme ne pourrait contempler sans horreur. Pour moi , je me sentirais incapable de reposer tranquillement sur mon lit, si je me reprochais d'avoir accéléré d'un seul instant de pareils résultats.

Voilà donc la raison , bien différente de la peur , bien éloignée du sentiment de l'impuissance , voilà la raison qui me fait redouter la reprise des hostilités sur un point quelconque de l'Europe. C'est par suite de pareilles considérations que je voudrais plutôt supporter bien des choses , et pendant bien long-temps , que je préférerais entrer en arrangement , comme je l'ai déjà dit , sur tous les points , ex-

¹ Voilà la cause des rancunes de la Russie ; c'est cette position de milieu , cette prépondérance de la Grande-Bretagne , que M. Canning a su rendre si remarquable et si décisive. L'Angleterre a cherché à contenir ces orages révolutionnaires , que la Russie seule avait intérêt à déchaîner.

(Note de l'Éditeur anglais.)

cepté ceux où la foi et l'honneur national seraient impliqués, que de donner l'essor à ces furies de la guerre dont le fouet se trouve entre nos mains, sans que nous puissions prévoir qui, et à quelle distance en sera un jour atteint. Le gouvernement britannique ne reconnaît que ce genre d'amour de la paix, et c'est la situation des choses qui nous en fait apprécier la nécessité. »

Quand M. Canning prononçait ce discours, on connaissait encore bien peu la politique de la Russie; lui-même, comme nous le démontrerons par des documens ultérieurs, fut poussé, par les cajoleries autant que par les menaces de cette puissance, à souscrire à l'arrangement relatif à la Grèce, et fut de plus exploité par la Russie dans deux circonstances où il aurait repoussé ses conseils avec indignation et mépris s'il eût possédé la connaissance exacte *des motifs* de ce cabinet. Relativement à l'Espagne, M. Canning fondait évidemment son opinion sur deux erreurs, d'abord en croyant, comme nous l'explique la dépêche de l'ambassadeur russe, que la Russie, dont l'impulsion a tant contribué aux troubles de la péninsule, n'y intervenait qu'en qualité de médiatrice pour le maintien de la paix; puis en restant convaincu, que la Russie *penchait par principe* à exercer son influence sur l'administration intérieure des autres États de l'Europe. Or la Russie, ainsi qu'on l'a très bien observé, a des buts et non pas des principes. Quand il s'agit donc, pour elle, d'arriver à ses buts, dans des circonstances et des situations différentes, elle déploie tour à tour les couleurs des principes les plus opposés, afin de pousser les choses à la guerre et à des luttes d'opinion sur lesquelles, avant tout, son influence, sa force et ses vues d'avenir sont fondées.

Plût à Dieu que M. Canning eût apprécié ces dangers et cette position précaire , qui n'étaient pas , à la vérité , assez développés de son temps ; s'il les eût compris , son génie aurait préservé l'Europe des désastres qui suivirent presque immédiatement sa mort , et des malheurs encore plus grands qui la menacent aujourd'hui. On n'en peut guère douter en parcourant le passage suivant de son discours déjà cité ; passage où , avec cette éloquence toute-puissante de dates et de faits , il dépeint le seul acte politique qui , pendant une période de vingt ans de vicissitudes et de complications interminables , fut vraiment digne de l'Angleterre :

« Ce n'est que la nuit de vendredi dernier que nous reçûmes des informations précises ; samedi , les ministres arrêtaient une décision ; dimanche , elle reçut la sanction de S. M. ; lundi , nous la communiquâmes aux deux Chambres du Parlement ; et aujourd'hui , monsieur , à l'heure où j'ai l'honneur de vous adresser la parole , les troupes sont en marche pour le lieu de leur embarcation. »¹

¹ Canning's Speeches, vol. VI, p. 72.

SITUATION ACTUELLE

ET

AVENIR DE LA CIRCASSIE,

Pour servir à expliquer la déclaration de l'indépendance de ce pays insérée dans le numéro 4 du *Portfolio*.

« L'opinion européenne nous a sacrifié le rivage oriental de la mer Noire. »

POZZO DI BORGO.

(Deuxième article.)

Nous sommes fort heureusement peu familiarisés en Angleterre avec le mouvement des troupes. Nous savons peu des moyens pratiques à l'aide desquels une armée peut avancer, et des obstacles pratiques qui peuvent arrêter ses progrès. Nous entendons encore moins cette influence que la force physique exerce sur les esprits et sur les institutions, et des siècles se sont accumulés sur nos derniers souvenirs de dynasties renversées et d'empires subjugués par la violence matérielle et l'agression étrangère. Par suite de ce repos intérieur, l'esprit public, en Angleterre, est incapable de bien apprécier le caractère de certaines entreprises guerrières, et d'associer à leurs conséquences l'idée des effets qu'elles vont exercer sur nos propres intérêts les plus immédiats et les plus directs.

Ce manque de lumières sur les causes définitives de la prospérité nationale, et sur la forme et le fond caractéristiques de cette prospérité, expose l'Angleterre à un double

danger : celui d'agir sans la réflexion nécessaire , ou celui de se livrer à une inaction également fatale. Les élans nationaux viennent plus , chez nous , du sentiment que du calcul , et le présent peut devenir ainsi le jouet de l'esprit habile de ceux, dont les vues sont d'une assez grande portée pour les engager à user même de supercherie coûteuses. Pour fortifier cette allusion d'un exemple , nous n'avons qu'à rappeler la violence populaire soulevée contre Napoléon , parce qu'il employait contre nous un langage insultant , et notre soumission timorée vis-à-vis des actes bien autrement alarmans que se permet la Russie , mais en ayant la prudence de n'y procéder qu'avec poids et mesure.

Dans notre dernier article sur les Circassiens , nous avons démontré comment la Russie , en traversant le Caucase , a fait un pas important , un pas immense. C'est par-là qu'elle a prévenu la possibilité d'une concentration et combinaison de forces entre les populations de l'Anatolie , de la Perse , de la Géorgie et du Caucase ¹. Cela lui a laissé prendre pied dans le pays si important et si central de la Géorgie , dont la capitale , Tiflis , a été surnommée l'œil méridional de la Russie. C'est ainsi seulement qu'elle peut utiliser la mer Caspienne et la mer Noire ; qu'elle occupe une position d'où elle peut attaquer à son gré , et d'où elle menace

¹ C'est une considération vraiment vitale ; car si la Russie ne s'était point établie au-delà du Caucase , elle aurait été dans une crainte continuelle des attaques venant de ce côté ; elle aurait dû se tenir toujours sur le qui-vive , et elle n'aurait jamais pu agir avec cette permanence sur l'Europe et sur la Pologne , ou rassembler ses armées à Kalisch.

Nous ajoutons à cet article un singulier exemple de dangers , qui aujourd'hui encore menacent la Russie.

toujours la Perse aussi bien que la Turquie. C'est ainsi qu'elle s'est établie dans les chaînes montagneuses situées entre ces deux empires, sur les flancs desquels elle fait peser son influence par l'intermédiaire des tribus sauvages qui habitent ces districts limitrophes.

Demandons-nous maintenant quels ont été les moyens pratiques par lesquels la Russie a gagné toute cette incalculable influence? Eh bien! la raison en est seulement dans l'existence de deux passages uniques à travers le Caucase; passages qu'aucun autre gouvernement européen n'a jamais jugé à propos ni connu les moyens de fermer à la Russie.

A travers l'isthme qui sépare la mer Caspienne de la mer Noire s'étend la plus remarquable chaîne de rochers qui ait jamais été le théâtre de guerres et de combats qui auraient dû intéresser le plus vivement l'Europe. Ces montagnes, supérieures aux Pyrénées en étendue et en élévation, moins larges, mais tout-à-fait inaccessibles et infranchissables, excepté en deux endroits, où s'ouvre en quelque sorte ce rempart naturel entre le Nord et le Midi; ces montagnes, bordées, à l'est, par la mer Caspienne, les déserts de la Tartarie et le Himalaya; gardées, à l'occident, par les armées régulières de l'Europe, ont été la vraie barrière qui, heureusement pour les lumières occidentales, s'interposait entre les contrées plus civilisées, les mœurs plus douces du Midi, et les sources intarissables de ces masses envahissantes qui, pendant des siècles, débouchaient des vastes plaines de la Tartarie orientale et de la Sarmatie du nord¹. Ces hordes, que ne retenait aucun lien de patrie et

¹ Voyez la carte indiquant les barrières naturelles qui ont protégé les riches contrées de l'Asie-Mineure et de l'Europe méridionale contre des ravages continuels.

de foyer domestique , se répandant avec le mouvement libre et le caractère destructif d'un orage , ont toujours eu la tendance de s'écouler vers le Midi , et les distances n'auraient pu jamais les arrêter : elles n'ont été retenues que par le Caucase et les mers qui le flanquent des deux côtés , et si même elles sont parvenues à pénétrer , comme l'ont fait les Cimmériens, dans l'Asie-Mineure, il leur a fallu auparavant faire le tour de l'Euxin , et traverser le Bosphore.

Les historiens , dans le silence du cabinet , apprécient difficilement de pareilles considérations ; mais un simple coup d'œil sur cette ligne de crêtes de montagnes étincelantes au soleil , sur ce camp russe à leurs pieds , avec ces milliers de chariots dont l'attelage paît au milieu d'une nature encore vierge , sur ce camp renfermant tout ce qui est cher et nécessaire à l'homme , se transportant d'un endroit à un autre sans nul souci du plus ou moins d'attrait , du plus ou moins de mérite d'un lieu sur un autre ; un simple coup-d'œil sur cet ensemble suffit pour découvrir aux yeux de l'observateur attentif un des problèmes les plus profonds de l'histoire , une des causes qui sont appelées à agir le plus puissamment sur les destinées du genre humain. La première et accablante réflexion qui frappera l'esprit de l'observateur , c'est que l'Europe , mise en danger par la réunion des hordes sarmatiques , leur a permis cependant de franchir cette barrière que la terre protectrice avait elle-même élevée , et de subjuguier ce brave et noble peuple qui pendant trois mille ans en a été le défenseur.

Nous ne voulons pas dire que cette barrière soit déjà franchie , et ce peuple subjugué ; mais ces deux événemens sont accomplis en tant que l'Europe aurait dû les prévenir,

en tant qu'il s'agit de *l'opinion européenne*, et que l'Europe croit être intéressée aux conséquences définitives de ce triomphe de la Russie. On admet ces événemens comme accomplis avant d'en avoir vu la réalisation, et l'on se soumet aux conséquences d'un fait non encore venu.

Le Caucase a deux passages, comme nous l'avons déjà dit : l'un, Demir-Capou, ou la Porte-de-Fer; l'autre, le Vlady-Caucase. Le premier de ces passages borde la mer Caspienne : il est très difficile ; cependant, comme il touche à la côte, les Russes peuvent le commander par leurs vaisseaux ; ils ont même surmonté, sous ce rapport, toutes les difficultés, puisque, à moins d'une violente révolution dans l'état actuel des choses, non seulement ils ont une marine sur la mer Caspienne, mais le pavillon persan ne peut plus s'y montrer. Dans les deux endroits les plus périlleux, on a construit deux forteresses régulières, Derbend et Tarkou¹, pour y établir une garnison russe en permanence. Malgré tout cela, Demir-Capou est un passage extrêmement incommode, et les transports que la Russie dirigerait de ses stations militaires et navales situées au nord de la mer Noire par cette route à Tiflis, lieu de leur destination, auraient un immense détour à faire : les distances sont de plus de deux cents lieues moindres par le passage du centre, celui du Vlady-Caucase.

Ce dernier, se trouvant sur la route ordinaire de Russie en Perse, et traversé nécessairement par chaque voyageur

¹ Bakou est aussi un endroit fortifié, et quoiqu'il ne soit pas immédiatement sur la route, il est fort utile aux Russes car c'est là qu'on débarque les provisions qui leur viennent d'Astrakan et du Volga.

qui visite les bords septentrionaux de la mer Noire, est déjà suffisamment connu, et a été décrit à plusieurs reprises. Ses difficultés et ses dangers ont été le thème de chaque touriste moderne, et l'on peut juger de la nature précaire des relations de la Russie avec les habitans du pays, qu'on représente comme de raison à tous les voyageurs et qu'on fait craindre comme des bandits, par la seule circonstance, que la poste ordinaire y a besoin d'une escorte de cent cinquante hommes et de deux pièces de canon. — Un voyageur récent, M. Armstrong, dépeint un chef circassien rencontrant une escorte, et passant à côté d'elle avec un fier et orgueilleux dédain dans ses regards. Même à la distance de deux ou trois lieues de cette route si fréquentée, il y a des villages circassiens que les Russes n'osent attaquer¹. Une vieille forteresse dominait un des abords les plus difficiles du passage; mais les Russes, ne s'y trouvant pas dans la même sécurité qu'à Varsovie, au lieu de l'occuper et de la fortifier, ont préféré la démolir. Sir Kerr Porter passa par cet endroit au moment de cette opération, et observe « qu'ils ne peuvent pas démolir la montagne. »

C'est cependant par ce seul passage que la Russie a envoyé ses armées et a conservé avec elles ses communications pendant les guerres avec la Perse, et sa dernière campagne contre la Turquie. Il existe, à la vérité, encore un passage à travers les montagnes entre le Vlady-Caucase et la mer Noire : il est plus praticable que ce dernier, et ce

¹ Dans la plaine d'Anapa, où le bétail russe ne saurait paître que sous la protection de l'artillerie, les troupeaux circassiens circulent avec sécurité sous la garde d'un garçon ou d'une jeune fille.

qui est d'une immense importance, il est aussi plus court, et lie la Crimée avec Tiflis; mais malgré tout le désir que puisse avoir la Russie de couper le Caucase en plusieurs endroits; malgré ses tentatives réitérées et ses nombreux retranchemens poussés dans cette direction, et dans la partie inférieure des montagnes, jamais elle n'a pu parvenir à le faire traverser par un seul homme. Au Vlady-Caucase et à Demir-Capou, la Russie a passé comme amie et alliée; elle a passé par l'intrigue, la fraude, la corruption ou la surprise, jamais par la force ouverte.

Les plaines fertiles situées entre le Caucase, l'Ararat, la mer Noire et la mer Caspienne, sont pour la plupart abandonnées à une végétation luxuriante mais inutile. Le pays natif de la cerise, de la pêche et de la vigne, le pays fabuleux de la richesse, de la beauté et du roman, présente encore aujourd'hui les tableaux les plus attrayans d'une végétation incomparable. Les productions de nos vergers et de nos jardins y couvrent les plaines et les montagnes et chaque arbre est festonné par la vigne. Mais au milieu de ce paradis, ce qui manque, c'est l'homme. Les champs de blé se trouvent à de rares intervalles, parmi les forêts d'abricotiers et de vignes. Le faisan vole joyeux au milieu des bocages, l'homme s'y traîne sous les haillons de la misère, laboureur découragé des champs qui ne lui appartiennent plus, depuis que la protection moscovite a déversé sur lui les bienfaits, qu'elle répand également sur la Courlande et le Kamtschatka, sur le Valaque, le Grec et le Géorgien¹.

¹ « Dans ce pays, la plupart des paysans ont cessé d'être des francs tenanciers. » *Smith et Dwight*, missionnaires américains, *Description de l'Arménie*, etc.

Dans cet état des choses , la Russie ne trouve point au-delà du Caucase les subsistances nécessaires pour l'entretien des armées qu'elle est obligée de maintenir même au milieu de la paix. Elle est forcée de tirer les provisions de l'intérieur de l'empire à grands frais d'argent , de temps , de transports et d'avaries. En temps de guerre , ce qui n'était que difficile devient impossible , s'il s'agit de grandes masses armées ; aussi chaque mouvement de la Russie dans cette direction entraîne-t-il la nécessité de tels sacrifices , que les entreprises qui n'avortent pas mettent cependant en jeu , pour ainsi dire , toute son existence. On tâche de cacher cet état de choses , qui n'en est pas moins réel , et dont la meilleure preuve se trouve dans le fait , que jamais la Russie n'a pu parvenir à rassembler au sud du Caucase pour un objet quelconque plus de dix mille hommes ¹, et qu'elle n'y a jamais engagé une guerre , même avec la Perse , sans avoir les mains entièrement libres et pouvoir diriger toute son attention et toute son énergie vers ce seul point.

On sera naturellement porté à se demander, pourquoi la Russie ne se sert pas de la mer Caspienne et de l'Euxin , pour ses communications et le transport de ses troupes au-delà du Caucase. Mais une réunion singulière de circonstances locales et géographiques fait que la Russie , tout en possédant la souveraineté des deux mers , ne saura en tirer quelque usage pour ses moyens de transport , surtout dans le cas d'une guerre agressive contre la Turquie, que lorsqu'elle aura occupé encore une trentaine de lieues

¹ Des corps de troupes plus nombreux ont été lancés contre les Circassiens , mais c'était toujours du côté *du Nord*.

de la côte qu'elle possède aujourd'hui. Les circonstances dont nous parlons sont si singulières, et en même temps d'une telle importance, qu'il nous faut réserver leurs détails à un article séparé, et nous borner à constater qu'en résultat, pour l'entretien des troupes russes au sud du Caucase, et pour leurs opérations contre l'Asie-Mineure, la mer Noire ne sert à rien pour la Russie et la mer Caspienne à peu de chose; qu'en outre, le passage de Demir-Capou, à l'est du Caucase, est éloigné, difficile, d'une occupation précaire, et que, quoique fort utile pour les expéditions primitives au sein des montagnes, il n'a presque été d'aucun secours pour les opérations militaires dirigées plus au sud. Ainsi, jusqu'ici, la possession de la Géorgie, les opérations de la Russie contre la Perse et la Turquie, son établissement en Asie au sud du Caucase, la diversion lors de la dernière guerre turque par une campagne faite en Anatolie, sans laquelle jamais le traité d'Andrinople, suivi du traité d'Unkiar-Skelessi et de la convention de Saint-Pétersbourg, n'eût été signé; tout cela a dépendu du passage du Vlady-Caucase, que deux mille d'entre les deux cent mille Circassiens indépendans eussent pu fermer à toute heure, et n'ont pas fermé par la raison unique, que la Russie parvenait toujours à semer parmi eux des dissensions, et à empêcher qu'ils ne concertassent un plan commun.

Dans nos observations actuelles nous ne perdons pas de vue, que destinées à un ouvrage périodique, elles ne doivent contenir rien de peu important ou de superflu. Cependant quelques détails encore nous paraissent indispensables pour l'intelligence de l'esquisse que nous avons tracée, et nous croyons, que rien ne saurait jeter autant

de lumière sur les projets de la Russie et éclaircir davantage les moyens de s'y opposer, qu'un tableau de l'état actuel des intérêts et des sentimens non seulement des populations caucasiennes, mais aussi des habitans de l'isthme entre les deux mers, des Lazes, Arméniens et Kurdes près du mont Ararat, et même des Valaques, des Moldaves et des Serviens à l'Occident de la mer Noire. Nous énumérons toutes ces populations, parce que c'est sur elles que la Russie exerce maintenant le plus de son activité, et que, chose étrange, les auteurs des voyages en Orient nous donnent des renseignemens si peu satisfaisans sur leur compte, pendant qu'on voit dominer en Europe le mépris le plus injuste et les idées les plus erronées sur eux, faute d'une exacte appréciation, et beaucoup plus encore, grâce au dénigrement systématique, dont la Russie fait usage depuis des années, j'allais dire, depuis des siècles.

Nous allons donc revenir sur ces questions ; si elles sont de nature à intéresser suffisamment le public, nous rappellerons les observations indiquées ci-dessus sur la mer Caspienne et l'Euxin, les détails concernant les positions des Russes sur les rivages de ces deux mers, l'histoire enfin de leurs opérations militaires contre le Caucase.

Nous ne terminerons pas nos remarques sans revenir sur l'état des populations placées sous le joug russe *au nord* du Caucase ; car nous venons d'observer, qu'une déception fort dangereuse, et selon nous d'origine russe, vient d'être publiée par la seule feuille en Angleterre qui ose braver le reproche d'avoir des sympathies anti-nationales.

A l'occasion de la déclaration de l'indépendance de la Circassie, insérée dans le numéro 4 du *Portfolio*, le Cour-

rier du 1^{er} janvier présente des observations où nous puissons les extraits suivans :

« A une époque comme la nôtre, où il est tant question
« de la puissance de la Russie, ce document (la déclaration
« d'indépendance) est intéressant et important à la fois. Il
« confirme le fait notoire, que tous les pays marqués sur la
« carte comme appartenant au czar, de même que tous les
« peuples comptés par ses bureaux statistiques, et aussi par
« l'étranger, comme ses esclaves, ne lui témoignent pas
« leur obéissance.... *Au dedans* de l'empire russe, *il y a*
« *beaucoup de ces tribus*, moitié indépendantes, moitié
« sauvages, *qui sont les sources d'une grande faiblesse.*
« Cet empire nous présente quelque chose d'analogue à ces
« royaumes de l'Europe occidentale aux douzième et treizième
« siècles, où, dans chacun d'entre eux, on voyait
« une tribu ou nation dominante lutter pour obtenir la domination
« sur d'autres tribus disséminées et étrangères....
« Il y a quelques motifs de croire que les progrès, sous ce
« rapport, seront désormais plus rapides que par le passé,
« et qu'il ne faudra pas autant de siècles pour amalgamer les
« différentes populations de la Russie sous un bon système
« de gouvernement, qu'il en a fallu pour opérer la fusion
« entre les différentes nations de l'occident de l'Europe. (!)
« En attendant, c'est *la vocation* du gouvernement russe,
« comme l'avait bien observé l'article de la *Gazette*
« *d'Augsbourg* que nous avons donné avant-hier, c'est *sa*
« *vocation d'organiser et d'incorporer*, et nous sommes
« convaincus, que la nécessité où se trouve le gouvernement
« russe, de remplir cette tâche, le rendra, tant que des
« tribus comme celles des Circassiens existeront *au sein de*
« *l'empire*, beaucoup moins dangereux pour les parties

« plus civilisées de l'Europe *que cela ne paraît au pre-*
« *mier coup d'œil.....* Il nous semble que tout en préve-
« nant l'extension de la puissance russe sur de plus vastes
« territoires , un des plus impérieux devoirs de tous les gou-
« vernemens de l'Europe civilisée serait *de forcer* la Russie
« à remplir *le grand but* auquel elle semble *destinée* , ce-
« lui de civiliser et d'organiser les tribus sauvages qui se
« trouvent dans ses États , et de les amener *au degré ac-*
« *tuel de la civilisation européenne.* »

D'après notre exposé de l'état de la Circassie , les vues de l'auteur que nous venons de citer (nous ne parlons ni de ses mensonges ni de ses erreurs) ne peuvent qu'apparaître dans toute leur hideuse nudité , et il serait superflu de s'y arrêter ; il est de même inutile de présenter la moindre observation sur la prétendue nécessité pour l'Europe *de forcer* la Russie « à civiliser et à amalgamer » les Circassiens ; toutefois , afin d'empêcher qu'un lecteur charitable ou ignorant ne puisse supposer, une seule minute que les suggestions dont il s'agit aient pu naître dans la simple et honnête imagination d'un journaliste de Londres , il nous faut démontrer, comment on a falsifié dans cet article les citations tirées de la *Gazette d'Augsbourg*. Un homme consciencieux et d'un avis opposé à la *Gazette d'Augsbourg* , un homme honorable , qui soutiendrait les opinions ci-dessus énoncées, aurait relevé les erreurs de la *Gazette* d'après lui ; mais il n'aurait ni recommandé les raisonnemens de son adversaire ni cherché à s'appuyer sur des citations mensongères. Or la *Gazette d'Augsbourg* dit que la barbarie russe est dangereuse, *parce qu'elle est organisée* , que la puissance russe est à craindre, *parce qu'elle incorpore ce qu'elle touche.*

Les passages de la *Gazette d'Augsbourg* auxquels se réfère l'écrivain russe, qui les recommande, sont ainsi conçus : « L'avenir de la Russie est d'acquérir, d'organiser et
« d'incorporer — jusqu'à ce qu'elle ait complété son organisation puissante, jusqu'à ce que son cabinet ait étreint
« dans ses bras et l'Europe et l'Asie ! » Les puissances de l'Europe doivent-elles forcer la Russie à remplir une pareille vocation ?

« Toute l'énergie d'un grand empire peut être employée
« au dehors ; on n'a rien à craindre à l'intérieur. Le gouvernement est-il plongé dans une ignorance barbare ou
« paralysé par une stupidité sauvage ? Toute la politique
« intérieure et extérieure de l'État prouvent suffisamment
« le contraire. Le contraste qui frappe, entre les gouvernans et les gouvernés, ne fait qu'augmenter les forces de
« la Russie et les dangers de l'Europe.... S'il reste quelques
« individus récalcitrans ou innovateurs, qui aient pris goût
« à des notions et des sentimens à l'européenne, on leur
« donne d'autres leçons à l'armée, dont la discipline suffit
« pour les apprivoiser : le reste de la population s'en remet
« à Dieu et à l'empereur quant à son sort.... Sans propriété,
« sans liberté, sans espérances ; dépendant, quant à leur
« existence même, de la charité d'autrui ou du despotisme,
« qui ne veut pas qu'ils périssent, parce qu'il a intérêt à la
« conservation des esclaves qui labourent le sol ; indifférens
« à l'égard de leur patrie, puisqu'elle ne leur fournit que
« ce qu'ils auraient aussi bien ou mieux partout ailleurs,
« ces populations ne peuvent avoir d'autre volonté que
: celle de leur souverain ¹ ».

¹ *Portfolio*, n° 5, p. 36, 37 et 38.

On n'a pas sans doute besoin de dire à l'auteur de l'article en question, qu'à l'intérieur de l'empire russe, rien n'existe de semblable aux Circassiens, et qu'il n'existe en Europe ni en Asie aucun autre peuple qui défierait ainsi les intrigues secrètes de la diplomatie et les violentes attaques des armées disciplinées de la Russie.

Au nord de la Circassie, et sur toute l'étendue de la Russie européenne, aucune population ne prétend à une sorte de résistance, encore moins à une sorte d'indépendance. Il n'y a même pas de population qui désirerait secouer le joug de la Russie, excepté les cent mille Tartares isolés dans la Crimée, et les Polonais, qu'on vient de fouler aux pieds. Les Cosaques du Don et les Nogais ont présenté autrefois, à la Russie, une opposition puissante, et paralysé longtemps après son administration par une sorte de résistance passive. Chose singulière ! ces tribus sont déjà réduites aujourd'hui à une parfaite soumission ; elles ont subi l'introduction d'une rigoureuse discipline, et se sont même associées aux sentimens des Russes par suite d'une antipathie commune contre les Circassiens, avec lesquels on les oblige sans cesse de guerroyer.

Les Tartares Nogais ont été transplantés de leurs plaines natives sur l'île de Taman, et dans le voisinage d'Anapa. Afin de ne pas laisser languir leur esprit belliqueux, de l'animer contre les Circassiens, et d'assurer ainsi une guerre destructive entre les deux populations par l'hostilité permanente d'intérêts et d'antipathies, on a établi les Tartares sur les mêmes plaines d'où venaient d'être chassés les Circassiens. C'est ainsi qu'on a poussé différentes tribus de Cosaques vers le Kouban et le Terek, et qu'on place toujours un village fortifié, avec une population organisée mi-

litairement, entre deux villages agricoles. On a lié ensuite cette combinaison par une chaîne de lieux fortifiés plus importants, et habités par des soldats colonistes russes, pour que toute la masse de la population ainsi organisée fût constamment agressive à l'égard des tribus montagnardes, et pour que les réglemens militaires, sanitaires et commerciaux contribuassent également à nourrir une haine inspirée par l'opposition des intérêts primitifs, et soutenue par des provocations destinées à se reproduire sans cesse. Ce n'est pas tout. L'épuisement causé par le climat et les fatigues de la guerre dans ces pays solde plus d'un compte entre la Russie et des sujets qui osent lui résister ou lui désobéir. Aussi l'idole de l'ambition russe recueille-t-elle avec une égale satisfaction l'offrande des misères et du sang des victimes sacrifiées sur cet autel de l'indépendance européenne, et le tribut de soupirs, qui s'élèvent des déserts glacés de la Sibérie.

Un trait manque encore à ce tableau. Dans les travaux « d'organisation et de civilisation » que la Russie, *appelée à cette mission*, poursuit depuis quelque temps avec plus de zèle et d'efficacité que jamais, la Pologne est obligée aussi de sacrifier le reste de son esprit d'indépendance, et de voir ses fils consumer leur dernier souffle et trouver une mort prématurée dans cette lutte désespérée avec un peuple libre et généreux, qu'on exaspère, si on ne détruit pas à ses dépens.

Nous nous réjouissons de ce que la Russie vient de provoquer toutes ces explications; nous nous réjouissons aussi du ton insidieux, mais timide, avec lequel elle hasarde ses suggestions; et malgré tous les moyens secrets qu'elle possède à sa disposition, quoiqu'elle ait commandé l'opi-

nion en Europe pendant vingt ans , voilà que pas un seul organe de la presse n'ose ouvertement soutenir sa cause. L'œil de l'Angleterre s'est ouvert aujourd'hui sur la Russie , et chacun de ses moindres mouvemens nous découvre dès lors une de ses hideuses difformités , ou une de ses parties vulnérables.

IRRUPTION

DES PERSANS EN RUSSIE

PENDANT LA DERNIÈRE GUERRE.

Extrait d'un Appendice à l'édition la plus récente de l'ouvrage :
L'Angleterre, la France, la Russie et la Turquie.

Il est tout naturel que ceux qui ne connaissent pas par la pratique tous les moyens de rendre les Orientaux malléables au point, que votre ennemi d'aujourd'hui devient votre partisan le lendemain; que ceux qui n'ont pas vu comment les affections et les passions y sont inconstantes, et comment l'opinion, le seul ressort des gouvernemens orientaux, se modifie et fait obéir ses vibrations au moindre toucher d'une main habile; il est tout naturel que ceux qui ne comprennent pas cette situation morale de l'Orient, apprécient trop peu l'influence de la Russie dans ces régions, et ne s'aperçoivent pas quels élémens de puissance militaire lui vaut le contrôle moral et politique qu'on lui a permis d'établir sur la Perse et la Turquie. La résistance ouverte et individuelle, la haine implacable des Circassiens contre la Russie, la barrière qu'ils ont su élever contre ses forces, ses ressources et son extension territoriale, a propagé l'opinion, que la Russie s'affaiblit en étendant son empire. Les Circassiens sont des musulmans; on croit donc que tous les musulmans possèdent le même pouvoir de main-

tenir leur indépendance, le même esprit indomptable, que les tribus accoutumées à la liberté d'un pays de montagnes. C'est là une grave erreur, et cette barrière, non conquise, mais une fois dépassée (ce qui est à peu près le cas), la Russie s'étendra non seulement au midi, à l'est et à l'ouest, sans être arrêtée par les diverses religions des peuples et leurs mœurs, ni par les montagnes et l'esprit de leurs habitans, mais encore saura tirer profit, si on lui en laisse le temps, des obstacles même qui l'avaient jusqu'ici retardée, mais sans glacer son ardeur, ni suspendre sa marche.

Toute l'histoire de l'Orient établit ce fait, que nous ne possédons pas une connaissance suffisante de ses coutumes et de ses institutions politiques, pour prévoir et expliquer ce qui s'y passe. Les changemens continuels, le développement soudain, tantôt d'une force et d'une prospérité étonnantes, tantôt d'un affaiblissement subit, démontrent avec quelle facilité on y bâtit et on y renverse, et prouvent quelle influence décisive peut y exercer le génie d'un individu. Que ne produira donc pas dans ce pays le génie d'un système? Des conquérans y ont marché de triomphes en triomphes avec la rapidité d'un courrier. Une escarmouche a suffi pour décider du sort de cent millions d'hommes. Souvent, en quelques mois, on y a érigé des systèmes qui ont duré des siècles, et dans le même espace de temps des empires, descendus au dernier degré d'abaissement, ont remonté tout à coup à l'apogée de la grandeur!

Pour éclaircir à la fois cette vérité et le cours des événemens, nous citerons un passage du journal manuscrit de M. C. Burgess qui, durant plusieurs années, eut un commandement dans l'armée du feu prince royal de Perse.

« Je veux donner ici le récit que me firent sur les dernières guerres deux Persans, aujourd'hui les protégés de la Russie. Aussitôt qu'Abbas-Mirza, le prince royal, eut commencé son expédition contre Tiflis, Chah-Ali-Mirza, autre fils du Roi, vint dans la province de Ghilan pour lever une armée de toufandjis ou chasseurs, avec lesquels il allait faire une incursion contre Lenkeran et remonter les rives de la mer Caspienne, aussi loin que possible. Il fut joint par Mustapha-Khan, etc. L'armée comptait environ douze mille hommes de troupes irrégulières, composées principalement de chasseurs, espèce de soldats la plus utile dans un pays boisé et impraticable comme celui où l'on devait agir. On partit sans que les Russes eussent rien appris de notre mouvement, et on prit Lenkeran, Salian et Bakou ¹ presque sans résistance. On allait assiéger Kouban, *après avoir ainsi tourné complètement toute la chaîne du Caucase*; les Daghestanais et autres tribus montagnardes apportaient dans notre camp des têtes de Russes par centaines, lorsque tout-à-coup, au milieu de la nuit, un courrier apporta au prince Chah-Ali-Mirza la nouvelle de la défaite du prince royal près de Gendja ou Elisabethpol ². Alors le prince, sans prévenir personne, excepté sa suite, partit, et au point du jour, lorsque toute l'armée se leva, elle ne put apprendre, à son grand étonnement, ce que son chef était devenu. Une panique générale fut le résultat de cette fuite; chaque chef retourna chez lui avec les siens, et cette force

¹ Bakou ne fut pas prise, mais seulement bloquée.

² Si Abbas-Mirza eût poussé son armée vers Tiflis, il aurait dû chasser les Russes au-delà du Caucase.

si imposante par ses succès fut dissoute en un moment. Les Russes avaient été vivement alarmés de cette incursion ; les habitans d'Astrakan se préparaient au départ, et toutes les tribus caucasiennes, qui ne s'étaient jamais soumises au joug russe, se mettaient déjà en mouvement pour se réunir à l'armée persane. Il est impossible de dire quels auraient été les effets de cette expédition, si elle eût été commandée par un homme entreprenant ; mais le fait seul, que des forces persanes, mal organisées et commandées, aient pu envahir une si grande étendue de terrain et s'emparer de trois villes fortifiées, peut justifier l'opinion que si les Persans eussent été secourus dans cette guerre par l'Angleterre, et si des officiers anglais eussent exercé de l'autorité dans leur armée, les résultats auraient été bien autres que nous ne voyons ¹. »

¹ Le passage suivant contient trop d'enseignement pour qu'on l'omette.

Tabriz, 8 mars 1834.

« Aujourd'hui j'allai au caravansérail Gulshaw, un des principaux de la ville, et j'y trouvai en très vive querelle Mirza-Rezza, le chef de la douane, et Auek, qui est à la tête des marchands russes à Tabriz. Il m'était difficile d'apprendre qui des deux avait raison. La cause de la querelle me paraissait provenir de ce que des sujets russes avaient essayé de frauder la douane, et qu'Auek les défendait, selon moi, injustement ; mais que cela fût ainsi ou autrement, rien ne pouvait justifier ce dernier, quand il s'écria : J'ai déshonoré les tombeaux de vos pères, comment osez-vous vous opposer à l'autorité des Russes ? Ne savez-vous pas que votre ville et toute votre province est à nous dès qu'il nous plaira, et vous voudriez donner tort à nos sujets ? »

« Je veux donner ici le récit que me firent sur les dernières guerres deux Persans, aujourd'hui les protégés de la Russie. Aussitôt qu'Abbas-Mirza, le prince royal, eut commencé son expédition contre Tiflis, Chah-Ali-Mirza, autre fils du Roi, vint dans la province de Ghilan pour lever une armée de toufandjis ou chasseurs, avec lesquels il allait faire une incursion contre Lenkeran et remonter les rives de la mer Caspienne, aussi loin que possible. Il fut joint par Mustapha-Khan, etc. L'armée comptait environ douze mille hommes de troupes irrégulières, composées principalement de chasseurs, espèce de soldats la plus utile dans un pays boisé et impraticable comme celui où l'on devait agir. On partit sans que les Russes eussent rien appris de notre mouvement, et on prit Lenkeran, Salian et Bakou¹ presque sans résistance. On allait assiéger Kouban, *après avoir ainsi tourné complètement toute la chaîne du Caucase*; les Daghestanais et autres tribus montagnardes apportaient dans notre camp des têtes de Russes par centaines, lorsque tout-à-coup, au milieu de la nuit, un courrier apporta au prince Chah-Ali-Mirza la nouvelle de la défaite du prince royal près de Gendja ou Elisabethpol². Alors le prince, sans prévenir personne, excepté sa suite, partit, et au point du jour, lorsque toute l'armée se leva, elle ne put apprendre, à son grand étonnement, ce que son chef était devenu. Une panique générale fut le résultat de cette fuite; chaque chef retourna chez lui avec les siens, et cette force

¹ Bakou ne fut pas prise, mais seulement bloquée.

² Si Abbas-Mirza eût poussé son armée vers Tiflis, il aurait dû chasser les Russes au-delà du Caucase.

si imposante par ses succès fut dissoute en un moment. Les Russes avaient été vivement alarmés de cette incursion ; les habitans d'Astrakan se préparaient au départ, et toutes les tribus caucasiennes, qui ne s'étaient jamais soumises au joug russe, se mettaient déjà en mouvement pour se réunir à l'armée persane. Il est impossible de dire quels auraient été les effets de cette expédition, si elle eût été commandée par un homme entreprenant ; mais le fait seul, que des forces persanes, mal organisées et commandées, aient pu envahir une si grande étendue de terrain et s'emparer de trois villes fortifiées, peut justifier l'opinion que si les Persans eussent été secourus dans cette guerre par l'Angleterre, et si des officiers anglais eussent exercé de l'autorité dans leur armée, les résultats auraient été bien autres que nous ne voyons ¹. »

¹ Le passage suivant contient trop d'enseignement pour qu'on l'omette.

Tabriz, 8 mars 1834.

« Aujourd'hui j'allai au caravansérail Gulshaw, un des principaux de la ville, et j'y trouvai en très vive querelle Mirza-Rezza, le chef de la douane, et Auvek, qui est à la tête des marchands russes à Tabriz. Il m'était difficile d'apprendre qui des deux avait raison. La cause de la querelle me paraissait provenir de ce que des sujets russes avaient essayé de frauder la douane, et qu'Auvek les défendait, selon moi, injustement ; mais que cela fût ainsi ou autrement, rien ne pouvait justifier ce dernier, quand il s'écria : J'ai déshonoré les tombeaux de vos pères, comment osez-vous vous opposer à l'autorité des Russes ? Ne savez-vous pas que votre ville et toute votre province est à nous dès qu'il nous plaira, et vous voudriez donner tort à nos sujets ? »

Qu'est donc la puissance *militaire* de la Russie, quand douze mille hommes de troupes irrégulières rassemblées et dirigées de la sorte peuvent s'avancer à cent lieues au-delà de sa frontière la plus importante, prendre ou faire bloquer trois places fortifiées, et répandre la terreur jusqu'à une ville située, comme Astrakan, à cent cinquante lieues dans l'intérieur de l'empire. Remarquons surtout, que si l'armée victorieuse, à laquelle la Russie n'a pas su résister, se disperse par suite de la pusillanimité de son commandant et l'absence de tout plan, la Russie ne triomphe que parce qu'elle en a un. Une fois qu'elle a obtenu des succès, elle occupe les districts mêmes qui ont fourni les levées dont il s'agit; elle franchit l'Araxe, elle arrache à la Perse, au mois de février, le traité de Turkman-Tchai, et déjà en avril elle fait marcher un corps de ces mêmes Persans contre la Turquie, et le succès des armes *russe*s dans cette campagne, est dû, de l'aveu de Paskewitsch, à des troupes *musulmanes*!

Ceci nous amène à parler d'un autre sujet de quelque importance. La vaste érudition et les profondes recherches de M. Klaproth, ainsi que les sources officielles d'information dont il pouvait autrefois disposer à Saint-Petersbourg et à Moscou, l'ont rendu la première et presque la seule autorité, au moins sur le continent de l'Europe, par rapport au Caucase et à l'Asie centrale. Il a quitté la Russie par dégoût, à ce qu'on croit; on ne le soupçonne donc pas de trop pencher pour la Russie, on suppose plutôt le contraire. Il y a cependant des circonstances qui pourraient justifier l'idée, que sa fuite ou son exil de la Russie était concerté avec le gouvernement russe. Au moins est-il bien certain que l'effet produit par ses écrits a été

éminemment favorable aux projets de la Russie. Il a établi l'opinion, que les populations musulmanes sont très difficiles à subjuguier, et que la Russie doit s'affaiblir par toutes ses conquêtes en Asie. Nous allons donner ici un article de M. Klaproth, qui a paru à Paris, dans le *Courrier Français*, peu de mois avant la guerre de Perse, et qui produisit dans le temps beaucoup de sensation et fut répété dans plusieurs ouvrages. La tendance à endormir l'attention publique, à calmer toutes les alarmes, y est évidente à chaque ligne, les opinions paraissent inexplicables dans un homme aussi instruit que M. Klaproth; *les inexactitudes* indiquent peut-être la source des opinions.

« Depuis que la Russie a étendu ses possessions au-delà
« du Caucase, elle se trouve dans la nécessité d'entretenir
« une armée nombreuse dans les provinces nouvellement
« conquises. Mais les pays occupés ne fournissent point de
« subsistances suffisantes pour l'armée; il faut donc y
« suppléer par la communication de la mer Noire et
« par des transports effectués à travers le Caucase sur des
« routes rarement praticables pour les voitures. Tous les
« articles nécessaires pour équiper et armer les troupes,
« devant être apportés aussi en Géorgie, il est facile
« d'apercevoir combien la possession de ce pays doit être
« à charge à la Russie. Quarante mille hommes suffi-
« sent à peine pour contenir la population de la Géorgie,
« ainsi que les tribus belliqueuses du Caucase, qui sont
« toujours à l'affût des occasions de piller la plaine et de
« réduire ses habitans à l'esclavage.

« Constamment menacés d'un côté par les montagnards
« indépendans, les Russes ne peuvent avoir la libre dis-
« position des forces qu'ils possèdent au sud du Caucase.

« Une guerre avec la Perse ne peut que les embarrasser,
« car, s'il est facile de faire passer par ces montagnes in-
« hospitalières cent mille hommes, il est presque impos-
« sible de les nourrir lorsqu'ils sont arrivés à leur destina-
« tion. Aucune partie de l'isthme Caucasiens ne produit
« du blé en quantité suffisante pour une exportation tant
« soit peu considérable, et s'il y a même quelque part un
« excédant, la difficulté des communications empêche son
« transport dans les provinces moins fertiles. Le grand
« obstacle que présente ce défaut de subsistances *empê-*
« *chera toujours* la Russie d'augmenter son armée en
« Géorgie et de faire *de vastes conquêtes* en Perse. »

(Nous omettons le reste de l'article et nous ne citons qu'un passage sur le Caucase.)

« En s'avancant sur le territoire persan, l'armée russe
« laisserait sur ses derrières au moins cent vingt mille
« Caucasiens bien armés, de plus, toute la population géor-
« gienne de l'isthme, prête à saisir la première occasion
« favorable pour se révolter; enfin, les tribus mahomé-
« tans de Karabagh, de Schirwan et de Daghestan, tou-
« jours disposées à secouer le joug des Infidèles. »

On ne peut pas se méprendre sur la tendance de cet article, *aujourd'hui surtout* que les événemens ont démontré combien ces allégations étaient dénuées de fondement. Voilà un auteur, devenu autorité sur cette question, qui assure à la France que la Russie ne saurait triompher de la Perse, ou qu'en triomphant, elle ne ferait encore que s'affaiblir ! Il soutient ces opinions par un audacieux étalage de faussetés notoires¹, et termine en faisant une allusion

¹ Non pas dans le passage que nous avons cité, mais dans d'autres concernant la Perse.

aux Indes, dans le but d'éveiller sous ce rapport l'ancienne rivalité de la France, et de lui persuader que s'il y a quelque danger réel en Orient, ce danger n'existe que pour la domination coloniale de la Grande-Bretagne.

C'est une nouvelle doctrine que celle qui soutient, que deux ou trois batailles ne décident pas encore du sort d'un peuple à demi-barbare. Alexandre-le-Grand l'a réfutée, Mahmoud de Ghazna et tous les conquérans orientaux l'ont réfutée plus éloquemment encore.

Quant aux derniers paragraphes, ils sont un tissu de mensonges. L'opposition que la Russie peut rencontrer de ce côté dépend uniquement, tant que l'Angleterre se tient à l'écart, de l'énergie du gouvernement persan. Tout ce qui diminue cette énergie affaiblit aussi les résistances que la Russie doit vaincre, et une fois cette énergie détruite, ces contrées non seulement cessent de causer à la Russie des dépenses d'hommes et d'argent, mais au contraire contribuent à augmenter ses ressources. Quant à la comparaison des guerres contre la Perse avec nos guerres contre les Birmans, il y a cette différence, que la Russie a fait payer à la Perse les frais de guerre jusqu'au dernier sou, tandis que nous, nous avons contracté une dette de 12 millions au-delà de ce que les Birmans nous ont payé.

LA RUSSIE ET L'EUROPE.

Dans notre dernier numéro nous avons donné des extraits des articles étranges contenus dans la *Gazette d'Augsbourg*. Nous n'avons pas douté que des articles publiés avec suite et sur un sujet aussi grave, ont dû être pesés avec attention et mis au jour sous le cachet d'une autorité supérieure à celle de la rédaction du journal. Cependant, nous avons vu avec une extrême surprise, qu'aux idées originales empruntées à la *Revue Britannique et étrangère*, on avait ajouté gratuitement des raisonnemens inintelligibles. Dans la *Revue*, où l'on a puisé ces articles, on commence par réfuter, en s'appuyant sur les détails de l'administration russe, l'erreur dangereuse propagée en Europe, que la Russie ne serait pas à craindre à cause de ses élémens de faiblesse intérieure. Puis, après avoir prouvé que tel n'est pas le cas, et que la Russie n'a rien à redouter chez elle, *pendant* qu'elle s'occupe à des conquêtes au dehors, l'auteur attaque l'autre erreur, qui se figure la puissance russe comme irrésistible; il démontre avec le même succès, que ses moyens matériels pour agir à l'extérieur sont insignifiants et peu à craindre, mais qu'elle est surtout redoutable par sa diplomatie, qui sait semer la discorde entre les gouvernemens comme entre les individus, qui affaiblit par la corruption, subjugue en protégeant, et parvient à prévenir toute combinaison capable de lui résister.

Dans les numéros précédens de la *Gazette d'Augs-*

bourg on ne s'était servi que de la première partie de cette argumentation, et après avoir prouvé que la Russie est poussée par son organisation même à faire des conquêtes et des incorporations territoriales, on écarte entièrement la question de la force *relative* de la Russie, et on arrive à pieds joints à cette conclusion, que ses progrès *ne rencontreront pas* d'obstacle, et que l'univers *sera forcé* de les subir. Cette conclusion, assez triviale pour ne pas mériter d'être relevée, nous nous l'expliquions, quoique d'une façon peu satisfaisante, par l'idée qu'elle était seulement destinée à réveiller les Allemands de leur apathie; mais un article ultérieur de la *Gazette* nous explique mieux cette énigme. On n'avait pris la position dont nous venons de parler, que pour la faire suivre d'une réfutation que nous insérons dans nos colonnes, et que nous regardons, relativement à la source et au moment de sa publication, comme une des productions les plus remarquables de la presse continentale.

Cet article ne touche point aux observations présentées ci-dessus sur la situation intérieure de la Russie, mais il s'occupe de suite à démolir l'injustifiable conclusion que la Russie *parviendra* à la domination universelle, par la comparaison de ses forces militaires avec celles des autres puissances. On avait précédemment exagéré les sujets d'alarmes : ici l'auteur exagère, ce nous semble, le sentiment de la confiance. En recommandant son écrit à l'attention de nos lecteurs, nous ne pouvons nous empêcher de leur présenter aussi une considération qui a échappé au diplomate autrichien, ou qu'il a remise à un autre moment ; c'est que les collisions entre la Turquie et la Russie n'existent plus, et que lorsque la Russie placera une garnison dans

les Dardanelles et des sentinelles à la porte du sérail, l'Autriche n'aura plus l'occasion d'intervenir, puisque ce fait s'accomplira sans aucun conflit hostile, et que la nouvelle de ce mouvement ne sera probablement connue à Vienne qu'après l'exécution.

Les gouvernemens européens peuvent prévenir un pareil résultat, mais ce n'est pas en déclarant qu'ils sont prêts à se coaliser, c'est en se hâtant de rendre la chose impossible en pratique, et *l'opinion* européenne a déjà peut-être sans s'en douter assez retardé la réalisation des plans de la Russie, pour que les autres gouvernemens aient bonne chance de les arrêter, surtout par la réaction, que les discussions à ce sujet ont imprimée à l'opinion des Turcs, et par l'éveil donné ainsi à leurs espérances et à leur esprit de nationalité, seuls obstacles, qui s'interposent aujourd'hui entre la Russie et l'occupation, qui la rendrait maîtresse de l'univers.

A L'ÉDITEUR DE *LA GAZETTE UNIVERSELLE*.

« Dans un article récemment inséré dans votre journal, l'auteur s'efforce de prouver, comme une nécessité résultant de la situation intérieure de la Russie et de l'Europe, que l'Europe doit se soumettre graduellement à l'influence de la Russie, et suivre la direction que lui imprimera cet empire. Il trouve un adoucissement à ce sort dans la circonstance, que la Russie se ferait alors Européenne; mais il nous semble que les Européens y puiseraient aussi peu de consolation que les Grecs, subjugués par les Romains, lorsque Horace leur chantait :

*Græcia capta ferum, victorem cepit, et artes
Intulit agresti Latio.*

Toutefois, le danger n'est pas aussi prochain que le croit l'auteur, ni aussi grand qu'il voudrait se le persuader ou le persuader aux autres. La Russie occupe, il est vrai, une sorte de citadelle entre les deux parties du globe, d'où elle peut attaquer également et l'Europe et l'Asie. Elle possède une armée, qui, au moins sur le papier, dépasse un demi-million d'hommes, et remarquons qu'il est plus facile de se forger une épée de cent aunes de long que de la manier : d'ailleurs l'armée de cet empire n'est pas aussi nombreuse en réalité. D'après la situation de ses finances, la Russie peut entretenir trois cent mille hommes, et en supposant toutes ces troupes sur pied, elles se trouvent dispersées dans toutes les parties du globe, dans des positions éloignées à plusieurs centaines de lieues l'une de l'autre, et la Russie ne peut pas leur faire quitter ses frontières exposées, soit du côté de la Perse et du Caucase, soit du côté de la Turquie et de l'Autriche ou même du côté de la Suède ; il le faudrait cependant avant de pouvoir réunir sur sa frontière occidentale des forces suffisantes pour menacer les puissances européennes. Avec combien de troupes effectives la Russie a-t-elle fait face aux armées de Napoléon ? Avec deux cent vingt mille hommes au plus. Combien comptait de soldats l'armée qui combattit à Lutzen, à Leipsick, puis en France ? Soixante et plus tard quatre-vingt mille hommes. A quoi se réduisirent les cent cinquante mille hommes, que Diebitsch se vantait à Berlin d'avoir sous la main, prêts à marcher sur les frontières, au moment où éclata la révolution polonaise ? A vingt-huit mille hommes capables d'entrer en campagne. Cet été encore, après maints préparatifs et maints efforts, on rassembla quarante mille hommes à

Kalisch, ce qui ne forme que les deux tiers des troupes que la France entretient, par exemple, dans l'Alsace seule, pour ne rien dire de la Prusse. Mais supposons que la Russie trouve moyen de paraître aux portes de l'Allemagne avec cent cinquante mille hommes, cette force pourrait-elle seulement inspirer des craintes à la Confédération germanique, qui aurait dans la première campagne un nombre double de soldats à lui opposer, et qui n'aurait encore besoin ni de toucher à ses réserves, ni d'avoir recours à la France, pour chasser les Cosaques, comme jadis elle a su seule chasser les Mongols. La Russie ne peut pénétrer en Allemagne qu'avec l'alliance ou la neutralité de la Prusse, comme elle ne peut franchir le Balcan sans la neutralité de l'Autriche. Mais si la Confédération germanique, dans son organisation actuelle, n'est point un vain nom, l'Europe est déjà protégée par elle comme la Turquie l'est par la domination de l'Autriche sur la Hongrie et la Transylvanie. Ainsi, ce ne serait que la faiblesse des puissances voisines, faiblesse, qu'on n'a pas aujourd'hui à reprocher, ou leur alliance avec la Russie pour lui faciliter les conquêtes, alliance impossible aujourd'hui, qui pourraient ouvrir à la Russie la carrière de la domination universelle. La France, pour gagner la rive gauche du Rhin, se réunirait-elle à la Russie contre l'Allemagne? Cela, ainsi que toutes idées pareilles, ne sont que des hypothèses, des possibilités, mais non pas des probabilités..... Non, aussi long-temps du moins qu'il y aura une confédération des États occidentaux soutenue par l'Angleterre, qui ne pourrait souffrir ni les Français sur le Rhin, ni les Russes sur le Bosphore, les projets de la Russie, soit qu'elle voulût conquérir le monde en marchant sur le

Bosphore , ou en se dirigeant vers le Rhin , ne peuvent donc pas éveiller des craintes sérieuses , tant que le système actuel de l'Europe ne subira *aucun changement* ; ces projets ne pourraient s'appuyer que sur un ordre de choses tout-à-fait différent de celui qui fait la base de toutes les combinaisons politiques de l'avenir. On ne doit donc les considérer que comme l'illusion d'un rêve. Dans un autre ordre d'idées , croirait-on que la Russie a pour elle la sympathie des nations ou même un parti dans leur sein ? On peut affirmer positivement , qu'en Allemagne , par exemple , aucune puissance étrangère n'a de parti , la France elle-même n'en a pas. Cependant il existe en France beaucoup de choses dans les institutions publiques et l'administration de la justice , qui plaisent aux Allemands d'un jugement superficiel ; de plus et malheureusement , le caractère de la civilisation des Allemands les rapproche des Français. Mais de la sympathie pour la civilisation russe ! . . . Tout danger venant du côté de la Russie ferait lever nos populations avec autant et même plus d'énergie qu'un semblable danger qui nous viendrait de la France. On peut dire la même chose des autres nations. Il paraît donc que notre diplomatie et notre politique peuvent longtemps encore poursuivre tranquillement leur route actuelle , sans prévoir de ce côté aucun danger réel ; mais il est étrange , qu'une puissance prépondérante nous parle de son besoin de frontières naturelles , et par conséquent de certaines conquêtes. La Russie , nous dit-on , a besoin des Dardanelles , comme d'un débouché pour ses mers. N'a-t-elle donc pas besoin également du Sund et du Catégat ? Et lorsqu'elle aura les Dardanelles , ne lui faudra-t-il pas occuper aussi le détroit de Gibraltar ? Après le Sund , ne

convoitera-t-elle pas le Pas-de-Calais ? Ce sont là des désirs comme il en vient à ceux qui se sentent forts. « J'ai beaucoup, il est vrai ; mais je voudrais avoir le tout, » a dit le poète ; et c'était le système des Romains , qui y procédaient d'une manière fort sommaire. Ils réclamaient la propriété de toute la race humaine , ainsi que celle de tous les ports , toutes les mers , toutes les positions fortes du monde ; et en anticipant sur la réalisation de leurs vœux , ils appelaient leurs possessions *orbis terrarum*. Bâtir sur de telles suppositions , ou les attribuer à un État non comme forme naturelle dans laquelle se développent certains vœux politiques , mais comme une nécessité inhérente à sa politique et à son existence , est une chose fort déraisonnable , et qui confond des idées entièrement hétérogènes. La Russie , pour être grande et puissante , n'a pas plus besoin des Dardanelles que du Sund ; mais elle les convoite , puisque le présent nous porte toujours à rêver l'avenir dès que nous nous sentons en forces. D'un autre côté , on aurait tort de venir en aide à son ambition , de lui parler de cette proie ou de croire qu'elle lui est destinée. Si l'Europe veille comme aujourd'hui , si les grandes puissances restent unies pour défendre leurs intérêts *positifs* , et persévèrent dans leurs efforts pour le développement du bien-être de leurs peuples , on peut laisser les Russes s'amuser de leurs illusions. En dépit de ces illusions , ni la Turquie ni l'Allemagne ne seront en danger. L'Europe n'est pas peuplée principalement de Slaves , mais de nations d'origine germanique et latine , et c'est de notre côté que se trouve la véritable force ; car outre la supériorité du nombre , nous avons pour nous la vertu , la justice , les lumières , qui sont les vraies sources de la puissance , et notre époque ne se laisse plus effrayer par des songes et par des revenans. »

EXTRAIT
DE LA GAZETTE DE MOSCOU,

DU 27 DÉCEMBRE 1832.

(Voyez page 9.)

(Cet article fut désavoué par le gouvernement sur une réclamation des gouvernemens d'Angleterre et de France [car il menaçait aussi de marcher par Constantinople sur Paris] , mais il fut depuis répété par la Gazette officielle de Jassy, d'où, comme de raison , il s'est répandu et a produit un puissant effet sur le midi de la Russie. Nous ne le comptons que parmi les actes que nous considérons *comme s'il n'avaient jamais eu lieu.*)

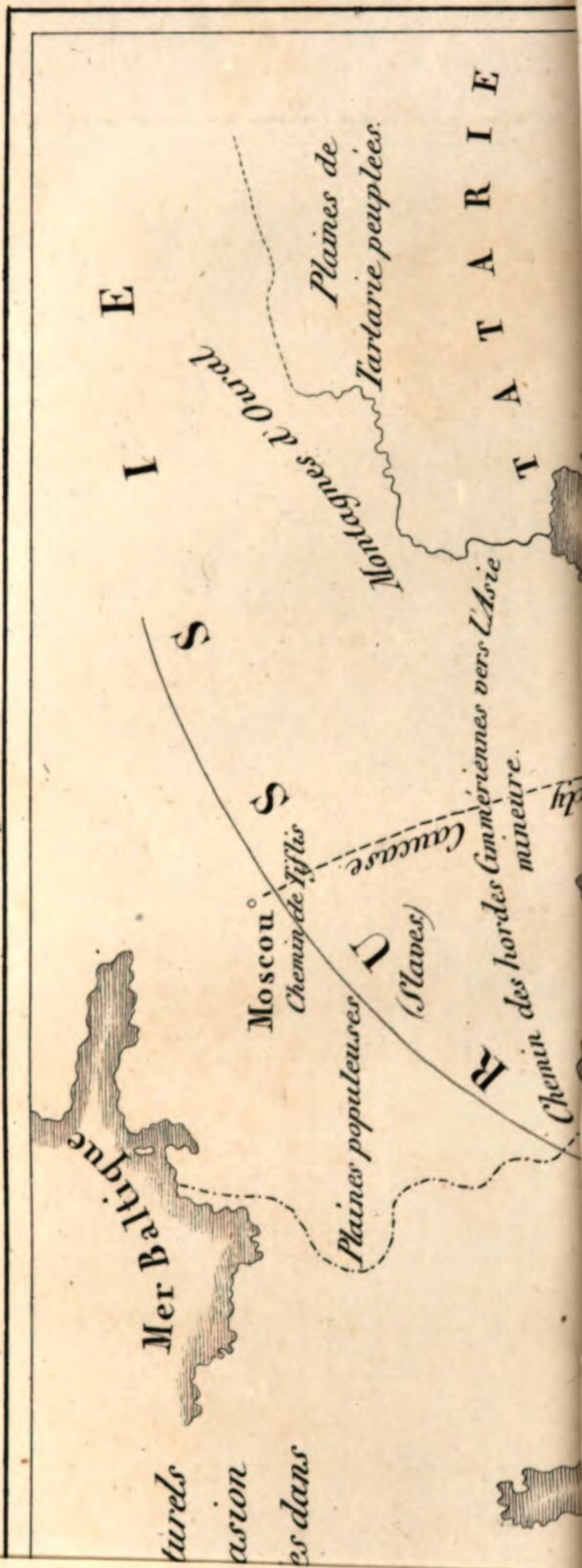
« La nation russe est indignée de la part secrète que l'Angleterre , ou plutôt son cabinet perfide , a pris dans les derniers troubles de Pologne¹ ; mais nous aurons aussi notre tour ; nous lui arracherons son masque , et nous

¹ L'Angleterre, comme tout le monde sait, n'a pris aucune part aux troubles de la Pologne. Pourquoi donc le gouvernement russe représente-t-il à ses sujets une hostilité étrangère qui n'a pas existé ? Mais, dit la *Gazette*, si ce n'est pas le peuple, c'est le cabinet anglais qui était contre vous , c'est-à-dire « détestez et haïssez l'Angleterre, mais faites cela sans bruit ; pour le gouvernement anglais , faible et détestable comme vous le connaissez , je le punirai facilement. » La sympathie pour les Polonais était certes, en Angleterre, aussi franche que puissante ; elle n'était pas *secrète*, c'était une sympathie et une assistance de a nation , *et non pas du gouvernement.*

« enseignerons au monde *comment une nation peut être*
« *réduite à un esclavage réel*. On va juger prochaine-
« nement, si Ponsonby a dit la vérité en répétant à qui vou-
« lait l'entendre : « La Russie n'est plus rien , et la Pologne
« l'empêchera dorénavant de se mêler des affaires de l'Eu-
« rope ; c'est un gouvernement asiatique » , etc. Comment
« cette Albion endettée , dirigée maintenant par les prin-
« cipes les plus perfides , osera-t-elle faire lever cet ours
« (comme elle nous appelle) qui faillit dévorer Napoléon ,
« ainsi que la première armée qui mit les pieds sur son ter-
« ritoire ; ours qui vint jusqu'à Paris venger la témérité
« qu'on s'était permise à son égard ! Non , le tour de l'An-
« gletterre viendra , et nous aurons à régler nos comptes
« avec elle à Calcutta. Sa politique fausse a déjà compromis
« sa tranquillité ; qu'elle s'allie aux Nègres de l'Afrique ,
« à qui elle veut tant de bien , et par rapport auxquels
« l'Europe est sa dupe : nous, Barbares et esclaves (comme
« ses journaux nous appellent), nous allons lui donner une
« leçon. En attendant , qu'elle poursuive sa marche ac-
« tuelle ; *c'est juste tout ce qu'il nous faut.* »

Carte pour le Namiro à du Sud, folio

Carte pour le Numéro 6. du Port-folio.



LE
PORTFOLIO
OU
COLLECTION
DE DOCUMENTS POLITIQUES
RELATIFS
A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.

—
TOME I.
—

N° 7.

Copie d'une dépêche très réservée du comte Pozzo di Borgo,
en date de Paris, le 28 novembre 1828.

Observations.

Situation actuelle et avenir de la Circassie.

PARIS.

TRUCHY, LIBRAIRE, || LE DOYEN, LIBRAIRE,
BOULEVARD DES ITALIENS, N° 18. || PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, N° 31.

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

1836.

LE
PORTFOLIO
DE DOCUMENTS POLITIQUES
A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

TOME I

Copie d'une dépêche très importante du comte de Buge, le 25 novembre 1858.
Observation relative et avant de la Censure.

PARIS.
FRANCIS LEBLANC, 15, RUE DE VAUGIRARD.
DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

COPIE

D'UNE DÉPÊCHE TRÈS RÉSERVÉE

DU COMTE POZZO DI BORGO,

EN DATE DE PARIS , LE 28 NOVEMBRE 1828.

LA notice confidentielle que le cabinet impérial a jugé à propos de transmettre à ses représentans auprès des quatre cours principales de l'Europe , relativement aux événemens de la campagne et à la position réciproque dans laquelle se trouvent les deux puissances belligérantes à la fin de la saison des opérations militaires , donne une idée juste et complète du caractère de la guerre et de la manière dont elle a été conduite.

Comme vous l'avez observé , M. le Comte , rien dans ce tableau ne justifie les espérances odieuses et mal fondées des ennemis de la Russie , et on a raison de s'étonner que la jalousie et la haine se soient aveuglées au point de méconnaître si grossièrement la vérité.

En se décidant à obtenir justice par la guerre , l'Empereur porta dans le nombre et dans l'emploi de ses forces cet esprit de modération ¹ et d'humanité qui était insépa-

¹ Le général Valentini, dans son récit de la campagne de 1828, ne perd naturellement aucune occasion et ne néglige aucun prétexte pour excuser le peu de succès des Russes ; mais il a totalement omis la considération « de la modération et de l'humana-

nable des motifs et du but qui avaient obligé Sa Majesté à prendre les armes dans l'espoir que d'un côté, l'ennemi, moins obstiné à risquer sa ruine, chercherait son salut dans la paix, et de l'autre que les cabinets intéressés à ce résultat, et notamment celui de Vienne, se seraient empressés sincèrement d'inculquer à la Porte-Ottomane une conduite si prudente et si nécessaire.

Ce calcul, quoique fondé sur des données plausibles, a manqué, nous devons l'avouer, par l'opiniâtreté inconsidérée du Sultan, et par la politique hostile et fausse du cabinet autrichien.

Toutefois ces résistances et ces menées n'ont pu cependant empêcher les succès notables de la campagne, ni les conquêtes que la seule fraction de l'armée impériale, qui y a pris part, a pu achever au milieu des obstacles que la valeur ou le désespoir de l'ennemi, et encore plus l'âpreté de la nature, lui ont constamment opposés. Dès que l'impatience du public et les illusions de nos adversaires ont donné aux événemens le temps de paraître et de se présenter tels qu'ils sont, il n'y a nul doute que la force de la vérité n'ait triomphé des préventions ou des erreurs, et que notre position ne soit maintenant appréciée avec tous

nité de l'Empereur. » La Russie n'a pas réussi, parce que tous les moyens dont elle a pu disposer dans un temps donné n'étaient pas encore suffisans. Les mensonges que l'auteur de la dépêche adresse à sa propre cour donnent la mesure de la réserve et de la fausseté employées jusque dans les notes les plus secrètes de la Russie, comme pour ne pas en perdre l'habitude. On peut juger par cet exemple de la nature du reste des vues et des argumens.

(*Note de l'Éditeur anglais.*)

ses avantages. Les sacrifices que nous avons faits pour les obtenir, quoique considérables, ne sont nullement disproportionnés avec les résultats, et la grandeur de nos ressources se montre encore d'une manière formidable à ceux même qui sont le plus portés à les révoquer en doute.

Ces vérités, M. le Comte, sont évidentes pour le gouvernement français, qui ne les a jamais méconnues, et pour les personnes impartiales et de bonne foi dans ce pays. J'ajouterai même, d'après les notions qui me sont parvenues, qu'elles le sont également pour le duc de Wellington : ce grand militaire n'a jamais tiré des conséquences graves des succès accidentels et de la résistance inattendue des Turcs ; il a attribué à chaque événement son degré d'importance et s'est gardé d'en exagérer les effets. Dès qu'il a connu le nombre de troupes impériales qui avaient passé le Danube, il a cessé, à la vérité, de s'attendre à des événemens décisifs ; mais il ne s'est point dissimulé que la supériorité relative resterait à nos armes et que la discipline triompherait de l'enthousiasme. C'est dans cette conviction qu'il voit la probabilité et presque la certitude d'une nouvelle campagne, et qu'il en appréhende les suites les plus désastreuses pour l'empire ottoman, parce qu'il croit, avec raison, que l'expérience nous dictera les précautions, et que l'Empereur est à même de n'en négliger aucune. Ces renseignemens me sont fournis d'une manière positive par M. le prince de Polignac, qui vient d'arriver de Londres, et qui en a fait part au Roi et aux ministres ; et je suis d'autant plus porté à y ajouter foi, qu'ils se trouvent conformes à cette sagacité innée que j'ai toujours reconnue dans le Duc, lorsqu'il s'est agi d'exercer son ju-

gement sur des questions relatives à une profession où il a excellé d'une manière transcendante.

Cette nouvelle campagne, que nos adversaires ou ceux qui sont jaloux de notre grandeur, craignent tant de voir commencer, est devenue, M. le Comte, nécessaire et inévitable. La dignité, l'honneur et les intérêts de l'Empereur et de l'Empire l'exigent.

Lorsque le cabinet impérial a examiné la question si le cas était arrivé de prendre les armes contre la Porte à la suite des provocations du Sultan¹, il aurait pu exister des doutes sur l'urgence de cette mesure aux yeux de ceux qui n'avaient pas assez médité sur les effets des réformes sanglantes que le chef de l'empire ottoman venait d'exécuter avec une force terrible, et sur l'intérêt que la consolidation de cet empire inspirait aux cabinets de l'Europe en général, et notamment à ceux qui sont moins bien disposés envers la Russie; maintenant l'expérience que nous devons faire doit réunir toutes les opinions en faveur du parti qui a été

¹ Consultez le n° 105 de la *Quarterly Review*, pour voir dans tout son jour les artifices au moyen desquels la Russie avait amené la guerre; pousser la Grèce à l'insurrection et plonger la Porte dans une lutte de sept années avec elle, faire détruire par l'Angleterre et la France la flotte de la Turquie, son principal moyen de défense contre le Nord, porter enfin ces deux grandes puissances à presque déclarer la guerre à la Porte par le rappel de leurs ambassadeurs, voilà ce qui s'appelle dans les entretiens familiers du cabinet de Saint-Pétersbourg, « la provocation du Sultan! » Le passage qui suit, sera lu avec l'intérêt le plus profond, car il indique la véritable cause de la guerre, qu'on n'avait pas jusqu'à ce jour soupçonnée.

(Note de l'Edit. angl.)

adopté. L'Empereur a mis le système turc à l'épreuve, et Sa Majesté l'a trouvé dans un commencement d'organisation physique et morale qu'il n'avait pas jusqu'à présent¹. Si le Sultan a pu nous opposer une résistance plus vive et plus régulière, tandis qu'il avait à peine réuni les élémens de son nouveau plan de réforme et d'amélioration, combien l'aurions-nous trouvé formidable dans le cas où il aurait eu le temps de lui donner plus de solidité et de rendre impénétrable cette barrière que nous avons tant de peine à franchir, quoique l'art ne soit encore venu qu'imparfaitement au secours de la nature.²

¹ « La destruction totale des Janissaires et des déré-beys, qui
« peuvent être comparés à ce que seraient les zémindars dans
« l'Inde sous un faible gouvernement central, a été un mémo-
« rable essai de régénération qui, *si la Turquie est sauvée*,
« immortalisera le règne de Mahmoud, le placera au rang des
« règnes les plus glorieux de l'histoire. »

. « Si le Sultan savait seulement bien apprécier sa
« position, s'il voyait le mérite de son peuple et les fautes de
« son gouvernement, une simple déclaration de sa volonté éclai-
« rée produirait dans le sort de la Turquie une révolution sans
« exemple dans tout autre pays. » (*L'Angleterre, la France, etc.*,
trad. franç., p. 87, 88, 90 et 91.)

² « Ses alliés la trouveront toujours prête à concerter sa
« marche avec eux pour l'exécution du traité de Londres, tou-
« jours empressée à venir en aide à un acte, que la religion et
« tous les sentimens honorables à l'humanité recommandent à
« son active sollicitude; toujours disposée enfin à ne profiter de
« sa position actuelle que dans le but d'accélérer l'accomplisse-
« ment des articles du traité du 6 juillet et non d'en changer la
« nature ou les effets. » (Déclaration de guerre de la Russie, du
26 avril 1828.)

« La Russie est constamment restée étrangère à tout désir de

Puisque les choses étaient telles, nous devons donc nous féliciter de les avoir attaquées, avant qu'elles nous devinssent plus dangereuses ; car le délai n'aurait fait qu'empirer notre situation relative, et nous préparer de plus grands obstacles que ceux que nous rencontrons.

Si je devais ajouter une preuve de plus à cette vérité, je la chercherais dans l'ensemble et dans les vues de la notice confidentielle du ministère impérial. Loin de diminuer les exigences et les conditions qu'il met à la paix, j'ai observé avec une vive satisfaction qu'il les augmente, après que la campagne lui a donné une plus juste idée de l'état réel des choses, et l'a convaincu du besoin d'augmenter les précautions pour diminuer les dangers de l'avenir.

Cette conviction n'est pas l'effet d'un raisonnement spéculatif, mais de l'expérience acquise sur les lieux et au milieu des combats ; elle justifie le parti pris de faire la guerre, et démontre la justesse des motifs qui l'ont fait adopter.

Il est une autre raison qui rend de nouveaux succès et une supériorité plus prononcée en notre faveur, indispensables, si nous voulons obtenir le but de la guerre. Lorsque l'Empereur l'a commencée, l'Europe a été avertie que Sa Majesté s'abstiendrait de conquêtes et ne demanderait que d'être indemnisée de ses dépenses, et d'obtenir des garanties morales pour la liberté de son commerce. Il est naturel que les cabinets, loin d'être portés à donner de la latitude à ces expressions générales, ont dû désirer

« conquêtes, à toute vue d'aggrandissement. » (Manifeste de la Russie, du 1^{er} octobre 1829.)

d'en circonscrire l'effet aux plus petits résultats possibles. Supposons maintenant que, lorsque le Sultan a en partie surpassé leurs espérances par sa résistance, lorsque quelqu'un d'entre eux peut encore se complaire dans l'idée de notre faiblesse, nous mettions en avant les conditions articulées sagement par Votre Excellence dans sa note confidentielle, tous élèveront leurs voix contre l'énormité de nos prétentions, et tous, sans exception, les trouveront dures et peut-être injustes. J'ai dit sans exception, parce que dans ce cas je n'en exclus ni la France ni la Prusse. Ces deux cours ont sans nul doute une politique amicale et bienveillante envers la Russie, elles ne s'associeront pas à ses ennemis et ne s'armeront pas contre elle, mais leur désir de la paix est tel, et le besoin de voir mettre un terme aux complications que la continuation des hostilités peut amener, si pressant, qu'elles croiront ne pas pouvoir s'empêcher de désapprouver tout ce qui retarde une conclusion si désirable à leurs yeux, dès que le Sultan aura consenti à rétablir l'état des choses *ante bellum*, et à céder ce que l'opinion nous a déjà sacrifié, les forteresses et le littoral asiatique de la mer Noire.

La destruction de celles qui existent sur la rive droite du Danube et sur le versant du Balkan sera regardée comme ayant pour objet la ruine prochaine de l'empire ottoman. On invoquera nos promesses, on refusera d'admettre nos explications, et il se formera ainsi un vœu général en Europe plus ou moins actif, à la vérité, et dans des intentions différentes, mais cependant contraire dans le fond à ce que nous sommes dans la nécessité d'obtenir.

La Russie liée, emprisonnée par une vaste ceinture, placée

Ce résultat embarrassant, et même fâcheux pour nous, serait la conséquence immédiate et inévitable de toute négociation dans l'état actuel des choses. Si elle avait lieu, nous ne pourrions nous dispenser de mettre au jour nos intentions. Dès lors les Turcs en appelleraient à l'Europe chrétienne, qui, sans contredit, accueillerait leurs réclamations, quoique, comme je l'ai déjà observé, avec des différences dans le degré et la nature de ses sentimens; cependant cette différence dans l'action n'en établirait pas une dans la manière défavorable de juger moralement et politiquement nos prétentions.

Une telle disposition est la conséquence toute naturelle de cette espèce d'amalgame européen, auquel nous avons dû associer la politique spéciale de l'empire. — L'intérêt de tous les autres est de nous y tenir, parce qu'ils ont plus de chances à entraver nos démarches; le nôtre doit tendre à nous en délivrer insensiblement par la force des événemens, et sans avoir l'air, s'il est possible, de vouloir leur échapper.

Le plus sûr moyen d'accomplir cet objet essentiel à sous la dépendance d'un guichetier hostile, et entravée dans ses projets par un État sans diplomatie, a dû, en s'agrandissant, déchirer cette ceinture, écarter ce guichetier, et pour atteindre sa proie, trahir et bouleverser cet État. Rien ne l'arrêtera dans cette direction qu'un bon gouvernement et des forces matérielles imposantes en Turquie. On peut juger des intentions de la Russie par les efforts qu'elle fait pour priver ce dernier pays de ses vrais moyens d'existence, convaincue de la nécessité de le subjuguier, même sans but avoué, et plus encore en calculant son but. (*L'Angleterre, la France, etc.*, édit. angl. la plus récente, p. 26.)

notre indépendance présente et future, et d'éluder sans affectation la négociation intempestive que les cours de l'Europe voudraient amener durant l'hiver, est de nous mettre en mesure de commencer la campagne prochaine avec des préparatifs et des forces qui emportent tout devant elles.

Cette opération, j'ose l'espérer, n'est pas supérieure à nos moyens. L'Empereur a de plus l'expérience acquise dans la campagne qui vient de finir. Sa Majesté a vu et jugé les obstacles. Elle a connu ce que la prévoyance de ses subordonnés n'a pu ou même n'a su deviner. Les généraux, les chefs de corps, les officiers eux-mêmes ne seront pas surpris de la manière dont l'ennemi s'est opposé à leur valeur; on connaîtra d'avance le matériel qui est nécessaire aux opérations qu'on se propose, et on y pourvoira; et leur marche enfin ne sera plus un essai, mais un combat décisif, soutenu par tous les moyens qui doivent nous le rendre favorable.

Les ménagemens qui n'ont servi qu'à enhardir l'ennemi et à donner aux sentimens malveillans de l'Autriche en particulier, et d'une grande portion du public anglais, l'occasion de noircir par des calomnies les actes de la plus honorable générosité, cesseront entièrement. Nous laisserons les chrétiens combattre leurs tyrans, et nous susciterons à notre ennemi toutes les tempêtes qu'il provoque, puisqu'elles deviennent une partie de notre défense naturelle et un moyen de le contraindre à se soumettre aux conditions qu'il est de notre honneur et de notre salut de lui imposer.

Votre Excellence connaît que du premier moment où il s'est agi de faire la guerre, j'osai lui soumettre l'opinion

de réduire les forteresses principales qui gardaient l'entrée des provinces intérieures de l'empire ottoman, et par cela même les approches de la capitale. Quelques uns de ces boulevards sont déjà en nos mains ; les autres, principalement ceux qui restent sur le Danube, doivent y tomber. En les ayant en notre pouvoir, non seulement nous serons libres dans tous nos autres mouvemens, mais nous nous serons formé une frontière formidable contre les attaques de l'Autriche. En effet, elle ne saurait nous porter des coups incommodes qu'en débouchant dans les principautés et en menaçant nos communications. Si nous sommes une fois établis sur les deux rives du Danube, c'est elle qui manquerait de points d'appui si elle voulait descendre dans les plaines, tandis que nous serions les maîtres de menacer à notre tour les forces qu'elle aurait aventurées. Ces idées sont celles que j'ai retrouvées dans l'exposé du cabinet impérial, où j'ai pu reconnaître le projet d'opérer à la fois sur le Danube et de porter une armée suffisante en avant, appuyée par Varna et par la flotte, et garantie par un corps d'observation contre Choumla.

Ce plan, soutenu par tous les moyens propres à en assurer la réussite, peut mettre dans deux mois d'opérations l'empire ottoman à découvert, et en faire dépendre le sort de la volonté de l'Empereur. C'est alors que les cabinets de l'Europe redoubleront d'efforts pour forcer le Sultan à la paix, parce qu'ils verront qu'ils ne pourront le sauver que par un traité. Leur unanimité ne peut exister que dans ce cas ; car dans tout autre, et s'il s'agissait d'hostilités contre la Russie, l'accord entre eux est impossible. Cette situation serait celle qui conviendrait le plus à l'empereur. Pouvant faire plus, Sa Majesté consentirait à exiger moins,

et ce minimum se réduirait aux propositions contenues dans l'exposé confidentiel de Votre Excellence. Parvenir à ce point de supériorité me semble devoir être le but de tous nos efforts. Cette supériorité est devenue maintenant une condition de notre existence politique, telle que nous devons l'établir et la maintenir aux yeux du monde et aux nôtres. Nos adversaires, et il faut convenir que nous en avons, ont conçu des espérances contraires, leur malveillance a triomphé de leur dissimulation accoutumée; nous n'avons plus rien à apprendre à cet égard; il nous reste simplement à les démentir par les faits, et nous le pouvons.

Ce serait, à mon avis, une erreur grave, si nous voulions affaiblir nos forces sur le théâtre réel de la guerre, pour en laisser de très considérables sur d'autres points éloignés, où nous devons être simplement en observation. L'Autriche seule peut nous attaquer. Avant qu'elle s'y décide, nous en serons avertis par ses mouvemens; s'ils ont lieu contre quelque partie de nos frontières lointaines du Danube, ils ne seront pas de longue durée et ne feront pas beaucoup d'effet, comme toutes les diversions excentriques. Si au contraire ils sont dirigés, comme il est plus probable dans l'hypothèse donnée, de manière à interrompre par leur influence immédiate nos opérations contre les Turcs, alors nous serons à portée de les paralyser à mesure que nous aurons sous la main des troupes à leur opposer; car il ne me semblerait pas impossible de disposer nos armées de sorte qu'elles fussent en même temps en état de fournir à la guerre turque et d'en imposer à la cour de Vienne, si elle osait se compromettre jusqu'au point de nous forcer à l'avoir pour ennemie.

Ces questions, M. le Comte, appartiennent à des autorités plus compétentes que la mienne, qui ont à la fois sous les yeux et l'ensemble et les détails propres à régulariser des combinaisons si essentielles et si délicates. Si j'en fais mention, c'est plutôt un vœu que j'exprime, qu'une idée arrêtée que je présente; dans la confiance que tout ce qui sera délibéré sur cet important sujet se trouvera conforme à la nature des opérations que nous avons besoin d'entreprendre, et aux objets qu'il nous importe d'accomplir.

Les considérations précédentes et celles plus lumineuses et plus décisives, déduites dans la notice confidentielle de Votre Excellence, que j'ai prise constamment pour guide, me paraissent nous conduire naturellement aux conclusions suivantes.

1. Que le résultat de la campagne qui vient de finir n'est pas assez décisif pour que l'Empereur puisse traiter avec probabilité de succès, et même sans nuire au but politique que Sa Majesté se propose.

2. Qu'une seconde campagne est indispensable afin d'acquérir la supériorité nécessaire à la réussite de la négociation.

3. Que lorsque cette négociation aura lieu, nous devons être en mesure d'en dicter les conditions d'une manière prompte et rapide, de telle sorte que les puissances de l'Europe en apprennent la conclusion, s'il est possible, en même temps que le commencement.

4. Que ce dessein doit rester secret, et que nous devons le dissimuler par des raisons qui ne seront pas difficiles à trouver, et que probablement l'orgueil du Sultan nous offrira abondamment.

5. Que nos amis et nos ennemis s'attendent, chacun pour ce qui les concerne, à nous voir déployer de grands moyens au commencement des opérations militaires, et que l'impression des événemens qui arriveront dans cette seconde campagne influera infiniment plus sur l'idée que l'Europe se formera des forces de l'empire et du talent qui les guidera, qu'ils n'ont influé dans la première, parce que celle-ci n'a été considérée que comme un essai, tandis que la suivante sera regardée comme le *non plus ultra* de nos ressources morales et matérielles applicables à la guerre, et que, par conséquent, c'est en face de toutes ces vérités et de ces obligations que nous devons la recommencer.

OBSERVATIONS.

Voilà enfin le secret découvert. Les complications de l'affaire de la Grèce, la participation de l'Angleterre au traité de juillet, la bataille de Navarin, dans laquelle l'Europe croyait avoir déjà découvert toute la profondeur des projets et des ruses victorieuses de la Russie, tout cela n'est encore rien à ses yeux. Il y avait autre chose de bien plus important pour elle, c'était le mouvement de régénération imprimé à l'empire turc. La Russie en a vu et mesuré sur-le-champ la portée, et les arrangemens européens, dont nous venons de parler, lui ont permis de l'arrêter. En même temps, dans cet état de transition où l'ancien système altéré en Turquie n'avait pas encore fait place au nouveau, rien n'était plus facile que d'empêcher les améliorations projetées et de profiter de la faiblesse produite par des changemens trop récents ; aussi n'est-ce que de ce moment qu'il fut donné à la Russie d'établir si bien le poids de son autorité sur l'empire ottoman, que cette autorité aurait déjà amené prochainement une incorporation, si des idées plus nettes sur les projets de la Russie ne s'étaient depuis quelque temps également répandues parmi les Turcs et les Européens.

Cette dépêche du comte Pozzo di Borgo, à en juger par les informations qu'elle tenait de Saint-Pétersbourg, est peut-être un des exemples les plus extraordinaires de la vérité du proverbe qui dit : « Connaître, c'est pouvoir. » Une révolution a lieu dans un grand empire, modifie et change son caractère, et affecte conséquemment en sens

divers les intérêts des autres cabinets : eh bien ! la Russie seule s'en aperçoit, les autres puissances restent aveugles ; la Russie examine , éprouve , choisit , raisonne à ce sujet dans ses conseils secrets ; elle discute avec ses nombreux diplomates , tout éloignés qu'ils sont ; elle reçoit d'eux de longs et d'habiles mémoires, elle obtient les renseignemens les plus détaillés de ses agens répandus sur la surface de l'empire ottoman ; et pendant tout ce temps , cette Europe, intelligente , civilisée , savante et philanthropique , se réjouit de ce que la civilisation se répand sur des contrées qui ont si long-temps gémi sous le despotisme turc , et d'où les lumières et la littérature avaient été bannies par l'influence pernicieuse du croissant. La Russie possédait un empire si complet sur les opinions de l'Europe au sujet de la Turquie , que lorsqu'elle parlait de barbarie , du déclin de l'empire ottoman , des massacres et de la persécution des chrétiens , enfin des insultes et des provocations qu'elle avait elle-même à subir de la part de la Porte , personne ne fut capable de lui donner un démenti , et elle parvint à assoupir les soupçons par les mensonges mêmes qui auraient dû les provoquer.

Toutes observations et remarques sont désormais superflues. La dépêche que nous venons de publier résout la question de la régénération de la Turquie ; elle jette de nouvelles lumières sur l'habileté de la politique russe , et démontre définitivement l'incapacité, l'ignorance et le servilisme des autres cabinets de l'Europe.

SITUATION ACTUELLE

ET

AVENIR DE LA CIRCASSIE,

Pour servir à expliquer la déclaration de l'indépendance de ce pays insérée dans le numéro 4 du *Portfolio*.

« L'opinion européenne nous a sacrifié le rivage oriental de la mer Noire. »

POZZO DI BORGO.

(Troisième article.)

Nous sommes fâchés de n'avoir pas en ce moment sous la main les chiffres exacts des troupes russes employées soit en permanence, soit occasionnellement contre la Circassie, mais l'exposé suivant donnera une idée générale de la position relative des parties belligérantes. Les Tartares et les Cosaques organisés entre la mer d'Azof et la mer Caspienne, établis à poste fixe et s'entretenant sans causer de la dépense au gouvernement russe, peuvent s'élever au moins à cinquante mille hommes; on peut en compter un tiers en service effectif et permanent, puisqu'ils se relèvent les uns les autres à tour de rôle. Un nombre à peu près égal de troupes russes stationne en permanence à Kizlar-Mozdoc et dans les autres forteresses; on peut donc évaluer le total des forces employées constamment au nord du Caucase à environ quarante mille hommes. On doit y ajouter les Cabardiens et les Ossétiniens, tribus caucasiennes déjà organisées en partie par les Russes, mais

quoiqu'on en fasse quelque usage dans le pays , il paraît cependant qu'on s'en sert beaucoup plus pour les parades , comme celles qui viennent d'avoir lieu à Kalisch.

Les opérations majeures contre le Caucase , appuyées et renforcées par les corps armés dont il a été question , ont toujours été d'ailleurs conduites par des troupes tirées des différens points de l'intérieur , ainsi que par des détachemens de Cosaques et de Tartares employés hors de leur tour d'activité de service. La Russie a employé dans ce cas des corps détachés de vingt à trente mille hommes.

Sur les côtes de la Circassie , la Russie occupe les postes suivans , en commençant par le nord : Anapa , Gelengic , Zagra , Pitsunda , Bampore , Soukoun , Kale ; là finissent les montagnes. Dans toutes ces forteresses il y avait en garnison , au commencement de l'année dernière , environ treize mille hommes , dont huit mille à Anapa et trois mille à Gelengic.

Ce sont des points entièrement isolés que ces postes occupés sur la côte : les Russes y osent à peine sortir de leurs fortifications , et lorsque leur bétail peu nombreux est envoyé au pâturage , il a besoin d'être protégé toujours par un détachement , quelquefois même par l'artillerie. Quinze petites embarcations croisent devant cette côte et la bloquent. On capture les bâtimens marchands dès qu'ils s'approchent à huit ou dix lieues de la côte , et les bateaux circassiens ou turcs , pris lorsqu'ils risquent parfois de passer , sont brûlés ou coulés à fond sans miséricorde. Cependant , on fait aussi quelquefois , *par ce moyen* , des prisonniers , qu'on échange immédiatement à raison de dix Russes contre un Circassien !

Les Circassiens ne possèdent plus maintenant que deux

endroits de mouillage, l'un nommé Pshad, où une petite baie et une rivière leur permet de faire remonter des barques de quinze à vingt tonneaux hors de la portée du canon des croisières russes; l'autre, Soujouksu, baie entre les deux stations importantes d'Anapa et de Gelengic, sans embouchure de rivière, mais avec une anse marécageuse dans sa partie rétrécie. Les Circassiens y parviennent à débarquer et à mettre en sûreté un petit nombre de bateaux plats. Cette position est précieuse, comme très rapprochée du point si important d'Anapa. Anapa se trouve en vue de la Crimée. On l'a toujours considérée comme le boulevard et la clé de ce pays; elle garde le passage maritime vers la ligne du Kouban, ainsi que le passage septentrional touchant à une chaîne de montagnes presque inaccessibles des autres points de la côte, de manière à isoler les populations du sud du Caucase de celles du nord, quand leur communication par Anapa se trouve coupée. En ce cas, une simple lettre aurait à faire un détour jusqu'au Vlady-Caucase, ou même, si ce passage était fermé, jusqu'à la mer Caspienne.

Anapa était le débouché par où les produits de l'intérieur parvenaient à la mer Noire, et par où les marchandises européennes, et plus particulièrement celles de l'Angleterre, passaient pour arriver à la partie centrale du pays.

Les produits abondans du pays, tels que le beurre, le suif, les peaux, la cire, le miel, s'achetaient ici à très bas prix. Les affaires commerciales étaient infiniment simples :

Les huit dixièmes des produits manufacturés de l'Europe (venant soit de Leipsick, soit de Constantinople), consommés dans tous ces pays, avant leur occupation par la Russie, étaient anglais; les denrées coloniales y venaient exclusivement d'Angleterre.

elles consistaient surtout en échanges, l'usage de la monnaie étant presque inconnu. Deux cents cargaisons des bâtimens du pays s'exportaient tous les ans à Constantinople avant que les Russes n'eussent pris possession de ce pays et n'eussent interrompu ce commerce. L'effet de la situation actuelle blesse les indigènes plus encore à cause de la violence faite à leurs habitudes et de la rupture de leurs communications, que par le tort qu'il fait à leur industrie et à leur richesse. Le commerce de Constantinople en souffre beaucoup aussi, et le prix des produits exportés jadis de la Circassie y a haussé considérablement. Anapa, clé militaire et commerciale de la Circassie, était aussi le point central de son administration. Il y avait là un gouvernement supérieur, et la proximité de la Crimée, peuplée par la race tartare, en inspirant des alarmes continuelles à la Russie, vivifiait en retour l'esprit d'indépendance des habitans des montagnes, permettait à des hommes de différens pays de se réunir à eux, et attirait sur cette contrée l'attention de l'Europe, l'émigration des différens pays étrangers y introduisant facilement les connaissances et les inspirations européennes. Par la conquête d'Anapa, la Russie a tourné toutes ces ressources contre la Circassie elle-même, mais Soujouksu a gagné de l'importance. Le commerce de la Circassie est à la vérité ruiné; presque plus de navigation le long de ses côtes, presque plus d'échanges; cependant Soujouksu, éloigné de douze lieues seulement d'Anapa, sert encore à maintenir quelques communications plus ou moins précaires avec l'intérieur du pays.

Vers la fin de 1833, la Russie a essayé de s'emparer de ce point. On leva des plans pour établir une route militaire d'Anapa à travers quelques collines jusqu'à Soujouksu, et

de là le long de la côte jusqu'à Gelengic ; on accumula des provisions dans ces deux forteresses , on augmenta leurs garnisons de trois mille hommes , et , au commencement d'octobre , deux corps traversèrent le Kouban pour marcher sur Soujouksu. L'un de ces corps fut surpris de nuit par les Circassiens , qui cette fois avaient bien préparé leur attaque , et avaient réuni avec beaucoup de prévoyance une force très considérable. Les Russes battirent en retraite vers le Kouban (après une perte insignifiante) ; mais , attaqués dans cet endroit par un second corps de Circassiens , ils furent poussés dans le fleuve après un cruel carnage , et la glace s'étant rompue , le corps entier fut anéanti , l'expédition échoua complètement , et ils laissèrent entre les mains de leurs ennemis plusieurs milliers de prisonniers , quelques pièces de canon et un nombre considérable de caissons et de fourgons militaires. Les Russes ont renouvelé leur attaque à plusieurs reprises et avec des forces plus considérables ; néanmoins Soujouksu est resté entre les mains des Circassiens , et la route militaire n'est pas encore commencée. Dans une de ces occasions , un corps russe , que les Circassiens évaluent à vingt mille hommes , fut cerné et détenu pendant plusieurs semaines dans la vallée traversée par la rivière Albuna. Nous ne sommes pas en état de préciser le nombre des Russes qui sont parvenus à se sauver en cette occurrence.

Au mois d'octobre passé , une autre invasion russe se trouva repoussée également , et d'après les dernières nouvelles , les Circassiens demeurent toujours en possession de Soujouksu.

Le résultat de la lutte engagée au moment où nous parlons ne peut manquer d'être très grave. Si la Russie

réussit dans ses projets , non seulement elle aura coupé en deux toutes les forces des Circassiens , mais elle les démoralisera plus que jamais , et elle interceptera complètement les communications de la partie septentrionale du Caucase avec la mer et par conséquent avec l'Europe. La lutte est d'autant plus incertaine et en même temps importante , que le pays où elle s'engage n'est pas montagneux. Il y a de vastes plaines autour d'Anapa. Soujouksu est situé dans une vallée ouverte , et entre cette vallée et Anapa, il n'y a que des collines , qui s'élèvent rapidement vers le nord-est , mais qui , sur la ligne de communication entre ces deux places, sont peu importantes.

Nous venons d'évaluer les forces russes dirigées contre le Caucase du côté , du nord et de l'ouest , à cinquante ou soixante mille hommes employés en permanence , et à environ autant de troupes supplémentaires , dont on faisait usage pendant l'époque qui nous occupe. Mais il va sans dire , que quelque important que paraisse ce nombre de soldats comparativement aux objets qu'on a en vue , il est encore insignifiant , si on le mesure aux dangers à courir.

Au sud du Caucase , où les Circassiens sont peu ou presque pas à craindre , la Russie paraît ne pas songer à diriger contre eux des lignes d'opérations ; mais si elle y était réduite , cette nécessité lui causerait tant d'embarras et de dépenses , que probablement elle réserverait son énergie pour d'autres points , où elle pourrait agir avec plus de liberté. Du côté de la mer Caspienne, la Russie déploie quelque activité , mais moins en prenant l'offensive qu'en suivant une marche systématique , appuyée d'ailleurs sur les secours et les moyens de transport de sa marine.

Dans les provinces méridionales , ses troupes sont em-

ployées à maintenir la soumission générale et sont disséminées sur une vaste étendue de territoire. Les populations d'un esprit timide et peu guerrier y sont contenues par de faibles détachemens, tandis que là où les habitans ont plus de rudesse et de dispositions à la révolte, la Russie feint de les abandonner à eux-mêmes, les isole seulement de plus en plus, et parvient ainsi, sans provoquer des résistances, à leur faire adopter certaines formes de soumission toutes les fois qu'elle se présente parmi eux.

De fait, l'établissement de la Russie au nord du Caucase est un établissement sur le pied de guerre ; au midi, il porte un caractère plus pacifique : son action est agressive au nord et conservatrice au midi. Nous ne croyons pas que le nombre des troupes qu'elle emploie dans cette dernière partie, dépasse trente mille hommes, quoiqu'elle le porte à quatre-vingt mille.

Dans les districts encore plus avancés vers le sud, quelle que puisse être la disposition des habitans, on peut dire que le pouvoir des Russes est si complètement consolidé, qu'un de leurs simples soldats peut voyager partout sans inquiétude. Nous parlons ici des districts de la région centrale de l'isthme, et de ceux qui bordent la mer Caspienne depuis Bakou jusqu'à Lankéran.

Quoique l'autorité russe soit reconnue aussi dans les districts plus montagneux et limitrophes de la Perse et de la Turquie, son administration n'y agit que très imparfaitement et ses troupes n'y apparaissent que par détachemens.

Le centre de toutes ces possessions russes est à Tiflis : si les Persans s'en fussent emparés, toute l'action de la Russie au sud du Caucase aurait été paralysée.

Il existait un projet favorisé, dit-on, par Paskevitch, d'or-

ganiser un corps de troupes géorgiennes ; on forma en effet, un régiment, où l'on enrôla les jeunes gens des familles les plus opulentes et les plus respectables , pour s'en servir plus tard à diriger et à discipliner un corps plus nombreux. Nous ignorons si le projet a été retiré ou s'il existe encore sur le papier , mais les régimens géorgiens n'existent pas. On aura jugé dangereux , soit de mettre les armes dans les mains d'une aristocratie efféminée , soit d'enseigner le secret et le pouvoir de la discipline à une nation qui , bien qu'échue à la Russie par droit d'héritage et non de conquête , n'était liée à ce dernier pays par aucune constitution native , et ne possédait aucune trace d'une armée ou d'une administration distincte. Selon toute probabilité, on a abandonné ce projet depuis la découverte d'une conspiration entre les nobles géorgiens en 1832. Il paraîtrait que leurs sympathies se seraient enfin réveillées à la vue des souffrances de leurs compatriotes ¹, soit que leur fierté

¹ Les voyageurs en Russie, même dans ses parties les plus fréquentées , ont à combattre un système qu'il leur devient impossible de vaincre, et qui les empêche d'obtenir des informations précises sur les dispositions et les sentimens des populations. Dans les provinces éloignées et plus strictement surveillées, les chances de l'observation sont encore plus restreintes, et les obstacles à tout renseignement encore beaucoup plus grands. Un botaniste français cependant, qui, voyageant à pied, trouva moyen de pénétrer en Géorgie et jusque dans ses districts les moins fréquentés , raconte , que lorsqu'il s'approchait d'un village ou lorsqu'il rencontrait des paysans , on élevait le cri de *Russe ! Russe !* et le voyant seul , on lui refusait tout accueil et on lui adressait les épithètes les plus outrageantes. Mais dès qu'il parvenait à leur persuader qu'il était Français, la scène changeait

ait grandi sous leurs chaînes et que ces chaînes eussent été trop lourdes, soit qu'ils ressentissent cette influence intellectuelle qui de l'occident a passé par des canaux si invisibles jusqu'en orient. Peut-être ce souffle, qui semblait vouloir animer les débris si long-temps engourdis de l'empire de Cyrus, émanait-il de ces jeunes pèlerins qui, des bords lointains du Phase, allaient consulter les oracles de la science et de la philanthropie européenne, et associaient leur destinée à la destinée du monde civilisé, en visitant les salles académiques de l'Italie, et les merveilles des capitales de la France et de l'Angleterre.

Enfin quelle qu'en soit la cause, c'est peu après la révolution polonaise, qu'apparurent les premiers fruits du mécontentement qui avait germé en Géorgie jusqu'à cette époque, mais ils apparurent trop tard pour pouvoir mûrir au soleil de la victoire, et là, comme en Turquie et en Perse, les regrets les plus amers suivirent la perte de l'occasion la plus glorieuse et qui ne se représentera peut-être jamais¹. Sous l'influence de la révolution de Pologne, il se

tout à coup, ils se disputaient l'honneur de le recevoir, et lui adressaient tous les jours la question : « Pourquoi ne venez-vous donc pas chez nous ? nous sommes prêts à vous joindre. » A travers l'Orient et jusqu'à la mer Caspienne, la France et l'Angleterre se trouvent associées dans l'esprit des habitants, et ils attendent constamment les forces combinées de ces deux puissances, pour être délivrés des Russes. C'est un résultat naturel du langage dont *leur* oppresseur se sert à notre égard, et la mesure de la haine que nous porte la Russie est la mesure de l'espoir de toutes ces populations.

¹ La Russie se trouva tellement épuisée par suite de la révolution polonaise, que même d'Orembourg, ville située à l'est de la mer Caspienne, elle fit mouvoir ses troupes vers l'Europe.

forma en Géorgie une conspiration réunissant presque tous les hommes marquans du pays , et favorisée si non suscitée par le prince royal de Perse d'alors , car Abbas-Mirza avait tellement pris une décision à ce sujet , qu'il avait mis en mouvement toutes ses troupes disponibles dans la province d'Azerbijan pour attaquer la Russie , et qu'il avait déjà fait trois jours de marche lorsqu'un des membres de la légation anglaise à Téheran l'atteignit et le persuada de s'arrêter.

A la chute de Varsovie , la Perse et la Turquie retombèrent de nouveau dans un repos apathique , et les princes géorgiens se trouvèrent exposés comme les seules victimes de l'incapacité d'un monde entier. On continua cependant à nourrir la conspiration , d'un côté comme moyen de défense personnelle , de l'autre par sentiment de la conviction, que les troupes russes pouvaient être facilement écrasées dans le pays , et leur retour rendu impossible. Au milieu de ces inquiétudes , de ces hésitations , Méhemet-Ali d'Egypte leva l'étendard de la révolte , et l'entrée de son fils Ibrahim en Anatolie parut lier son plan aux intérêts de tous les peuples orientaux. On s'imaginait , en Géorgie comme ailleurs , que la marche d'Ibrahim-Pacha ne pouvait être qu'une mesure concertée avec le Sultan pour émanciper son empire de la tyrannie moscovite ; un éclair d'espoir et d'enthousiasme pénétra à travers la Géorgie jusqu'au Caucase , pour s'évanouir aussitôt en présence de la flotte russe à l'ancre dans le Bosphore, et du fatal traité d'Unkiar-Skelessi.

Mais, dans le moment d'enthousiasme , les princes géorgiens avaient rédigé un manifeste exposant leur situation et leurs vues ; cet acte , revêtu des signatures de vingt-quatre

chefs les plus importants, accompagné de documens pareils de la part des Circassiens, fut adressé au protégé de la diplomatie européenne, à Ibrahim-Pacha. Au bout de quelques semaines, le sort des signataires fut tranché ; on les envoya aux mines de la Sibérie. Peut-être était-ce la première preuve de dévouement de la part du Satrape de l'Égypte envers le cabinet siégeant près du golfe de Bothnie ; mais ces combinaisons, dont l'activité s'étend sur un espace embrassant des milliers de lieues, ces combinaisons, qui réagissent si puissamment et si directement sur la situation de chaque état européen, ont été conduites avec un silence et une discrétion dignes d'une intrigue de boudoir.

En terminant cette digression dans laquelle nous sommes tombés involontairement, nous devons revenir à des matières qu'il nous faut traiter plus immédiatement.

La Russie ne retire que de faibles ressources militaires des districts qu'elle possède sur l'isthme, en outre de la Géorgie.

Une de ses acquisitions vers le sud et celle qu'elle a sans doute le plus estimée, c'est Ériwan, dont les Russes ont eu l'idée de faire à leur mode la capitale d'un royaume *indépendant* d'Arménie.

Le célèbre naturaliste Pallas avait, il y a déjà soixante ans, appelé l'attention de la Russie sur les richesses et l'industrie des Arméniens sujets de la Porte et de la Perse, et suggéré ainsi l'idée de les mettre sous la dépendance de l'empire. Le cabinet russe est comme un sol où jamais un bon grain ne périt, quand même il a besoin de beaucoup de temps pour arriver à maturité : la manière dont on fait fructifier ce grain est surtout caractéristique. La Russie arracha donc à la Perse Ériwan, lieu de prédilection des Ar-

méniens à divers titres, et elle força beaucoup de sujets persans de cette religion à venir s'y fixer. Dans la guerre turque, elle a dépeuplé la grande cité d'Erzeroum, et lorsqu'elle en retira ses armées, elle fit chasser devant elle les Arméniens comme des troupeaux, au nombre (d'après leurs registres d'église) de quarante-sept mille familles.

Le monastère d'Utchmiadzin avait été de temps immémorial le siège œcuménique d'un patriarche arménien, et quoique le patriarche de Constantinople soit le chef politique de cette nation, cependant, il est subordonné à l'autorité spirituelle du patriarche d'Utchmiadzin. La situation géographique de ce monastère est telle, que la Russie ne pouvait l'enclaver dans son territoire sans occuper aussi le district par lequel nous maintenons nos communications avec la Perse et l'Asie centrale.

Comme à l'époque du traité d'Andrinople, l'Angleterre, tout en ayant souffert le passage du Danube et du Balkan, tout en ayant sacrifié, autant qu'il était en elle, la mer Noire, la mer Caspienne et le Caucase, n'aurait pas permis à la Russie le petit envahissement d'Utchmiadzin, parce qu'elle en aurait compris la portée; la Russie n'osa pas étendre jusque-là ses frontières, mais elle contraignit le chef de l'église arménienne à venir habiter Ériwan!

Ce commencement d'action sur les Arméniens répond exactement à la marche suivie par la Russie à l'égard des Grecs. Mais au lieu d'une population de trois à quatre cent mille âmes, elle en a ici deux millions et demi, contre lesquels elle fomentera l'irritation de la Porte, qu'elle fera insurger au nom de la religion, et qu'elle ralliera autour d'elle, en opposition aux populations musulmanes du voisinage, pour la défense de ses propres possessions méridio-

nales , tout en se donnant l'air de n'avoir que de la protection à leur accorder.

Mais on ne trouve point chez les Arméniens des dispositions d'esprit légères et facilement inflammables. Ils n'ont ni talent pour l'intrigue , ni goût pour la gloire militaire. La Russie cependant , calcule trop bien pour se donner de la peine inutilement , et si ses vues semblent aller trop loin , on ne doit point oublier qu'elle a eu des succès incroyables, quoique son jeu fût difficile et sujet à de diverses chances.

Le service militaire que d'autres populations ont accepté comme une grâce, les Arméniens l'ont repoussé tout-à-fait, et l'essai de former des régimens arméniens a été l'une des principales causes de l'évasion de beaucoup d'entre eux et de leur retour en Turquie ; mais le temps et la patience peuvent produire des miracles, comme ils en ont déjà produit.

Dans sa dernière campagne contre la Turquie , la Russie a fait un important usage des populations de quelques provinces et des habitans belliqueux de Gounel. Elle se trouva il est vrai , dans la nécessité de les payer vingt fois plus cher que le soldat russe ; mais sans ce puissant renfort, elle n'aurait jamais pu produire beaucoup d'impression sur les districts frontières de la Turquie, dont les habitans, quoique privés de tout secours de la part de la Porte , et dépourvus d'ensemble dans leurs combinaisons , n'avaient pas encore localement subi l'influence corruptrice et désorganisatrice de la politique russe. Ces contrées, dénuées de tout secours, sans discipline , sans tactique , sans chefs , présentaient à la Russie un front libre si menaçant , qu'elle n'aurait jamais pu les humilier avec le petit nombre de troupes russes qu'elle avait alors à sa disposition. Elle n'acheta ses succès

qu'avec le sang des montagnards voisins trompés et aveuglés par des antipathies locales et par un fanatisme religieux qu'elle a su exploiter à son profit. ¹

La défense d'Ackhalsick, sans fortifications, sans garnison régulière, et où trois mille hommes seulement des populations voisines s'étaient jetés, n'a peut-être pas d'égale dans les fastes de l'histoire ². La résistance héroïque de ces montagnards qui se sont voués à la mort, lorsqu'ils n'avaient plus aucune chance de salut, le dédaigneux refus dont ils accueillirent les offres et l'or de la Russie, sont dignes d'occuper une brillante page dans les annales des belles actions inspirées par l'amour de la patrie et des sacrifices offerts sur l'autel des affections domestiques.

Nous avons dit dans notre dernier numéro, que les débris de la Pologne ont été envoyés dans ces pays pour combattre et périr. Il sera intéressant de donner ici quelques détails sur leur position dans l'armée russe. On fait monter leur nombre tant au nord qu'au sud du Caucase, à vingt mille hommes; mais nous croyons ce calcul exagéré par les Polonais comme par les Russes. Quoique la plupart

¹ Les habitans des districts persans sont de la secte d'Ali.

² Cette ville était célèbre par une superbe manufacture d'armes. La Russie a usé de tous les moyens pour engager les familles des ouvriers à rester en place, lorsqu'elle acquit la possession de cette ville; mais ils abandonnèrent leurs foyers et leurs propriétés, et ils se sont dispersés en Turquie. La *Gazette de Moscou* voyait un triomphe de la littérature européenne dans l'acquisition par la Russie des manuscrits précieux, qui se trouvaient dans la bibliothèque appartenant à ce peuple « sauvage ». (Selon le dire de Klaproth.)

des officiers ayant été dégradés au rang de soldats, il y a encore là, quelques Polonais portant des épaulettes. Leurs espérances se sont entièrement éteintes, mais leur courage n'est pas abattu. Ils sont tenus en garde contre l'apathie par les provocations et les insultes des Russes, et, ne se souciant plus de la vie, ils se distinguent par une énergie désespérée dans toute rencontre avec les indigènes. Chaque régiment russe contient cent à cent vingt Polonais, soldats et officiers subalternes, le dixième environ de sa force numérique. Chaque Polonais est placé sous la responsabilité de deux soldats russes, qu'on nomme *dziadki*. Le pouvoir de ces tuteurs est presque illimité : il leur est prescrit d'empêcher le Polonais de parler sa langue et de communiquer avec ses compatriotes ; ils sont personnellement responsables de chaque infraction à ce règlement, et ont le droit de se servir du bâton pour le maintenir en vigueur. Les Polonais remplissent toutes les fonctions pénibles et toutes *les corvées* dans leurs corps respectifs. Ils sont particulièrement chargés d'amasser et de transporter le bois à brûler ; encore, dans ce service, sont-ils surveillés par des escortes. Néanmoins, les occasions de cette nature donnent lieu à de fréquentes désertions. Leur ration de pain noir et de gruau d'orge est un peu moindre que la ration ordinaire, et ils ne reçoivent ni le lard, ni le porc, qu'on distribue aux troupes russes. Au midi du Caucase, chaque régiment est tenu d'entretenir toujours à ses frais un certain nombre de porcs, le soin et la surveillance de ces animaux est confiée de préférence aux Polonais. Mais une preuve que ce régime même ne produit pas tous les effets qu'on en attend, c'est le proverbe reçu chez les troupes

russe, « que la misère ne mord pas le Lach. (le Polonais.) »

Quant à l'état de l'armée russe elle-même, il est très différent au sud et au nord du Caucase. Au lieu de l'audace et de l'expérience, fruit de combats perpétuels, au lieu de l'émulation et de l'ambition, qui devraient résulter des distinctions accordées à la valeur, et des récompenses décernées au succès, on ne voit dans l'armée du sud, énermée par trop de confiance et d'inaction, mais surtout par les habitudes vexatoires et dominatrices exercées à l'égard des populations courbées sous un joug humiliant, qu'une vaste sentine, où croupissent toutes les impuretés dont la Russie veut se débarrasser; sentine, où les vicieux et les corrompus sont envoyés pour cacher leur honte et expier leurs méfaits, et où, d'un autre côté, les fils endurcis de l'indépendance sont exilés pour dépérir sous la double influence des regrets du passé et de la dégradation actuelle.

On conçoit que sous un pareil système, ces provinces, opprimées déjà par la politique russe, le sont encore en dehors de ses calculs ou même contre sa volonté, et l'administration y devient tellement intolérable à ses propres subordonnés, qu'elle ne parvient à empêcher la désertion de ses troupes, qu'en forçant le gouvernement persan à des mesures préventives sous ce rapport, et en excitant la population turque à donner la chasse aux sujets russes réfugiés comme à des bêtes féroces, ou bien à les réduire en esclavage.

Nous devons observer en finissant qu'il y a plus de cent ans que le système dont nous venons de donner l'esquisse a été conçu et consolidé. Le prince Potemkin décida les arrangemens relatifs aux établissemens militaires dans les

provinces circassiennes , et ils existent jusqu'à ce jour , modifiés à peine par les accroissemens territoriaux qu'on a gagnés depuis. Il avait fixé à cinquante-sept mille hommes le nombre des troupes destinées à faire le service effectif de ces établissemens, et on a pu voir quels changemens insignifiants ont eu lieu, même sous ce rapport. La Russie a acquis, à la vérité , un droit nominal sur ces montagnes , qui sont maintenant « marquées comme siennes sur toutes les cartes gravées en Europe » ; mais sa position réelle n'a pourtant pas changé. La retraite des autorités turques et l'occupation d'Anapa sont néanmoins aujourd'hui sur le point de conduire la Russie à ces résultats , qu'elle entrevoyait clairement il y a un siècle , et qu'elle s'est tant efforcée de réaliser durant les derniers quarante ans. Ces résultats ont été de nouveau arrêtés l'année passée par une combinaison que malheureusement nous ne pouvons envisager que comme accidentelle. Les dangers long-temps suspendus touchent à leur terme , et la Russie se réjouit déjà des sacrifices qu'elle faisait depuis si long-temps avec une abnégation tellement calculée.

Pendant cette dernière époque , différentes insurrections dangereuses ont eu lieu à Cackheti , Carabaugh , etc. Les guerres persanes fournissant toujours l'occasion de soulèvements au nord du Caucase , les différens sièges d'Anapa , les opérations si étendues du général Yermoloff contre les Cabardiens et les Lesguis , et les attaques faites durant les deux dernières années sur la partie occidentale du Caucase, ont coûté à la Russie des sacrifices immenses , qu'on peut évaluer , en hommes , à des centaines de milliers.

Depuis l'établissement du système agressif de Potemkin, nous sommes fondés à affirmer, qu'il y a eu dans ce pays,

soit par l'effet du climat , soit par les pertes de guerre , une consommation d'environ dix mille hommes par an. Ainsi , depuis le cours de ces efforts incessans , la Russie a dépensé au Caucase la vie de cinq à six cent mille hommes. La Pologne , à la même époque , ne lui a pas coûté le quart , et la Perse le dixième de ce chiffre. A peine la Turquie a pu coûter davantage. Mais , lorsque nous mettons en ligne de compte la perte du bétail , qui dépasse celle des hommes , la dépense d'argent , qui équivaut presque au montant de ce que coûte l'administration de tout le reste de l'empire , alors seulement nous pouvons nous former une idée de l'importance que la Russie attache à la possession du Caucase , malgré qu'il lui ait été abandonné par la politique et sacrifié par « l'opinion européenne » , alors aussi nous pouvons nous faire une idée juste de l'énergie intellectuelle , qui préside aux conseils de la Russie, et concevoir approximativement l'immensité du but qu'elle se propose.

soit par l'effet du climat, soit par les pertes de l'industrie, soit
par l'effet de l'émigration d'un million de mille hommes par an. Ainsi
depuis le commencement de ces efforts incessants, la Russie a dépensé
en Europe la vie de cinq à six cent mille hommes. La France
même, à la même époque, ne l'a pas eue de la part de
la France la division de ce chiffre. A peine la Turquie a-t-elle
eu cent cinquante mille. Mais, lorsque nous parlons en l'honneur de
cette la part du détail, qui dépasse celle des hommes,
la dépense d'argent, qui équivaut presque au montant des
coûts de l'administration de tout le reste de l'empire, et
dont certainement nous pourrions nous former une idée de
l'importance que la Russie attache à la possession du Caucase.
C'est, certes, qu'il lui est cher, et qu'elle ne le perd pas
sans regret. C'est pour elle une opinion européenne, et alors aussi nous pourrions
vous nous faire une idée juste de l'énorme intelligence
qui préside aux conseils de la Russie, et concevoir pourquoi
cette nation, l'immensité du but qu'elle se propose.

Enfin, si l'on considère que la Russie a dépensé
pour la conquête du Caucase, et pour la défense de ce pays,
plus de cent millions de roubles, et que, malgré ces dépenses,
elle n'a pu enlever à la Turquie que quelques provinces, et
qu'elle a dû lui laisser la possession de la majeure partie
de ce pays, on sera convaincu que la Russie a fait
un grand sacrifice pour la possession du Caucase, et
qu'elle a eu une grande raison de le faire.

Carte pour le Numéro 7. du Port-folio.



rs

LE
PORTFOLIO
OU
COLLECTION
DE DOCUMENTS POLITIQUES
RELATIFS
A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.

—
TOME I.
—

N^{os} 8 et 9.

Copie d'une dépêche très réservée du comte Pozzo di Borgo,
en date de Paris, le 28 novembre 1828.

Situation actuelle et avenir de la Circassie.

Sur les populations slaves qui ne sont pas sujettes de la Russie.

PARIS.

TRUCHY, LIBRAIRE, || LE DOYEN, LIBRAIRE,
BOULEVARD DES ITALIENS, N^o 18. || PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, N^o 31.

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

1836.

LE
PORTFOLIO
ou
COLLECTION
DE DOCUMENTS POLITIQUES
RELATIFS
A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

TRADUIT DE L'ANGLAIS

TOME I.

N° 8 et 9.

Copie d'une dépêche très réservée du comte Pozzo di Borgo
en date de Paris, le 25 novembre 1838.
Situation actuelle et avenir de la Circassie.
Sur les populations slaves qui ne sont pas sujettes de la Russie.

PARIS.

TRUCHY, LIBRAIRE, || LE DOYEN, LIBRAIRE,

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

COPIE

D'UNE DÉPÊCHE TRÈS RÉSERVÉE

DU COMTE POZZO DI BORGO,

EN DATE DE PARIS, LE 28 NOVEMBRE 1828.

(Suite.)

Des dispositions des puissances envers la Russie et de leur conduite probable durant l'hiver et au renouvellement des hostilités.

La priorité que réclame la question militaire, et l'influence qu'elle exercera infailliblement sur toutes les autres, m'a décidé à la traiter exclusivement, car j'aurais en quelque sorte craint de l'affaiblir, si je l'associais même à la politique dont elle est en dernier résultat la règle dominante; cependant il nous importe également d'examiner, et le cabinet impérial a désiré savoir les données probables que les serviteurs de l'Empereur ont pu obtenir, pour caractériser la conduite que tiendront les autres puissances, lors du conflit qui va recommencer.

Cette matière a été si sagement et si profondément traitée dans la notice confidentielle que j'ai si souvent citée, et elle a fait à tant de reprises l'objet de mes rapports antérieurs, que je sens la difficulté de soumettre à V. E. aucun aperçu bien nouveau, ni aucun renseignement qui ne soit le corollaire de celui qui l'a précédé.

Dans cet examen, quel qu'il soit, la nature de ma posi-

tion demande de commencer par la France, et c'est sur elle, avant tout, que je vais fixer l'attention du cabinet impérial.

Les dispositions personnelles du Roi, les déclarations et la correspondance qui les ont manifestées à l'Empereur, la politique du ministère actuel, l'absence d'intérêts diamétralement opposés à la Russie; la répugnance d'épouser ceux de l'Angleterre et de l'Autriche, celle de les soutenir, sans se mettre sous la servitude humiliante de ces deux cours; l'impossibilité d'attendre d'elles aucune compensation pour les sacrifices qu'on leur ferait, et l'espoir, quoique éloigné, dans le cas d'une guerre générale, de trouver plus de condescendance dans la Russie, sont autant de garanties pour que la France s'abstienne de toute coalition qui lui serait proposée contre notre auguste maître.

Votre Excellence a été informée par M. le prince de Lieven de la tentative du prince de Metternich auprès du cabinet de Londres, afin de réunir les quatre puissances, dans une démarche à faire envers l'Empereur, pour déclarer à Sa Majesté qu'elles intervenaient dans la querelle entre la Russie et la Porte, avec le projet d'amener l'une et l'autre à un arrangement pacifique; et comment le chancelier de cour et d'Etat, en conseillant à l'Angleterre d'opérer sur la France et de l'entraîner dans cette voie, avait donné à supposer, quoique ce ne fût qu'un mensonge, qu'il s'était déjà assuré de la Prusse.

Lorsque cette ouverture a été connue ici à la suite de l'avis que j'en avais donné au comte de Laféronays, ce ministre et ses collègues m'ont assuré, que ni le cabinet de Vienne, ni celui de Londres, ne leur avaient fait aucune communication à ce sujet, mais que dans le cas où

elle aurait lieu, elle serait rejetée péremptoirement et sans réserve.

Le duc de Wellington semble avoir senti également l'inconvenance, l'inutilité et même les dangers d'une telle proposition, parce qu'il ne lui a donné aucune suite, du moins envers la France, auprès de laquelle, selon le projet autrichien, il devait s'employer plus particulièrement.

Le comte de Lebzeltern ayant passé quelques jours à Paris, à son retour de Londres pour se rendre à Vienne, a demandé à M. de Laféronays, au moment où il prenait congé de ce ministre, ce qu'il devait dire de nouveau et en son nom au prince de Metternich. M. de Laféronays lui a répondu (je cite ses propres paroles) : « Dites au prince que le Roi ne se prêtera jamais à aucune démarche collective envers l'Empereur de Russie pour l'exhorter à faire la paix ou pour intervenir d'une manière formelle dans ses affaires. »

M. de Lebzeltern observa que des représentations *officieuses* ne devaient pas déplaire à notre cour. Le ministre répliqua : « *Ni officieuses, ni d'aucune autre nature, si elles doivent assumer le caractère d'un concert entre les quatre puissances.* » M. de Laféronays ajouta, que M. de Lebzeltern pouvait également assurer le prince, que le gouvernement français ne faisait aucun cas de l'importance qu'on paraissait vouloir donner depuis quelque temps au fils de Napoléon, ni du soin que quelques personnes prenaient ici de le rappeler à la mémoire de la France.

« Les Français, dit le Ministre, ne recevront pas de souverain de la main de l'étranger, et encore moins celui-là, ne fût-ce qu'il est considéré comme un Archiduc d'Autriche. » Prévenu depuis long-temps que le prince de Metter-

nich cherche à alarmer le roi de Sardaigne contre la France, et à le disposer à faire quelque acte secret, tendant à exclure le prince de Carignan de la succession, M. de Laféronays dit également à ce sujet à M. de Lebzeltern, qu'il n'ajoutait aucune foi à ces bruits, d'autant moins que, s'ils venaient à se réaliser, le prince de Metternich amènerait en Italie ce qu'il a raison de vouloir éviter, c'est-à-dire le bouleversement de ce pays à la vue de l'armée française, qui devrait, dans ce cas, paraître sur le sommet des Alpes.

Ces particularités, M. le Comte, paraîtront étrangères à la matière que je traite; cependant j'espère que V. E. ne les trouvera pas absolument hors de leur place ici, parce qu'elles tendent à prouver le refus prononcé du gouvernement français, contre le système collectif du prince de Metternich, et les dispositions réciproques des deux cabinets de Vienne et de Paris à l'égard d'autres questions qui les concernent encore plus directement.

Les expressions que j'ai recueillies tout dernièrement de la bouche du Roi, relativement à ses sentimens envers l'Empereur, ne m'ont également rien laissé à désirer. J'étais convenu avec le comte de Laféronays, que j'entreprendrais Sa Majesté en particulier avant d'expédier le présent courier.

Il est en effet inexplicable, comment le prince de Metternich dont l'esprit n'était occupé que du soin d'une opposition vis-à-vis de la Russie, aurait pu tremper dans des intrigues si méprisables, et encore dans quel but? Si le lecteur ne voit pas, il peut au moins chercher à deviner la source de cette nouvelle dans l'usage qu'on en fait, et juger de l'intention par les avantages.

(Note de l'Édit. angl.)

La présentation de la lettre de notification de la mort de Sa Majesté l'Impératrice mère, d'auguste et de vénérable mémoire, m'en a fourni l'occasion, sans avoir recours à d'autres motifs extraordinaires. Après m'avoir témoigné combien il s'associait à la douleur qu'une si grande perte venait de faire éprouver à la famille impériale, le Roi entra lui-même en matière sur les affaires. Sa Majesté me dit qu'elle avait vu et entendu le duc de Mortemart avec le plus vif intérêt, et qu'elle avait appris avec satisfaction d'un témoin aussi respectable et aussi compétent, le véritable état des choses, et la réfutation complète de toutes les suppositions erronées qu'on s'était plu à répandre et à accréditer jusqu'à un certain point. Le Roi, d'après la manière dont il s'est expliqué, apprécie les avantages remportés par l'Empereur durant la campagne qui vient de finir, et s'attend à ceux qui arriveront pendant celle qui suivra. En parlant de la politique de la France, Sa Majesté m'a répété qu'elle persistera dans celle qu'elle a adoptée, et par conséquent dans la résolution de rester unie à la Russie. Le Roi s'est expliqué sur le prince de Metternich avec mesure, mais sans dissimuler sa désapprobation. Il a dit que si l'Autriche s'était associée aux trois puissances, et qu'elle eût pris part de bonne foi aux stipulations du 6 juillet, le Sultan se serait rendu plus traitable, et la guerre n'aurait pas eu lieu; que la cour de Vienne, tout en désirant la paix, a constamment agi contre, soit par les encouragemens qu'elle a donnés à la Porte, ou qu'elle lui a fourni occasion de supposer; qu'en me parlant ainsi, ce n'était pas par amour pour les Grecs, mais parce que c'était une affaire, sous quelque point de vue qu'on la considère, qu'il fallait terminer avant les complications qui sont arrivées et qui peuvent se multiplier à l'avenir;

que, dans cet esprit, la France a fait des sacrifices considérables, qu'elle continuera tous ceux qui seront possibles pour obvier à une plus grande confusion. Sa Majesté s'est répandue en éloges sur le duc de Wellington; elle a dit que si M. Canning vivait, et qu'il eût été à la tête des affaires, il se serait laissé entraîner par les préjugés du public et les clameurs des gazettes, au point de rendre une rupture entre l'Angleterre et la Russie inévitable, que le Duc a résisté à ce torrent, et qu'il a, par sa fermeté, rendu le plus grand service à son pays et à l'Europe entière. J'ai abondé dans ce sens, parce qu'il y a du vrai dans cette manière de voir, et j'ai ajouté en même temps, que sans diminuer le mérite du Duc, je voyais la garantie de la paix principalement dans la politique et l'attitude du Roi, et comme Sa Majesté avait daigné dire elle-même, *dans l'idée établie à Vienne et à Londres, — que la Russie et la France agiraient de concert dans un cas extrême.* J'ajoutai que j'avais rendu compte de ces paroles à l'Empereur, et que j'avais été chargé de témoigner au Roi la vive satisfaction avec laquelle Sa Majesté Impériale avait reçu ses expressions à la fois amicales et utiles aux deux pays, et l'importance majeure qu'elle y attache.

Le Roi parut flatté de ce que je voyais la question sous ce point de vue; il me remercia du soin que j'avais eu de rendre justice à ses sentimens auprès de notre auguste maître, et me répéta qu'ils étaient encore et seraient toujours les mêmes.

En parlant des éventualités qui pouvaient arriver dans le courant de l'hiver, le Roi me dit : « Vous savez que nous envoyons quelqu'un à Constantinople, afin de disposer, s'il est possible, le Sultan à la paix, et de lui remettre le

protocole qui contient la garantie provisoire de la Morée et des Iles, mais cet homme répètera à cette occasion ce qu'il a dit dans les précédentes. *Dieu a arrangé bien d'autres affaires, et il voudra aussi pourvoir à celle-ci.* » J'observai que cette conclusion était la plus probable, et que les insinuations auprès d'un caractère tel que celui du Sultan, au lieu de le porter à la réflexion, augmenteraient son orgueil et le confirmeraient dans l'espoir que sa résistance lui amènera à la longue le secours de quelque puissance chrétienne; qu'au lieu d'envoyer à Constantinople, c'est à Vienne que les cours neutres devraient se faire valoir et menacer, parce que c'est du cabinet autrichien que dérivent en grande partie les espérances fatales de la Porte, et toutes les préventions et les contradictions qui agitent le public de l'Europe. Le Roi, sans combattre cette observation et me donnant plutôt à entendre qu'il la trouvait juste, me dit qu'en effet le prince de Metternich se trompait, parce que, dans le cas d'une conflagration générale, ou *d'une lutte corps à corps avec la Russie, l'Autriche serait exposée aux plus grands dangers.*

C'est ici, M. le Comte, que je terminai notre conversation par rapport à la politique étrangère. Il m'aurait été possible d'amener le Roi à parler plus en détail du projet de son ministère, de traiter avec la Porte conjointement avec l'Angleterre, sans la présence, quoique du consentement de la Russie, et de rétablir ainsi les rapports des deux cours avec le Sultan, pour les faire servir à la paix définitive; mais comme j'aurais dû le combattre directement, ainsi que je l'ai déjà fait envers M. de Laféronays, j'ai jugé qu'il était plus prudent de m'en abstenir dans le moment, parce que le Roi n'aurait pas manqué de voir dans

mes observations un éloignement pour la paix et pour les mesures qu'il croit pouvoir y conduire. Cette entente de la part des cours d'Angleterre et de France sera, à mon avis, déjouée avec moins d'inconvénient pour nous, par l'influence réunie de notre résistance et de celle du Sultan, par les délais et enfin par le commencement des hostilités, qu'elle n'aurait pu l'être par une discussion que j'aurais entamée avec le Monarque, déjà prévenu par ses ministres et séduit par le désir qu'il a de voir terminer la lutte sans une commotion plus générale.

Il est dans l'habitude du Roi de ne jamais me congédier en pareilles occasions sans me parler des affaires intérieures. Sa Majesté me semble satisfaite de son ministère et surtout de la manière dont celui de l'extérieur est dirigé. Elle ne dissimula pas les agitations et les intrigues qui l'attendent à la session prochaine, et déplora la violence et les fureurs *de la Droite*, qui, selon ses paroles, *peut détruire, sans édifier*. Je représentai au Roi la nécessité d'éviter tout changement essentiel dans la composition de son cabinet actuel, et lui démontrai les dangers qui résulteraient d'un ministère nouveau, porté par une faction quelconque, et par conséquent de l'instabilité et de l'incertitude dont son conseil et son système ne manqueraient pas de se ressentir, au moment d'une crise qui peut intéresser l'Europe entière, sans qu'il soit donné à personne d'en préciser d'avance les résultats. Sa Majesté se montra persuadée de cette vérité, et m'assura qu'elle ferait de sa part tout ce qui était en son pouvoir, afin d'empêcher la confusion ou du moins l'incertitude qui naîtrait d'une altération aussi hasardée dans des circonstances si délicates.

Après l'audience, je me rendis chez M. le comte de La-

féronays pour l'informer de ce qui s'était passé, et je m'en suis entretenu avec le duc de Mortemart. Tous deux m'ont assuré, sans hésiter, qu'ils avaient trouvé le Roi dans les mêmes sentimens et les mêmes dispositions, et que rien ne serait négligé de leur part pour l'y confirmer encore davantage, s'il était nécessaire.

Tout ce que je viens d'exposer à V. E. est exact en considérant les choses en général; ce n'est que dans l'application de quelques points particuliers que nous pouvons rencontrer de la divergence.

Sans doute le Roi et la France ne se mettront pas en hostilité contre la Russie, et seront portés au contraire à s'entendre avec elle, par des raisons ou déjà dites ou qu'il est aisé de concevoir, s'il s'agissait d'une guerre et d'une scission en Europe. Cette tendance nous a été jusqu'à présent très utile, soit par l'appui qu'elle nous a offert souvent à la conférence de Londres, soit par l'obstacle qu'elle met à une coalition contre nous et par la crainte qu'elle inspire à l'Autriche, mais nous ne devons pas espérer que cette déférence ira jusqu'à s'associer sans réserve à tout ce que nous croyons devoir exiger de la Porte, et à justifier l'insistance que nous mettrons pour l'obtenir.

Le Roi et son Ministère se bercent de l'espoir de porter, avec le concours de l'Angleterre, le Sultan à faire la paix à des conditions honorables pour la Russie. L'expression de *conditions honorables* provient de bonnes intentions, mais elle n'est nullement le résultat d'un jugement arrêté qui spécifie ces conditions. Quel que soit le désir de satisfaire l'Empereur, je suis sûr que s'il s'agissait de réduire la question aux conditions déduites dans la notice confidentielle du cabinet impérial, la France et toutes les autres

puissances les trouveraient exorbitantes et nous exhorteraient à y renoncer ; je dis la France, non pas tant par jalousie ou par amour pour les Turcs , mais par le désir de rétablir la paix et par la crainte d'être enveloppée dans une guerre , s'il en arrive autrement. Cette crainte domine le Roi, son conseil et surtout le Dauphin, à un tel point, que c'est à elle seule qu'on serait prêt à sacrifier bien d'autres considérations et notamment à se plaindre de la ténacité de la Russie, si la question était posée en ces termes dans l'état actuel des choses.

Placés, comme nous sommes, dans une situation qui n'est pas encore bien définie, attendu l'incertitude dans laquelle les affaires sont restées à la fin de la campagne, notre politique me semble exiger d'éviter, comme je l'ai déjà observé, toute négociation avec la Porte ; de ne pas nous associer à ce que l'on veut faire pour l'y amener, et de démontrer sans cesse l'inutilité et les dangers de ces moyens, ou indirects ou secondaires, que les deux cours de Paris et de Londres se plaisent à employer, afin d'arriver à une réconciliation entre les parties belligérantes, qui est impossible aujourd'hui, parce qu'il n'existe pas dans les faits des éléments suffisans pour la déterminer.

Après avoir fait sentir cette vérité à M. de Laféronays, je lui ai prédit que l'envoi de M. Jaubert à Constantinople ne produira aucun bon effet, parce qu'il a pour but d'entamer avec le Sultan une négociation sur le sort de la Grèce, sans le concours des Grecs et de la Russie ; que malgré l'ordre qu'il a donné à son agent de tenir un autre langage et de demander ce concours, la Porte sera informée, par l'Autriche et par l'Angleterre, de la dernière pensée des deux cabinets de Paris et de Londres, et en fera son

profit, si toutefois elle consent à les attirer dans les rapports séparés qu'ils veulent bien lui offrir, et que tout ce plan augmentera les espérances et l'orgueil du Sultan sans terminer les affaires de la Grèce, et en ajoutant des difficultés nouvelles à la conclusion de la guerre avec la Russie.

A ces observations, le Ministre, le prince de Polignac et M. de Rayneval, qui a été l'inventeur de cette combinaison, répondent, qu'il ne faut pas laisser le Sultan à ses propres fureurs et aux insinuations exclusives de l'Autriche; qu'il faut que les puissances amies de la paix arrivent jusqu'à lui, et que comme il n'existe aucun autre moyen de rapprocher et de rétablir les relations diplomatiques, qu'en terminant l'affaire grecque, c'est à ce résultat qu'il importe de parvenir; et que la Russie devrait y coopérer, si elle partage le besoin et le désir de tous les autres, de mettre fin à la guerre.

Cette manière de raisonner explique et confirme encore davantage ce que je viens d'observer; savoir, que c'est à la crainte de voir commencer une seconde campagne que le cabinet français sacrifie toutes les considérations qui lui semblent secondaires, en comparaison de son objet principal, sans vouloir ou savoir se dire, que même le chemin qu'il a pris et les ménagemens qu'il veut garder envers nous, prolongent et affaiblissent sa marche, de telle manière, que la saison du renouvellement des hostilités arrivera bien avant qu'il soit possible de parvenir à aucune conclusion diplomatique dans le système *a parte* qu'il veut suivre. En effet, l'émissaire français, M. Jaubert, parti il y a peu de jours pour Constantinople, doit y arriver, ensuite porter le divan à agréer le protocole du 16 novembre, qui garantit la Morée et les Iles; le décider à négocier sur cette base sans pro-

mettre qu'elle sera définitive quant aux limites ; obtenir une réponse favorable et la mander aux deux cours, qui la communiqueront sans doute à la Russie, laquelle de son côté fera les observations qu'elle jugera convenables ; ensuite et en supposant que rien n'arrête la marche du plan, nommer des plénipotentiaires *ad hoc*, se réunir dans une île neutralisée, négocier, se trouver d'accord, etc.

Tout ce procédé exige un temps bien plus long que celui qui existe entre le moment présent et le commencement de la campagne, et ce seront alors les événemens militaires qui caractériseront la situation de chacun, et non les démarches politiques de la nature de celle dont il s'agit.

La démarche de la France envers le cabinet impérial exigera cependant une réponse, dont il sera peut-être convenable de lui laisser copie sous la forme d'une dépêche pour être communiquée.

Il me semble que l'on pourrait commencer par remercier le Roi, avec raison, de ce qu'il s'est prononcé contre le projet de la cour de Vienne, tendant à faire des démarches collectives envers l'Empereur pour porter Sa Majesté à la paix, qu'il n'a pas dépendu d'elle de conserver, et qu'il lui est infiniment à cœur de rétablir sans l'intervention de qui que ce soit.

Que quant au plan de négociation avec la Porte pour l'exécution du traité du 6 juillet, le cabinet de Russie s'y est toujours prêté autant que ses alliés, et que c'est à cet effet que son plénipotentiaire ne s'est jamais séparé des leurs.

Que lors de la guerre entre la Russie et la Porte, et quand l'Angleterre a prétendu qu'il appartenait à elle et à

la France de se charger exclusivement de l'exécution de ce traité, S. M. très Chrétienne, éclairée par sa justice et par une sage politique, a combattu cette doctrine avec succès et écarté les suites qu'elle aurait entraînées.

Que depuis, le fond et la nature de la question sont restés les mêmes, et que par conséquent il n'existe aucun motif d'adopter une marche différente de celle tenue jusqu'à présent.

Que l'expédition française en Morée et le résultat honorable et heureux sous tous les rapports qu'elle a obtenu, loin de donner lieu à des combinaisons différentes de la nature primitive du traité, fondées sur l'union des trois puissances, a rendu cette union plus obligatoire par le progrès qu'elle a fait vers l'accomplissement de son but, moyennant l'expulsion des Turcs du Péloponèse.

Que cet événement a permis d'attendre la conclusion définitive de l'affaire grecque, et par conséquent l'exécution du traité du 6 juillet, lorsque le Sultan se rendra traitable lui-même et qu'il consentira à des conditions qui rétablissent la paix dans cette partie de son empire, mais qui assurent en même temps aux Hellènes les avantages et le sort que le traité leur a préparé.

Qu'une négociation des deux puissances avec la Porte ottomane, sans la présence du plénipotentiaire russe, sera indubitablement regardée par le Sultan comme la preuve d'une division entre les alliés, et qu'il la jugera comme le triomphe de son système et s'y conformera d'autant plus, qu'il croira avoir obtenu ce qu'il a demandé invariablement, l'exclusion de la Russie des affaires de la Grèce.

Que cette conviction, loin de le porter à la paix, le rendra

plus confiant dans son obstination et dans les espérances d'être soutenu par des secours étrangers.

Que ce résultat, étant diamétralement opposé à celui que la France se propose, la portera à considérer de nouveau les inconvéniens que le cabinet impérial lui indique, et à éviter la démarche qui pourrait tourner contre ses propres vues.

Que, par le traité du 6 juillet, les Grecs sont appelés à intervenir dans la négociation, et que leur exclusion, par la seule raison que le Sultan l'exige, serait à la fois une injustice et un motif qui pourrait les décider à ne pas adhérer à ce qui serait convenu ; circonstance qui laisserait la question indécise, et rendrait inutiles six années de sacrifices et de soins donnés à cette cause, — ce qui affecterait la dignité et les intérêts de trois grandes puissances qui se sont engagées à la terminer.

Telles sont, ou à peu près pourraient être, selon mon opinion, les observations qu'il serait prudent d'adresser à la France, en les liant en même-temps à la conduite constamment amicale qu'elle a tenue envers la Russie dans toutes les divergences arrivées avec l'Angleterre, ce qui lui prouverait que sa majesté l'Empereur en conserve la mémoire, et la mettrait dans l'impossibilité de communiquer en entier, si elle voulait, ce document à la grande Bretagne.

Il me paraîtrait également, qu'il ne serait pas inutile de faire allusion à l'état d'incertitude dans lequel la question se trouve dans ce moment, et de se réserver de la traiter même plus à fond, lorsqu'il existera des données moins vagues sur ce qu'il conviendra de faire dans l'esprit d'union et de justice qui a présidé au traité du 6 juillet.

Les raisons alléguées ci-dessus ont été articulées par moi au ministère français , qui en a été ébranlé sans cependant avoir renoncé à son plan. Il les appréciera sans doute davantage lorsqu'elle lui parviendront de la part du cabinet impérial.

La conférence de Londres ne pourra s'occuper de cet objet qu'à la réception des renseignemens qui arriveront de Constantinople , à la suite de la communication du protocole du 16 novembre , et des insinuations dont l'agent français Jaubert est chargé , c'est-à-dire , dans deux mois environ : c'est alors que nous serions de nouveau en état de reprendre la question et de nous décider avec la liberté que les explications dont je viens de parler nous auront ménagée.

La nature des faits et des observations que je viens de soumettre au cabinet impérial sur les dispositions du gouvernement français , indique suffisamment, que pour tout ce qui concerne la politique générale son intention est de s'unir et de s'entendre avec la Russie , et que c'est , selon sa manière de voir , afin de rendre cette entente plus praticable , qu'il voudrait terminer sans trop de scrupule , la question grecque , parce que la continuation des engagements qui s'y rattachent , lui est , à son avis , incommode et gênante ; que son amour pour la paix lui fera désirer de la part de la Russie tous les sacrifices possibles afin d'y parvenir ; mais qu'il ne se prêtera jamais à aucune démarche qui aurait le caractère le plus éloigné de coalition ou même d'importunité ; que si l'Angleterre rompait avec nous , le Roi hésiterait avant de se compromettre , en prenant cependant l'attitude qu'il jugerait nous être la plus favorable ; enfin que dans le cas où l'Autriche seule ou conjointement

avec la Grande-Bretagne déclarerait la guerre à la Russie, la France sera disposée et même entraînée à prendre un parti de concert avec nous contre la première, spécialement si la Prusse entrait dans cet accord, ou même si elle ne s'y opposait pas.

Telles sont, M. le Comte, les conjectures les plus probables qu'il me soit possible de former sur la politique du cabinet français. Elles deviendront encore plus solides, si le ministère actuel se conserve : condition qu'il est malheureusement indispensable d'ajouter dans un pays où les changemens sont si fréquens. Il est au milieu de ces hypothèses une vérité qui, j'espère, restera toujours inaltérable, savoir que la France, quelles que soient les mains dans lesquelles elle puisse tomber, ne s'armera jamais contre la Russie.

L'ANGLETERRE.

Le ministère impérial est si dignement représenté à Londres, que je suis obligé de me faire en quelque sorte violence, en parlant d'un pays, dont le prince de Lieven connaît si bien les dispositions et malheureusement les passions et les jalousies envers la Russie, et dont il rend un compte aussi exact et judicieux toutes les fois que le bien ou le besoin du service le demandent. C'est donc bien plus pour ne pas laisser une lacune aussi essentielle que celle qui existerait dans ce rapport, si je passais entièrement sous silence un tel empire, que pour ajouter, en quoi que ce soit, aux notions que le cabinet impérial reçoit plus directement et plus complètement de l'ambassade de Londres.

Au commencement de la guerre, le gouvernement et encore plus le public anglais, a vu dans le résultat de la

campagne le bouleversement de l'empire ottoman. L'idée de la suprématie ou de la domination russe , établie sur le Bosphore et les Dardanelles , celle des flottes sortant de la mer Noire , la possibilité , quoique lointaine , de leur accord et de leur union avec la marine française , et toutes ces combinaisons réunies ensemble ont exalté les têtes et produit un ressentiment d'autant plus vif , que l'Angleterre ne se croyait pas en mesure de s'y opposer , sans exciter une guerre générale , où elle n'avait que des sacrifices à faire , dans une circonstance qui les lui aurait rendus très pénibles , par la nécessité d'aggraver le poids de ses dettes sans le moindre espoir d'ajouter à sa puissance ou à ses richesses.

Les événemens de la campagne sont venus délivrer le gouvernement britannique et la nation des craintes qu'ils avaient conçues , et je suis porté à croire , qu'ils se félicitent aujourd'hui de trouver dans les Turcs la résistance qu'ils n'auraient pu nous opposer eux-mêmes , sans de grands embarras. Dès que l'idée de la ruine de l'empire turc cesse de les dominer , il n'est pas présumable qu'ils veuillent risquer une guerre universelle pour disposer le Sultan à accéder à telle ou à telle autre condition , surtout dans l'état où les choses se trouveront au commencement de la campagne prochaine , où tout sera encore incertain et indécis. Ces considérations autorisent à croire , que nous n'avons pas à craindre une rupture ouverte de la part de la Grande-Bretagne , et qu'elle se bornera à conseiller à la Porte de demander la paix et à lui prêter tous les bons offices en son pouvoir durant la négociation , si elle a lieu , sans aller plus loin , soit que le Sultan s'y refuse , soit que nous persistions dans la résolution d'entreprendre une seconde campagne.

Le duc de Wellington a besoin et désire conserver la paix, l'intérêt mercantile ne peut pas lui être contraire, parce que le commerce avec la Russie consistant pour la plus grande partie en matières brutes, son interruption lui serait aussi nuisible qu'à nous-mêmes ¹. Il peut approuver les armemens de l'Autriche et cependant la dissuader d'en faire usage, parce que ce serait appeler toute l'Europe aux armes.

La manière dont la question du blocus des Dardanelles a été terminée, prouve également qu'il existe dans le cabinet anglais une grande tendance à la paix. Jamais le public de ce pays n'a montré plus de préjugés et de jalousie que dans cette occasion. Le Duc seul, nonobstant son premier mouvement, paraît avoir contenu le torrent ². Maintenant le tumulte me semble apaisé, et la chose réduite à l'état et au cours naturel qui lui est propre.

C'est également un symptôme favorable, à mon avis, que le refus de la part du cabinet britannique de donner

¹ Lorsque la grande duchesse Hélène, pendant son voyage d'Angleterre, visita les fabriques de fer, où l'on confectionne les chaînes-câbles, elle s'écria : « Mon Dieu, ces gens n'auront plus besoin de nous ! » En effet nous exportons déjà des câbles pour la Russie.

(*Note de l'Éditeur anglais.*)

² Le Comte se trompe ici : la dépêche du prince de Lieven publiée dans notre numéro 5 prouve, que la mission russe comptait *d'avance* sur une « opposition » dans le Parlement, laquelle se serait efforcée de paralyser toute détermination, que le Duc aurait été tenté d'adopter. La dépêche dans le numéro 4 démontre, que la Russie possédait l'appui de « l'opposition d'alors. »

(*Note de l'Édit. angl.*)

suite à la proposition faite par le prince de Metternich, d'intervenir collectivement auprès de l'empereur afin d'exhorter, mais en réalité de contraindre Sa Majesté à la paix. L'inconvenance et les dangers de cette mesure doivent avoir été sentis à Londres, puisqu'on s'est abstenu de toute explication à ce sujet envers la France.

Je terminerai ces courtes observations en répétant que je les soumets entièrement à celles que le prince de Lieven aura transmises au cabinet impérial sur cet important objet; car mes raisonnemens ne peuvent être comparés avec son expérience et avec l'impression qu'il reçoit et les notions qu'il recueille de la présence et de la conversation des hommes dont dépend la décision d'une question si grave.

L'AUTRICHE.

L'Autriche est la puissance de laquelle la Russie avait le moins de raison d'attendre ce qu'elle en reçoit. Rétabli en quelque sorte sur son trône par les succès de l'empereur Alexandre et les efforts de l'armée russe, l'empereur François retira des avantages immenses de la magnanimité de son plus grand Allié. L'Italie lui fut livrée tout entière, soit moyennant des acquisitions réelles, soit par la faculté qui lui fut laissée d'exercer une influence illimitée sur ce qui n'avait pas été soumis à sa domination. Il augmenta ses frontières du côté de l'Allemagne, selon son bon plaisir, et obtint même des rétrocessions et des avantages en Pologne, qui n'étaient qu'une pure générosité de la part de son Libérateur.

Depuis l'époque du Congrès, les déférences et les bons offices n'ont pas eu de terme, et lorsque le mouvement révolutionnaire de Naples parut menacer la suprématie

autrichienne dans tout le pays depuis les Alpes jusqu'en Sicile, ce fut encore l'empereur Alexandre qui dissipa cet orage par son intervention sage et généreuse.

La cour de Vienne trouva dans ce dénouement la sécurité de ses possessions, celle de son influence sur le reste, et l'occasion de tirer du royaume de Naples 200 millions de francs pour prix de l'avoir délivré des Carbonaris.

L'insurrection de la Grèce éclata. Le prince de Metternich décida de rétablir le glaive du Sultan sur la tête de ce malheureux peuple ; pendant quatre ans, il paralysa et déjoua les plus nobles sentimens, sans égard ni à la délicatesse de la position de la Russie, ni à ses intérêts, abusant constamment de la confiance qui lui était accordée, et ne faisant jamais une promesse que pour y manquer.

Enfin le moment arrive, où la Russie, la France et l'Angleterre veulent s'entendre pour faire cesser les massacres qui se répétaient sans cesse dans cette arène ensanglantée.

L'Autriche refuse d'y adhérer, et met tout en œuvre, malgré des protestations différentes, pour porter le Sultan à rejeter la combinaison qui lui était proposée, dans le but de lui conserver son empire et de ne pas l'exposer à de plus grands dangers.

Cette tactique funeste a duré deux ans ; elle a été dénoncée par les représentans des puissances, qui en ont vu les mouvemens sur les lieux et de mille manières. Enfin le Sultan force les ambassadeurs des trois cours à quitter Constantinople¹. Il insulte, il provoque la Russie, il viole les

¹ Ce drame singulier sera mis à nu dans les dépêches écrites par MM. Minciaky et Ribeaupierre, ou adressées à ces mêmes diplomates.

(*Note de l'Edit. angl.*)

traités. L'Empereur est dans la nécessité de se faire rendre raison par les armes.

A cette résolution, le prince de Metternich s'indigne et se conduit comme contre une révolte envers sa suprématie. Dès lors tout est mis en œuvre par lui pour nuire à la Russie. Il s'adresse à l'Angleterre afin de l'armer contre l'empereur, et il répète ces tentatives à chaque phase que les événemens lui présentent; il accrédite l'idée, que tous les gouvernemens sont exposés à des révolutions intérieures, parce que la Russie veut obliger le Sultan à observer les traités, et il parvient à en intimider plusieurs; il tente le ministère français, qui lui résiste, et il lui suscite des querelles intestines à cause de cette résistance. D'un côté, il flatte les bonapartistes et les encourage à faire revivre la mémoire du fils de Napoléon; de l'autre, il s'approprie la *Gazette de France* et la *Quotidienne*, représentantes prétendues du royalisme pur et des jésuites, et ces feuilles, soi-disant chrétiennes, devenues turques, versent dans le public un déluge d'injures et de faussetés contre nous. Ces vérités, M. le Comte, n'échappent à personne ici; le ministère français en est convaincu, il me les répète et me les confirme sans cesse.

A son passage par Vienne, le duc de Mortemart a eu avec le ministre autrichien une longue conférence. Le duc m'en a fait le récit dans les termes suivans, que j'ai mis sur papier immédiatement après, afin de me garantir d'oublis ou d'erreurs.

Le prince de Metternich a demandé à M. de Mortemart quelle impression il emportait de l'armée russe et de ses généraux. M. de Mortemart répondit qu'il avait de l'armée la plus grande opinion, et que les talens de ses chefs

variaient, comme il arrive dans tout pays et dans toute armée nombreuse. Le prince ajouta : « Que pensez-vous des pertes que cette armée a essuyées ? » Le duc répliqua que celles de l'infanterie n'étaient nullement extraordinaires, que la cavalerie avait perdu beaucoup de chevaux, mais que le tout, ne portant que sur une fraction minime de l'armée en général, pouvait être bientôt réparé et n'affectait nullement les forces de l'empire. Le prince de Metternich, avec un sourire de pitié, continua en disant : « Vous autres Français, vous vous laissez éblouir ; rapportez-vous-en à nous. Nous observons et connaissons les Russes depuis cent ans ; leur force n'est que d'apparat, et elle l'est encore plus que jamais dans ce moment. Quant aux pertes, elles sont immenses ; elles ne seront ni facilement, ni promptement réparées, et je ne puis m'expliquer comment vous ne les jugiez pas de même. » Le duc dit à son tour qu'il était permis à chacun d'apprécier les forces de l'empire russe selon qu'il l'entendait, mais que, quant aux pertes causées à l'armée par la campagne, il s'en référerait aux rapports du prince de Hesse, qui les lui avait fait voir, et qu'ils étaient conformes à ceux de M. de Mortemart lui-même sur ce sujet, ajoutant que le prince est trop homme d'honneur pour en avoir envoyé de différens. Le prince de Metternich parut embarrassé de cette observation, puis il reprit : « Eh bien ! chacun en jugera à sa manière. En attendant, l'Autriche se croit forcée de prendre ses précautions ; son armée est prête et nombreuse, et si une seconde campagne commence, elle prendra poste sur la frontière et observera la Servie. » Le duc répondit à cette dernière menace : « Dans ce cas, chacun aura raison de se porter sur la frontière et d'observer celle qui l'avoisine. *Il en arrivera ce*

qui pourra. » Ainsi finit la partie essentielle de cette conversation. Le prince de Metternich ne parut pas satisfait des dispositions du duc de Mortemart, et tous les deux se séparèrent avec les formes et les politesses d'usage. J'ai cru, M. le Comte, devoir vous informer de ces particularités, parce qu'elles m'ont semblé prouver encore davantage l'infatigable soin que le prince de Metternich prend à nous susciter des ennemis ou à diminuer l'intérêt que nos amis nous portent.

Le plan du chancelier de cour et d'État est vaste. Il veut se montrer menaçant par ses armemens ; il travaille la France afin de la rendre faible ; il anime l'Angleterre pour nous en faire une ennemie ; il voudrait séduire la Prusse et l'éloigner de nous ; il propose au roi de Sardaigne de se mettre en mesure et même de donner un autre héritier à la couronne que le prince de Carignan, d'après la conviction qu'en a le ministère français ; enfin il assume le caractère de protecteur de l'ordre public, et tandis qu'il emploie toutes ses facultés en faveur des Turcs, il enrôle sous ses drapeaux les ultra-monarchiques et les ultra-papistes de tous les pays.

Cette conception est trop vague, selon moi, pour prendre une consistance solide, et surtout dans l'intervalle qui sépare le moment présent de la campagne prochaine. Lorsqu'elle commencera, le prince de Metternich n'aura à sa disposition que lui-même et la monarchie autrichienne, si toutefois il en est le maître, comme les apparences semblent l'indiquer. La question sera donc réduite alors, s'il osera ou non attaquer la Russie. Ces sortes de problèmes ne sauraient jamais être résolus d'une manière absolue, parce que les données ne peuvent, selon la nature des choses, être

fondées que sur des conjectures ; cependant , comme il n'existe pas d'autre règle , c'est à elle qu'il faut s'en rapporter.

Ce n'est pas dans les combinaisons étrangères, M. le Comte , que je chercherai cette règle, mais dans les mesures et les moyens intérieurs de l'empire. L'Empereur , notre auguste maître , est monté sur le trône lorsque la Russie jouissait d'une grande considération , et cette considération s'est visiblement augmentée depuis son heureux avènement. La plus noire et la plus dangereuse conspiration arrêtée par son courage et punie selon la justice tempérée par la clémence et l'humanité ; les Turcs amenés à signer la convention d'Akermann ; la Perse vaincue et rendue tributaire à la suite de ses provocations ; l'Angleterre et la France , empressées de trouver un moyen de terminer à la satisfaction de Sa Majesté les troubles de la Grèce ; le prince de Metternich , n'ayant d'autre ressource que l'intrigue et le dépit , et la Prusse fortifiant les liens du sang par ceux de la politique.

C'est dans cette situation des choses et des idées , à la face du monde entier , que l'Empereur a été forcé d'entrer dans la guerre actuelle. Presque toutes les puissances en ont reconnu la justice , et il n'en est pas une qui n'en ait attendu des succès ; c'était l'empire russe , après deux ans d'observation et de préparatifs , qui se mettait en mouvement contre l'empire turc , *réduit à la population musulmane de l'Europe*. A cet aspect , tout le monde avait formé d'avance son jugement ; mais , il faut l'avouer , ce jugement n'a pas été confirmé par l'événement.

Cette circonstance a dévoilé les sentimens que chacun nous portait. L'explosion s'est faite à Vienne , et s'est com-

muniquée plus ou moins partout ailleurs. Cependant, ceux qui jugent avec calme voient le manque de succès dans des causes secondaires, et pensent qu'elles ne se répéteront pas à la campagne prochaine. De là le désir de l'éviter et d'amener la paix, si la Porte était assez sage pour la demander et la Russie assez découragée pour l'accorder à des conditions inférieures à sa dignité.

Dans cet état de choses, avant de demander ce que fera le prince de Metternich, il me semble plus opportun de nous demander ce que nous ferons et sous quel aspect nous paraîtrons à ses yeux. S'il nous voit profiter de l'expérience, augmenter nos moyens, y introduire l'ordre désirable, nous mettre en position de ne pas craindre ses attaques, le persuader que s'il veut nous avoir pour ennemis, il nous trouvera formidables, inexorables et décidés à verser sur l'Autriche toutes les calamités de la guerre qu'elle nous suscite, *sans lui en épargner aucune*, le prince de Metternich restera probablement dans sa politique et en adoptera peut-être une meilleure, en conseillant au Sultan de faire la paix et de se soumettre aux sacrifices qu'elle doit lui imposer.

Ce n'est pas la volonté du chancelier de cour et d'État, ni celle du public autrichien, que nous avons besoin de deviner; elle s'est montrée assez hostile, pour qu'il nous reste des doutes à cet égard. Lorsqu'on se réjouit de ce que la peste moissonne l'armée russe, lorsqu'à leurs yeux il n'y a jamais assez de fléaux dans la nature, ni de moyens de

· Tout cela est écrit en quelque sorte en chiffres, nous n'en trouverons la clé que dans les dépêches subséquentes de Constantinople.

(Note de l'Edit angl.)

nuire dans l'ennemi pour satisfaire leur haine, nous sommes dispensés d'interpréter les sentimens de ceux qui ne craignent pas de les professer et de les manifester sans réserve. La meilleure garantie que nous ayons pour les arrêter et pour en combattre l'influence, c'est *nous-mêmes* ; c'est dans notre énergie, dans la force, la direction et la suite de nos déterminations et de nos mesures, que nous devons chercher notre sécurité. Le patriotisme, la position et les ressources de l'empire répondent à tout : qu'on les évoque ; qu'on les fasse valoir, avec ordre et de la manière dont il doivent être employés, et la politique cessera de nous offrir des problèmes ; nous verrons celle de nos ennemis devenir aussi traitable qu'elle se montre aujourd'hui orgueilleuse, parce qu'elle se plaît à magnifier nos pertes, à rabaisser nos talens et à discréditer nos moyens.

Si nous nous montrons tels que nous devons et que nous pouvons être, le gouvernement et la plus forte partie de la France nous rechercheront, parce qu'ils voudront pourvoir à leurs intérêts et entrer dans la lice, si l'Autriche et l'Angleterre en ouvrent les barrières. La Prusse a son rôle tout fait et les objets de son ambition sous sa main, et ce n'est pas la Russie qui souffrira de ces empiétemens, — elle restera libre d'accomplir les siens, si son intérêt l'exige.

Sans doute il serait pénible d'avoir ainsi altéré le *statu quo* de l'Europe, mais à qui en attribuer la faute et la responsabilité, si ce n'est au cabinet autrichien, qui veut tout risquer et tout bouleverser plutôt que de voir l'Empereur faire une paix, qui aurait pour premier but son honneur, et pour second, des modifications incapables d'apporter le moindre changement à l'équilibre réel établi par le congrès de Vienne ?

Il résulte des observations précédentes que la question sur la conduite future de l'Autriche ne peut être examinée d'une manière abstraite et indépendamment de celle que tiendra la Russie, et de l'appareil des forces qu'elle présentera à l'ouverture de la campagne. Cette campagne est devenue indispensable, à mon avis, parce que la première n'a pas produit son effet. Nous l'entreprendrons donc avec les chances qu'elle nous offre, et ces chances seront moins dangereuses, à mesure que nos efforts seront grands et terribles.

LA PRUSSE.

La Prusse semble avoir annoncé sa politique par la conduite qu'elle a tenue et par l'attitude qu'elle a prise déjà. Portée à conserver la paix, elle verrait, à mon avis, avec satisfaction la fin de la lutte entre la Russie et la Turquie, mais elle se garde de la provoquer par aucune démarche propre à gêner le cabinet impérial, et s'est prononcée contre celles de ce genre, projetées par la Cour de Vienne. Son maintien, son langage, ses démonstrations ont été jusqu'à présent favorables à la Russie, et la crainte de la voir s'entendre avec elle, dans un cas extrême, en impose à l'Autriche et sert à la France d'encouragement pour la confirmer dans les sentimens favorables qu'elle nous témoigne. Le cabinet impérial a donc le plus grand intérêt de s'attacher, comme il le fait, celui de Berlin, de le cultiver et de lui faire entrevoir, que si l'Autriche et l'Angleterre voulaient mettre le *statu quo* territorial existant en péril par une attaque contre la Russie, Sa Majesté prussienne, en faisant cause commune avec elle, trouverait des avantages qu'elle ne saurait espérer ailleurs.

La notice confidentielle dont Votre Excellence a accompagné sa dernière expédition contient les germes de ce système ; il s'agit donc de les entretenir et pour ainsi dire de les féconder de manière qu'ils soient prêts à se développer, lorsque la nécessité l'exigera.

Dans toutes mes démarches envers le cabinet français, je m'attache à le tenir en bonne intelligence avec celui de Berlin. Son représentant, le baron de Werther, s'en occupe également de la manière la plus zélée. Il serait peut-être sage et utile de familiariser aussi la politique prussienne avec l'idée que si les événemens lui fournissent l'occasion de s'agrandir, la France de son côté ne peut se compromettre et se battre en pure perte. Je suis persuadé que dans le cas où les trois puissances, la Russie, la Prusse et la France, devraient s'entendre, cette dernière n'exigerait rien qui serait disproportionné à ses sacrifices et à son importance, ou qui pourrait donner de justes alarmes à la Prusse.

Lorsque je trace de telles combinaisons, M. le Comte, c'est avec le désir qu'elles ne puissent jamais devenir nécessaires ; il a fallu la conduite inconcevable du prince de Metternich pour être forcé à chercher dans de si grands changemens les moyens de déjouer cette ligue générale qu'il travaille à former contre la Russie, et à contenir les coups directs qu'il voudrait lui porter. Quand la question est réduite à la défense naturelle, tous les moyens sont non seulement permis mais commandés par les devoirs qui partent de plus haut ; la conservation et le salut de l'État.

La tendance générale des observations que je viens de soumettre à Votre Excellence en fait pressentir d'avance les conclusions. La fin de la campagne et la position dans la-

quelle nous sommes restés envers l'ennemi rendent la paix impossible pour le moment, parce qu'elle ne peut être honorable.

Une négociation entamée en pareilles circonstances, serait tout à notre détriment, parce que nous serions obligés de la rompre et d'attirer sur nous l'odieux de cette rupture, après avoir révélé le secret de nos prétentions, lorsque nous ne sommes pas encore en mesure de les soutenir.

Le zèle témoigné par la France et par l'Angleterre, afin d'entamer cette négociation est intempestif. *Je ne cesse* d'en avertir M. de Laféronays, et de le disposer à ne point se compromettre au point de nous forcer à un refus dans le cas où les Turcs, conseillés par l'Autriche et la Grande-Bretagne, voudraient nous embarrasser en offrant de négocier, non pour conclure, mais pour se donner la réputation de sagesse et de modération.

Le projet de l'Angleterre et de la France, de traiter avec la Porte pour la pacification de la Grèce, du consentement de la Russie, mais sans la présence de son représentant, ne peut nous convenir par les raisons déjà déduites; cependant dès que les troupes françaises devaient se retirer de la Morée et qu'il était impossible au Ministère d'en prolonger le séjour sans se perdre, il est très heureux que ce pays ait été mis sous la garantie des trois cours. Cette égide est la seule qui puisse le défendre contre une nouvelle invasion.

Selon toutes les probabilités rien ne se passera, durant l'hiver, qui puisse troubler nos préparatifs. Ce temps doit donc être mis à profit pour nous montrer sur un pied formidable à l'ouverture de la campagne prochaine.

Cette condition est vitale. Elle est le seul moyen qui

nous reste pour nous rétablir dans l'opinion où nous étions au commencement de la précédente.

Quelles que soient les explications que nous puissions donner et l'éclat qui ait rejailli sur nos armes par la prise de Varna, la levée du siège de Silistrie, l'évacuation entière de la Bulgarie, excepté les points fortifiés en notre pouvoir, les relations, sans doute exagérées, sur nos pertes et le désordre qu'on suppose régner dans notre administration militaire, ont infiniment rabaisé l'opinion conçue de notre puissance et de l'organisation de notre armée dans toutes ses parties.

Le ministère français en est ébranlé et son existence s'en trouvera jusqu'à un certain point compromise à l'ouverture des Chambres. Les intrigues de l'Autriche se multiplient. L'ambassadeur d'Angleterre les seconde, et si nous ne nous hâtons pas de remporter des succès, sitôt que la saison des opérations arrivera, nous risquons de voir ici des changemens qui rendront la continuation de notre influence plus difficile.

Notre politique est de faire en sorte que rien n'arrive de bien nouveau durant les quatre mois qui vont suivre, et j'espère que nous y parviendrons, parce que les hommes aiment en général à attendre, mais le cinquième doit être fécond en événemens. Notre entrée en campagne doit étonner par les succès, il me semble que nous en avons les moyens, si nous les portons sur les lieux, et s'ils sont raisonnablement employés.

Le projet de terminer la guerre par des démonstrations menaçantes sur Constantinople me paraît inapplicable, d'après la manière dont les choses ont tourné. La prise des places du Danube fera une impression durable, en impo-

sera à l'Autriche, ouvrira le chemin des provinces lointaines de la Turquie, et nous autorisera à en exiger la destruction à la paix, dès que nous les aurons en notre pouvoir.

Conservez M. le Comte, conservez Varna. C'est un trophée qui appartient personnellement à l'Empereur. *A la bonne saison* et appuyée par cette station, la flotte pourra inquiéter l'ennemi sur tous les points du littoral.

Malgré qu'il ne soit pas probable de voir une flotte anglaise dans la mer Noire, il sera prudent de bien garantir Sevastopol contre les approches par mer. Si jamais l'Angleterre rompait avec nous, c'est sur ce point quelle porterait ses attaques, dès qu'elle les croirait possibles.

Les progrès du général Paskewitsch ont été plus importants que le public de l'Europe ne les a jugés, parce qu'il s'est attaché à ce qui était plus à sa portée; mais nous qui en connaissons la valeur, nous devons nous occuper de les rendre plus considérables. Ils feront beaucoup d'impression à Constantinople.

Le blocus ne sera pas aussi indifférent qu'on a voulu le représenter. Dès qu'il en a été informé, le Sultan a ordonné de grands approvisionnement en Egypte, que les Autrichiens se sont chargés de transporter. J'espère que l'escadre impériale en fera la capture.

Voilà, M. le Comte, le tribut de mon zèle et de mes faibles lumières sur les questions graves qui occupent le cabinet impérial. En les examinant, je ne me suis pas déguisé les difficultés qu'il nous reste à vaincre, mais j'ai recherché aussi les moyens que nous avons d'en triompher. Les événemens de la campagne passée, loin de nous décourager, nous auront donné l'expérience qui nous

manquait. S'il a existé des obstacles imprévus, l'Empereur les connaît, pour les surmonter, et je vois même dans la nécessité de vaincre où nous sommes placés un principe d'activité et d'énergie qui conservera à l'empire et à son glorieux chef, dans la sphère qui leur est propre, cette suprématie dont il n'appartient à aucune force humaine de les faire descendre.

J'ai l'honneur d'être, etc.

SITUATION ACTUELLE

ET

AVENIR DE LA CIRCASSIE.¹

« J'ai vu un gentilhomme qui venait d'arriver de la Russie
« méridionale ; il dit, qu'on envoie des renforts considérables à
« l'armée du Caucase. A une de mes questions il répondit :
« Je crois qu'ils gagnent du terrain , mais un morceau de terre
« comme cette chambre leur coûte mille hommes. » *Voilà, où*
« *est le véritable boulevard de notre empire aux Indes , pour-*
« *quoi n'y faisons nous pas attention ?* » (*Morning Herald* :
correspondance de Constantinople du 16 décembre.)

(*Quatrième article.*)

Nous nous apercevons avec un plaisir infini que nos descriptions de la Circassie et de ses habitans ont excité en Angleterre un intérêt général et une profonde sympathie , et nous voyons , par l'extrait placé en tête de cet article , que notre sujet commence aussi à attirer l'attention à Constantinople. Trois causes importantes , dont chacune était de nature à éveiller par elle-même la curiosité et l'intérêt du public , se sont réunies pour amener ce résultat. La première de ces causes est la satisfaction inattendue qu'on éprouve, lorsque se trouvant en face d'un ennemi audacieux, puissant et provocateur , on découvre tout à coup qu'il a

¹ Sur la carte coloriée de la Circassie, qui se trouve dans notre dernier numéro , le bleu indique le pays soumis à la Russie ; le rouge, le pays indépendant ; le rouge foncé, le pays qui n'est ni l'un ni l'autre.

un de nos alliés sur ses derrières. La seconde cause provient de l'intérêt, en quelque sorte romanesque, qui s'attache à des populations dont le nom seul est devenu un thème de poésie, dont le passé s'offre à nous comme un mystère, et dont la situation actuelle paraît être un secret d'État de la Russie. Leurs montagnes ont excité l'imagination encore plus qu'eux-mêmes. Dans les âges mythologiques, elles ont donné naissance à des génies et à des mystères qui survivent aujourd'hui également dans les inspirations de l'Indostan et dans les réminiscences helléniques. L'âge héroïque y a placé la scène de ses plus nobles aventures. Peut-être aucun nom attaché à une aussi petite étendue de terrain ne fut aussi familier au genre humain que celui du Caucase, surtout, à ce qu'il paraîtrait, depuis que les populations orientales ont été arrêtées ou détournées par cette barrière dans leurs migrations vers les pays de l'ouest. Cet intérêt constant et universel, s'arrêtant sur une chaîne de montagnes qui ne se trouvait jamais liée par *des luttes visibles* à l'existence d'aucun grand empire ancien ou moderne; cet intérêt, qu'on n'avait pris à l'égard d'aucune autre chaîne de montagnes, comme par exemple, les Alpes, les Pyrénées, l'Oural, les Carpathes, les Andes ou l'Himalaya, ne peut résulter que de l'influence non interrompue que le Caucase a exercé sur les destinées du genre humain, et qui, devenue sensible aux populations de siècles en siècles, et gravée dans leurs traditions et leur mémoire, est descendue jusqu'à nous avec les flots de ces opinions distinctives, que chaque race a conservées sur les événemens reculés qui ont déterminé ou modifié son caractère.

Cette considération nous amène à expliquer la troisième et dernière cause qui a dirigé l'attention sur ces articles :

c'est la nouveauté de leur sujet. Nous disons nouveauté, parce que, quoique nous ayons des cartes géographiques meilleures que par le passé, une connaissance exacte de quelques hauteurs, et quelques documens sur les plantes, les minéraux, l'origine des races, les crânes et les costumes des Circassiens, nous les avons perdus de vue en tant qu'êtres humains influencés comme nous par des passions et des motifs, des circonstances et des faits; nous avons perdu de vue le Caucase, comme élément de force politique, élément d'influence silencieuse mais permanente sur la situation relative de ces grandes sociétés humaines dans lesquelles les habitans de notre globe se trouvent agglomérés.

C'est peut-être le résultat des dispositions analytiques et théorisantes de l'esprit du siècle. La marche rapide et brillante de nos recherches scientifiques nous a inspiré de la confiance dans tout ce qui tend à faire généraliser nos raisonnemens, d'autant plus que les faits à cet égard se trouvant sous notre main, nous pouvons poursuivre nos observations, essayer et répéter nos expériences à volonté. Mais, lorsque cet esprit de rigoureuse logique, ces habitudes utilitaires de la pensée viennent à être appliquées à des investigations politiques, à l'examen des choses qui se sont passées à des époques et dans des pays éloignés, les résultats ne sont plus les mêmes, et la logique la plus irréprochable ne mène pas toujours à la vérité. Des traditions sages, fruits d'une expérience passée et d'événemens oubliés, sont souvent considérées comme préjugés et vieilleseries, par la seule raison qu'on n'a pas sous les yeux les faits qui leur ont donné naissance. Les récits et les documens qu'un voyageur superficiel présente à la discussion publique sont devenus souvent le motif, non d'un décret d'incompétence

contre leur auteur, mais bien d'une proscription contre telle nation ou tel pays sur qui l'on avait à décider.

Aussi, tandis que les recherches politiques devenaient de plus en plus confuses, et leurs conclusions erronées dans l'occident de l'Europe, une nation, méprisée pour son ignorance dans les sciences exactes, appliqua toute son énergie à la science politique, accumula des observations et des expériences, et parvint, en appliquant à des connaissances laborieusement compilées cette analyse dont l'Europe se glorifie dans les sciences exactes, à atteindre un haut degré de conviction et de certitude dans des questions d'un immense intérêt. Aussitôt qu'à ces progrès de la Russie se mêlèrent des considérations de certains *buts* pratiques, on la vit s'occuper à fausser les convictions et les opinions du reste du monde, à répandre à dessein certaines erreurs, et à faire circuler, sous l'apparence des recherches les plus philosophiques, des données sans fondemens, des notions forgées à plaisir.

La Russie n'eut jamais tant d'intérêt à user de déceptions qu'à l'égard de la question de la Circassie, et jamais déceptions ne lui ont mieux réussi. On a empêché l'œil de l'étranger de bien pénétrer ce pays si important, et l'on en a présenté à l'Europe la description toute faite, afin que la vérité matérielle devînt ou impossible ou trompeuse, et que le raisonnement, basé sur des données fausses, ne pût conduire aussi qu'à des erreurs. A cet effet, M. Klaproth et son école ont présenté des tableaux descriptifs et des dictionnaires, tandis que le comte Orloff et ses collègues ont fourni leur contingent de phrases officielles, de parchemins et de cartes géographiques.

Nous n'avons d'autres descriptions de la Circassie que

celles qui proviennent de sources russes, telles que les ouvrages de Pallas, du comte Potocki, dont les récits, quoique vieillis, sont encore estimés, de Reinegg, Engelhardt, Parrot, Klaproth, etc. Il est inutile de faire observer, que toutes ces relations portent la couleur la plus favorable à la Russie. Mais une considération encore plus importante, dont on pourrait ne pas s'apercevoir au premier coup d'œil, mais qu'il suffira de citer pour convaincre, c'est que tous les agens russes pris individuellement, même dans leurs convictions les plus honorables et les plus intimes, ne peuvent déjà par leur position s'empêcher d'entretenir des opinions erronées sur les Circassiens. Pour eux, il est parfaitement vrai, que les côtes de la Circassie sont inhospitalières et sauvages; pour eux, à l'idée seule d'un Circassien s'associent tout de suite des idées de massacre, de destruction et d'esclavage; enfin la haine d'un côté et l'effroi de l'autre ne sont pas, sans doute, de bonnes dispositions pour porter un jugement équitable, quand même on aurait les occasions de voir et d'approcher un peuple dans son état naturel.

S'il est donné à ces lignes de remonter jusqu'à la source mystérieuse des intrigues et des déceptions dont nous avons parlé (et il se peut que les vérités énoncées ici pénètrent au-delà même de l'Europe), leur effet sera de troubler singulièrement la politique russe, d'apporter de vives lumières aux victimes de sa fourberie, et d'appeler leur attention sur l'alarme ainsi donnée à leur ennemi, qui n'existe et ne prospère qu'en aiguisant l'épée d'un ami contre un ami, et en faisant périr le frère par la main du frère.

On peut se convaincre de la force et de l'effet de ce système de fourberie en examinant les dispositions des Polo-

nais à l'égard des Circassiens. S'il fut jamais deux peuples faits pour sympathiser, c'était sans doute ces deux races, également belliqueuses, également pénétrées de l'amour le plus dévoué pour l'indépendance, combattant toutes les deux la Russie depuis cent quarante ans, c'est-à-dire depuis l'époque de Pierre I^{er}; liées par des rapports éloignés, mais décisifs, où le succès de l'une assurait l'indépendance de l'autre, elles ont dû se trouver enchaînées dans une amitié indissoluble par une communauté d'intérêts, d'amis et d'ennemis, et par une réciprocité d'espérances patriotiques. Eh bien! des régimens de Cabardiens gardent le palais de Paskevitch à Varsovie, et, ce qui est peut-être encore plus surprenant, dix mille Polonais sont réduits à verser un sang que la sympathie a rendu fraternel, et à soutenir une lutte désespérée contre des gens qui sont pour eux plus que des compatriotes, puisqu'ils ont sur ces derniers l'avantage d'avoir encore des armes à la main.

Parmi les différentes relations imprimées sur les Circassiens, il n'y en a qu'une seule qui respire un esprit de modération et de justice, et qui jette une vive lumière sur la vertu et le mérite de ce peuple tant calomnié. C'est la relation d'un capitaine génois qui, au commencement de ce siècle, fut employé par M. Scacy à établir des rapports de commerce entre la Russie et les Circassiens, d'après le projet original du prince Potemkin, qui consistait à se procurer des partisans parmi ce peuple, en profitant des droits de l'hospitalité, qui sont si sacrés à ses yeux. Les liaisons amicales qu'on recherchait devaient être accompagnées de transactions commerciales, afin d'assurer à la Russie des avantages matériels à côté de l'avantage moral de gagner au sein du pays des montagnes des connaissances et des par-

tisans ; conquêtes qui ne pouvaient manquer de devenir une occasion de querelles et de dissensions parmi les Circassiens eux-mêmes. La possibilité de la réussite de ce projet fut démontrée par l'expérience. On débarqua plusieurs cargaisons à Pshad : une querelle sanglante s'engagea entre les Circassiens à l'occasion d'un agent russe qui , ayant enlevé une fille de cette nation , fut poursuivi par la famille offensée , mais défendu par le chef et toute la tribu qui lui avaient accordé l'hospitalité , tant est grande la délicatesse de leurs sentimens d'honneur ! Le parti russe triompha , mais la conduite de toutes les intrigues et menées de cette nature n'était pas sans difficultés. Le gouvernement russe finit par s'en fatiguer , et revint à des moyens plus simples, la baïonnette , l'or et le poignard.

Si les agens de la Russie , avec toutes leurs facilités , sont eux-mêmes , par suite de leur position en Circassie , en quelque sorte incapables de juger sainement ce pays et son peuple , combien cette appréciation doit-elle être difficile au voyageur , qui est en quelque sorte dans la position des Russes , puisqu'il voyage sous leur escorte , et qui , plus il a de sollicitude pour s'instruire , plus il se trouve exposé à ne puiser ses renseignemens que chez les ennemis mortels et les oppresseurs de la Circassie , ou , ce qui est pis encore , à des sources officielles d'un gouvernement qui a calculé d'avance ce qu'il lui convient de faire propager au dehors !

L'étranger ne sait rien de la Circassie , excepté ce qu'il apprend en passant d'une station à l'autre , en côtoyant le Kouban et le Terek , ou en traversant le Caucase , sous bonne escorte , entre Georgiewsk et Tiflis. Pendant les trois jours que dure ce dernier trajet , le voyageur est dans une alarme continuelle. Il croit à tout moment recevoir un

coup de fusil, ou être enlevé par ces « sauvages bandits » montagnards, contre lesquels ils ne songe qu'à la protection de la lance du Cosaque et du passe-port des commandans russes. Combien ses sentimens ne changeraient-ils pas, s'il traversait seul et sans armes, ou même indigent et mal vêtu, cette ligne qui sépare *la civilisation* de *la barbarie*, et s'il avait annoncé à ces sauvages montagnards que sa patrie est une île éloignée qu'on appelle Albion !

Les montagnes du Caucase contiennent une telle diversité de races, de religions, de langues, d'institutions et d'usages, qu'une vie d'homme consacrée à cette étude, en supposant qu'on eût sous ce rapport toutes les facilités désirables, suffirait à peine pour réunir les matériaux nécessaires à leur exacte description.

Quant au chiffre de ces populations, Reinegg nous paraît être la meilleure autorité : Klaproth l'évalue trop bas, par système ; les rapports russes officiels le représentent par un million cent cinquante-cinq mille âmes¹ ; les autorités locales le portent à quatre millions ; nous pouvons, sans crainte de nous tromper, l'estimer à plus de trois millions. Et quand on considère qu'aux tribus caucasiennes proprement dites il faut ajouter, dans ce dénombrement, les diverses colonies considérables de Tartares, de Turcs, d'Arabes, de Cosaques, ainsi qu'une quantité de Géorgiens, d'Arméniens et de Grecs, réfugiés dans les montagnes ou qui y poursuivent leurs spéculations commerciales et industrielles, on peut se faire une idée de la difficulté de se former un tableau exact de tous les élémens d'une popu-

¹ Ce chiffre est dans Malte-brun, et on le donne pour celui de toute la population de l'isthme !

lation, dont l'importance prouve toujours quel poids et quel intérêt doit s'attacher à ce pays.

Tous les habitans caucasiens dont nous venons de parler réunissent quelques traits généraux, saillans au premier coup d'œil, et qui forment peut-être la partie la plus intéressante et la plus importante de leur physionomie caractéristique.

La population entière est armée. Il n'y a pas de petite ferme (cottage) où l'on ne trouve un yataghan, un pistolet, un sabre, un fusil, ou un arc et des flèches. Beaucoup d'habitans possèdent un armement riche et pittoresque; vers l'ouest et le sud, il existe un nombre considérable de cavaliers, et chaque ferme entretient, outre une bête de somme, un cheval pour la guerre. Les Circassiens et les Cabardiens sont tous des cavaliers, et ils ont fréquemment à la bouche la menace de marcher sur Moscou.

Dans l'intervalle qui sépare les lignes du Terek de celles du Kouban, comme on peut le voir sur une carte coloriée¹, la Russie ne possède absolument rien que ses stations militaires. Les Circassiens ont poussé à plusieurs reprises des corps de cinq à dix mille hommes à travers cette frontière militaire; ils ont pénétré fort loin dans l'intérieur de la Russie, et, balayant tout devant eux, ils en ont emmené de nombreux troupeaux de bêtes à corne et à laine; mais ces incursions destructives, soigneusement cachées par la Russie aux yeux des autres puissances, n'ont fait que ren-

¹ Ces points ont été omis sur la carte qui accompagne le numéro 7, elle est en effet d'une trop petite dimension. Nous allons publier un Atlas, dès que deux volumes du *Portfolio* auront paru.

forcer les moyens de pouvoir du gouvernement russe, en inspirant à toutes les populations de l'intérieur des sentimens de haine contre les Circassiens.

La race de leurs chevaux est petite, mais vigoureuse : elle n'est pas la même que la race cosaque, quoiqu'elle ait été croisée avec des chevaux russes.

Les deux tribus dont nous continuons à parler se distinguent par leurs prouesses à cheval. Ces prouesses ont excité, dernièrement, l'étonnement des Européens à Kalisch. Il est singulier que personne n'ait remarqué la raison de la facilité avec laquelle ils tirent en arrière, comme les Parthes d'autrefois ; cela provient de leur manière de se tenir à cheval. Ils montent avec un étrier plus court que l'autre, et s'appuient davantage sur la cuisse gauche, ce qui leur permet de se servir avec plus d'efficacité de leur sabre pour défendre leur flanc gauche, si exposé chez nous dans un combat singulier. Il sont ainsi placés sur une espèce de pivot excentrique, qui se meut et se tourne plus facilement en arrière, et non seulement leur permet de viser avec leur fusil ou leur arc dans cette direction, mais encore assure à ces coups plus de justesse qu'aux coups tirés de front.

Leurs sabres ont une forme particulière, ils sont légèrement recourbés vers la pointe et sont beaucoup plus longs que les sabres turcs. Ils sont de fabrique indigène et du minéral tiré de leurs montagnes. Leur sellerie et buffleterie sont élégantes et excellentes. Chacun se les prépare soi-même et porte avec lui de quoi les réparer. Les boucles et les fermetures sont parfaitement ajustées, très bien travaillées en argent, provenant aussi du Caucase, et ornées d'arabesques émaillées en noir. Quand au plomb et à la pou-

dre, ils étaient dans l'habitude de les importer de l'étranger; mais depuis l'interruption que la Russie a fait souffrir à leur commerce, ils s'en fournissent par eux-mêmes, quoique avec assez de difficulté, ce qui prouve toujours qu'ils possèdent des mines de plomb, qu'ils ont du soufre et du salpêtre, et qu'ils ne sont pas dépourvus d'un esprit fécond en ressources.

Le pays abonde en premières nécessités de la vie : le seul luxe et orgueil des habitans, c'est d'avoir de belles armes. Le costume des Circassiens est aussi simple qu'on peut s'imaginer et le mieux adapté à leurs habitudes guerrières : c'est un bonnet de peau de mouton, qui les défend également contre le vent et la pluie, et un habit en forme de redingote, d'une sorte de flanelle épaisse, de couleur grise, avec des poches destinées aux cartouches sur le devant, et une ceinture autour des reins. Des pantalons collans sont faits de la même étoffe; une seule pièce de l'habillement admet quelque recherche, ce sont des bottines en maroquin rouge ou noir, ornées de broderies en or chez les chefs. A peine y a-t-il quelque autre différence dans le costume des personnes de rangs différens; malgré cela, chaque classe témoigne le respect le plus remarquable à ses supérieurs, le peuple l'observe à l'égard de ses anciens, les anciens à l'égard des nobles, les nobles à l'égard des princes.

Nous connaissons trop peu ces pays pour être en état de généraliser d'un côté, et de citer toutes les particularités de l'autre; si donc nous hasardons de présenter ici quelques observations sur les formes de gouvernement dans ces contrées, ce n'est que pour provoquer là-dessus des recherches, et pour démontrer au moins combien le blâme déversé sur elles par la Russie est peu mérité.

Dans les guerres d'intérieur et dans les guerres défensives, il paraît que ce sont les princes qui décident et font exécuter les mesures nécessaires. Mais lorsqu'on se résout à tenter une expédition au dehors, la troupe tout entière se rassemble et procède à l'élection d'un chef, qui a un pouvoir despotique et irresponsable tant que dure l'expédition.

Pour les affaires intérieures, l'autorité suprême est héréditaire en quelques endroits, ailleurs elle n'existe que sous des formes entièrement républicaines, et se trouve entre les mains d'un conseil, élu parmi les chefs de municipalité, qui représentent chaque village. Dans beaucoup de lieux, l'administration de la justice est confiée à des assemblées régulières, où tous les intérêts sont débattus comme jadis dans les assemblées populaires de la Grèce; terminons enfin en citant ces paroles de la déclaration d'indépendance de la Circassie : « Le chef que se choisit chaque
« corps d'hommes armés pendant la guerre est fidèlement
« obéi; nos princes et nos supérieurs nous gouvernent d'a-
« près les usages de chaque canton, avec plus d'autorité
« peut-être que cela n'a lieu dans les États plus puissans
« qui nous entourent. »

Comme preuve de la facilité avec laquelle ils savent assurer l'exécution de tout système adopté en commun, nous pouvons citer le maintien d'une quarantaine qui, depuis bien des années, les a préservés de l'introduction de la peste, quoique ce fléau ait déjà pénétré plusieurs fois dans leur voisinage. Ils n'ont ni docteurs, ni gardiens, ni lazarets avec leur pavillon jaune; mais c'est au sens commun de

¹ *Portfolio*, numéro 4, page 29.

chaque chef qu'est confiée la tâche de faire les recherches convenables pour se convaincre si l'état sanitaire d'un équipage permet qu'on laisse débarquer les hommes ou la cargaison d'un vaisseau, et cela en face et nonobstant le blocus et la vigilance des croisières russes.

Ce peu de détails suffira, nous l'espérons, à prouver, que si ces provinces opposent de si puissans moyens de résistance aux envahissemens de la Russie, et que l'esprit de ces tribus et l'importance de leur territoire offrent déjà à l'Angleterre une alliance négative et néanmoins très utile, la docilité, les ressources, le courage et les armes de ces populations lui offrent aussi en même temps des avantages tout-à-fait positifs, puisque ces peuples sont loin de réclamer une assistance directe un peu problématique, mais ne nous demandent que de simples moyens d'instruction et de progrès, et nous assurent des avantages réciproques dans les relations de commerce.

Ainsi d'immenses ressources viennent de se placer entre les mains de l'Angleterre, par l'effet même des progrès de la Russie; il faut seulement que l'Angleterre prenne le parti de les utiliser, et combine les élémens d'une puissance qu'un seul mot de sa part peut créer. Si M. Canning cherchait à rétablir l'équilibre en Europe, et contre-balancer l'alliance de l'armée française en Espagne avec une faction dans le même pays, en sanctionnant des insurrections comparativement insignifiantes de l'autre côté de l'Atlantique, combien ne serait-il pas plus important de *prévenir* de nos jours le *déplacement* de cet équilibre menacé par les conquêtes de la Russie, *en maintenant* une indépendance qui existe de fait comme de droit, et qui se trouve placée *entre* la

Russie et Constantinople d'un côté, entre la Russie et Calcutta de l'autre.

La déclaration de l'indépendance de la Circassie, que nous avons publiée, prouve combien ce peuple avance à de semblables résultats, et quoique rien n'ait été fait jusqu'à présent pour aider des combinaisons réciproques, le sentiment de cette nécessité a déjà pris racine : or elle n'aurait jamais apparu, si la chose eût été impraticable, et même si tous les jours les tendances et les convictions ne la rendaient plus aisée. L'inimitié, qui existait anciennement entre beaucoup de tribus, s'est presque évanouie. Les représentans des plus illustres familles ont été ravis à la Circassie ; c'est peut-être du reste à cette circonstance que l'on doit l'établissement d'une ligue générale, qui peut à présent sauver ce pays, en lui en fournissant tous les moyens, et même lui assurer une place bien différente de celle qu'il occupait jusqu'à ce jour parmi les nations.

Si la Circassie est sauvée, la Russie est refoulée derrière le Caucase : c'est alors que s'ouvrirait un vaste champ pour les entreprises du commerce, non seulement importantes pour les quatre ou cinq millions d'habitans, dont la production et la consommation influeraient directement ou indirectement sur notre propre commerce, mais aussi pour toutes les améliorations d'un effet immédiat sur la Circassie, et d'une influence puissante sur le désir d'indépendance et de tranquillité chez toutes ces populations et dans tous ces royaumes torturés par la politique et menacés par les armes de la Russie. L'influence de l'Angleterre, dans son extension *directe* vers l'Orient, atteindrait bientôt la mer Caspienne, et l'on peut juger combien les popula-

tions les plus belliqueuses de ces pays sont disposées à apprécier et même à rechercher tous les avantages de ces relations pacifiques, lorsqu'on voit les habitans de ces contrées lointaines admirer les charrues anglaises à Constantinople, exprimer le désir d'en voir envoyer chez eux, et donner l'assurance, que leurs compatriotes sentiraient les motifs d'un pareil envoi, et sauraient profiter de l'exemple.

Il est bien étrange que, dans un siècle aussi distingué par les progrès scientifiques, la politique et la diplomatie aient si complètement écarté l'usage de ces moyens qui ont toujours agi avec tant de puissance sur la condition matérielle de l'homme, et qui sont en vérité les meilleures sources d'influence et de relations entre un peuple plus civilisé et un autre plus rapproché de l'état de nature. Les hommes devenus les premiers princes et potentats de la Grèce n'étaient que des étrangers, qui arrivèrent des pays plus avancés en civilisation dans une contrée dont l'état ressemblait à celui de la Circassie de nos jours. Ils ont réussi à réunir ces peuples en associations politiques plus régulières, avant de pouvoir y occuper les places qui ont transmis leurs noms à la postérité. Ils obtinrent cette influence et ces résultats par leurs leçons d'une utilité pratique, ils acquirent le pouvoir politique en introduisant les charrues et les semences, les lettres et la musique. Mais aujourd'hui, n'a-t-on pas infiniment plus de facilité encore à produire de pareils résultats. Esculape connaissait les herbes et les simples, mais non la vaccine : Cadmus inventa un alphabet, mais non le système de Lancastré. Ces choses nous paraissent insignifiantes, parce qu'elles sont communes parmi nous ; c'est justement ce qui leur donne de l'importance là où elles sont inconnues. Parmi toutes

ces populations que nous avons décrites, deux objets principaux excitent le plus vif intérêt : c'est la vaccine et les livres d'enseignement élémentaire ; le premier venu qui posséderait ces moyens ou des moyens pareils est sûr de leur inspirer de la reconnaissance et du respect. Nous ne parlons de ces deux objets que pour donner à la fois une idée de la condition sociale et des dispositions intellectuelles chez les peuples caucasiens, persuadés que nous sommes, que ce trait les aura peints beaucoup mieux que de longues dissertations.

SUR LES POPULATIONS SLAVES

QUI NE SONT PAS SUJETTES DE LA RUSSIE.

Un exposé de l'état des populations slaves soumises à la Prusse, à l'Autriche et à la Turquie, et évaluées à vingt millions, était un des objets principaux dont nous voulions nous occuper. Notre attention fut dirigée plus vivement encore sur cette matière par la lettre « d'un Slave » qui nous a envoyé une réfutation de l'assertion de la *Gazette d'Augsbourg* « que les Slaves ne sont que des intrus en Europe. » Quand une opinion pareille circule à travers toute l'Europe, sans qu'aucun journal, du moins en France et en Angleterre, l'ait contredite, cela ne démontre-t-il pas une singulière ignorance ou indifférence relativement à la base réelle de la puissance de la Russie? Les Slaves sont, après les Chinois, la race la plus nombreuse sur la terre, ils sont presque tous en Europe, au nombre d'au moins soixantedix millions et s'accroissent plus rapidement que tout autre peuple.

Nous saisissons cette occasion pour présenter nos remerciemens à tous ceux qui nous ont transmis des documens et autres pièces de beaucoup d'intérêt, et nous ne pouvons nous empêcher d'éprouver une vive satisfaction à la vue des motifs qui nous ont valu ces communications.

SUR LES POPULATIONS SLAVES

QUI NE SONT PAS SUJETTES DE LA RUSSIE.

«L'Europe n'est pas habitée par des Slaves, mais par des nations d'origine germanique et latine; les Slaves n'y sont que des intrus sur la frontière orientale.»

Quiconque a prononcé ces paroles n'a jamais lu une seule page de l'histoire, ni mis le pied dans aucune partie de l'Europe orientale. L'auteur, dans la gazette d'Augsbourg, *n'a pas pu* commettre une erreur, son assertion a eu sans doute quelque but, que nous ne prétendons pas approfondir. Nous serions cependant étonnés, si une assertion pareille pouvait produire un autre effet que celui de la surprise éveillée par l'ignorance, non de l'auteur, mais du public, auquel il s'adresse. Ce qui nous étonne encore plus, c'est que jusqu'à ce moment personne n'ait contredit cette assertion; or l'époque actuelle ne permet pas à l'Europe de rester dans l'ignorance de pareilles matières, les heures destinées aux préparatifs sont comptées, et l'Europe n'en a plus à perdre, *si tant est* qu'elle veuille se soutenir à la hauteur des événemens. Ce n'est pas le temps de rabaisser ni d'exagérer la force et les ressources de la Russie.

La partie septentrionale et orientale de l'Europe étaient entièrement occupées, au commencement de l'ère chrétienne, par une race différente de la race teutonique, celtique et scandinave, par la race des Slaves sous leurs diver-

ses dénominations de Slaves, Venedi, Polani, Roxolani, Obotriti, Serbes, Bulgares, Dalmates, Morlaques, Moraves, Bohêmes, etc; ces derniers peuples n'apparurent sur les cartes de l'Europe que vers le ix^e siècle. Leurs établissemens s'étendaient depuis l'Adriatique jusqu'au Danube, et de l'Elbe, en comprenant la Bohême et la Moravie actuelle, jusqu'à la Baltique, et loin au nord et à l'est vers la Russie proprement dite. Les connaissances géographiques de ces temps ne permettent pas de présenter une description plus exacte de cet état de possessions territoriales. Les Slaves occupaient cette immense étendue de pays en masses compactes et n'étaient point disséminés ni entre-coupés par des nations d'origine différente, excepté par les Magyars ou Hongrois de l'ancienne Pannonie, et par les Lithuaniens entre le Niemen et la Dwina. Les populations germaniques établies sur une longue ligne de pays et de montagnes de l'Europe centrale arrêtaient, depuis l'Adriatique jusqu'à la Baltique, les progrès des invasions nomades des Slaves : ces derniers se fixèrent alors dans les plaines de l'est et du nord et dans les provinces appartenant aujourd'hui à la Turquie d'Europe. C'est là qu'ils ont fondé les royaumes puissans et célèbres de Servie et de Bulgarie; mais au nord et à l'est, ils devinrent un peuple pasteur et agricole, de mœurs douces et peu guerrières. Alors les Germains, qui d'abord avaient tremblé devant leurs invasions, les assaillirent à leur tour. Les Germains devinrent alors *les intrus* dans les établissemens des Slaves en Poméranie, en Lusace, en Silésie, sur les côtes de la Baltique, et sur toute la longueur de leurs frontières naturelles. Ces agresseurs des communautés pacifiques des Slaves commirent contre elles les plus grandes

atrocités, d'après les récits des chroniqueurs contemporains. Les Othons et les Henris d'Allemagne, firent aux Slaves une guerre d'extermination, surtout au nord de l'Elbe. Que sont devenus les Dalemitziens, les Rhédariens et les Havelans ? On rasa leurs villages, on détruisit leurs villes de fond en comble. A la prise de Lenczyc ¹, deux cent mille hommes d'une armée slave réunie furent massacrés, et on emmena des populations entières comme esclaves. L'état de ces vaincus fut si malheureux, qu'il donna lieu à l'emploi du terme indiquant leur nom dans le sens du plus dur esclavage. *Slavian* ou Slave, fut appelé en Allemagne *Sklave*, leur condition *sklaverey*, en français *esclave*, *esclavage*, chez nous *Slave*, *slavery* ². Que sont devenus en résumé la Silésie, la Lusace, la Poméranie ainsi que les royaumes plus célèbres de Moravie et de Bohême ? Regardez les parties vitales dont se compose l'empire autrichien, tournez vos regards vers l'origine de la puissance prussienne, qui descend d'un duché reconnaissant la suzeraineté de la Pologne jusque vers la fin du XVII^e siècle. Plus de la moitié de la population de l'Autriche et près d'un tiers de celle de la Prusse sont Slaves. Mais parce que leurs personnes obéissent à des intrus germaniques, leur esprit slave a-t-il été conquis ? L'histoire ne nous présente-elle pas un grand nombre de nations, subjuguées pendant un certain temps, pendant des siècles même, puis brisant leurs liens, parce que leur esprit d'indépendance a

¹ Ville du palatinat de Kalisch.

² Il est fort singulier, que le mot esclave n'a plus été retraduit dans la langue slave. Le terme pour y désigner un esclave nègre, par exemple, veut dire proprement « prisonnier. »

survécu ; parce que , tandis que les générations des vainqueurs ont déjà oublié et leurs triomphes et les abus qui les ont suivis , les vaincus n'ont pas oublié leur joug et le désir de s'en venger ? Mais où a-t-on trouvé , jusqu'à ce moment , un peuple subjugué , puissant comme le sont les Slaves , et ayant une *sœur libre* comme la Russie ?

Quelle langue parle t-on dans les villages de la Russie occidentale , en Poméranie , en Lusace , en Silésie , à peu de lieues de Dresde et de Berlin ? N'est-ce pas la langue slave ? et cette même langue n'est-elle pas parlée aussi en Moravie et en Bohême ? Fait-on cultiver tous ces dialectes et littératures , ou plutôt les gouvernemens ne les font-ils pas négliger exprès , ne les haïssent-ils pas comme une espèce de protestation continuelle en faveur de toutes ces nationalités , qu'un pays conquérant ne peut jamais souffrir chez les peuples subjugués ? Nicolas abolit en Pologne les écoles et les universités polonaises ; Frédéric Guillaume abolit aussi les collèges polonais dans le duché de Posen , et proscrivit la langue polonaise dans tous les actes de son gouvernement. Ce que les Polonais subissent en ce moment , les Slaves l'ont souffert durant des siècles de la part de leurs voisins allemands , qui les opprimaient sous les divers titres d'apôtres de la foi , d'usurpateurs politiques , de chefs d'industrie et de commerce. Comme la Russie est active de nos jours à russifier les Polonais , ainsi les gouvernemens germaniques ont travaillé pendant des siècles à germaniser leurs frères slaves.

Mais quelles inductions pratiques y a-t-il à tirer de souvenirs remontant à des époques si reculées ? C'est que l'autocrate de Russie ne se contentera pas de son empire restreint dans ses limites actuelles. Son ambition sera d'être

empereur des Slaves ; toutes les nations et toutes les tribus de cette race auront à se réunir autour d'un seul trône commun. Les czars , en s'attribuant le titre d'empereur de toutes les Russies , concurent des prétentions sur la Pologne, qui possédait quelques uns des anciens duchés russes ; cette circonstance prépara ensuite la destruction de la Pologne elle-même. Des provinces si honteusement volées s'appellent dans les documens officiels de la Russie , provinces *restituées* ou *réincorporées*. Maintenant, que la Pologne elle-même vient d'être déclarée par le czar actuel province conquise et partie intégrante de la Russie , un nouveau titre pourra être puisé dans cette usurpation , et nommément un titre de possession à l'égard de tous les pays qui autrefois appartenaient à la Pologne , et comprenaient surtout, depuis le XI^e siècle jusqu'au XIV^e, la Silésie, la Lusace , la Poméranie, la Gallicie et autres provinces aujourd'hui prussiennes ou autrichiennes. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut se former une idée de la profondeur et de l'étendue des vues par lesquelles la Russie cherche à établir son protectorat sur la confédération germanique ; car, ce point une fois obtenu , il lui serait facile de désorganiser l'état actuel des principautés indépendantes, et de se ménager l'occasion d'intervenir dans les troubles politiques, qu'elle prépare. La Prusse orientale et la Hongrie, placées le plus près sous la redoutable serre de la Russie , deviendraient sa première proie et la juste rétribution des efforts pacificateurs qu'elle aurait l'air de déployer ; le reste des provinces slaves s'y réunirait en quelque sorte spontanément , par suite de la dissolution de la monarchie autrichienne et prussienne , par suite de l'anarchie répandue, du prestige des forces et de la suprématie russe ,

enfin par l'effet des penchans et des tendances provenant de l'analogie de race, de nom, de langue et de religion. Tout cela peut paraître incroyable ; on trouvait aussi incroyable le partage définitif de la Pologne. Les actes du cabinet russe trahissent les intentions avec lesquelles il poursuit ce plan, qui nous paraît imaginaire ; dans ses écoles et ses collèges, dans les ouyrages de ses savans, partout il cultive soigneusement les tendances russo-slaves. Si l'empereur régnant ne parvient pas à réaliser ces conceptions, son fils ou ses successeurs ne manqueront pas de suivre des projets d'une si profonde portée.

Les choses en sont venues au point, qu'il faut que l'Allemagne écrase et repousse la Russie jusque dans ses déserts natifs, ou bien la Russie forcera l'Allemagne à se dépouiller de ses possessions slaves. Elle ne les a tenues, ces possessions, qu'à un titre dont l'origine était outrageante et l'exercice meurtrier pour la nationalité slave ; aujourd'hui, cette nationalité travaille à se reconstituer sous les auspices d'un empire, qui réussit d'autant mieux qu'il ne procède qu'avec patience, qui crée les combinaisons les plus étendues, et possède un tel fonds d'intelligence, de capacité et de zèle dans la poursuite de son but, que non seulement il obtient des succès de tous les côtés, mais aussi trouve le secret de cacher ses mesures, ses progrès et ses projets, et de toujours déguiser ses motifs.

Des siècles d'injustices commises dans le pays des Slaves ont inspiré à toute leur race une haine insurmontable contre les Allemands. Cette haine ne s'est pas modifiée jusqu'à l'époque de la dernière guerre polonaise ; ce n'est qu'alors qu'une lutte patriotique éveilla la sympathie la plus puissante chez les Allemands, et leur fit envisager la fatale issue

de ce combat avec un sentiment profond de douleur. Ces dispositions généreuses ont jailli de deux sources : d'abord de la fraternisation des Allemands avec la justice et l'humanité tellement outragées par un sauvage conquérant, et puis d'un pressentiment instinctif, qu'un pareil sort menace l'Allemagne. Nicolas fut piqué au vif de cette sorte de réconciliation politique, opérée entre une partie considérable de Slaves et les Allemands tant haïs par eux autrefois ; tandis que d'un autre côté, le schisme entre les Russes et les Polonais, devenant un obstacle au grand projet de l'empire slave, nécessitait l'emploi de toutes les forces de la Russie pour succomber. C'était un mal intérieur qu'il fallait guérir avant toute préoccupation extérieure.

Examinons, maintenant, la morale du discours de Varsovie : « J'ai défendu à vos fils, ainsi qu'aux Russes, d'étudier dans les universités allemandes et même de voyager, « pour qu'ils ne soient pas atteints de la contagion des « principes étrangers. Vous n'êtes plus des Polonais, mais « des Slaves, frères des Russes. Je vous parle comme empereur de toutes les Russies, et bientôt je vous adresserai « la parole, ainsi qu'au reste de vos frères les Slaves, comme « souverain du pays de toute notre race. Connaissez l'ambition de la Russie, qui est aussi la mienne. Elle porte « en elle le germe de sa grandeur. D'un duché de Moscovie « elle est devenue un czarats ; puis elle a conquis les villes « libres et les duchés avoisinans ; ensuite ses czars ont « réincorporé toutes les Russies, et pris le titre d'empereurs « de toutes les Russies comme répondant mieux à l'étendue « de leurs possessions, et celui d'autocrates, en raison de « la nature illimitée de leur pouvoir. Mon frère a reconquis « la Pologne : c'est un héritage de notre grande famille

« tout entière , dont je ne suis le chef que pour conserver
« l'héritage intact , et pour ne pas perdre un pouce de
« terrain qui ait une fois appartenu à la Russie. Croyez
« moi , c'est un vrai bonheur que d'appartenir à la Russie
« et de jouir de sa protection. »

Le bonheur d'appartenir à la Russie est conféré à la Pologne , à la Courlande , à la Finlande , à la Géorgie , etc. ; celui de jouir de sa protection a été étendu à la Valachie , la Moldavie , la Servie , la Grèce , l'Égypte , la Turquie , la Perse , la Suède , la Prusse , et par cette dernière aux autres États germaniques : les dangers de la non protection sont déversés déjà sur l'Autriche , et menacent la France et l'Angleterre. Les carlistes de France et d'Espagne , le roi de Hollande , les potentats de l'Italie , invoquent cette protection de loin : voilà le résultat de vingt ans de paix et de progrès. Quel sera l'état de l'Europe au bout d'une dizaine d'années encore d'une pareille paix et d'une pareille progression ?

Dans son énumération des troupes russes , l'auteur de l'article de la *Gazette d'Augsbourg* affirme que « sur les
« cent cinquante mille hommes que Diebitsch s'était vanté,
« à Berlin , d'avoir sous la main au moment où la révolution polonaise allait éclater , il n'y eût que vingt-huit mille
« hommes prêts à entrer en campagne. » Cette assertion est complètement fausse. La révolution polonaise a éclaté quatre mois après les journées de juillet , et Diebitsch marcha contre elle en février , à la tête de cent trente mille hommes. Ainsi la manière dont on a évalué à Berlin le nombre des troupes russes disponibles était , si non précise dans les chiffres , au moins peu inexacte au fond , et n'était point une
« vaine fanfaronnade. » La Russie maintient toujours ses

armées sur le pied d'activité, et ne les licencie jamais, comme c'est l'usage chez d'autres peuples. Les forces russes, qui sur trois points différens entrèrent, au mois de février, en Pologne, afin de «rouler Varsovie et passer sur le Rhin», d'après l'expression dont s'est servi Nicolas, se montaient à bien près de cent cinquante mille hommes, nombre dépassé ensuite par l'armée qui opérait seulement dans le royaume. En outre, des corps nombreux étaient employés à étouffer et à prévenir les mouvemens insurrectionnels en Lithuanie et dans les autres provinces polonaises; bref, c'est à près de quatre cent mille hommes qu'on peut estimer le total des troupes russes, qui, directement ou indirectement¹, de près ou de loin, ont été mises en campagne à l'occasion de la guerre polonaise. L'armée polonaise se composait de trente et un mille hommes au commencement de la révolution; elle a été à peu près doublée pendant le cours de la campagne, mais n'a jamais pu dépasser cette proportion à cause du manque d'armes. La force principale des Polonais consistait dans leur patriotisme, et cette vertu a produit de si grandes choses, que la Russie, malgré toutes ses ressources, se trouvait engagée dans une lutte où il s'agissait pour elle de la vie ou de la mort. Les Polonais, dans le but d'appeler l'Europe à leur secours, ont systématiquement représenté les forces de la Russie au-dessous de la réalité. Les Russes, de leur côté, par une vanité qui coïncidait ici avec leur vraie politique, ont systématiquement aussi évalué trop bas les forces polonaises; la tendance des

¹ On peut trouver une évaluation exacte et détaillée des forces russes en Pologne à cette époque dans l'ouvrage de M. Brzozowski, *La Guerre de Pologne*, Leipsick, 1833, p. 375.

rapports de toutes les deux parties belligérantes fut donc de diminuer aux yeux de l'Europe les proportions et l'égalité de la lutte. Si le contraire se trouve être la vérité, quelle chance unique a été perdue pour l'Europe, et quel accroissement de forces la Russie n'a-t-elle pas gagné? La meilleure preuve de l'incertitude du succès des Russes, c'est que le jour même de la chute de Varsovie, on vit arriver dans cette capitale un secrétaire de Tatistcheff, l'ambassadeur de Russie à Vienne, porteur de propositions faites en commun par la légation russe et le prince de Metternich au gouvernement provisoire de Pologne, et ayant pour objet l'établissement d'un royaume de Pologne sous un prince d'une autre dynastie que la dynastie russe. Nous pouvons garantir l'authenticité de ce fait, quoiqu'il n'ait jusqu'ici jamais été publié.

Tant que la Pologne a gardé les sentimens et la position, dont la force de résistance a été si bien établie par une grande lutte, la Russie était comparativement peu dangereuse pour l'Allemagne; mais à présent, elle va le devenir plus que jamais, quoiqu'elle ait encore besoin sans doute de quelque répit pour se remettre du choc et pour tirer parti de sa nouvelle conquête. Le danger pour l'Allemagne va s'accroître, moins encore par le déplacement des limites russes qui n'étaient établies qu'en *deçà* de la Pologne, et qui aujourd'hui ont avancé *au-delà* de ce pays, que par l'unité des sentimens russo-slaves prêts à réagir avec une nouvelle force sur les sympathies des populations slaves soumises à l'Autriche, la Prusse et la Turquie. Ces dispositions expliquent le passage de la *Gazette d'Augsbourg* (Voyez *Portfolio*, numéro 6, page 48), où il est parlé de

« la nécessité résultant de la situation intérieure de la Russie
« et de l'Europe (il faut restreindre cela à l'Allemagne),
« que l'Europe doive se soumettre graduellement à l'in-
« fluence de la Russie et suivre la direction que lui impri-
« mera cet empire. » Plusieurs auteurs allemands, entre
autres un libéral, un réfugié à Paris, comme Heine, se
rangent presque à cette opinion, puisqu'ils soutiennent, que
l'état de l'Allemagne est déjà tellement désespéré par suite
d'une hostilité d'intérêts et d'opinions à l'intérieur, que de
la Russie seule peut lui venir sa régénération politique !

Que devient en ce cas l'assertion de la *Gazette d'Augs-
bourg* (article La Russie et l'Europe) : « *Que le danger*
« *pouvant provenir de la Russie n'est ni prochain ni*
« *grand ?* » Cette assertion aurait dû porter la date de l'an-
née 1772, lorsque l'empire moscovite ne dépassait pas
encore le Dnieper et la Dwina, et se trouvait séparé de
l'Europe par la Pologne entière, c'est-à-dire par seize mille
lieues carrées que défendaient vingt millions de valeureux
habitans. Mais depuis que la Russie, dans le court espace
de soixante-trois ans est parvenue à renverser cette barrière,
et à poussé ses frontières non seulement au Niemen et à la
Vistule, mais presque jusqu'à l'Oder; depuis que les Co-
saques, bivouaquant près de Cracovie et de Kalisch, se
trouvent à huit jours de marche de Vienne et de Berlin, la
situation des choses est un peu différente. Et cependant
cette augmentation de territoire, du côté de l'Allemagne,
est encore insignifiante, quand on la compare aux acqui-
sitions russes en Asie. En vain l'auteur allemand fait-il valoir
l'insuffisance financière de la Russie. Ce n'est pas la richesse
qui lui fit conquérir tous les pays dont nous venons de
parler, et elle est plus riche aujourd'hui qu'elle ne l'a ja-

mais été, par suite des progrès de l'industrie et par la découverte de mines très riches. En vain parle-t-on aussi de l'impossibilité prétendue pour la Russie de maintenir sur pied de nombreuses armées. Ses troupes étaient certes moins nombreuses et moins bien disciplinées lorsqu'elles ont subjugué les pays qui leur fournissent aujourd'hui tant de sources de nouvelles levées. Ses forces effectives ont été estimées à un million de soldats ; ce nombre n'existe pas seulement sur du papier, mais pour la moitié au moins il fait briller au soleil ses baïonnettes et se trouve prêt à entrer en campagne. L'efficacité des opérations militaires de la Russie est toujours augmentée par l'action de sa diplomatie, qui lui a fait gagner plus de batailles que ses armées, et qui, jointe aux forces matérielles, devient irrésistible, parce qu'elle ne hasarde jamais rien sans être sûre du succès, et que, faisant toujours jouer à la Russie le rôle de puissance agressive, elle est trop habile pour ne pas choisir le moment opportun. Les Allemands auront vu, par le Mémoire publié dans le numéro 2 du *Portfolio*, qu'ils doivent à la Russie leur « ligue commerciale, » que la Russie réclame la gloire de les avoir délivrés du joug de Napoléon ; que depuis le traité de Teschen, conclu par Catherine, la Russie a été le garant de la Confédération germanique, et a répandu sous Paul et Alexandre une pluie si féconde de bienfaits sur l'Allemagne, que si les États allemands ne reconnaissent point aujourd'hui le protectorat de Nicolas, l'Allemagne, comme la Pologne, sera déclarée ingrate. L'alliance de l'Allemagne et de la Russie y est représentée comme indispensable pour le bon gouvernement et la félicité de la population germanique ; il y a plus, « l'armée russe n'apparaîtrait en Allemagne que comme protectrice et bienfaitrice », et l'in-

fluence russe « ne peut jamais devenir dangereuse , mais a
« toujours été fort utile à l'Allemagne. »

Nous ne pouvons ne pas joindre à ces assurances déjà si consolantes les paroles de cette prophétie russe , appliquée à l'Autriche, « qu'un jour viendra, où les populations de la
« monarchie autrichienne qui sont d'origine slave et latine
« soutiendront si énergiquement leur nationalité distincte ,
« que le caractère allemand se trouvera tout-à-fait ab-
« sorbé. »

Nous sommes bien loin de penser que la Russie soit en état de maintenir sur pied et à ses frais , dans une guerre étrangère , des armées aussi nombreuses que celles dont nous avons parlé. Il ne faut pas juger les moyens agressifs de la Russie d'après ses armées ; ses luttes guerrières sont probablement achevées. La guerre turque et la guerre polonaise ont fermé pour elle les doubles portes du temple de Janus ; maintenant elle fera des acquisitions aux dépens de la Turquie , à mesure que celle-ci tombera en pièces. Il en sera de même du côté de la Perse. A l'occident , la Suède plie sous la Russie sans qu'il y ait besoin de guerre ; la Diète germanique va rechercher son protectorat , et on parlera de la désorganisation progressive de l'Autriche et de la Prusse comme on parle à présent « de la dissolution politique intérieure de la Turquie. » Les Slaves , sujets de toutes ces puissances , reviendront à la Russie de leur propre mouvement , de sorte que tous ses projets , les plus éloignés et les plus visionnaires en apparence , pourront être atteints sans armées et sans guerre.

D'un autre côté , la Russie n'a pour elle-même aucune guerre à craindre ; elle avait sans doute à trembler , lorsque l'empire ottoman se trouvait sous les armes et l'avait presque

entièrement repoussée ; elle avait encore à trembler, lorsque la Pologne se leva, s'empara et faillit s'assurer de la moitié de ses possessions slaves ; mais *aujourd'hui*, qu'a-t-elle à redouter ? Point de prédispositions belliqueuses en Europe, point de force de résistance chez ses voisins. Regardons autour de ses frontières, depuis la Laponie jusqu'à la Chine, nous ne verrons nulle part une position politique agressive contre la Russie ; partout, au contraire, c'est elle qui jouit de cette position avantageuse. Voyons à présent les grandes puissances, ses voisines : — A-t-elle à redouter qu'elles prennent l'offensive à son égard ? D'abord la Turquie : ici point de craintes ! Puis l'Autriche (nous parlons *d'agression*, et non du mécontentement à la vue des empiétemens russes et *du désir* de les arrêter) : point de craintes ! La Prusse : point de craintes aussi !!!

Sur la seconde ligne, géographiquement parlant, se trouvent la France et l'Angleterre.

La Russie n'a certainement pas à craindre une attaque de la part de la France ; car, en supposant même Napoléon à la tête des affaires de ce pays dans sa position actuelle, l'idée d'une guerre offensive contre la Russie serait inadmissible. Napoléon a attaqué la Russie quand la Prusse, la Pologne et l'Autriche lui appartenaient. Aujourd'hui la France, en attaquant la Russie, n'attaquerait que la Prusse, la Confédération germanique et l'Autriche, qui, par des intérêts positifs, distincts à la vérité, mais irréfutables, se coaliseraient contre tout mouvement agressif de la part de la France, et, par le fait même de leur union, se trouveraient placées inévitablement, quoiqu'à contre-cœur, du côté de la Russie.

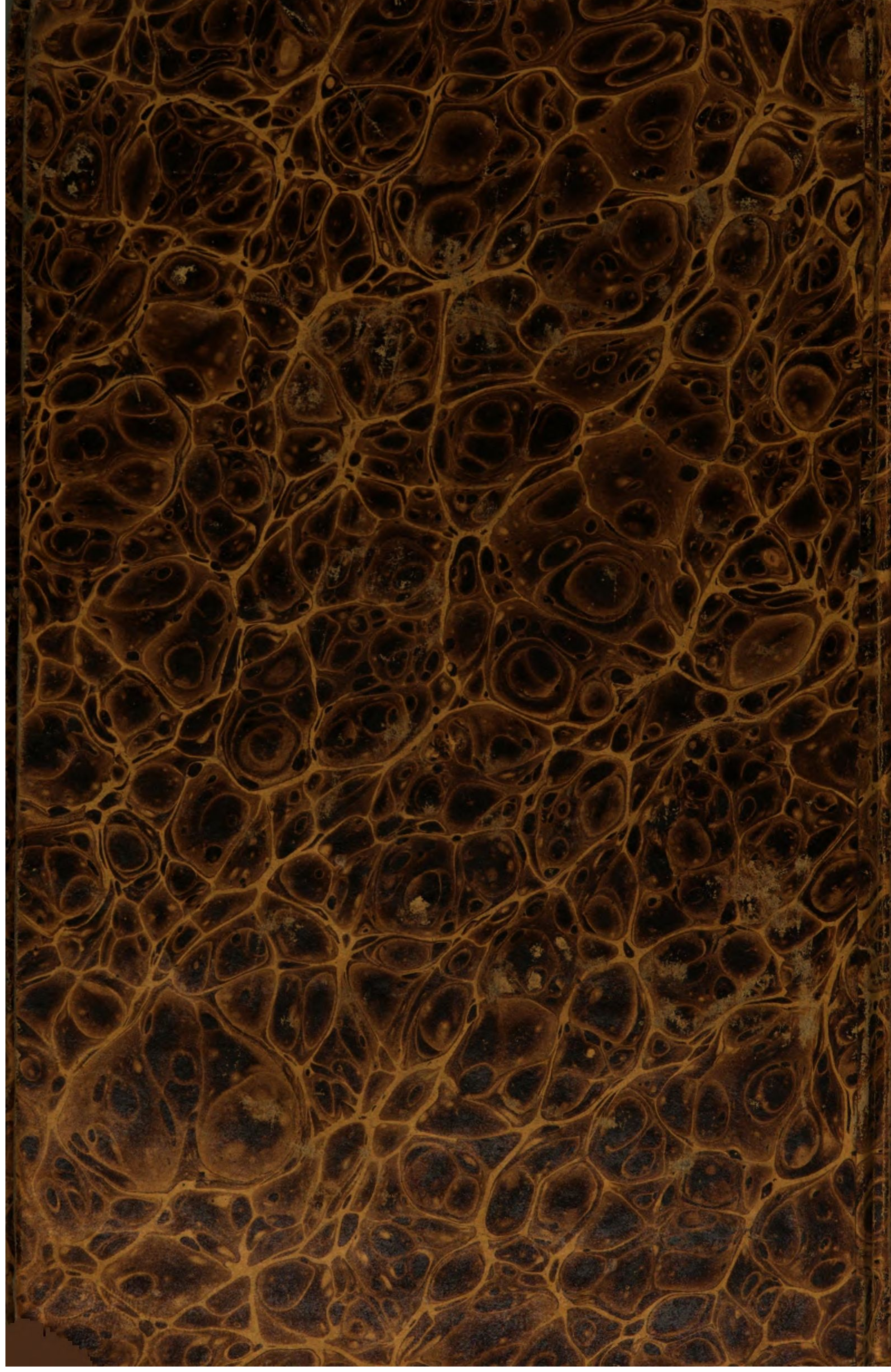
L'Angleterre ? Où peut-elle attaquer la Russie ? Elle peut

sans doute tirer son canon sur les abords extérieurs et impénétrables de cet immense empire ; mais par quel art , par quelle voie possible l'Angleterre pourrait-elle forcer la Russie à opposer un seul régiment à ses attaques ? La chose se trouve entièrement hors de question. Ainsi la Turquie , l'Autriche et la Prusse ne peuvent ou ne veulent pas *à présent* attaquer la Russie ; la France ne peut l'atteindre , et l'Angleterre ne peut lui faire du mal. La force militaire de la Russie , en ce qui concerne sa propre défense , et même en ce qui tient à la réalisation de ses projets les plus prochains sur la Turquie et l'Allemagne , *a donc fait son temps* , et doit descendre dorénavant à un rôle bien subordonné. La diplomatie presque seule pourra faire le reste. Et lorsque , pour me servir de ses propres expressions , la Russie vient d'assurer sa suprématie *sur le repos extérieur et intérieur de l'Europe* , ce qui est parfaitement le cas , alors il est bien singulier de voir le monde parler de guerre. Tout humiliante que soit la position actuelle , elle deviendrait plus dangereuse , si on la méconnaissait. L'Europe , dans les circonstances actuelles , n'est pas en mesure d'attaquer la Russie ; cette dernière puissance est la seule qui soit vraiment inattaquable , et il n'y a pas seulement folie , mais *présomption* de parler de guerre avec elle.

Mais peut-on empêcher la Russie de se saisir des royaumes placés autour d'elle ? C'est une autre question , et qu'il est plus aisé de résoudre. Aucun danger ne se présenterait même de ce côté , si la France et l'Angleterre n'avaient témoigné sous ce rapport une ignorance et une servilité incroyables. Quoique la Russie se présente invulnérable en elle-même , elle n'est que trop vulnérable dans ses projets , et sa politique ayant réussi à faire envisager ses projets

comme partie intégrante d'elle-même, nous pouvons nous expliquer pourquoi, tout inattaquable qu'elle soit, elle tremble tant devant l'investigation que dirigent vers ses projets les peuples et les gouvernemens de l'Europe.

(Nous allons revenir sur cette matière dans notre prochain numéro.)



Urquhart, D.

Le Portfolio ou Collection de documens politiques relatifs à l'histoire
contemporaine

Bd.: T. 1. - I - I

Hambourg (1836)

XBibl.Mont. 1854-1

urn:nbn:de:bvb:12-bsb10718097-8